

CONSTANTIN

ET LA

FONDATION DE CONSTANTINOPLE

Quels motifs ont pu pousser Constantin à désertier l'ancienne Rome et à rompre avec un passé que la tradition alors admise faisait remonter à 1,077 ans? Comment a-t-il pu abandonner ou plus exactement dédoubler officiellement la ville qui était en théorie, non la capitale, mais la maîtresse, la ville souveraine de l'empire, « la tête de l'univers, la ville impériale de la puissance romaine »¹, « la ville-reine »², ainsi que l'appellent les contemporains?

Des explications variées et parfois contradictoires ont été proposées pour découvrir les raisons qui ont pu pousser Constantin à accomplir un acte presque révolutionnaire et d'une portée si considérable. Parmi les chroniqueurs, Zosime est le seul qui réponde à cette question. Païen attardé au v^e siècle et hostile à la mémoire de Constantin, il cherche à donner à ses actes les motifs les plus mesquins. D'après lui, Constantin quitta Rome parce qu'il s'y sentait impopulaire. Un jour de fête solennelle où l'armée devait monter au Capitole, l'empereur défendit la cérémonie en termes ironiques « et, par ce mépris injurieux de la religion, il s'attira la haine du sénat et du peuple. Comme il ne pouvait plus supporter les plaintes qui éclataient contre lui de toutes parts, il résolut de chercher une ville qui égalât Rome en majesté et où il pût établir le siège de son empire »³. Il est inutile d'insister sur le caractère un peu puéril de cette allégation : nous dirons bientôt quel cas il faut en faire.

1. Eusèbe, *Vita Constant.*, I, 26 : « τὴν τοῦ παντὸς κεφαλὴν, τῆς Ῥωμαίων ἀρχῆς τὴν βασιλεύσαν πόλιν. » Id., I, 33, 39, 40; III, 7, 47.

2. Eusèbe, *Vita Constant.*, IV, 63, 69 : « τὴν βασιλῆα πόλιν. »

3. Zosime, II, 30.

Parmi les historiens modernes, Gibbon est un de ceux qui ont recherché avec le plus de pénétration les motifs déterminants de Constantin, et nous verrons qu'en fin de compte son explication, sans avoir une largeur suffisante, est d'accord avec les faits. Il montre d'abord que l'empereur n'avait aucune raison de rester attaché à Rome. « La patrie des Césars n'inspirait que de l'indifférence à un prince guerrier, né sur les rives du Danube, élevé dans les cours ou dans les armées d'Asie et revêtu de la pourpre par les légions de Bretagne. » Mais, selon lui, le choix de Constantinople est dû surtout à des considérations stratégiques. « Dans le choix d'une situation avantageuse, il préféra les confins de l'Europe et de l'Asie pour en imposer avec une puissante armée aux barbares qui habitent entre le Danube et le Tanaïs et pour éclairer de plus près la conduite du roi de Perse... Telles étaient les vues de Dioclétien quand il avait choisi et embelli le séjour de Nicomédie. Mais la mémoire de Dioclétien était justement odieuse au protecteur de l'Église et Constantin n'était pas insensible à l'ambition de fonder une ville qui pût perpétuer la gloire de son nom¹. »

Duruy, tout en faisant la part des motifs militaires et stratégiques, paraît avoir subi l'influence du témoignage de Zosime. « Une cour asiatique », dit-il, « eût été mal à l'aise au milieu des souvenirs qu'éveillaient les noms du sénat, du peuple romain et du Forum, et puis un prince chrétien ne pouvait habiter parmi tous ces temples en face du Capitole où Jupiter siégeait toujours². » Dans son *Histoire ancienne de l'Église*, Mgr Duchesne a développé des considérations du même ordre. D'après lui, Constantin voulait avant tout « avoir une capitale chrétienne ». Rome était trop attachée aux souvenirs du paganisme. « Il avait dû constater que les vieux cultes étaient encore trop vivants pour qu'il fût aisé de les déraciner ou d'en faire abstraction. Sur le Bosphore, il aurait les mains libres³. »

La raison religieuse paraît en somme avoir les préférences des modernes et l'on n'est pas peu surpris de voir reparaitre dans leurs explications l'influence de la Fausse Donation. Dom Leclercq prête ainsi à Constantin le plan machiavélique

1. Gibbon, *Décadence et chute de l'empire romain*, trad. Buchon, ch. XVII.

2. Duruy, *Histoire des Romains*. Paris, t. VII, 1885, p. 202.

3. Duchesne, *Histoire ancienne de l'Église*, t. II, 1907, p. 85.

d'avoir abandonné Rome afin d'y laisser le pape « en qui il paraît avoir vu tout ensemble et selon l'occurrence un délégué et un collègue » libre d'y mener la lutte contre le paganisme. « Plus ou moins rapidement, ceci tuerait cela, suivant le degré de vigueur et d'habileté qu'y apporteraient les papes¹. » Ce serait donc pour laisser Rome devenir une capitale religieuse que Constantin l'aurait abandonnée. Il est inutile d'insister sur le véritable anachronisme qui enlève tout crédit à cette explication.

Telles sont les diverses raisons par lesquelles on a essayé de justifier la fondation de Constantinople, mais la plupart de leurs auteurs se sont contentés d'affirmations d'un caractère assez général et n'ont pas cherché à réunir les preuves de ce qu'ils avançaient. Une question aussi importante pour l'histoire universelle est donc aujourd'hui encore presque entière et il plane toujours une certaine obscurité sur les motifs qui ont déterminé la volonté impériale. N'est-il pas possible de dissiper quelque peu ces ténèbres et de rechercher dans la conduite de Constantin l'explication de cet événement? C'est ce que l'examen impartial des circonstances au milieu desquelles fut fondée Constantinople va nous apprendre.

I.

Il n'est pas inutile de remarquer d'abord qu'avant son installation à Constantinople en 330, Constantin n'a jamais adopté de résidence fixe et que pendant vingt-quatre ans il a vécu en empereur errant. Lorsqu'il est proclamé empereur par les légions de son père à York en juillet 306, le régime de la tétrarchie est toujours en vigueur et, depuis 293, quatre gouvernements impériaux sont installés à Nicomédie, Sirmium, Milan, Trèves, sans qu'aucune atteinte d'ailleurs ait été portée aux institutions traditionnelles de Rome qui est restée la ville impériale. Trèves est donc la première résidence du nouveau César et, après son expédition contre les Francs et les Alamans, il y célèbre les « Ludi Alamannici » (octobre 306). C'est à l'atelier de Trèves que sont émises ses premières monnaies.

1. Dom Leclercq, *Dictionnaire d'archéologie chrétienne*, publ. par Dom Cabrol, article *Byzance*. Paris, 1910, t. II (1), col. 1373.

C'est encore à Trèves qu'il épouse la fille de Maximien Hercule (31 mars 307), et, en juillet 310, après sa lutte victorieuse contre son beau-père, il fait célébrer en sa présence l'anniversaire de la fondation de cette ville¹. Puis la lutte contre Maxence l'entraîne en Italie; après la victoire du Pont-Milvius, il entre à Rome (29 octobre 312) et y séjourne jusqu'en janvier 313². L'entrevue de Milan avec Licinius se prolonge en février et mars 313, puis de mars à juillet, il dirige une expédition contre les Francs et célèbre de nouveau à Trèves des « Ludi Francici »³. L'année 314 est occupée par la guerre contre Licinius jusqu'en octobre. Quelques mois après sa victoire, Constantin fait son entrée à Rome le 18 juillet 315, y célèbre ses Decennalia le 25 juillet et part le 27 septembre pour un voyage d'inspection sur le Danube⁴. On le retrouve à Trèves au début de 316, puis il passe successivement à Vienne (avril-mai), à Arles (août) et quitte la Gaule en octobre 316. En novembre, il est à Milan⁵. Le 1^{er} mars 317, à Sardique en Mésie, il élève au rang de César ses fils Crispus et Constantin, ainsi que le fils de Licinius⁶. Il regagne l'Italie en 318 et séjourne à Aquilée, mais il passe en Pannonie et en Mésie presque toute l'année 319 et une partie de l'année 320. En 322, il dirige une campagne contre les Sarmates et ramène ses prisonniers à Bologne, puis la lutte avec Licinius devenue inévitable le retient définitivement en Orient. C'est à Thessalonique, où il fait creuser un port⁷, qu'il organise une flotte contre son rival fin de 323. Il rassemble aussi des navires au Pirée et fait un séjour à Athènes (janvier 324), puis, après être revenu successivement à Sirmium et à Thessalonique, il envahit la Thrace et commence la guerre contre Licinius. On peut dire que, depuis son départ de Trèves en 316, il n'a pas eu de résidence attirée; mais, à part de courtes apparitions en Italie, il n'a cessé de séjourner dans la péninsule des Balkans, soit dans la région du Danube, soit en Macédoine et en Grèce. Il semble

1. J. Maurice, *Numismatique constantinienne*. Paris, 1908, t. I, p. LVIII-LIX.

2. *Ibid.*, t. I, p. LXXIV-LXXIX.

3. *Ibid.*, t. I, p. XCII-XCIII.

4. *Ibid.*, t. I, p. XCIX-CII.

5. *Ibid.*, t. I, p. CIII-CIV.

6. *Ibid.*, t. I, p. CV-CVI.

7. Tafrali, *Topographie de Thessalonique*. Paris, 1913, p. 15-20.

donc bien que le partage accepté en 314 n'ait été dans sa pensée que provisoire et que la conquête des riches provinces d'Orient abandonnées à Licinius ait été depuis cette époque l'objet de ses préoccupations.

Bien plus, il paraît vraisemblable qu'au moment où il quitta la Gaule, Constantin avait déjà formé le projet d'établir sa résidence définitive dans la péninsule des Balkans, à portée des frontières du Danube. S'il ne songeait pas encore à Byzance, qui appartenait d'ailleurs à Licinius, il eut un moment l'intention de placer sa capitale à Sardique, c'est-à-dire sur l'emplacement de la ville actuelle de Sofia, au centre du haut bassin lacustre qui commande les principales routes de la péninsule et auquel la trouée de l'Isker ouvre un débouché vers le Danube¹. Le fait est affirmé par le continuateur de Dion Cassius², d'après lequel Constantin aimait à répéter qu'il n'aurait d'autre Rome que Sardique. Or, c'est en 317 que Constantin séjourne à Sardique et y élève ses fils au rang de César; ce fut sans doute à ce moment que la situation de cette ville lui parut offrir les avantages qu'il cherchait pour sa future capitale.

En un mot, avant la deuxième guerre contre Licinius, Constantin paraît avoir abandonné l'Occident sans retour et l'idée de créer en Orient, à proximité de la frontière du Danube, une nouvelle capitale avait déjà germé dans son esprit. Et d'ailleurs la rapidité avec laquelle se sont succédé les événements met cette conclusion hors de doute.

L'histoire de la fondation de Constantinople est aujourd'hui bien connue grâce aux belles études de numismatique de M. Jules Maurice³. En outre, les découvertes papyrologiques de M. Jouguet permettent d'apercevoir d'une manière plus nette encore les relations qui unissent la victoire remportée sur Licinius à la nouvelle création. La plupart des historiens en effet avaient placé en 323 la guerre contre Licinius. Seul,

1. Le traité de 314 n'avait laissé à Licinius d'autre province européenne que la Thrace.

2. Τὰ μετὰ Διωνα, ις (Müller, *Fr. H. Gr.*, IV, 199) : ὅτι Κωνσταντῖνος ἐβουλεύσατο πρῶτον ἐν Σαρδικῇ μεταγαγεῖν τὰ δημόσια φιλῶν τε τὴν πόλιν ἐκείνην συνεχῶς ἄγειν. α « Ἡ ἐμὴ Πρώμη Σαρδική ἐστιν. »

3. Voir surtout J. Maurice, *les Origines de Constantinople. Centenaire de la Société des Antiquaires de France*. Paris, 1904; *Numismatique constantiniennne*, 2 volumes, 1908 et 1911.

O. Seeck, se fondant sur un témoignage d'Idace, avait adopté 324. Cette conjecture est confirmée par un papyrus de Théadelphie conservé au musée du Caire, qui montre qu'en novembre 324, l'Égypte venait de reconnaître Constantin. Or, la bataille de Chrysopolis où sombra la fortune de Licinius est datée du 18 septembre. Il ne peut s'agir que du 18 septembre 324 et non 323, car il est invraisemblable que l'Égypte ait mis plus d'un an à faire sa soumission¹.

Dès lors, il est possible de serrer de près le moment où Constantin prit la résolution de fonder sa nouvelle ville. En effet, ainsi que l'a démontré M. J. Maurice, lorsque, le 8 novembre 324, eut lieu la cérémonie de l'élévation de Constance II au rang de César, Constantinople était déjà fondée, puisque, dans la harangue prononcée à cette occasion, le rhéteur Thémistius dit que l'empereur « donne en même temps la pourpre à son fils et une nouvelle enceinte à sa ville »². La suite des faits est donc très nette. C'est le 3 juillet 324 que Constantin met Licinius en fuite à Andrinople. Pendant les mois de juillet et d'août, Constantin assiège et prend Byzance, tandis que Crispus détruit la flotte de Licinius. Le 18 septembre 324, Licinius est définitivement vaincu en face de Byzance, à Chrysopolis (emplacement actuel de Scutari). C'est entre cette date et le 8 novembre suivant que la création de Constantinople a été décidée et entreprise. Dès la fin de l'année 324, l'atelier monétaire de Constantinople procédait à sa première émission³.

Il semble donc que la possession du Bosphore ait été le principal enjeu de cette guerre et que la fondation de Constantinople soit la conséquence directe de la victoire sur Licinius. C'est ainsi d'ailleurs que l'Anonyme de Valois présente les faits : « Constantin », dit-il, « donna son nom à Byzance et l'appela Constantinople en mémoire de sa célèbre victoire⁴. » La rapidité avec laquelle Constantin prit cette décision montre bien que, lorsqu'il attaqua Licinius, le plan de la nouvelle

1. Jouguet, *En quelle année finit la guerre entre Constantin et Licinius*, Séances de l'Académie des inscriptions, *Bulletin*, 1906, p. 231-236.

2. Thémistius, *Orat.*, éd. Dindorf, p. 69. Cf. J. Maurice, *les Origines de Constantinople*, p. 2.

3. J. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. II, p. 481 et suiv.

4. Excerpta Valesiana, dans les *Monumenta Germaniae, Auctores antiquissimi*, t. IX, p. 10 : « Constantinus autem ex se Byzantium Constantinopolim nuncupavit ob insignis victoriae [memoriam]. »

fondation était déjà élaboré dans son esprit. Ce fut sans doute dès la fin de l'année 316, lorsqu'il abandonna l'Occident, désormais pacifié et protégé contre les incursions germaniques, qu'il conçut le projet de transporter dans la péninsule des Balkans, à proximité de la vallée du Danube, le centre principal de ses forces. Les faits ainsi rapprochés permettent de conclure qu'en agissant ainsi il obéissait avant tout à des considérations stratégiques.

II.

Pour essayer de mieux pénétrer la pensée de Constantin, il n'est pas inutile de rechercher exactement les caractères qui distinguèrent la nouvelle ville à son origine.

Ce fut d'abord une création systématique et qui fut menée avec une rapidité prodigieuse. Sans doute l'antique cité de Byzance fut englobée dans l'enceinte que Constantin, d'après un renseignement de Philostorgius, traça lui-même, une lance à la main¹; elle ne devait pourtant être que le noyau de la nouvelle agglomération. Constantin fit restaurer ses monuments dont la plupart dataient de Septime-Sévère, qui avait rebâti la ville après le terrible siège de 193. Mais surtout de nouveaux quartiers s'élevèrent sur un espace quadruple de la superficie occupée par Byzance. Dès l'origine, Constantin, avec une robuste confiance dans l'avenir de sa fondation, assigna à la ville tout l'espace limité par l'enceinte théodosienne, comprenant les sept collines à l'image de Rome, et divisé en quatorze régions, dont une au delà de la Corne-d'Or. Toutefois, le premier mur d'enceinte commencé en 324 engloba seulement les quatre premières collines et une partie de la cinquième, le Xerolophos; l'espace laissé en dehors des murs fut réservé pour un développement futur que Constantin prévoyait grandiose.

Les mesures prises par l'empereur pour assurer le succès de l'œuvre qu'il avait assumée montrent assez quelle importance il y attachait. Les trésors conquis sur Licinius et toutes les ressources dont disposait l'empire furent employés sans compter, au point de causer des embarras au fisc². Pour

1. Philostorgius, *Hist. eccl.*, II, 9 (ap. Photius, *Bibliotheca*).

2. Julien, *Oratio I* (coll. Teubner, p. 9). — J. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. I, p. CLIV.

recruter des hommes de peine, on enrôla 40,000 Goths fédérés, qui furent cantonnés dans les quartiers laissés en dehors de l'enceinte¹; le nombre des architectes et des chefs de chantiers étant insuffisant, on voit Constantin, en 334 encore, demander par un rescrit au préfet du prétoire d'Occident de lui envoyer de jeunes architectes, auxquels il promet, outre leurs gages, l'exemption des charges pour eux et leurs parents².

Pour embellir sa future résidence, Constantin dépouilla sans scrupule les autres villes de l'empire et les sanctuaires païens les plus vénérés. Les chefs-d'œuvre de la statuaire grecque vinrent orner les places publiques ou la terrasse de l'Hippodrome sur laquelle fut transporté le célèbre trépied de Delphes que l'on voit encore sur la place de l'Atmeidan³. De même, pour peupler la ville ainsi construite de toutes pièces, des immigrants nombreux furent attirés, surtout de Rome, mais aussi de toutes les provinces. Des notables romains reçurent en toute propriété de spacieuses demeures construites aux frais de l'État⁴ et l'organisation de l'annone sur le modèle de Rome ne tarda pas à attirer une plèbe nombreuse⁵.

Les travaux inaugurés dans les trois derniers mois de l'année 324, probablement en octobre, durèrent environ dix ans. Dès 325, les murs de l'enceinte sortaient de terre et les principaux édifices religieux et civils commençaient à s'élever⁶. Ce fut sans doute à ce moment que furent jetées les fondations des églises Sainte-Irène et des Saints-Apôtres, du Grand-Palais impérial, du Forum, etc... En 330, les travaux étaient assez avancés pour que l'empereur pût procéder à l'inauguration solennelle qui coïncidait avec la célébration de ses Tredecennalia. Déjà à cette date, l'impératrice Hélène, mère de Constantin, avait été ensevelie aux Saints-Apôtres⁷. La fête

1. Jornandès, 21.

2. *Cod. Theod.*, XIII, 4, 1-2.

3. Saint Jérôme, *Chronicon*, 331 : « Constantinopolis dedicatur pene omnium urbium nuditate »; Eusèbe, *Vita Constant.*, III, 54; Zosime, II, 31; Codinus, *Antiq. Constantin.* (Banduri, *Imperium orientale*, I, 20-21).

4. Sozomène, *H. E.*, II, 3; *Antiq. Constantin.* (Banduri, I, 40, 12); Eunapius, *Vitae sophist.*, éd. Boissonade, p. 462.

5. Eunapius, *Ibid.*; Socrate, *H. E.*, II, 13.

6. Socrate, *H. E.*, I, 16. Cf. Maurice, *les Origines de Constantinople*, p. 290.

7. Maurice, *Numismatique constantinienne*, I, p. CXLIX-CL.

de l'inauguration fut célébrée le 11 mai 330. Comme il arrive dans nos expositions modernes, ce fut sans doute au milieu des chantiers encore ouverts et mal dissimulés que se déroula cette fête. Mais la cour et le gouvernement impérial s'installaient déjà dans les bâtiments à peine construits. C'est en 330 que le *Consistorium principis* est fixé à Constantinople, et la première loi datée de la nouvelle capitale est du 16 juillet 330¹. D'après un renseignement donné par Julien, les travaux furent achevés à peu près en 334²; mais, depuis 330, elle était devenue la résidence habituelle de Constantin.

En se transportant ainsi avec sa cour et son gouvernement sur les rivages du Bosphore, Constantin avait accompli un acte d'une portée considérable et d'un caractère franchement révolutionnaire. La fondation de Constantinople marquait en effet une véritable rupture entre l'empereur et l'ancienne Rome et il était impossible de lui trouver un précédent quelconque. C'était plus qu'un simple transfert de capitale. Lorsque Dioclétien et ses collègues de la tétrarchie avaient adopté pour leurs résidences d'autres villes que Rome, ils y avaient simplement organisé leur cour et leur administration. Les privilèges de Rome étaient restés intacts; elle avait gardé, à l'exclusion des autres capitales, son sénat, ses consuls, son administration frumentaire, ses sacerdoce. Elle était toujours la ville impériale par excellence, alors que les nouvelles capitales n'étaient que des centres administratifs. On ne trouve dans cette organisation aucune nouveauté juridique.

La création de Constantin a un tout autre caractère. Il n'a pas touché aux privilèges de Rome; il les a dédoublés en les conférant à une autre ville. C'est une nouvelle Rome qu'il a voulu fonder et il y a eu désormais dans l'empire deux villes impériales exerçant en théorie la souveraineté sur l'univers.

Tous les témoignages reviennent avec insistance sur l'intention bien marquée de l'empereur qui voulait égaler sa ville à l'ancienne Rome. Zosime dit que Constantin, frappé de la situation de Byzance, résolut de l'agrandir pour en faire « la capitale

1. Mommsen et Meyer, *Codez Theodosianus*, I, pars 1, CCXXI; Seeck, *Die Zeit der Gesetze Constantins* (*Zeitschrift für Rechtsgesch.*, Röm. Abth., X, 241); Maurice, *les Origines de Constantinople*, p. 288 et suiv.

2. Julien, *Oratio I* (coll. Teubner, p. 9).

de l'univers », et il rapporte un oracle attribué à la sibylle Érythrée qui prédisait cette future grandeur¹. Socrate nous donne ce détail important « qu'après avoir fait reconnaître Byzance comme l'égale de Rome souveraine, il changea son nom en celui de Constantinople et établit par une loi qu'elle prendrait le titre de seconde Rome. Cette loi, gravée sur une stèle de pierre, fut exposée publiquement à l'endroit appelé Strategion près de sa statue équestre »². Sozomène dit de même : « Il nomma Constantinople la nouvelle Rome et la constitua souveraine sur tous ceux qui sont sujets des Romains au nord, au midi et au levant³. » D'après Philostorgius, Constantin qualifia sa ville du titre d'« alma Roma » et l'embellit de manière à ce qu'elle pût rivaliser avec « l'ancienne Rome »⁴. Dans un rescrit daté de 334, Constantinople est appelée à l'égal de Rome « la ville éternelle »⁵. Enfin, lorsque dans les conciles œcuméniques le patriarche de Constantinople revendiquera d'abord la seconde place dans la chrétienté, puis des honneurs égaux à ceux du pape, son principal argument sera que la ville dont il est le pasteur est appelée « la nouvelle Rome », égale en dignité à l'ancienne⁶.

Le témoignage des monnaies est encore plus significatif, car elles nous découvrent sans ambiguïté la théorie que Constantin fait officiellement prévaloir. Aussitôt après l'inauguration solennelle de Constantinople, le 11 mai 330, des pièces sont frappées en l'honneur de l'ancienne et de la nouvelle Rome, aussi bien à l'atelier de Rome qu'à Constantinople⁷. Chacune des deux villes est figurée par un buste lauré et casqué, couvert du manteau

1. Zosime, II, 31.

2. Socrate, *H. E.*, I, 16 : « χρηματίζειν δευτέραν 'Ρώμην νόμῳ ἐκύρωσεν. »

3. Sozomène, *H. E.*, II, 3.

4. Philostorgius, *H. E.*, II, 9.

5. *Cod. Theod.*, XIII, 5, 7 : « Pro commoditate urbis quam aeterno nomine, iubente Deo, donavimus. »

6. Concile de Constantinople, 381, canon 3 : Τὸν μέντοι Κωνσταντινουπόλεως ἐπίσκοπον ἔχειν τὰ πρεσβεία τῆς τιμῆς μετὰ τὸν τῆς 'Ρώμης ἐπίσκοπον, διὰ τὸ εἶναι αὐτὴν ἑξάν 'Ρώμην (Mansi, *Concilia*, III, 560). — Concile de Chalcedoine, 451, canon 28, rappelant le précédent : Τὰ ἴσα πρεσβεία ἀπένευμαν τῷ τῆς νέας 'Ρώμης ἀγιοτάτῳ θρίνω εὐλόγως κρίναντες τὴν βασιλεῖα καὶ συγχλήτῳ τιμηθεῖσαν πόλιν καὶ τὸν ἴσον ἀπολαύσαντα πρεσβύτων τῇ πρεσβυτέρᾳ βασιλεῖα 'Ρώμῃ (Mansi, *Concilia*, VII, 369).

7. J. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. I, p. 251, pl. XVIII, 14; p. 253, pl. XVIII, 15; t. II, p. 518, pl. XV, 12; p. 521, p. 534.

impérial ; mais ce n'est pas sans raison, comme on le verra, que le buste de Constantinople tient le sceptre, tandis que celui de Rome est privé de cet attribut¹. Des pièces à la légende : *CONSTANTINOPOLIS* avec une Victoire au revers sont fabriquées à Rome² ; en revanche, des pièces à la légende : *VRBS ROMA* avec, au revers, Romulus et Rémus allaités par la louve, sortent de l'atelier de Constantinople³.

L'union intime des deux cités est rendue plus visible encore par les pièces hybrides dont les coins sont empruntés aux deux ateliers. Celui de Rome a émis entre 335 et 337 deux types de pièces offrant le même revers, la louve allaitant Romulus et Rémus, mais dont les droits représentent tantôt le buste de Constantinople, tantôt le buste de Rome⁴. Enfin, la fiction du transfert du « peuple romain » sur le Bosphore est consacrée d'une manière éclatante par les pièces émises dans le seul atelier de Constantinople à l'effigie du *POPVLVS ROMANVS*, figuré par un adolescent lauré et drapé avec une corne d'abondance attachée derrière lui (335-337)⁵.

Ce fut évidemment pour justifier cette assimilation que Constantin voulut par tous les moyens attirer le plus possible de Romains pour peupler sa nouvelle ville⁶, et quelques-uns des membres des plus illustres familles sénatoriales consentirent à le suivre sur le Bosphore comme pour mieux rattacher la nouvelle Rome aux traditions de l'ancienne⁷.

A cette situation honorifique de premier ordre corresponderent en outre des avantages matériels et des privilèges qui avaient été jusque-là une propriété exclusive de l'ancienne Rome. Sans doute, l'assimilation ne fut pas aussi complète dès le début qu'elle le devint sous les successeurs de Constantin. Du moins, par ses mesures législatives, l'empereur s'attachait-il à

1. Parce que Constantinople est la résidence du gouvernement impérial.

2. J. Maurice, t. I, p. 251 (330), p. 255 (333-335), p. 259 (335-337).

3. *Ibid.*, t. II, p. 534, 537.

4. *Ibid.*, t. I, p. 258-259.

5. *Ibid.*, t. II, p. 536-537, pl. XVI, p. 11-12.

6. *Patria Constantin.* (Banduri, *Imper. orient.*, I, 4) : *Μάλλον οὖν ὁ μέγας Κωνσταντῖνος οἰκῆσαι τὴν πόλιν αὐτοῦ μᾶλλον δὲ τοὺς Ῥωμαίους εἰς τὸ Βυζάντιον κατακρατῆσαι...*

7. Lécirvain, *le Sénat romain depuis Dioclétien à Rome et à Constantinople*. Paris, 1888, p. 218. On cite les noms d'Olympius, Verus, Severus, Urbicius, Callistratus, Florentius, Eubulus, Studius, Zoticus.

doter la nouvelle ville d'un statut juridique aussi semblable que possible à celui de Rome et à y introduire la plupart des institutions qui la distinguaient des autres villes de l'empire.

Avant 324, Byzance, qui avait perdu son rang de ville libre sous Septime-Sévère, était rattachée à la province d'Europe, dont la métropole était Héraclée. Ce rang secondaire ne pouvait plus lui convenir et Constantin la plaça sous l'administration d'un proconsul spécial auquel, en 359, Constance substitua un « Praefectus Urbi », dont les pouvoirs furent les mêmes que ceux du préfet de Rome¹.

La principale innovation juridique consista à distraire le territoire de Constantinople du sol provincial pour en faire légalement un morceau du sol italien. On ne possède plus l'édit par lequel Constantin accorda le « ius italicum » aux habitants de la nouvelle Rome, mais cet édit fut confirmé par ses successeurs en 370² et en 421³. Au point de vue juridique, le sol de Constantinople était donc assimilé entièrement à celui de Rome : il cessait de faire partie du territoire provincial et il en résultait pour ses habitants l'immunité du tribut foncier et de la capitation⁴. Sans doute, depuis Dioclétien, l'Italie avait été soumise au tribut provincial, mais le territoire de Rome avait dû garder l'immunité dont Constantinople reçut le bénéfice⁵.

Le prestige incomparable qu'exerçait toujours l'ancienne Rome provenait surtout des vieilles institutions républicaines, des magistratures et du sénat, restes bien amoindris, mais toujours respectés, d'un passé glorieux. Il était impossible d'appeler Rome une ville qui n'aurait pas eu un sénat et des consuls. Un des premiers soins de Constantin fut donc d'instituer dans la nouvelle ville un sénat à l'image de celui de Rome. D'après Sozomène, « il établit un autre grand conseil appelé sénat et lui donna les mêmes pouvoirs et les mêmes fêtes mensuelles qui étaient en usage chez les anciens Romains »⁶.

1. Socrate, II, 41; *Cod. Theod.*, I, 6, 1; Lécivain, *le Sénat*, p. 219.

2. *Cod. Theod.*, XIV, 13, 1.

3. *Cod. Justinian*, XI, 20, 1 : « Urbs Constantinopolitana non solum iuris italici sed etiam ipsius Romae veteris praerogativa laetetur. »

4. Jullian, *Jus italicum* (Darembert et Saglio, *Diction. Antiq.*, t. III, 1, 745-748).

5. Jullian, *op. cit.*

6. Sozomène, *H. E.*, II, 3.

Cependant, il semble bien qu'il n'eut pas la hardiesse d'établir une identité complète entre les deux assemblées. Un texte de l'Anonyme de Valois indique clairement que les sénateurs de Constantinople se trouvaient placés dans la hiérarchie après ceux de Rome : « Ibi etiam senatum constituit secundi ordinis : claros vocavit »¹. Les sénateurs de Constantinople furent donc simplement « clari » au lieu d'être « clarissimi » comme ceux de Rome ; mais la distinction ne dut pas persister longtemps, et, dans une de ses harangues, Thémistius remercie l'empereur Constance d'avoir amélioré la situation du sénat². Pour recevoir la nouvelle assemblée, une somptueuse basilique fut érigée à l'est du Forum Augustaeon, à côté du palais impérial³.

En ce qui concerne le consulat, il semble bien que Constantin ait reculé devant le dédoublement qui aurait dû résulter logiquement de l'érection de la nouvelle Rome. Jusqu'à sa mort, les consuls ordinaires continuèrent à être désignés et à exercer leurs fonctions à Rome. Puis en 339, l'empereur Constance prit le consulat à Constantinople, tandis que Constant le prenait à Rome. Dès lors, tantôt le consulat fut partagé entre les deux capitales, tantôt les deux consuls furent nommés alternativement dans chacune d'elles. Ce fut seulement à partir de 399 qu'il y eut régulièrement un consul d'Orient et un consul d'Occident⁴.

Un des privilèges les plus enviés de Rome était son administration frumentaire, dont l'organisation remontait à Auguste : les « largitiones frumentariae », qui avaient pris encore plus d'extension au III^e siècle et portaient même sur le vin et les vivres, distinguaient la plèbe romaine de celle des autres villes de l'empire. Constantin institua également l'annone à Constantinople et les distributions de blé commencèrent le jour même de l'inauguration, le 11 mai 330⁵. D'après Socrate, Constantin fit distribuer chaque jour 80,000 boisseaux de blé⁶ et ainsi qu'à

1. Excerpta Valesiana, dans les *Monumenta Germaniae, Auctores antiquissimi*, t. IX, p. 10.

2. Themist., *Orat.*, III, éd. Dindorf; Lécrivain, *le Sénat*, p. 218.

3. Ebersolt, *le Grand-Palais de Constantinople*. Paris, 1910, p. 14-15.

4. G. Humbert, art. *Consul*, Daremberg et Saglio, II, 1, 1465; Goyau, *Chronologie de l'empire romain*, p. 620.

5. Calendrier de Philocalus, *C. I. L.*, I, p. 342 et 394. *Chron. pascale*, a. 332 (*Pat. Gr.*, XCI, col. 712).

6. Socrate, *H. E.*, II, 13.

Rome des corporations de « *navicularii* » furent instituées pour aller chercher le blé en Syrie et en Égypte¹. L'organisation de l'annone était le signe matériel de l'identité que Constantin avait voulu établir entre les deux villes.

Enfin, pour compléter la ressemblance, de même que Rome, Constantinople eut son cirque et ses associations sportives, ses factions. Ce n'était pas là à vrai dire un privilège exclusif de Rome, puisque des cirques existaient aussi dans les plus grandes villes de l'empire, à Trèves, à Carthage, à Antioche, à Thessalonique, mais celui de la seconde Rome devait avoir une importance particulière. Septime-Sévère avait déjà commencé la construction de l'hippodrome de Byzance dont Constantin décida l'achèvement. Ce fut lui qui fit construire les gradins, aménager la spina médiane, qui fut embellie à l'aide d'œuvres d'art enlevées aux temples païens, et ériger la loge impériale, le *Kathisma*, véritable palais qui communiquait directement avec le Grand-Palais impérial².

La division du territoire assigné au développement futur de la ville en quatorze régions, la détermination dans cet espace de sept collines, le nom de Capitole donné à l'une d'elles, montrent jusqu'à quelle minutie presque enfantine fut poussé le souci d'identifier les deux villes. En outre, la nouvelle Rome eut à sa naissance un avantage marqué sur l'ancienne : elle ne fut pas seulement la ville souveraine, elle devint aussi en fait le siège du gouvernement impérial et la résidence des principaux fonctionnaires de l'empire. La nouvelle Rome eut donc sur l'ancienne la supériorité d'être à la fois la cité impériale, souveraine théorique de l'univers, et en même temps la capitale politique, siège réel du gouvernement central. Dioclétien avait cru pouvoir séparer les deux titres ; les capitales de la tétrarchie avaient laissé à Rome son rang de métropole de l'empire. Constantinople au contraire devient à la fois la métropole nouvelle et la capitale définitive. Afin d'assurer à la majesté impériale un siège qui fût digne d'elle, Constantin fit construire sur le plateau qui domine la mer de Marmara un ensemble grandiose

1. Eunapius, *Vie des sophistes*, *Ædesius*, éd. Boissonade, p. 462; *Cod. Theod.*, XIII, 5, 7 (334).

2. Ebersolt, *le Grand-Palais impérial*, p. 13-14. *Patria Constantin.* (Banduri, *Imper. orient.*, I, p. 4).

de palais, véritable cité interdite au cœur de la grande ville, dont les jardins magnifiques s'inclinaient en pente douce jusqu'à la mer : le palais de Chalcé, destiné aux actes solennels du gouvernement; Daphné, où se trouvaient les appartements privés de l'empereur et de sa famille; la Magnaure, réservée aux réceptions solennelles d'ambassadeurs¹. Enfin, comme pour affirmer officiellement la supériorité de Constantinople, le buste lauré et couvert du manteau impérial qui la représentait sur les monnaies était représenté avec un sceptre; l'absence de cet attribut sur les figurations contemporaines de l'ancienne Rome nous découvre la nuance de la pensée impériale². Les deux villes sont également les métropoles historiques de l'empire, mais Constantinople en est aussi la capitale politique et le sceptre qu'elle tient à la main représente la souveraineté impériale dont elle est le siège.

III.

La volonté systématique manifestée par Constantin de créer une nouvelle Rome est donc hors de doute. Après avoir essayé de déterminer le statut juridique de la nouvelle métropole, il est nécessaire de rechercher quel fut son régime au point de vue religieux. L'opinion de quelques historiens, nous l'avons vu, est que Constantin a voulu quitter la Rome des Césars, citadelle du vieux paganisme, pour pouvoir édifier une Rome chrétienne sur le Bosphore. Il est donc important pour apprécier cette conclusion de connaître la politique religieuse de Constantin dans sa nouvelle capitale.

S'il eût voulu pousser jusqu'au bout le parallélisme entre l'ancienne et la nouvelle Rome, Constantin eût dû établir dans sa ville les antiques collèges de prêtres, pontifes, flamines, frères arvaux, saliens, vestales, dont l'existence avait passé si longtemps pour être liée à celle de l'État romain. On ne voit pas qu'il en ait jamais eu la pensée, et pourtant la seule absence de ces institutions devait établir une différence essentielle entre les deux capitales. Cette conduite s'explique d'ailleurs suffisamment

1. Ebersolt, *le Grand-Palais impérial*, p. 14-16, 49-50, 68, 161-164.

2. J. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. I, p. 251-254; t. II, p. 520-523. Cf. *supra*, p. 251.

par les principes qu'il avait adoptés depuis la publication de l'édit de Milan : sans vouloir persécuter le paganisme, il s'abstenait du moins de tout ce qui pouvait en favoriser le développement. Mais on s'est demandé si le désir de fuir le spectacle des fêtes officielles du paganisme, qui tenaient une si grande place à Rome, ne l'a pas poussé au choix d'une nouvelle capitale dont il pourrait faire une Rome chrétienne. Persuadé de la difficulté qu'il rencontrerait à détruire des usages et des institutions séculaires auxquels l'aristocratie sénatoriale gardait un attachement inébranlable, il aurait pris la résolution de chercher un terrain libre où il lui serait possible de poursuivre sans opposition la nouvelle politique religieuse qu'il méditait.

Les érudits se sont divisés sur cette question, et ce qui fait l'objet de leurs controverses ce sont les deux textes contradictoires d'Eusèbe et de Zosime.

D'une part, Eusèbe, après avoir parlé des églises et des « martyria » dont Constantin embellit sa ville éponyme, dit qu'il honora la mémoire des martyrs et qu'il consacra sa ville « au dieu des martyrs », puis il ajoute qu'« inspiré par la sagesse divine », il ordonna de purifier la ville de toute idolâtrie » en interdisant d'honorer les idoles dans les temples, de verser le sang des victimes sur les autels, d'accomplir des sacrifices, de célébrer des solennités en l'honneur des dieux¹. Ce témoignage est confirmé par celui de Sozomène qui va même jusqu'à dire que presque tous les païens et les juifs de Constantinople se convertirent au christianisme et que la ville fondée au moment où se répandait la foi chrétienne ne connut jamais « ni les autels, ni les temples païens, ni les sacrifices », sauf pendant le règne éphémère Julien². De même, saint Augustin affirme que Constantin fonda une ville qui fut « comme la fille de Rome, mais sans les temples, sans les statues des démons »³. Enfin, lorsqu'en 341 Constance II rompt avec la politique de l'édit de Milan et interdit dans tout l'Orient « la superstition et les sacrifices insensés », il fait allusion à une loi de Constantin relative au même objet⁴.

1. Eusèbe, *Vita Constantini*, III, 48-49.

2. Sozomène, *H. E.*, II, 3.

3. Saint Augustin, *De civitate Dei*, V, 25.

4. *Cod. Theod.*, XVI, 10, 2; cf. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. II, p. LXXI.

D'autre part, Zosime affirme que Constantin éleva deux temples païens dans sa ville éponyme. Dans l'un, il plaça la statue de la Mère des Dieux « que les compagnons de Jason avaient mise autrefois sur la montagne de Dindyme qui commande la ville de Cyzique ; on dit qu'il gâta cette statue par le mépris qu'il faisait des choses saintes en ôtant les deux lions et en changeant la posture des mains (il en fit une orante tournée vers la ville). Il mit dans l'autre temple la statue de la Fortune de Rome »¹.

Contre ce témoignage formel, l'affirmation de Sozomène, trop intéressé à exagérer le zèle de Constantin pour le christianisme, ne saurait prévaloir. Reste l'interdiction des cérémonies païennes que le témoignage de Zosime passe sous silence, mais n'exclut nullement : les temples n'ont pas été fermés, seulement les cérémonies du culte et les liturgies solennelles ont été prohibées dans la ville qui était la résidence de l'empereur. Ces textes ne sont donc pas inconciliables, et celui de Zosime prouve suffisamment qu'à l'origine du moins, Constantinople n'a pas eu le caractère d'une ville exclusivement chrétienne. Un examen impartial des faits ne peut que confirmer cette conclusion.

On remarquera d'abord que ce n'est pas le passé chrétien de Byzance qui a pu déterminer le choix de Constantin. Il n'y a aucun compte à tenir de la légende apostolique de saint André qui apparaît seulement au VI^e siècle² et ce n'est pas avant la fin du II^e siècle qu'il est question d'une communauté chrétienne à Byzance³ : son importance paraît avoir été minime et les hagiographes constatent que le nombre des martyrs propres à Byzance est excessivement restreint⁴ ; la plupart des saints vénérés plus tard à Constantinople sont des étrangers dont les reliques ont commencé à être introduites sous le règne de Constance. Il semble même que le premier évêque de Byzance dont l'existence ne fasse aucun doute soit Métrophane, et il exerça ses pouvoirs de 306 à 314⁵. Au moment de la fondation

1. Zosime, II, 31.

2. Dom Leclercq, *Dictionnaire d'archéologie chrétienne*. Art. *Byzance*, II, 1, col. 1364-1365.

3. Tertullien, *Ad Scapulam*, 3 ; *Philosophoumena*, VII, 35.

4. Delehay, *Saints de Thrace et de Mésie* (*Analecta Bollandiana*, 1912, p. 236-237).

5. Dom Leclercq, *op. cit.*, 1368, 1398.

de Constantinople, le christianisme tenait donc peu de place à Byzance et, en se plaçant au point de vue religieux, n'importe laquelle des grandes métropoles de l'Orient, Antioche, Alexandrie, Thessalonique, eût pu offrir à Constantin un terrain plus favorable; à plus forte raison le passé chrétien de Byzance ne pouvait être comparé à celui de Rome; c'est là que Constantin aurait dû rester, s'il eût été vraiment préoccupé de faire de sa résidence une métropole chrétienne.

Au début du iv^e siècle, Byzance nous apparaît au contraire comme une ville toute païenne, et plusieurs des sanctuaires qu'elle possédait furent restaurés ou embellis aux frais de l'empereur. Bien plus, les actes de Constantin nous montrent dans sa politique religieuse une certaine hésitation, un caractère quelque peu équivoque qui s'accorde assez mal avec l'inspiration exclusivement chrétienne que voudraient lui donner Eusèbe et Sozomène.

Il n'est pas douteux tout d'abord que les temples païens de l'ancienne Byzance n'aient été conservés, et l'auteur de la « *Patria Constantinoupoleos* » rédigée à la fin du x^e siècle en cite un assez grand nombre dont le souvenir s'était conservé. Un temple de Zeus, construit sous Numérien dans le quartier où s'éleva plus tard Saint-Mamas, ne fut démoli que dans la deuxième année du règne de Zénon, en 475¹. Le faubourg de Daphni devait son nom à la statue de Daphné apportée de Rome, auprès de laquelle était un oracle; au mois de janvier, les magistrats venaient y recevoir une couronne de lauriers². Un temple païen s'élevait sur l'emplacement de l'église Sainte-Irène³. Le quartier de Psamathia serait ainsi appelé d'une idole adorée autrefois par les païens et que les chrétiens traitaient de menteuse, Ψεμτινός⁴. Quelques-uns de ces temples furent même restaurés, nous l'avons vu, par ordre de Constantin. Aux exemples cités par Zosime, il faut ajouter le temple des Dioscures dont parle Hésychius de Milet et dont on conserva longtemps les statues⁵. Il est même probable, comme le suppose M. J. Mau-

1. Banduri, *Imperium orientale*, I, 58.

2. *Ibid.*, I, 9.

3. *Ibid.*, I, 31.

4. *Ibid.*, I, 48.

5. Hésychius de Milet, IV, 4 (Müller, *Fr. hist. gr.*, IV, p. 1491).

rice, que le temple de la Fortune de Rome, *Ψάμης Τύχη*, fut construit à cette époque, tandis que celui de la Fortune de Byzance, qui existait déjà, fut simplement restauré¹. Sans doute, ces allégories de la Fortune avaient un caractère abstrait qui les rendaient moins choquantes pour des chrétiens que les anciennes divinités de l'Olympe : elles n'en constituaient pas moins une fidélité à la tradition païenne et il est remarquable que Constantin n'ait pas songé à s'en affranchir. Les deux Tychés de Rome et de Constantinople sont représentées en effet plusieurs fois sur les monnaies, celle de Rome sous la figure d'une femme casquée, assise sur un bouclier et tenant avec le sceptre le globe du monde surmonté d'une victoire, celle de Constantinople, conforme au type hellénistique, avec sa couronne tourelée et sa corne d'abondance². D'après la « Patria », une statue de la Tyché apportée de Rome par Constantin aurait été placée par lui au-dessus du palais et détruite par l'empereur Maurice³. D'autre part, suivant une tradition conservée par la Chronique pascale, on célébra en 328 des sacrifices non sanglants, « *Θυσίαν ἀναιμακτον* », en l'honneur de la Tyché de Constantinople, qui reçut à l'égal de Rome le nom mystique d'Ἀνθοῦσα (Florentia)⁴. Ce détail est confirmé par Jean Lydos, d'après lequel Constantinople eut les trois noms qui portait Rome : Amor, Flora, Roma⁵.

Il est impossible de méconnaître le caractère officiel de ces manifestations et il y a là plus qu'une simple tolérance. Au moment où il fonda sa ville éponyme, Constantin ne songea pas à se dispenser des rites et des pratiques qui devaient présider, suivant une tradition très ancienne, à la fondation des cités nouvelles⁶. S'il avait eu la volonté ferme de donner à Constantinople un caractère exclusivement chrétien, il eût certainement agi d'autre manière.

On a cru quelquefois que cette conduite avait obéi à des considérations politiques et qu'il avait voulu ménager les païens encore nombreux, en particulier dans l'aristocratie sénatoriale.

1. J. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. II, p. LXXVIII et 525-526.

2. J. Maurice, *Ibid.*, t. II, p. 520-527; Strzygowski, *Die Tyche von Konstantinopel* (*Analecta Graecensia*, Graz, 1893).

3. Banduri, *Imper. orient.*, I, 9.

4. *Chron. pascale*, a. 328 (*Pat. Gr.*, XCII, col. 709).

5. Jean Lydos, *De Mensuris*, IV, 50 (nom mystique, sacerdotal et politique).

6. Cf. Fustel de Coulanges, *la Cité antique*, p. 153-154.

Tout ce que nous savons de son caractère paraît démentir cette opinion; la puissance formidable et incontestée dont il disposait depuis la chute de Licinius eût rendu toute opposition impossible. Lorsqu'il a cru devoir prendre des mesures défavorables au paganisme, aucune considération ne l'a arrêté et il ne paraît avoir rencontré aucune résistance. S'il a permis ces manifestations païennes dans la ville qu'il fondait, c'est qu'il ne les désapprouvait pas. M. J. Maurice a émis l'hypothèse que jusqu'à l'inauguration de la ville en 330 ce furent le sénat nouvellement créé et les hauts fonctionnaires en grande partie païens qui eurent la haute main sur les travaux et dirigèrent la restauration des temples païens : à partir de 330, au contraire, l'empereur et la cour s'installent à Constantinople, le christianisme devient la religion officielle et c'est alors que le culte païen est interdit sur le territoire de la ville¹.

Il est exact qu'à partir de 330 la répulsion de Constantin pour le paganisme est allée en s'accroissant, mais est-il possible de croire qu'un homme aussi actif, qu'un prince aussi autoritaire, qu'un croyant aussi convaincu se soit désintéressé à ce point du régime religieux qui allait régner dans la nouvelle Rome? Ne vaut-il pas mieux chercher dans l'évolution de la pensée religieuse de l'empereur l'explication de ce changement d'attitude à l'égard du paganisme?

On a aujourd'hui la preuve certaine qu'avant son adhésion publique au christianisme qui suivit la bataille du Pont-Milvius, en octobre 312, Constantin pratiquait le culte du Soleil qui s'était répandu dans l'empire au III^e siècle et avait un caractère de syncrétisme philosophique². Comme M. J. Maurice l'a montré, cette religion était celle de Constance Chlore et, lorsque les panégyristes de Constantin prétendirent rattacher à Claude II l'origine de sa famille, le Soleil, « tuus Apollo »³ fut présenté par eux comme le dieu patrimonial de la dynastie des seconds Flaviens. La nouvelle dynastie solaire fut glorifiée comme prenant la place des dynasties joviennes et héracéliennes de la tétrarchie. Cette religion, qui était probablement celle de son enfance, Constantin y demeura longtemps fidèle et, même après qu'il eut témoi-

1. J. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. II, p. LXXVIII-LXXIX.

2. J. Maurice, *Ibid.*, t. II, p. xx et suiv.

3. *Paneg.*, VII, 21.

gné publiquement sa vénération pour le christianisme, il ne l'abandonna pas entièrement.

Il n'est pas inutile de rappeler que Constantin a reçu le baptême seulement à la veille de sa mort, en 337. Il a donc différé volontairement son initiation au christianisme, parce qu'en réalité ce n'est pas dès le premier jour qu'il y a adhéré tout entier. Autant qu'on peut en juger, même après 312, il semble avoir conservé son respect pour le culte du Soleil; puis, sous l'influence du christianisme, le caractère de ses croyances s'est lentement modifié jusqu'au jour où elles ont fini par se confondre avec les dogmes chrétiens. Un certain nombre de témoignages nous permettent de suivre cette évolution. Comme l'a montré M. Pichon, dans le panégyrique prononcé après l'édit de Milan, ce n'est plus le Soleil qui protège Constantin, mais une puissance providentielle d'un caractère abstrait qui n'est pas le Dieu des chrétiens et admet au-dessous d'elle des dieux inférieurs, sortes de génies attachés au commun des hommes. Dans le panégyrique suivant prononcé par le rhéteur Nazaire, la croyance au Dieu unique est encore mieux marquée et les traits empruntés à la mythologie apparaissent comme des ornements littéraires¹. Le dieu dont il est question dans ces discours paraît bien être le même que celui qui est invoqué dans le texte de l'édit de Milan² ou sur l'inscription de l'arc de triomphe de Constantin érigé à Rome en 315³.

La foi dans cette providence divine dont il a éprouvé les bienfaits paraît être à ce moment le fondement même de la religion personnelle de Constantin; mais cette religion est déjà en train de perdre son caractère abstrait et philosophique. Dès octobre 312, Constantin fait graver le monogramme du Christ sur les boucliers de ses soldats et ce seul fait implique une adhésion formelle au christianisme⁴. Bien plus, le 1^{er} mars 317, à l'occasion de l'élévation de Crispus et de Constantin II au rang de César, l'empereur inaugure son étendard

1. Pichon, *la Politique religieuse de Constantin d'après les Panegyrici latini*. Séances de l'Académie des inscriptions, *Bulletin*, 1906, p. 294 et suiv.

2. Lactance, *De Mortibus persecutorum*, 48; Eusèbe, *H. E.*, X, 5.

3. *C. I. L.*, t. VI, n° 1139, « instinctu divinitatis ». Cf. *Paneg.*, IX, « divino monitus instinctu ».

4. Lactance, *De Mortibus persecutorum*, 44-45; Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. I, p. LXXIV.

particulier, le labarum, dont la hampe se termine par le monogramme¹, et à partir de cette date les signes chrétiens apparaissent sur les monnaies².

Ce sont là des faits incontestables. D'autres faits non moins bien établis démontrent qu'en acceptant ces nouvelles croyances, l'empereur ne renonça pas tout de suite à sa vénération pour le Soleil. L'édit de 321 sur l'observation du repos dominical ordonne de cesser le travail « le jour vénérable du Soleil »³. Détail plus caractéristique encore, des signes chrétiens, la croix grecque par exemple, figurent sur des monnaies dédiées « Soli Invicto Comiti »⁴. Sur une monnaie de l'atelier de Tarragone frappée en 313 en l'honneur de l'entrevue de Constantin et de Licinius à Milan (FELIX ADVENTVS AVGG NN), la tête radiée du Soleil apparaît au droit, conjuguée avec celle de Constantin; sur le bouclier que tient l'empereur, le char du Soleil est représenté au-dessus du buste de l'Océan. La légende : INVICTVS CONSTANTINVS MAX AVG montre l'épithète classique du Soleil appliquée à l'empereur dont la personne se confond avec la sienne⁵.

Par une analyse remarquable des monnaies constantiniennes, M. J. Maurice est parvenu à démontrer que la présence de signes chrétiens au revers de certaines monnaies à symboles païens est due à l'initiative de fonctionnaires subalternes qui trouvaient dans ces marques un moyen commode de distinguer le travail de différentes équipes d'ouvriers graveurs. En ce qui concerne au contraire l'effigie impériale, aucune fantaisie individuelle, aucune altération n'était tolérée⁶. Les monnaies de Tarragone qui identifient l'empereur avec la divinité du Soleil sont donc bien l'expression officielle de la volonté impériale.

Bien plus, il est impossible de ne pas établir un rapproche-

1. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. II, p. LIX.

2. A l'atelier de Tarragone dès 314 (Maurice, *Ibid.*, t. I, p. XXXI; t. II, p. 249), à Rome, 317-320 (Maurice, t. I, p. XXXIII). A Siscia, le monogramme est représenté en 317-320 sur le casque impérial (Maurice, t. II, p. 331 et suiv.).

3. *Cod. Just.*, III, XII, 3; *Cod. Theod.*, II, 8, 18. Voir la discussion de Maurice sur la déformation possible de la pensée impériale, *Numismatique constantinienne*, t. II, p. LXI-LXII.

4. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. II, p. 248-249 (Tarragone, 313-317).

5. Maurice, *Ibid.*, t. II, p. 236-242; cf. Babelon, *Mélanges Boissier*.

6. J. Maurice, *Ibid.*, t. II, p. XCIV-CIX.

ment entre les pièces si curieuses de Tarragone et la statue du Soleil, à la tête radiée, qui fut élevée en 328¹ à Constantinople sur la colonne de porphyre² placée au centre du Forum de Constantin. Cette statue colossale d'Apollon-Hélios était en bronze doré; de la main droite elle tenait une lance, de la main gauche un globe de bronze qui fut peut-être surmonté d'une croix³. Un tremblement de terre la renversa en 1106 et elle se brisa; la tête restée intacte fut portée au palais impérial où Tzetzés la vit⁴. Il est assez remarquable qu'Eusèbe, préoccupé d'écrire un panégyrique où Constantin devient un héros chrétien, ne parle pas de ce monument. Philostorgius, qui écrivait au v^e siècle, mentionne la statue placée sur la colonne de porphyre et il ressort de son témoignage qu'elle représentait Constantin lui-même⁵. L'identification entre l'empereur et le soleil était donc la même que celle des monnaies de Tarragone. Constantin se confondait avec le dieu tutélaire de sa dynastie et ce fut parce que cette statue était censée représenter l'empereur que les habitants de Constantinople, même chrétiens, au dire de Philostorgius, qui raconte le fait avec indignation, brûlèrent de l'encens, allumèrent des cierges et se prosternèrent devant elle⁶. Pour ne laisser aucun doute, on avait, suivant un auteur du x^e siècle, Leo Grammaticus, gravé sur le piédestal l'inscription : *Κωνσταντίνῳ λάμποντι Ἡλίου δεικνύν*, « A Constantin brillant comme le soleil »⁷. Enfin, suivant d'autres sources postérieures, on renferma à l'intérieur du piédestal des reliques, tant païennes que chrétiennes, la statue du Palladium apportée de l'ancienne Rome à côté des paniers de la Multiplication des pains. Sans doute, M. J. Maurice a émis l'hypothèse que ce monument avait dû être dédié à l'empereur par le sénat de Constantinople avant l'inauguration de la ville⁸, mais aucun des témoignages que nous possédons sur cette statue ne nous a conservé d'inscription rappelant ce rôle du sénat. Bien au con-

1. Date donnée par la *Chronique pascalle*, a. 328 (*Pat. Gr.*, XCII, 709).

2. La colonne entièrement calcinée est connue aujourd'hui sous le nom de « colonne brûlée ».

3. Nicéphore Callisté, VII, 49.

4. Tzetzés, *Chiliade*, VIII, 329 et suiv.

5. Philostorgius, *H. E.*, II, 18.

6. *Ibid.*

7. Leo Grammatic. (*Byzant. de Bonn*), p. 87. Les inscriptions de Constantin à Constantinople étaient cependant en latin.

8. J. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. II, p. XLVI-XLVII.

traire, l'identité qu'on relève entre l'inspiration dont témoigne la statue d'Hélios et celle des monnaies de 313 semble indiquer que nous nous trouvons ici en face de la pensée impériale. Il paraît d'ailleurs inadmissible que Constantin se soit désintéressé entièrement de l'ornementation du Forum destiné à porter son nom.

Le monument de Constantinople nous montre donc que, même après avoir accepté le christianisme, l'empereur n'avait pas renoncé à l'attribut tout païen qui était en quelque sorte la représentation concrète de sa dynastie. Le soleil avait cessé d'être pour lui une divinité tutélaire, mais son effigie avait pris une valeur en quelque sorte allégorique et servait à glorifier la dynastie à laquelle il se rattachait et qu'il avait la volonté de perpétuer sur le trône des Césars. Ces vues politiques expliquent la présence dans la nouvelle Rome d'une statue de Constantin-Hélios; peut-être faut-il admettre aussi que ce monument témoigne d'un certain attachement aux doctrines astrologiques. On peut rappeler à ce sujet certains faits caractéristiques dont la « Patria » a conservé le souvenir. Aux thermes de Constantin, on avait construit sept loges (ἐνθῆκαι) en l'honneur des sept planètes et douze portiques correspondant aux douze mois¹. On voyait autrefois devant Sainte-Sophie trois cent quarante-sept statues païennes dont on attribuait la réunion à Constantin et dont plusieurs avaient un caractère astronomique; il y avait entre autres un Zodiaque figuré par douze statues et l'on avait conservé la tradition qu'avant de fonder sa ville, Constantin en avait fait tirer l'horoscope par des astrologues².

Ainsi l'élément païen a tenu dans la fondation de Constantinople une place assez importante. La plupart des historiens ont fait la part trop belle à Eusèbe en acceptant son témoignage sans restriction. Il ne paraît pas du tout qu'en fondant une nouvelle Rome, Constantin ait voulu systématiquement en faire une ville plus chrétienne que les autres villes de l'empire. Il s'est contenté d'y appliquer les principes qui régissaient l'ensemble de sa politique religieuse.

1. Banduri, *Imper. orient.*, 1, 3.

2. *Patria Constantin.* (Banduri, *Imper. orient.*, 1, 3); Preger, dans la *Byzantinische Zeitschrift*, t. XI, p. 164 et suiv. (compte-rendu de l'ouvrage de Maas, *Analecta sacra et profana*).

Or, c'est un fait incontestable qu'après 330, année de l'inauguration de la ville, ces principes se sont quelque peu modifiés. C'est en effet à partir de ce moment que l'attachement de Constantin au christianisme est devenu plus étroit et que sa désaffection du paganisme a commencé à se manifester par des actes significatifs, qui ne sont pas tous particuliers à Constantinople. Ce fut sans doute alors qu'il prononça l'interdiction du culte païen et des sacrifices dans la ville, et l'on a rapproché avec raison cette mesure de celle qu'il avait prise en 327 lorsqu'il permit aux habitants d'HisPELLUM (Ombrie) d'élever un temple en l'honneur de la gens Flavia, à condition qu'il n'y fût accompli aucun acte cultuel, mais qu'il servît seulement à des jeux et des réjouissances populaires¹. De même, il est exact que des églises et des « martyria » s'élevèrent à Constantinople, que des statues d'un caractère chrétien, telles que celles du Bon Pasteur ou de Daniel entre les lions, décorèrent les places publiques, que la statue du Christ fut élevée à l'entrée du palais de Chalcé et qu'une grande croix gemmée fut suspendue à la voûte d'une salle de Daphné². De même, dans le vestibule de Chalcé une peinture montrait Constantin la croix sur le front et transperçant de sa lance un dragon, dont la signification était claire³, et la même allégorie figure sur des monnaies de l'atelier de Constantinople⁴.

Il s'en faut de beaucoup d'ailleurs que ces manifestations de christianisme soient spéciales à Constantinople. Le nombre des églises fondées par Constantin dans sa nouvelle ville ne paraît pas très considérable; plus tard on lui en attribua, sans aucune preuve, un très grand nombre, mais Socrate n'en cite que deux : Sainte-Irène et les Saints-Apôtres; celle-ci était en réalité un mausolée⁵. On peut y ajouter l'église du Seigneur enfermée dans l'enceinte du palais⁶ et peut-être aussi plusieurs chapelles ou

1. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. I, p. CXLV.

2. Eusèbe, *H. E.*, III, 48-49. Sur les colonnes crucigères attribuées à Constantin dans le poème de Constantin le Rhodien, voir *Rev. des études grecques*, 1896, p. 74.

3. Eusèbe, *H. E.*, III, 49.

4. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. I, p. CXLV.

5. Socrate, *H. E.*, I, 16. Il est admis aujourd'hui que l'église Sainte-Sophie fut fondée par Constance.

6. Ebersolt, *le Grand-Palais impérial*, p. 38 et suiv.

martyria, élevés en mémoire des saints. Il est facile de voir que des fondations aussi importantes ont été faites par Constantin à Rome¹, à Antioche, à Jérusalem et que des emblèmes chrétiens furent exposés sur les places publiques dans toutes les villes de l'empire. Enfin, la multiplication des signes chrétiens sur les monnaies ne constitue pas une particularité de l'atelier de Constantinople, et l'on trouve même sur une pièce frappée à Rome entre 324 et 326 une allégorie très claire de la défaite du paganisme². En un mot, Constantinople ne commença à prendre l'aspect d'une ville chrétienne qu'au moment où le même changement se produisait dans tout l'empire. Son statut religieux ne différa de celui des autres villes que par l'interdiction de l'exercice du culte païen, mesure qui s'explique par le séjour de l'empereur et sa politique de plus en plus agressive à l'égard du paganisme et qui est d'ailleurs analogue à celle qui fut prise en 327 à Hispellum. Il semble bien que, s'il avait été dans les intentions de Constantin d'opposer une nouvelle Rome exclusivement chrétienne à la Rome païenne d'autrefois, son action contre le paganisme eût été plus énergique dès le début.

IV.

Cette analyse des conditions dans lesquelles fut fondée Constantinople nous apprend seulement que Constantin eut la volonté de créer en Orient une ville qui occupât dans l'empire la même situation hiérarchique que Rome et lui devînt même supérieure par la résidence de la cour impériale. Cette création devait être déjà décidée au moment où s'engagea la guerre contre Licinius, puisque quelques semaines s'écoulèrent seulement entre la victoire de Chrysopolis et la fondation officielle de la nouvelle ville. De 306 à 316, Constantin avait régné exclusivement en Occident et Trèves avait été dans l'intervalle de ses campagnes sa principale résidence; puis de 316 à 324, il avait parcouru les provinces de son domaine, sans se fixer nulle part, mais se rapprochant toujours des pays du Danube et de l'Orient.

1. Sur les fondations à Rome, voir *Lib. Pontificalis*, éd. Duchesne, I, 172, 178-182.

2. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. I, p. 246-248. Aux pieds de l'empereur une panthère accablée baisse la tête. La panthère, symbole dionysiaque, représentait le paganisme tout entier.

Sa victoire sur Licinius lui permit enfin d'accomplir le dessein qu'il paraît avoir médité depuis longtemps. Il fonda une ville qui reçut tous les droits et les privilèges de Rome, mais qui ne fut au point de vue religieux ni plus chrétienne, ni plus païenne que les autres villes de l'empire.

Il semble donc bien que des considérations d'ordre religieux n'ont exercé aucune influence sur la décision de l'empereur. L'idée qu'il aurait abandonné Rome pour laisser le pape libre de mener la lutte contre les païens est un simple anachronisme où reparait la doctrine de la Fausse Donation. Le désir de fuir l'hostilité des Romains, que sa politique religieuse aurait irrité, affirmé par le seul Zosime, ne paraît pas une explication bien meilleure. Il faut d'abord remarquer que Rome n'a jamais été la résidence permanente de Constantin ; il serait donc inexact de dire qu'il l'a désertée, puisque depuis Dioclétien elle avait cessé d'être le siège du gouvernement impérial. Il n'y fit en réalité que trois séjours pendant lesquels il reçut du sénat de nombreux témoignages d'adulation. Il y entre pour la première fois après la victoire du Pont-Milvius (27 octobre 312) et y demeure jusqu'en janvier 313. Le sénat lui dédie le temple élevé en l'honneur de Romulus, fils de Maxence, lui offre sa statue en or, lui donne le titre de « principal Auguste » ; c'est à ce moment que Constantin manifeste publiquement son adhésion au christianisme et il omet de célébrer les Jeux Séculaires ; en janvier 313, il célèbre par des jeux la prise de possession de son troisième consulat¹.

Constantin revient une deuxième fois à Rome après sa première victoire sur Licinius et y séjourne du 17 juillet au 27 septembre 315. Il y célèbre ses « decennalia » par anticipation d'un an et reçoit du sénat la dédicace d'un arc de triomphe dont l'inscription commémore sa victoire sur le tyran et l'attribue à l'intervention de la divinité « instinctu divinitatis »².

Lorsque Constantin reparut à Rome pour la troisième fois en 326, Constantinople était déjà fondée, ses travaux étaient en pleine activité et l'on ne voit pas que les Romains en aient témoigné ouvertement du déplaisir. Le 25 juillet, l'empereur célébra ses « vicennalia » au milieu de grandes fêtes, mais ce

1. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. I, p. LXXXV-LXXXIX.

2. Maurice, *Ibid.*, t. I, p. C-CL.

fut pendant ce séjour qu'eut lieu la tragédie domestique qui se termina par le supplice de Crispus et de Fausta. Constantin quitta Rome¹ pour n'y plus revenir vers le 25 septembre.

On voit donc d'une part que Constantin n'a fait à Rome que des apparitions assez courtes et qu'il ne paraît avoir jamais eu la pensée de s'y établir; d'autre part, ses rapports avec les Romains, dont il attira un certain nombre à Constantinople, paraissent avoir été corrects. Il fit élever au Forum la somptueuse basilique dont on voit encore les restes grandioses. Il semble même avoir acquis à Rome une certaine popularité : dès que la nouvelle de sa mort y fut connue en 337, les thermes, les marchés, les théâtres se fermèrent aussitôt et toute la ville prit le deuil; partout on entendait son éloge, on promenait en grande vénération ses images ainsi que des tableaux peints où il était représenté planant au-dessus des nuages. Les Romains demandaient même à grands cris qu'il fût enseveli à Rome². Cette explosion de douleur populaire montre assez qu'aucun malentendu n'existait entre Constantin et les Romains; elle enlève toute autorité à l'affirmation de Zosime.

En réalité, le motif qui détermina Constantin à transporter la puissance romaine sur les rives du Bosphore a des causes plus profondes qu'une mesquine blessure d'amour-propre. La fondation de Constantinople n'est que la conséquence logique de tout le développement historique de l'empire romain; elle était justifiée à la fois par des raisons politiques et militaires.

Dès son origine, l'empire romain eut le caractère d'un double état dont l'image fut la double chancellerie instituée par Auguste sous la direction de l'« ab epistulis latinis » et de l'« ab epistulis græcis ». D'une part, l'Italie, les pays neufs de l'Occident, l'Afrique, la partie ouest de la péninsule des Balkans, les régions des Alpes orientales et du Danube formèrent le domaine de la latinité, tandis que l'Orient resta celui de l'hellénisme. La conquête de l'Orient par les Romains ne fut que la substitution de leur pouvoir aux monarchies fortement organisées par les successeurs d'Alexandre. Non seulement les Romains respectèrent les institutions séculaires qu'ils trouvèrent en Égypte, en Syrie ou en Asie mineure, mais ils prirent à leur compte l'œuvre des

1. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. I, p. CXXXVIII-CXL.

2. Eusèbe, *Vita Constant.*, IV, 69.

Diadoques; ils devinrent les protecteurs et les propagateurs de l'hellénisme. Lorsqu'Auguste fonda la monarchie en la déguisant sous des fictions juridiques, ce compromis, si bien adapté au génie romain, resta inintelligible pour les populations orientales. Dès le début de l'empire, les Césars ne furent pour elles que les successeurs légitimes de leurs vieilles dynasties, des Ptolémées, des Séleucides, des Attalides¹; ils leur prodiguèrent, dans leurs inscriptions honorifiques, les mêmes titres de Soter, Evergète, βασιλεύς, δεσπότης, empruntés à la chancellerie des Diadoques; ils leur prêtèrent les mêmes serments de fidélité et leur rendirent le même culte qu'à leurs anciens rois.

De leur côté, les Romains n'entreprirent jamais de porter atteinte à la culture savante qu'ils trouvaient en Orient. Le latin n'y fit jamais aucun progrès et le droit romain lui-même s'adapta aux exigences des coutumes orientales². Bien plus, les Romains devinrent tributaires de cette civilisation gréco-orientale. Les empereurs empruntèrent à l'Orient ses conceptions monarchiques et son organisation administrative. Dans tous les domaines, juridique, artistique, littéraire, religieux, l'influence de l'Orient hellénique fut prépondérante dans l'empire pendant les trois premiers siècles de l'ère chrétienne. Il faut d'ailleurs se souvenir qu'à part l'Italie et l'Afrique, l'Occident était composé de pays entièrement neufs, sortant à peine de la barbarie et gagnés récemment à la vie urbaine et à la civilisation. En face de ces jeunes provinces, encore mal exploitées, qu'étaient la Gaule, l'Espagne ou la Bretagne, l'Orient, pays des traditions séculaires, de la richesse fabuleuse et des cités géantes, faisait un peu le même effet que la vieille Europe en face de la jeune Amérique au commencement du XIX^e siècle. Au point de vue économique comme au point de vue moral, l'Orient était pour l'empire la terre vraiment féconde qui lui fournissait des ressources inépuisables. Son importance vitale pour le développement futur de l'état romain se manifesta si clairement à ses débuts que l'idée d'accomplir la révolution réalisée par Constantin paraît avoir traversé un moment la pensée de Jules César³ et, quelques

1. L. Bréhier, *la Conception du pouvoir impérial en Orient pendant les trois premiers siècles de l'ère chrétienne* (Rev. histor., t. XCV, p. 75-79).

2. Ainsi que l'a montré P. Collinet, *Études historiques sur le droit de Justinien*. Paris, 1912 (voir Rev. histor., t. CXVII, p. 85-87).

3. Suétone, *Caesar*, 79; cf. Horace, *Carm.*, III, 3.

années plus tard, Antoine entreprit de fonder, au bénéfice de Cléopâtre, un véritable empire d'Orient. La possession de l'Orient était pour l'empire une nécessité si importante qu'une grande partie de ses forces fut toujours occupée à défendre ses frontières contre les menaces des Parthes et plus tard des Perses.

Or, au cours du III^e siècle, cette disproportion entre les pays neufs d'Occident et la vieille civilisation orientale s'accrut encore. Les invasions germaniques bouleversèrent les provinces d'Occident. La Gaule, l'Espagne, l'Italie du Nord furent parcourues par des bandes d'envahisseurs qui pillèrent les villes sans défense et massacrèrent les populations. Une misère horrible succéda à la prospérité de l'époque des Antonins : le pays se dépeupla et les grandes villes d'autrefois devinrent de petites cités resserrées entre des murailles exiguës. Les empereurs de la fin du III^e siècle parvinrent sans doute à rétablir l'ordre et à faire régner de nouveau la paix romaine, mais dès ce moment l'immigration germanique commença à combler les vides de la population. En face de l'Occident dévasté, l'Orient était resté presque intact : seules la péninsule des Balkans et la Grèce avaient eu à souffrir des incursions des Goths; mais l'Asie mineure, la Syrie et l'Égypte, dont le sol avait été admirablement mis en valeur par un travail séculaire, formaient plus que jamais la partie la plus riche et la plus prospère de l'empire. On comprend que, dans la lutte qu'ils avaient entreprise contre les barbares, l'Orient ait tenu dans les préoccupations des empereurs une place prépondérante, et ce n'était pas sans dessein que des quatre capitales de la tétrarchie Dioclétien s'était réservée celle de l'Orient, Nicomédie.

Ce sont ces considérations qui durent avoir le plus de poids sur l'esprit de l'homme d'état qu'était Constantin. En créant une nouvelle Rome en Orient, il ne fit que consacrer d'une manière juridique un état de fait qui remontait aux origines mêmes de l'empire. Il évita de choisir pour son nouvel établissement une de ces grandes villes cosmopolites, Antioche ou Alexandrie, dont les traditions étaient trop anciennes pour qu'elles pussent offrir l'image d'une nouvelle Rome. Il songea un moment à relever Troie, l'ancêtre mythique de la race romaine¹, et nous avons vu que la situation de Sardique arrêta

1. Sozomène, *H. E.*, II, 3; Zosime, II, 30.

aussi sa pensée. En définitive, il choisit un moyen terme : frappé des avantages admirables de toute sorte qu'offrait la position de Byzance, il résolut de prendre cette ville d'étendue médiocre comme la base de son établissement et il l'absorba dans sa nouvelle Rome. On chercherait en vain dans l'histoire l'exemple d'une création d'un caractère aussi original et aussi personnel. La nouvelle cité fut véritablement « sa ville »¹, sa nouvelle Rome et sa capitale en même temps.

Mais dans le choix de cette situation, Constantin obéit aussi assurément à des considérations militaires, et ce n'est pas par un simple hasard que la position de Constantinople se trouva la meilleure dans la lutte que l'empire soutenait contre les barbares. Au début du IV^e siècle, ses frontières étaient menacées surtout de trois côtés : sur le Rhin, les Francs et les Alamans cherchaient à pénétrer en Gaule; dans la vallée du Danube et sur la mer Noire, les Goths et les Sarmates étaient un danger pour la péninsule des Balkans et l'Asie mineure; enfin, en Orient, l'empire perse, qui avait dû subir le traité de 297, n'avait pas renoncé à son plan de conquérir la Syrie et l'Égypte. Au milieu de ces trois dangers, la situation de Constantinople était particulièrement favorable, comme point de concentration des forces de l'empire. Située à l'entrée du Bosphore, elle pouvait arrêter toutes les incursions maritimes des Goths et des peuples de la Crimée; la proximité de la vallée du Danube permettait de pénétrer au cœur de la barbarie germanique et de prendre en quelque sorte les barbares à revers; enfin, à l'abri des atteintes des Perses, Constantinople formait en face d'eux un excellent poste d'observation. Lorsqu'il résidait à Trèves, Constantin avait définitivement assuré la frontière du côté des Francs et des Alamans. Cette œuvre était achevée en 316, au moment où il quitta la Gaule. Son établissement à Constantinople lui permit de prendre une offensive semblable contre les barbares du Danube. En 327, pendant la construction de sa nouvelle ville, il inspecte cette frontière et la réorganise solidement. A peine installé dans sa capitale, en 332, il fait attaquer les Goths et les Sarmates, leur inflige une défaite décisive et les prend au service de l'empire comme lètes ou comme auxiliaires².

1. Voir les expressions significatives d'Eusèbe, *Vita Constant.*, III, 48 : τῇ αὐτοῦ πόλει; III, 54 : τῆς βασιλέως πόλεως, ἡ βασιλέως ἐπώνυμος πόλις.

2. Maurice, *Numismatique constantinienne*, t. I, p. CXLII-CXLIII, CLVII-CLVIII.

Ainsi le caractère de la création de Constantinople nous apparaît bien net. Elle est le fait d'un homme d'état à l'esprit réaliste qui a compris que les provinces d'Orient étaient la partie vitale de l'empire et qu'une nouvelle Rome créée sur le Bosphore pouvait en devenir le réduit suprême, la forteresse inébranlable. Cette fondation est donc entièrement indépendante de ses préoccupations religieuses : seules des considérations politiques et militaires l'ont déterminée. Les critiques des anciens comme des modernes ne lui ont pas été ménagées. Il suffit pour justifier Constantin de rappeler le rôle qu'eut Constantinople au moyen âge et comment elle parvint à perpétuer pendant mille ans les traditions de l'empire romain abolies en Occident ; de plus, ce que son fondateur ne pouvait prévoir, elle fut en face de toutes les barbaries la citadelle de l'hellénisme et contribua ainsi à sauver ce que la civilisation antique avait produit de meilleur.

Louis BRÉHIER.

LA

CONQUÊTE DE L'ÉGYPTE

PAR LES ARABES'

La conquête de l'Égypte par les compagnons et fidèles de Mahomet est un fait d'une importance capitale dans l'histoire de notre ancien continent. Jamais il n'y en eut de plus imprévu, de plus extraordinaire et de plus inespéré pour ceux qui en furent les heureux bénéficiaires. Un peuple qui n'était jusqu'alors connu que par sa pauvreté, son manque de toutes ressources et les brigandages qu'il commettait pour s'en créer s'était vu tout à coup maître du pays le plus fertile que l'on connût en Asie, je veux dire la vallée de l'Euphrate, et du plus riche, j'ai nommé la Perse, où en quelques combats il avait renversé le vieil empire des Parthes qui, seuls, avaient su arrêter le développement immense de l'empire romain; puis, il s'était attaqué à cet empire lui-même dans sa partie orientale, il avait conquis la Syrie, s'était rendu maître des lieux saints du christianisme. Alors il s'empara de l'Égypte, le grenier du monde, et faillit emporter de haute lutte, à un certain moment, la capitale de l'empire d'Orient elle-même; celle-ci n'échappa que grâce à un concours de circonstances fortuites qui détruisirent les navires qu'avait fournis cette Égypte restée sans défense au moment où elle en aurait eu le plus grand besoin. Si nous voulions continuer cette revue et la pousser plus loin, nous verrions la conquête musulmane, devenue maîtresse de la Libye, de la Pentapole, de la Numidie et de l'Algérie actuelle, du Maroc lui-même, passer en Espagne, renverser la monarchie ibérique,

1. M. Émile Amélineau, auteur de cette étude, est mort le 12 janvier dernier et la *Revue historique* a dit tout ce que lui doit la science égyptologique (t. CXVIII, p. 427). Il n'a point revu les épreuves de cet article dont le manuscrit nous avait été remis au mois de mai 1914. [NOTE DE LA RÉDACTION.]

franchir les Pyrénées, conquérir en partie la Gaule et n'échouer que dans les plaines de Poitiers sous la framée de Charles Martel, pendant que d'autre part commençaient ces incursions maritimes qui n'ont complètement disparu qu'au *xix^e* siècle par la conquête française d'Alger et des provinces algériennes. Et ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que les empires les plus civilisés de l'ancien monde, la Perse, la Syrie, l'Égypte, l'Afrique du Nord où jadis avait régné Carthage, ont été conquis et assujettis dans un laps de temps qui n'a pas excédé un quart de siècle environ, et les conquérants étaient la plus petite des nations alors connues, venue tout à coup à la lumière, sans qu'auparavant on se fût inquiété de son existence.

Encore si ces conquérants improvisés se fussent attendus à leurs premiers succès ! Ils étaient si loin de les prévoir qu'ils n'avaient rien préparé pour y aider, ils en furent les premiers étonnés. Leur civilisation précédente les avait tellement peu prédisposés à leurs conquêtes qu'ils en auraient été comme opprimés et auraient succombé sous le poids de leur bonheur, s'ils n'eussent rencontré des hommes toujours prêts à se mettre au service du vainqueur brutal et s'ils n'avaient eu parmi eux quelques hommes d'élite qui surent se former à l'école de ceux qu'ils avaient vaincus. Opérant au jour le jour, ils ne s'inquiétèrent pas de faire, pour l'édification et l'instruction de leurs enfants, le récit des grands événements auxquels ils avaient participé, et nous en serions réduits aux textes peu concordants d'auteurs postérieurs de trois, quatre, cinq et même six siècles aux événements qu'ils racontent si fort heureusement l'Égypte elle-même n'avait précieusement conservé dans ses sables des témoignages presque contemporains. Dans des papyrus datés du *vii^e* ou du commencement du *viii^e* siècle sont relatés, non pas sans doute les événements même de la conquête, mais des faits qui la supposent et qui montrent d'ailleurs que l'administration du pays restait toujours en vigueur, comme si rien d'extraordinaire ne s'y était passé.

On serait en effet tenté de croire que cette conquête n'avait pas eu lieu, tellement tout le système administratif imaginé par les anciens Pharaons, amélioré par les Romains et les Byzantins, continue à fonctionner normalement. C'est par ces papyrus, recueillis en nombre immense depuis quarante ans environ, que

nous pouvons contrôler les assertions des auteurs arabes, grecs, égyptiens c'est-à-dire coptes. Les auteurs grecs semblent s'être à peu près désintéressés de ce qui se passait en Égypte, quoique la vallée du Nil fût toujours le grenier d'abondance de l'empire byzantin : ceux d'entre eux qui nous parlent des événements de la conquête islamique ne se sont pas rendu un compte exact, même un compte suffisant, de la grandeur des événements qui se déroulaient dans l'Afrique du Nord. Quant aux auteurs coptes, c'est une tout autre chose : ils étaient, ou du moins ils devaient être les premiers intéressés à ce qui se passait en leur pays, et il semble bien que la *Chronique* d'un contemporain, Jean, évêque de Nikiou ou de Prosâpis, aurait pu être un ouvrage d'une importance supérieure pour l'époque dont il s'agit, c'est-à-dire depuis l'année 639 jusqu'à l'année 700 ; mais sa *Chronique* nous est arrivée dans l'état le plus lamentable qu'il soit possible d'imaginer. Ecrite en copte, elle fut sans doute traduite en arabe à une époque que nous ne connaissons pas, et de l'arabe elle passa en éthiopien, dialecte gheez, et la traduction en fut achevée en l'an des martyrs 1318, c'est-à-dire en 1602.

Un autre ouvrage contemporain est l'histoire des Patriarches d'Alexandrie ; cette histoire, quoique écrite par l'évêque Sévère d'Eschmauneïn ou *Hermopolis magna*, vers le ^{xiv}^e siècle, a été composée d'après les *Actes* mêmes des Patriarches d'Alexandrie, conservés dans la bibliothèque du Patriarcat ou dans les bibliothèques des couvents de Nitrie, voire dans des bibliothèques particulières, comme le dit l'évêque Sévère, et nous savons que ces *Actes* ont été mis en ordre peu de temps après la mort du patriarche dont on raconte la vie ; il nous en est même resté une preuve péremptoire dans l'*Histoire du patriarche Isaac*, qu'il m'a été donné de publier moi-même il y aura bientôt vingt-cinq ans¹.

Aussi, devant ces éléments d'origine et de valeur si disparates, le premier soin d'un historien qui tient à se rendre maître de la vérité doit-il être d'étudier le degré de confiance que méritent les auteurs qui lui ont transmis le récit des événements qu'il doit raconter à son tour, c'est-à-dire de faire ce qu'on appelle la critique des sources. Cette critique, je la ferai dans la première partie de ce travail, d'abord sur les documents

1. E. Amélineau, *Histoire du patriarche Isaac*, dans les publications de l'École supérieure des lettres d'Alger, 1890, t. II.

officiels contenus dans les papyrus; 2° sur les auteurs coptes; 3° sur les auteurs arabes, sans m'attarder à discuter les données des auteurs grecs. Dans une seconde partie, j'étudierai les événements, leur chronologie, les acteurs de ce drame étrange qui changea momentanément la face du monde, je dis momentanément, car bientôt l'Égypte fit pour les Arabes ce que la Grèce avait déjà fait pour les Romains : elle reconquit ses conquérants en vertu de ce principe qui se justifia une fois de plus, que la civilisation plus avancée d'un peuple vient toujours à bout d'un conquérant moins civilisé.

PREMIÈRE PARTIE.

I.

Papyrus égypto-grecs.

Le sol, ou pour mieux dire le sable de l'Égypte est éminemment conservateur. Il nous a rendu non seulement les précieux restes de la civilisation dans la vallée du Nil, mais encore une énorme quantité de papyrus restés dans les débris des maisons détruites, et il a suffi parfois d'un vent plus violent qu'à l'ordinaire pour faire apparaître au jour les documents les plus précieux pour l'histoire d'un peuple : cette particularité était si connue dans certaines provinces, comme le Fayoum, que les fellahs disaient couramment que c'était un *vent à papyrus*¹. Ces documents ont été découverts surtout dans la Haute-Égypte et au Fayoum, où les conditions climatiques sont beaucoup plus favorables pour la conservation de ces rouleaux précieux, mais combien périssables ! On les a rencontrés en effet, d'abord sur l'emplacement de grandes villes, comme Médinet-el-Fayoum et Eschmauneïn, qui nécessairement devaient défer, plus que les simples villages, les ravages d'une inondation trop forte ; puis dans les couvents que n'atteignait pas ou que n'atteignait que rarement et d'une façon peu consi-

1. Je ferai appel en cette étude à mes souvenirs personnels ; j'ai passé sept années de ma vie en Égypte, dont quatre dans des conditions détestables pour le bien-être, mais extrêmement favorables pour apprendre à connaître la vie du peuple.

dérable la crue trop forte du fleuve, parce qu'ils étaient situés en dehors des terres irrigables, dans la bande sablonneuse s'étendant entre les terres cultivées et la montagne, bande où s'élevèrent de préférence tous les grands monastères de l'Égypte. Cependant, une trouvaille extrêmement importante a été faite, il y a une vingtaine d'années, sur le site d'un petit village exposé cependant aux premières eaux de la crue, mais où les habitants avaient eu soin de se mettre à l'abri au-dessus de l'atteinte moyenne du fleuve, en élevant leurs maisons au moyen d'un terre-plein maintenu à la base par une enceinte de briques cuites qui les mettait à l'abri du ravage des eaux¹. Dans la suite des siècles, quand les maisons s'écroulaient et qu'on devait les reconstruire, comme la coutume invariable en Égypte est de bâtir la nouvelle maison sur l'emplacement même de celle qui a été détruite, le sol des villages s'est rapidement exhaussé, défiant ainsi les plus grandes hauteurs de l'inondation, et c'est dans les décombres de ces habitations qu'on a rencontré ces papyrus dont la découverte est venue jeter un jour éclatant sur les actes de la vie civile et commerciale en Égypte, jusque dans les détails des opérations les plus vulgaires.

On a d'abord trouvé les archives des couvents et des maisons particulières, puis les archives à peu près complètes, pour un espace de temps encore assez considérable, trente ou quarante ans environ, de ceux que nous nommerions maintenant les officiers ministériels de l'époque. Ces archives officielles au premier chef nous ont conservé intacts, non seulement les instructions du ministre des Finances de l'époque, c'est-à-dire du gouverneur général de l'Égypte au nom du khalife régnant, mais encore les rôles des impôts et les registres divers constatant que le système des contributions égyptiennes avait bien fonctionné en telle ou telle année du VII^e ou du VIII^e siècle. Ces papyrus sont répandus dans toutes les grandes bibliothèques de l'Europe, de l'Afrique et de l'Amérique, au Caire d'abord pour une minime partie, à Berlin, à Vienne surtout et à Londres, à Manchester et à Rome : seule, la France semble s'être désintéressée de ces trouvailles ; elles ont cependant créé une branche d'études toute nouvelle, d'un intérêt historique considérable et qui du premier coup a suscité beaucoup d'importants travaux².

1. De semblables terre-pleins avec enceinte de briques existent toujours dans la plupart des villages de la Haute-Égypte.

2. Il aurait cependant semblé naturel que la France eût été appelée à béné-

De semblables documents nous permettent en quelque sorte de revivre la vie civile et commerciale de l'Égypte à l'époque dont ils relèvent; ce sont des documents que personne ne peut révoquer en doute, contre les chiffres desquels personne ne peut soulever d'objections raisonnables et qui, par ricochet, nous font voir quelle était l'administration du pays après la conquête musulmane et quels étaient les impôts payés par les Égyptiens à leurs conquérants.

Ils montrent tout d'abord que les Arabes avaient entièrement conservé l'administration grecque, que la langue grecque était demeurée la langue officielle, que les premiers temps de l'occupation furent des temps relativement paisibles, où le contribuable égyptien n'était pas pressuré plus que de raison; ils nous montrent aussi que, si ce contribuable souffrit des injustices, il ne les souffrit que de ses compatriotes, et non par le fait du gouvernement central, car nous avons encore les circulaires que ce gouvernement envoyait à ses fonctionnaires et rien n'y décelé la moindre injustice, tout au contraire y prouve que les gouverneurs arabes apportaient le plus grand soin à veiller sur l'administration des finances, la seule chose qui touchât les Égyptiens. Un de ces gouverneurs est surtout célèbre par l'arbitraire avec lequel, disait-on et dit-on encore, il exigeait des contribuables tout l'argent qu'il pouvait en tirer: dans les papyrus découverts sur les ruines d'Aphroditopolis, nous avons les lettres mêmes écrites par ce gouverneur, Qorrah, fils de Scharikh, et ces lettres nous montrent qu'il fut un homme juste, qu'il s'occupait des plus petits détails de l'administration financière afin qu'elle fût intègre et régulière, qu'il avait l'œil sur les fonctionnaires remplissant mal leur charge et se servant de leurs fonctions officielles pour s'enrichir *per fas et nefas*, qu'il les punissait sévèrement en leurs personnes et en leurs biens, s'ils se conduisaient de manière à susciter des plaintes reconnues fondées¹. Et cependant les historiens arabes se sont plu

fier une des premières de ces trouvailles, du moment que les autres nations européennes et américaines étaient appelées au partage. Le Louvre est resté complètement en dehors de ce partage, bien qu'il eût déjà une collection dont l'importance est encore fort grande et qu'on l'ait publiée avec un immense succès; cependant, je dois dire qu'une toute petite partie des documents littéraires est allée s'échouer à Lille, où ils ont été l'objet d'intéressantes études.

1. On trouvera ces lettres dans la publication par M. Bell des *Papyri from Aphroditopolis*, au tome IV du *Catalogue of the Greek Papyri in the British Museum*, n° 1332 à 1411; mais tous ne se rapportent pas à cet ordre d'idées.

à représenter Qorrah comme un homme sans foi ni loi, courant après des plaisirs honteux défendus par sa religion, et les historiens occidentaux se sont faits l'écho de ces accusations injustifiées, même les plus sérieux et les plus célèbres, comme Wüstenfeld¹. Je ne veux cependant nullement dire que l'administration de Qorrah ait été sans défaut; mais ses lettres nous montrent que ses vices, s'il en eut, furent en dehors de son administration et qu'il eut soin de s'entourer de fonctionnaires fidèles, diligents et intègres.

Le gouverneur avait sous les yeux ces fonctionnaires et, par un système habile et très développé de courriers qui, à chaque instant, remontaient et descendaient le Nil, il pouvait diriger l'administration selon ses idées. Cette administration avait conservé au complet son organisme grec. Il m'est impossible ici d'entrer dans le détail; je peux dire toutefois que le gouverneur général veillait à la tenue d'assemblées locales pour la répartition des impôts innombrables qui pesaient sur l'Égypte non par le seul fait de la conquête, mais par le fait des gouvernements qui avaient précédé les Arabes, y compris le gouvernement des Pharaons, dès les plus anciens temps. Ces impôts nous semblent aujourd'hui tyranniques; mais il ne faut pas en juger d'après nos idées modernes. L'Égypte pharaonique n'était qu'une vaste famille, une immense tribu entièrement sous la dépendance du Pharaon auquel elle appartenait tout entière: le Pharaon, chef de l'empire, avait en conséquence le devoir de nourrir tous ses sujets, mais en même temps il avait le droit d'exiger les services de tous comme s'ils étaient ses propres enfants. Cette conception explique naturellement les faits qui nous semblent le plus inexplicables, parce qu'ils sont en dehors de nos habitudes. Il est bien évident que, dans la suite des siècles, les événements politiques des conquêtes successives se chargèrent de modifier de tels rapports; toutefois, c'est le régime qui est resté en vigueur jusqu'au XIX^e siècle de notre ère, malgré toutes les révolutions survenues dans la vallée du Nil: l'Égyptien n'était en quelque sorte qu'un propriétaire usufruitier, malgré l'antinomie des deux mots; le propriétaire foncier, c'était le gouvernement, que ce gouvernement fût représenté par un Pharaon, un magistrat romain, un gouverneur grec, arabe, turc ou autre. Les Arabes

1. Cf. Wüstenfeld, *Die Statthalter von Ägypten zur Zeit der Chalifen*, p. 39-40.

ne modifièrent pas ce régime : ils en profitèrent seulement ; mais, en en profitant, ils y firent nécessairement des modifications qui leur semblèrent toutes naturelles, mais que les Égyptiens regardèrent comme oppressives.

Les historiens arabes ou coptes ont prétendu que tous les Égyptiens mâles parvenus à l'âge nubile devaient payer le tribut imposé par le conquérant 'Amr ; c'est une fausseté manifeste, comme le montrent les papyrus d'Aphroditopolis. Ce tribut frappa seulement une certaine catégorie de vaincus, les riches, et il ne fut pas uniforme pour tous : il était proportionné à la fortune, variant selon les lieux et les années depuis un demi-dinar, ou 7 fr. 50, jusqu'à deux ou même trois dinars¹. L'Égypte, étant soumise à des conditions particulières sous le rapport de l'irrigation, ne pouvait en effet être taxée partout d'une manière fixe et les Arabes le comprirent parfaitement. Le texte du traité passé entre 'Amr et les chefs des Coptes lors de la conquête prouve même qu'il y avait non seulement échelle, mais échelle *mobile* dans les impôts dus au gouvernement². Ce sont là des faits acquis et, s'ils ne sont pas à la gloire des Arabes plus qu'à celle des autres gouvernements de l'Égypte, ils ne se tournent non plus contre eux. Ce que je viens de dire montre donc que, si les Arabes, en arrivant en Égypte, se trouvèrent dépayés au milieu de l'administration compliquée de la vallée du Nil, ils eurent au moins l'intelligence politique de voir qu'ils n'y comprenaient rien, qu'ils devaient s'y adapter. Aussi, quand les auteurs de leur propre nation, à l'unisson des auteurs coptes, nous disent que l'administration arabe fut tyrannique, injuste, cruelle, tracassière, nous pouvons leur opposer le témoignage authentique de pièces officielles. Ce n'est pas le seul témoignage que puissent nous fournir les papyrus égypto-grecs : la vie fiscale d'un grand pays est la preuve que ce pays est dans la prospérité ou qu'au contraire il est dans la médiocrité, selon qu'elle est régulière ou intermittente. Mais les actes publics ne suffisent pas pour établir une prospérité réelle et durable ; ceux de la vie civile entre simples particuliers montrent bien d'avantage si la prospérité est réellement le partage de ce pays, ou

1. C'est ce qui résulte de l'étude des papyrus n° 1420 et 1421 d'Aphroditopolis (Bell, *Catalogue of the Greek Papyri in the British Museum*, tome IV, p. 231-247).

2. Nous le savons par la comparaison des années diverses dont nous avons les dates. Cf. Bell, *op. cit.*, n° 1420 et 1421.

si, au contraire, le pays souffre de la tyrannie et de l'oppression.

Or, dans les nombreux papyrus conservés aujourd'hui à Vienne, à Londres, à Manchester, jamais nous ne trouvons quoi que ce soit d'où on puisse inférer que la vie civile et commerciale de l'Égypte au temps de la conquête n'était pas aussi intense que sous le gouvernement byzantin. Rien n'y fait supposer que l'Égypte vient de subir la plus étonnante révolution que contienne l'histoire, à savoir la conquête d'une contrée célèbre entre toutes celles du monde ancien, peuplée autant que la plus peuplée de la terre, et cela par une poignée d'hommes, par 4,000 soldats qui traversent dans toute sa largeur un pays qu'il ne connaissent pas, qui demandent et reçoivent des renforts, sans rencontrer la moindre résistance.

Et voici un nouveau problème qui se pose. Comment cette conquête fut-elle possible? L'armée arabe ne comprenait encore, après les premiers renforts reçus, qu'environ 8,000 combattants, et, à quelque chiffre qu'on fasse descendre le nombre des soldats de Byzance qui occupaient l'Égypte, on ne peut nier que leur chiffre ne dépassât ce nombre et sans doute de beaucoup. Quand même l'armée arabe fût montée au chiffre de 15,000 hommes qui nous semble trop élevé, comment une population qui, d'après les auteurs arabes, comptait 2,500,000 personnes, devant payer le tribut, nombre fort exagéré à mon avis, n'aurait-elle pu trouver plus de 20,000 soldats pour résister à l'invasion et à la conquête? L'armée grecque était en effet très peu nombreuse en Égypte et ce sont encore les papyrus qui nous permettent de le constater. Dans un beau travail¹ qui ne déparera pas son nom, bien au contraire, M. Jean Maspero vient de montrer quelle était alors cette armée et de prouver que, non seulement, sous le rapport du nombre, elle n'était pas redoutable, mais encore que dans le commandement régnait une anarchie presque complète. Ayant eu à sa disposition les papyrus d'Aphroditopolis qui font partie de la collection du Caire, il a indiqué quelle était, pour les principales villes de l'Égypte, la garnison entretenue par le gouvernement central, quels étaient les corps principaux des troupes grecques, quel en était le commandement depuis l'édit de Justinien, quels en étaient les effectifs à peu de chose près, en un mot, quelle était l'organisation de l'armée byzantine en Égypte. Peut-être a-t-il trop rabaisé le

1. Jean Maspero, *Organisation militaire de l'Égypte byzantine*. Paris, 1914 (Bibliothèque de l'École des Hautes-Études, fasc. 201).

chiffre de ces effectifs et n'a-t-il pas attribué assez d'importance à l'élément égyptien; mais ses conclusions sont justes pour la plupart, et elles ont levé presque toutes les difficultés qui s'opposaient à l'intelligence des événements que j'aurai à raconter dans la seconde partie de cette étude : je ne peux que lui souhaiter de continuer de pareils travaux et lui prédire le plus grand succès, s'il persévère à marcher dans la voie qu'il a prise¹.

Les papyrus égypto-grecs d'Aphroditopolis et d'autres villes nous font connaître encore un autre facteur : l'Égypte était mal administrée au point de vue civil comme au point de vue militaire. Que l'administration civile ait été mauvaise en Égypte, c'est ce que je ne prendrai pas la peine de démontrer, tellement la chose est connue. Depuis la conquête macédonienne, les Grecs considéraient l'Égypte comme un pays où les hommes ruinés allaient refaire leur fortune : les Ptolémées comprimèrent et arrêtrèrent, par la sagesse de leur première administration, cette exploitation de la vallée du Nil; mais sous les derniers rois de cette dynastie et sous la domination romaine, le mal ne fit que croître et le gouvernement de Constantin ne fut pas capable d'arrêter le mouvement acquis, car cet empereur me semble devoir toute sa réputation de guerrier et d'administrateur au grand événement qui changea les destinées de l'empire romain. Ses successeurs ne se donnèrent même pas la peine de s'inquiéter si leurs provinces étaient bien administrées, car alors les croyances religieuses passèrent au premier plan de l'histoire et tout s'effaça devant la question de savoir si Jésus-Christ était ou non le fils de Dieu en tant qu'homme, si Marie était vraiment la mère de Dieu, si le Christ avait deux natures ou n'en avait qu'une seule; les controverses théologiques, où personne n'entendait son adversaire, dominaient toutes les autres questions. Un vent de folie religieuse semblait secouer l'empire romain tout entier, et la religion chrétienne, après son triomphe, ne produisit que divisions, troubles et morts.

L'Égypte, depuis le gouvernement de Constantin jusqu'à la conquête arabe, pendant trois siècles, fut la terre d'élection de

1. Nous ne modifions point le texte de M. Amélineau écrit avant la guerre; on voit quels grands espoirs la science française était en droit de fonder sur Jean Maspero; il est mort héroïquement pour la patrie le 18 février dernier. Cf. *Rev. histor.*, t. CXVIII, p. 428. [NOTE DE LA RÉDACTION.]

toutes les disputes religieuses. Tour à tour à la tête de l'orthodoxie ou de l'hétérodoxie, elle suivit aveuglément ses patriarches : catholique et orthodoxe quand ses patriarches furent Athanase, Cyrille, Théophile, malgré les crimes de ce dernier ; schismatique, mais se disant toujours orthodoxe, quand le patriarche Dioscore n'adopta pas la foi du concile de Chalcédoine, et depuis lors résistant à toutes les persécutions, à toutes les tentatives pour la faire changer d'opinion sur une question religieuse où les moines d'Égypte, c'est-à-dire la partie la plus béatement et la plus orgueilleusement ignorante de la population égyptienne, donnaient le ton et décidaient de ce qu'il fallait croire. Il semblerait que, pour cet ordre d'idées, les papyrus trouvés ne nous peuvent guère apporter d'utilité : évidemment, entre les papyrus dont je viens de parler et les œuvres des patriarches d'Alexandrie, la distance est grande ; toutefois, ce serait se tromper que de croire qu'entre les uns et les autres il n'y ait aucun rapport. Et voici au moins un papyrus qui nous renseigne sur la conduite des Arabes envers le clergé chrétien. C'était la coutume du patriarche égyptien depuis le concile de Nicée, tout au moins depuis le patriarcat de saint Athanase, d'envoyer chaque année ce qu'on appelle encore aujourd'hui une *Lettre pascale* qui annonçait le jour où se célébrait la fête de Pâques ; cette coutume s'est étendue à tous les évêchés de l'Église occidentale sous le nom de *Mandements de carême*. La chancellerie du patriarche d'Alexandrie fut même chargée de déterminer quel jour précis devait se célébrer la fête de Pâques, parce qu'il avait été reconnu que les clercs de la ville d'Alexandrie étaient plus au courant que ceux de Rome des questions scientifiques dont relevait le comput de l'année. Or, non seulement les patriarches d'Alexandrie envoyèrent copie de leurs *Lettres pascales* aux évêques de leur ressort, mais encore à tous les grands couvents d'Égypte. L'un de ces couvents était celui de ce Schnoudi dont j'ai publié la vie, dont j'ai fait connaître les violences et l'âpre ascétisme. Il possédait une grande bibliothèque, dont la plus grande partie est maintenant à notre Bibliothèque nationale. Là, se trouvaient des exemplaires de ces *Lettres pascales* ; une de ces lettres a été acquise par le musée de Berlin où je l'ai vue. Elle n'est pas datée, mais ceux qui l'ont publiée, MM. Schubart et K. Schmidt, ont cru pouvoir l'attri-

buer au patriarcat d'Alexandre III, le 43^e sur la liste de ceux qui occupèrent le siège de saint Marc. Je ne serai pas aussi précis qu'eux ; mais, comme le papyrus sur lequel cette lettre est écrite contient ce qu'on appelle le *protocole* que les gouverneurs arabes de l'Égypte mettaient à la première page d'un rouleau pour montrer que la vente en était autorisée, il est bien évident que ce protocole annonce la domination arabe, bien que le nom du gouverneur alors en exercice ait disparu. A part quelques allusions anodines sur les difficultés du temps, le patriarche, que ce soit Alexandre III ou l'un de ses prédécesseurs, s'en tient aux généralités auxquelles se complaisaient déjà ces œuvres de piété ; il parle des croyances religieuses d'une manière encore plus vague, s'il est possible ; quant à la situation politique, rien ne laisse supposer qu'on était à l'époque de 'Abd-el-'Aziz et de ce Qorrah dont j'ai déjà mentionné le nom. Ces résultats sont complètement négatifs, il est vrai ; ils montrent cependant que le patriarche copte n'avait pas de plaintes importantes à faire, puisqu'il n'en fait entendre aucune¹. Nous avons donc dans les papyrus égypto-grecs une triple source d'informations et d'informations officielles pour la vie civile et politique, la vie militaire et la vie religieuse ; nous verrons dans la seconde partie de ce mémoire le parti qu'on en peut tirer pour les temps qui suivirent immédiatement la conquête musulmane.

II.

Les œuvres coptes ou traduites du copte.

Les Coptes ou Égyptiens chrétiens, pas plus que leurs pères, les Égyptiens de l'empire pharaonique, pas plus d'ailleurs que les peuples orientaux, n'ont su séparer le récit des événements que nous nommons historiques des circonstances merveilleuses dont ils jugeaient bon de les parer. Cela se comprend très bien, car ils cherchaient surtout à se contenter eux-mêmes, et non à se trouver d'accord avec notre manière d'envisager l'histoire. Qui pourrait leur en faire un reproche ? Notre manière d'écrire l'histoire ne pouvait être qu'un fruit tardif de

1. Cette *Lettre pascale* a été éditée dans les *Altchristliche Texte* (Heft VI), collection publiée par les musées de Berlin sous le patronage de l'Académie des sciences de cette ville.

la civilisation déjà très avancée : quoique les Grecs et les Romains nous aient laissé en ce genre des modèles presque inimitables, il n'y a pas déjà si longtemps que les peuples modernes ont pu produire des œuvres vraiment sérieuses et critiques : pendant tout le moyen âge, pendant même une partie de la Renaissance, on se préoccupait plus du vêtement merveilleux qui recouvrait le récit que du récit lui-même.

Les récits historiques des auteurs coptes ne peuvent donc être regardés comme complètement dignes de confiance. La critique moderne l'a démontré amplement depuis trente ans environ : Les renseignements qu'ils nous ont transmis nous sont parvenus sous la forme de prédictions, de récits contemporains ou presque contemporains, ou d'*actes* rédigés d'après des auteurs contemporains, allusions jetées en passant pour faire comprendre le récit merveilleux qu'inventent même les annalistes de profession, comme nous le verrons chemin faisant.

Le premier ouvrage où il est question de la venue des Arabes en Égypte est une prédiction ajoutée après coup à la *Vie* de Schnoudi. Il va sans dire qu'on lui fait faire cette prédiction presque deux siècles à l'avance ; mais l'endroit même où on l'a placée décelez son origine étrangère. Elle se trouve dans un discours général mis en tête de la *Grande vie* de Schnoudi, laquelle ne nous est parvenue qu'en arabe. On y lit que le patriarche d'alors, un patriarche étranger, ordonna de faire des préparatifs de défense contre les envahisseurs de la vallée du Nil, et voici ce que l'auteur y a mis : « Les Perses causeront à l'Égypte un grand malheur, car ils prendront les vases sacrés de l'Eglise et ils y boiront du vin devant l'autel, sans crainte et sans effroi ; ils violeront les femmes devant leurs maris. Quelque temps après, avec ma permission¹, les Perses quitteront l'Égypte : ensuite se lèvera l'Antéchrist, il entrera près du roi des Grecs et il sera de sa part nommé lieutenant sur les deux dignités des offices gouvernementaux et des évêchés, il entrera en Égypte, fera plusieurs choses et s'emparera de l'Égypte et de ses dépendances ; il construira des fossés et des forteresses, il fera bâtir les murailles des villes qui sont dans le désert, il gardera l'Orient et l'Occident. Ensuite il combattra le pasteur, le chef des évêques d'Alexandrie, le chef des chrétiens

1. C'est Dieu qui parle à Schnoudi.

qui habitent l'Égypte; et, quand on combattra, celui-ci s'enfuira vers le pays de Zimon jusqu'à ce qu'il arrive à son monastère, triste et affligé; et quand il y sera arrivé, je le ferai retourner et le ferai asseoir sur son siège une autre fois. Ensuite se leveront les fils d'Ismaël et ceux d'Aïsson; ils maltraiteront les Chrétiens qui habitent le pays d'Égypte et certains d'entre eux désireront être les maîtres de toute la terre, régner sur elle et bâtir le temple de Jérusalem. Et quand cela arrivera, sache que la fin du monde est proche¹. » Ces détails, si imprécis en apparence, sont cependant conformes à la réalité. Le monastère de Schnoudi fut en effet une des étapes du patriarche Benjamin fuyant devant un certain Cyrus, et Benjamin fut rendu à son siège après la conquête de l'Égypte et la prise d'Alexandrie par les Arabes. C'est Cyrus qui est désigné sous le nom d'Antéchrist, et les découvertes dont je vais parler expliqueront sa position particulière dans la ville d'Alexandrie.

Deux autres documents coptes pourraient nous être utiles pour l'histoire de la conquête arabe, à savoir la *Vie* de Pisen-tios, évêque de Keft, que j'ai publiée dans les *Mémoires de l'Institut égyptien*², et la *Vie* du patriarche Isaac, le 41^e de la liste officielle³; mais de ces deux œuvres, l'une ne parle de l'invasion arabe que par prêterition, si je puis dire⁴; l'autre est déjà trop éloignée de l'époque de la conquête pour en parler directement: autant elle est utile pour l'époque du gouvernement 'Abd-el-'Aziz, autant elle est inutile pour l'histoire de la conquête islamique proprement dite. Il en est tout autrement de la *Vie* d'un moine appelé Samuel de Qalamoun que j'ai analysée dans la *Revue de l'histoire des religions*⁵, après en avoir publié dans le *Journal asiatique* certains fragments qui ont directement rapport à la conquête⁶. Ces fragments provenaient de sources diverses; mais celui qui est vraiment important pour l'époque dont il s'agit fait partie des fragments conservés à la bibliothèque Bodléienne d'Oxford. Il

1. É. Amélineau, *Monuments pour servir à l'histoire de l'Église chrétienne aux IV^e et V^e siècles*, p. 340-341, dans les *Mémoires de la mission du Caire*, t. IV.

2. É. Amélineau, *Étude sur le christianisme en Égypte au VII^e siècle*. Vie de Pisentios (1884).

3. Voir plus haut, p. 275, note.

4. Elle ne parle pas expressément de la conquête et ne fait que la supposer.

5. *Revue de l'histoire des religions*, 1894, t. XXX, n^o 1.

6. *Journal asiatique*, 1888, nov.-déc., p. 361.

est d'autant plus important qu'à lui seul il fournissait le mot d'une énigme qui a longtemps préoccupé les historiens : il s'agit d'un certain personnage qu'on appelait Mouqoqîs et qui joua un rôle éminent dans les événements de la conquête d'après les historiens arabes. Il est désigné sous les titres de pseudo-archevêque et de ministre des Finances; dans la prophétie de Schnoudi, c'est celui qui avait reçu l'administration des offices gouvernementaux et des évêchés. Quant à Mouqoqîs, l'auteur de la *Vie* de Qalamoun l'appelle le *Kaukhios*. Ce mot me rappela aussitôt le Mouqoqîs des auteurs arabes, qu'en France on appelait le Makaukas. Mon identification proposée à l'Académie des inscriptions et belles-lettres fut d'abord adoptée; depuis elle a été contestée. J'avais dit que le mot *kaukhion* était le nom d'une petite pièce de monnaie et j'avais cru qu'elle était en usage encore à cette époque d'après un passage du *Glossaire* de Ducange. Il paraît que j'avais mal interprété une abréviation de Ducange, ainsi qu'on me l'a fait assez aigrement remarquer¹; mais cela n'empêche aucunement que mon hypothèse ne soit admissible, même vraisemblable, et que le mot *kaukhion* n'ait désigné une pièce de monnaie creuse et petite. Les Arabes, en faisant passer ce mot dans leur langue, ont obéi à leurs règles grammaticales et n'ont aucunement voulu désigner le nom du lieu d'où serait venu l'archevêque, car alors ils auraient dit : El-quqôsy.

C'est qu'en effet on a cru devoir adopter cette nouvelle étymologie et voir dans le surnom de Mouqoqîs le nom du pays dont le pseudo-patriarche aurait été originaire, à savoir le Caucase. Un évêque arménien, Sébéos, raconte qu'en effet le patriarche dont il s'agit se nommait Cyrus, qu'il était évêque de Phase sur le Pont-Euxin et qu'il fut envoyé en Égypte par Héraclius comme archevêque d'Alexandrie et gouverneur général de l'Égypte². J'ignorais cette histoire à l'époque déjà lointaine où je publiai les dits fragments, et de fait le renseignement fourni par Sébéos est exact. Je n'ai donc pas établi du premier coup avec toute l'exactitude désirable l'identité du patriarche-gouverneur; je persiste néanmoins à croire que j'ai bien trouvé la véritable explication du surnom donné au patriarche le *Kaukhios*, d'où l'on a fait Mouqoqîs. Le

1. A. J. Butler, *The arab conquest of Egypt*. Oxford, 1902, p. 524.

2. Sébéos, *Histoire d'Héraclius*, traduite de l'arménien en français par Macler.

personnage ainsi nommé est bien celui que l'on nomme le patriarche Cyrus et il réunit bien les deux dignités civile et religieuse, à la fois gouverneur et évêque. Mais fut-il jamais archevêque et patriarche? C'est une autre question, et à cette question je crois devoir répondre hardiment : non. Cyrus ne fut pas archevêque, ne fut pas patriarche et il ne pouvait pas l'être. Le rôle de ce personnage dans la conquête de l'Égypte est assez prépondérant pour que je traite à fond cette question.

Quand Cyrus fut envoyé dans la ville d'Alexandrie, il était bien évêque, et une partie de sa famille était à la cour d'Héraclius. Comment connut-il l'empereur au retour de l'expédition heureuse et célèbre qui avait abouti à la défaite des Perses et au recouvrement de la vraie croix? C'est ce que ne dit pas l'évêque arménien Sébéos. M. Butler pense que ce fut pendant le séjour que l'empereur Héraclius fit à Édesse avant de rentrer à Constantinople¹; il y a bien loin d'Édesse à Phase, et l'on n'a aucune raison pour faire voyager Cyrus de Phase à Édesse. On doit tenir cependant pour vrai, car toutes les sources le disent avec plus ou moins d'exactitude, que l'évêque Cyrus fut envoyé de Constantinople à Alexandrie, où il remplaça l'augustal. L'empereur Héraclius était le maître de nommer un évêque gouverneur d'une province de son empire, s'il le voulait; mais il ne pouvait aucunement nommer un personnage évêque, il ne pouvait aucunement transférer un évêque sur un siège patriarcal, parce que le gouvernement des églises était en dehors de la juridiction civile. D'ailleurs, le patriarcat d'Alexandrie était alors occupé par deux patriarches rivaux, l'un orthodoxe au point de vue égyptien, à savoir Benjamin, le 38^e de la liste officielle; l'autre orthodoxe au point de vue romain et melkite, à savoir Georges, le patriarche agréable à Constantinople. Pour nommer un nouvel occupant du patriarcat, il fallait qu'un concile déposât l'un ou l'autre des deux patriarches existants, et il était évident que, si Héraclius voulait faire déposer Benjamin, il ne le pouvait pas, puisque Benjamin était schismatique, qu'il n'existait pas au point de vue de la hiérarchie catholique ou melkite; par conséquent, l'empereur ne fit point une démarche qui aurait été complètement inutile. Quant à Georges, nul auteur ne parle de sa déposition; pas un seul historien n'a eu l'idée de dire que l'empereur

1. A. J. Butler, *The arab conquest of Egypt*, p. 156.

y avait seulement pensé, et cependant l'histoire était là pour apprendre qu'en d'autres temps, sous le règne d'Arcadius, le patriarche d'Alexandrie, Théophile, au fameux *conciliabule du chêne*, avait réussi à faire déposer et exiler un homme d'une autre envergure que Georges ou que Benjamin, à savoir saint Jean Chrysostome. L'empereur ne pensa donc pas à faire une démarche qu'il aurait pu faire s'il y avait pensé, car il n'aurait pas manqué de trouver un certain nombre d'évêques à sa dévotion pour commettre une injustice criante. S'il n'y pensa pas, c'est qu'il pensait à autre chose.

Il crut en effet avoir trouvé la solution de toutes les difficultés et faire en même temps un acte de grande politique; il dit qu'en envoyant en Égypte un gouverneur évêque, en le chargeant d'une lettre prêchant l'union entre les deux confessions, il serait assuré du succès. L'événement fut loin de répondre à son attente. Le gouverneur fit grand tort à l'évêque et l'évêque encore plus au gouverneur. A la seule annonce de son arrivée, le patriarche jacobite, Benjamin, prévoyant sans doute ce qui allait arriver et ne voulant pas résister aux ordres de l'empereur que tout le monde connaissait déjà, prit la fuite et commença ce long exil de treize ou quatorze ans pendant lesquels les destinées de son pays allaient complètement changer. Il semble que la fuite devant le danger ait été une règle habituelle de conduite pour les patriarches d'Alexandrie depuis les exils nombreux et les disparitions d'Athanase, le grand athlète contre l'arianisme. Benjamin s'exila comme eux, et, par le désert libyque, il se rendit aux monastères de Nitrie, de là au monastère de Schnoudi, puis plus loin jusqu'à un petit couvent qui n'est pas nommé. Certains de ces couvents, en particulier celui de Schnoudi, près d'Akhmîm, étaient de véritables forteresses dont quelques-unes existent toujours, et celle qu'avait construite Schnoudi avec les pierres des temples de la déesse Triphis est encore aussi solide qu'aux premiers jours de sa construction.

L'archevêque melkite, au contraire, resta tranquillement à son poste, et les rapports qu'il eut avec Cyrus semblent avoir été remplis de la plus grande cordialité, puisque l'un de ses adversaires les plus acharnés, le Jacobite Jean, évêque de Nikiou, dit expressément que Cyrus consultait Georges et suivait

souvent ses avis¹. Cyrus ne fut donc pas longtemps à Alexandrie sans s'apercevoir que sa mission serait difficile à remplir. Il tint d'abord un concile; mais ce semblant de concile lui montra qu'il ne pourrait jamais réunir des gens qui s'écartaient de lui comme ils se fussent écartés de l'Antéchrist dont on lui donnait couramment le nom, entre autres aménités. Dans de pareilles circonstances, se dit-il que, puisque la manière douce n'avait aucun succès, il lui fallait employer la manière forte? C'est possible, vraisemblable et même tout à fait dans la nature humaine, surtout si l'on dispose d'une très grande autorité, et Cyrus était homme avant d'être évêque. Ses adversaires l'ont accusé des pires cruautés; mais il faut bien dire que les pires cruautés que l'on pouvait exercer contre les Coptes étaient les cruautés spirituelles, si je puis employer cette expression, et que le seul fait d'avoir attiré à lui des Coptes jacobites était regardé comme un acte d'horrible persécution. Le scandale était d'autant plus grand, si des évêques passaient au camp adverse et reniaient leur foi, comme ce fut le cas pour les évêques Cyrus de Nikiou et Victor de Médinet-el-Fayoum, au rapport de l'historien des patriarches². Toute l'indignation que manifestent à ce sujet Jean de Nikiou et l'historien des patriarches est une indignation de commande, et Jean de Nikiou nous fournira lui-même une preuve que Cyrus ne fut pas toujours regardé comme un Antéchrist, puisqu'après son retour à Alexandrie le peuple le conduisit en triomphe jusqu'à l'une de ses églises, celle de Césarion, ayant recouvert des plus riches étoffes le chemin à parcourir. Ce n'est pas un homme détesté, honni, devant lequel on tremble, derrière lequel on dit les plus grossières injures, que l'on traite d'une manière aussi extraordinaire³. La chose est évidente.

Entre autres cruautés qu'on lui reproche est la manière dont il se conduisit, dit-on, avec le moine Samuel de Qalamoun dont il a été question. Cyrus, parcourant l'Égypte, s'était rendu au Fayoum. Là, il s'aventura jusqu'au monastère de Qalamoun et

1. *Chronique de Jean de Nikiou*, p. 574, éd. et trad. Zotenberg (Notices et extraits des mss. de la Bibliothèque nationale, t. XXIV).

2. *History of the patriarchs of the Coptic Church of Alexandria*, t. I (1904), fasc. 4, p. 491, éd. de B. T. A. Evetts. Je cite cette édition parce que c'est la seule parue; mais j'ai vérifié moi-même sur le manuscrit les passages auxquels je renvoie, car cette publication est loin d'être à l'abri de tout reproche.

3. *Chronique de Jean de Nikiou*, p. 574.

le trouva déserté par les religieux : seul, l'économe était resté. Cyrus lui demanda où étaient les frères. L'économe répondit qu'il n'en savait rien. A cette réponse, Cyrus lui délia la langue en le menaçant de la bastonnade. L'économe apprit alors à l'évêque que Samuel avait fait une grande catéchèse aux moines, **blâmant** l'évêque, l'appelant blasphémateur, « et il disait que tu étais un juif chalcédonien, un athée indigne de faire la synaxe comme **archevêque**, indigne qu'on soit en communion avec toi d'aucune sorte ». Cyrus édifié se rendit à la ville de Fayoum, prit des informations, envoya des gens qui surent trouver Samuel et le lui amenèrent, les mains liées derrière le dos, un carcan au cou. A sa vue, Cyrus, transporté de fureur, ordonna de frapper Samuel jusqu'à ce que son sang coulât comme l'eau. Entre temps, il parla à Samuel le langage de la raison, et l'ascète lui répondit en l'appelant fils de Satan, Antéchrist trompeur, Chalcédonien maudit. Cyrus aurait alors ordonné de le frapper à mort ; mais les magistrats de la ville réussirent à l'arracher des mains du gouverneur-évêque et à le renvoyer dans son couvent¹. Il y a bien des chances pour que les choses ne se soient pas passées de la sorte, que les magistrats n'aient pas eu la peine d'arracher Samuel des mains de Cyrus et que l'auteur ait attribué à leur intercession ce qui avait été le fait de Cyrus lui-même. Il fit bâtonner le moine, sans doute ; mais sa charge lui en donnait le droit, surtout alors qu'il avait été outragé aussi gravement ; Schnoudi en avait fait bien plus, puisqu'il assommait ses moines à coups de bâton, disant ensuite qu'il ne savait pas comment cela était arrivé, car il avait souvent fait semblable chose, sans qu'un seul moine se fût avisé de mourir².

Un second trait de la cruauté de Cyrus est cité dans l'*Histoire du patriarche Isaac* où il est dit de Jean, le prêtre chez lequel le jeune Isaac s'était réfugié, « qu'il fut confesseur, qu'ayant été placé sur le tribunal de l'impie Cyrus, on lui donna une multitude de coups de bâton, parce qu'il confessait la foi »³. Là encore, tout se réduit à la bastonnade, chose qui n'était pas extraordinaire en Egypte. Un troisième fait plus

1. *Journal asiatique*, nov.-déc. 1888, p. 363-368, où l'on trouvera le texte et toute la traduction.

2. *Œuvres de Schnoudi*, trad. d'É. Amélineau, t. I.

3. É. Amélineau, *Histoire du patriarche, Isaac, d'Alexandrie*, p. 12.

grave a trouvé place dans l'histoire du patriarche Benjamin : l'auteur vient de parler de la défection des évêques Cyrus de Nikiou et Victor de Fayoum qui n'avaient pas voulu se cacher, selon l'ordre du patriarche Benjamin, « qui avaient été pris à la ligne de l'erreur » chalcédonienne, pour m'exprimer comme l'auteur de cette histoire, et l'on ajoute : « Héraclius saisit Minu, le frère du père Benjamin, le patriarche, et lui fit subir de grandes épreuves; il fit allumer des torches qui furent appliquées à ses flancs, jusqu'à ce que la graisse de son corps s'échappât et coulât à terre; puis il lui brisa les dents parce que Minu confessait la foi, et finalement il commanda de remplir un sac de sable, d'y placer le saint Minu et de le noyer dans la mer¹. » Ce récit serait grave s'il était vraisemblable. Cyrus n'est pas donné comme l'auteur de cet acte de barbarie, mais bien l'empereur Héraclius lui-même, quoique la chose soit tout à fait impossible : aussi je prends sur moi de l'attribuer à Cyrus. Mais l'accusation tombe d'elle-même, car un homme à qui l'on a brûlé les flancs de manière à faire couler la graisse par terre, à qui l'on a ensuite brisé les dents, me semble peu capable de répondre, pendant qu'il est renfermé dans un sac préalablement rempli de sable, à une question posée en ces termes : « Dis que le concile de Chalcédoine est bon et nous te laisserons aller! » Dans ce récit, l'exagération est tellement outrée, on sent tellement que le but de l'auteur est d'accumuler les charges les plus graves contre Cyrus que naturellement un historien sérieux est porté à rejeter un semblable témoignage. Et c'est là, contre Cyrus, tout ce qu'on peut relever en fait de cruautés; les autres accusations sont des accusations en termes généraux et l'histoire ne peut les accepter, parce qu'elles portent la marque trop visible de la partialité des adversaires qui les ont inscrites dans leurs œuvres.

Parmi ces adversaires est le chroniqueur Jean de Nikiou qui écrivit l'histoire de ces temps troublés et qui dut assister comme témoin à une grande partie des événements de la conquête arabe. Il finit en effet son ouvrage par la mention de la restauration de Benjamin sur son siège archiépiscopal et par la mention que 'Amr établit certains officiers coptes sur l'Égypte et en destitua d'autres. Lorsqu'on apprit vers 1877 qu'on avait,

1. *History of the patriarchs of the Coptic church of Alexandria*, t. I, p. 491.

non pas découvert, mais traduit et qu'on allait publier une chronique égyptienne relative aux événements de la conquête arabe, les historiens conçurent naturellement de grandes espérances, car c'était bien d'une chronique des événements de cette époque qu'il s'agissait, et non seulement de cette époque, mais d'une chronique universelle. Lorsque M. Zotenberg l'eut publiée, après l'avoir traduite, on fut quelque peu désappointé, car il est difficile de trouver une chronique plus en désordre que celle qu'on offrait alors aux historiens. Ce n'était pas en effet le texte de l'évêque de Nikiou qu'on présentait au public savant, mais la traduction éthiopienne d'une traduction arabe. De plus, le traducteur éthiopien n'était guère apte à mener à bonne fin l'œuvre qu'il avait entreprise : il n'avait pu lire les noms propres et les avait tellement défigurés qu'on n'a jamais pu en reconnaître le plus grand nombre ; il est de plus visible que le texte de certains chapitres ne correspond pas à la table des chapitres placée en tête de la chronique ; on ne peut s'empêcher en outre de voir que certains passages ont manifestement été déplacés, que les récits ont été confondus, que certaines villes ont été nommées pour certaines autres, par exemple Esneh pour Antinoé, quoique les deux villes soient à plus de quatre-vingts lieux de distance l'une de l'autre, que certains chapitres semblent avoir été écourtés et qu'il y a une énorme lacune au moment où se produisit l'arrivée des Arabes en Égypte. Malgré ces graves défauts, l'importance des renseignements que fournit l'évêque de Nikiou est tellement grande qu'on peut parfaitement passer par-dessus les défauts de sa chronique ; car, en bonne justice, on ne peut lui en faire porter la responsabilité, puisque cette responsabilité retombe tout d'abord sur les traducteurs qui ne l'ont pas compris, surtout sur le traducteur éthiopien.

Si maintenant on examine l'ouvrage en lui-même, si l'on se demande quelle était la mentalité de l'évêque chroniqueur, on s'aperçoit bien vite qu'elle n'était pas différente de celle des autres auteurs de sa race, qu'il était tout aussi crédule, tout aussi dénué de critique, qu'il écrivait son œuvre plus pour servir à l'édification de ses lecteurs que pour les instruire. Jean a la prétention d'écrire une histoire universelle ; son récit part de la création et il dit gravement, — je suis la traduction de M. Zotenberg, car malheureusement je ne sais pas l'éthiopien, — que ce fut Dieu qui donna leur nom à Adam et

à Ève, mais que ce fut Adam qui donna leurs noms à ses enfants et à toutes les créatures (ch. i), que Seth, le troisième fils d'Adam, donna leurs noms aux fleuves (ch. ii), que Kronos ou Saturne était un géant de la race de Cham (ch. iii). A propos de l'histoire d'Égypte, il dit qu'un homme nommé Héphaistos, homme plein de fureur, régna sur l'Égypte et s'éleva au rang des dieux, que c'était le soleil, et qu'après lui son fils, un autre soleil, fonda la ville d'Héliopolis (ch. xi-xii). Il place Sésostris avant Sabacon (ch. xvii-xviii) et parle ensuite du Pharaon Khéops (ch. xix). Il place Moïse au temps d'Amasis (ch. xxx); Cléopâtre est une conquérante syrienne venue du côté de Péluse, qui combat et vainc les Égyptiens, qui s'empare ensuite d'Alexandrie, y règne, y construit un merveilleux palais dans une île située à l'ouest de la ville, après avoir créé une digue s'avancant dans la mer jusqu'à une distance de 4,000 pieds; elle mourut la quatorzième année du règne de César-Auguste et il n'y eut jamais de plus illustre, de plus sage et de plus belle femme (ch. lxxvii). De la dynastie ptolémaïque, il ne connaît que le règne de Ptolémée Philadelphie qui traduisit les Écritures (ch. lx). Avec les empereurs romains, Jean devient quelque peu plus certain de ce qu'il fait entrer en sa chronique; mais, avec le triomphe du christianisme sous Constantin, son œuvre change et il n'est plus occupé qu'à entretenir ses lecteurs des hauts faits de la religion chrétienne tels qu'il les comprenait. Il est partial et perd le sens de la justice toutes les fois que ses idées chrétiennes étaient en cause, n'étant que le porte-parole de la doctrine de ses chefs, les patriarches d'Alexandrie. Aussi Arius, Nestorius, le concile de Chalcédoine, etc., sont traités par lui de la belle façon (ch. l, lxxviii, lxxx). Julien l'Apostat semble avoir été son ennemi personnel; il le traite de misérable, pendant qu'il donne le titre de saint au patriarche Théophile (ch. lxxxi); l'impératrice Pulchérie et l'empereur Marcien lui font horreur (ch. lxxxvii). Quand un historien se laisse aller à écrire des calomnies comme celles qu'il écrit contre Pulchérie, on ne peut plus compter sur son impartialité. Toutefois, on ne saurait nier qu'il avait l'esprit curieux, qu'il s'était efforcé de lire des livres instructifs et, si son livre a des défauts, ces défauts sont imputables avant tout à son siècle, à son pays et au milieu dans lequel il vivait. Son œuvre pourrait donc avoir une valeur beaucoup plus grande qu'elle n'en a; c'est la forme sous laquelle elle nous est parvenue qui lui enlève la plus grande

partie de sa valeur intrinsèque, laquelle était encore assez grande. J'aurai l'occasion de montrer en détail le désordre qui règne dans son récit et les calomnies dont il s'est fait l'écho contre les Musulmans et leur chef, tout comme contre Cyrus.

Reste l'*Histoire des patriarches d'Alexandrie*, qui n'est en réalité qu'une biographie du patriarche Benjamin qui occupa le siège archiepiscopal de 622 à 661. On a déjà pu juger, par ce que j'ai dit plus haut à propos de Cyrus, quelle attention doit apporter l'historien à contrôler tous les renseignements fournis par cette *Histoire* qui n'en a guère que le nom. Le patriarche d'Alexandrie avait coutume de rédiger, ou de faire rédiger un résumé des principaux actes de son prédécesseur. Pour certains, on écrivait même leur *vie*; mais cette *vie* n'était qu'un panégyrique prononcé à l'anniversaire de leur mort, et le panégyrique n'est pas une source où nous pouvons espérer puiser la vérité toute simple. D'ailleurs, comme le patriarche Benjamin eut soin de s'enfuir, dès que « l'Ange du Seigneur » lui annonça l'arrivée de Cyrus et qu'il ne revint que trois ans après la conquête de Babylone d'Égypte, le récit que l'auteur de sa *Vie* fait de l'invasion arabe et des succès de l'armée musulmane tient en une cinquantaine de lignes arabes : on ne peut s'empêcher de trouver que c'est réellement peu. Il est vrai que ces cinquante lignes sont d'une importance capitale. Si j'en ai parlé dès à présent, c'est que l'*Histoire des patriarches*, tout comme la *Chronique* de Jean de Nikiou, a été écrite d'abord en copte. Pour ce qui regarde Benjamin en particulier, nous possédons encore un fragment de sa *Vie* conservé à la Bodléienne d'Oxford; mais il n'y a rien dans ce fragment qui ait trait à l'histoire de la conquête de l'Égypte par les Arabes.

Nous pouvons maintenant passer aux historiens arabes proprement dits, c'est-à-dire aux historiens ayant écrit en arabe, qu'ils soient de race arabe ou autre, car quelques chrétiens doivent être rangés parmi eux et en particulier un patriarche d'Alexandrie connu sous le nom d'Eutychios.

III.

Historiens arabes.

Il est vraiment surprenant que les Arabes n'aient cherché à conserver le souvenir des grandes choses qu'ils avaient

exécutées au VII^e siècle en Égypte que trois cents ans environ après les événements passés. Les Coptes nous offrent du moins des documents contemporains; les Arabes ne nous ont livré que des compilations faites au plus tôt deux siècles et demi ou trois siècles après les événements, quand ce n'est pas cinq ou six, même sept. Comme la tradition de ces faits n'avait pu se faire qu'oralement, je laisse à penser quelle confiance méritent de tels auteurs pour la question de la conquête de l'Égypte.

Le nombre des historiens arabes de race ou de langage est encore assez nombreux et parmi eux on rencontre des hommes qui jouissent d'une grande renommée et qui la méritent bien peu, comme nous l'allons voir. L'Arabe n'est pas historien; c'est à peine un compilateur qui insère les renseignements qu'il trouve n'importe où, pêle-mêle et sans critique. L'Arabe est avant tout poète: il a pu faire dans la poésie des œuvres remarquables ou du moins qui passent pour l'être; il y a réuni une quantité d'allusions à ses mœurs, aux faits de sa vie journalière et à ceux de son histoire, il y a fait entrer surtout d'interminables généalogies qui avaient pour lui un grand intérêt mais qui en ont beaucoup moins pour ceux qui n'appartiennent pas à sa race. Comme je l'ai dit à propos des auteurs coptes, on ne peut guère lui faire un reproche de sa manière de traiter l'histoire et la poésie; il devait avant tout chercher à plaire à ses contemporains et non pas à ceux dont il ne connaissait pas même le nom et l'origine. Fidèle au fondateur de l'islamisme qui était un grand poète, il était destiné à écrire des chansons de geste, ou, si l'on veut, des poèmes épiques, mais non des œuvres proprement historiques. Aussi ne recherche-t-il que des faits merveilleux; il est encore plus friand de miracles que les chroniqueurs de notre moyen âge. Ce qu'il lui faut, ce qu'il se plaît surtout à raconter, ce sont des actes héroïques qui ne manquèrent certes pas de se produire dans la vie d'un peuple guerrier; ce sont les grands coups d'épée qui illustrent un homme et dont le récit, passant avec admiration de génération en génération, étonnera encore les derniers lecteurs ou auditeurs. La suite chronologique des événements ne le tente pas, la suite logique des faits avec l'indication des causes lui sourit encore moins, malgré la prudence innée qu'il apporte à certains actes de la vie; il ne se dit aucunement, il ne se doute même pas peut-être que les événements politiques ont des causes tout comme les choses de la vie ordinaire; son génie est tourné vers

l'action, et non pas vers la spéculation et la réflexion. Le fatalisme lui semble la loi de toutes choses. Aussi peut-on être assuré que, si divers écrivains, qu'on range dans la catégorie des historiens, parlent d'un même événement, ils en donneront tous un récit différent, à moins que tous ne l'aient transcrit d'un même auteur précédent. Les auteurs arabes n'ont pas en effet le respect de la propriété littéraire : ils copient purement et simplement leurs prédécesseurs. S'il est consciencieux, il arrive parfois qu'un auteur arabe cite ses sources ; mais le plus souvent il se contente d'écrire : un tel, fils d'un tel, qui le tenait d'un tel, fils d'un tel, lequel l'avait entendu raconter à un tel, fils d'un tel, et ainsi de suite. S'il s'aperçoit d'un conflit entre les divers témoignages, il s'en tire en ajoutant gravement : « Mais Dieu sait ce qui est vrai. » Cela suffisait, et l'on ne pensait pas que ce n'était pas à Dieu que les historiens destinaient leurs ouvrages, mais aux hommes qui avaient besoin de s'instruire.

Les historiens arabes avaient, il est vrai, à lutter contre de grandes difficultés et ils ont à peu près prouvé que ces difficultés étaient insurmontables. Lorsqu'ils arrivèrent à la domination politique, ils n'étaient que peu instruits sur les civilisations auxquelles ils succédaient, ils étaient vraiment peu en état de connaître les ères, les années, les mois qui ne correspondaient pas aux leurs puisque les différents computs étaient en désaccord les uns avec les autres et qu'ils avaient conservé leur année lunaire, malgré les inconvénients qui en résultaient pour eux. Ils ne connaissaient pas, ou presque pas, les pays qu'ils envahissaient ; les noms des grandes villes mêmes leur échappaient et ils en ignoraient complètement l'histoire ; ils n'avaient aucune connaissance des littératures étrangères et, à supposer qu'ils les eussent connues, leur génie n'était pas fait pour les goûter et les apprécier. Ils appartenaient à un autre type de races ; on ne peut le leur reprocher, on ne peut que constater les difficultés de leur position. Ces réflexions rendront compréhensibles les erreurs que j'aurai à signaler dans la seconde partie de cette étude, ainsi que la manière dont les auteurs arabes ont entendu l'histoire. Je le répète, ils étaient admirablement faits pour écrire des chansons de geste, c'est-à-dire le récit de combats où l'important était de donner de grands coups d'épée, et de la sorte ils ont produit leurs *Actions héroïques*, connues sous le nom de *Mogaciddiu*.

On ne trouve pas dans toute la littérature arabe, cependant si

volumineuse, la mention d'un seul auteur qui ait écrit sur la conquête de l'Égypte avant le ix^e siècle. Le premier dont l'on fasse mention est El-Ouakidy qui naquit en 747 et mourut en 823; en admettant qu'il ait écrit son ouvrage dans le dernier tiers de sa vie, il écrivait près de cent soixante ans après les événements passés. Ses œuvres sont presque complètement perdues : l'on n'en trouve que des fragments chez les auteurs qui ont cité le *Kitâb-Foutouh-Misr*, c'est-à-dire le *Livre des conquêtes de l'Égypte*, et l'on n'est pas même certain, si l'on en croit certains savants, que ce livre soit bien son œuvre. Après lui vient El-Baladhoury qui naquit en 806 et mourut en 892. Vers 868, il écrivit un récit de la *Conquête des contrées*. Élevé à Bagdad, et ayant vécu à la cour des khalifes, il aurait pu être spécialement bien renseigné; mais son œuvre montre qu'au ix^e siècle les auteurs arabes étaient tout aussi divisés que de nos jours sur la suite des événements. Un troisième auteur, nommé Ibn 'Abd el Hakam, mourut à Fostat (Caire) en 870 : son œuvre ne nous est connue que par les traductions copieuses qu'en ont données Quatremère dans ses *Mémoires géographiques sur l'Égypte* et G. Weil dans sa *Geschichte der Chalifen*. Il n'a pas été publié en entier. En ce même ix^e siècle vient Ibn Kou-taibah; né en 828, il mourut en 889, et Wüstenfeld a dit de son œuvre, *Kitab el-Mu'arif* ou le *Livre des connaissances*, que c'est la plus ancienne donnée historique qui existe actuellement chez les Arabes¹. Ainsi nous n'avons pas d'œuvre historique sur la conquête de l'Égypte qui eût été écrite avant la fin du ix^e siècle, c'est-à-dire 250 ans environ après l'événement, puisque l'œuvre d'El-Ouakidy est perdue en grande partie.

Au x^e siècle, nous trouvons Tabari, né en 839, mort en 923. C'est un auteur célèbre d'*Annales* dont on fait grand cas, mais qui ne mérite aucunement sa réputation, car il n'a ni chronologie ni connaissances géographiques : cela est si vrai qu'il semble placer la prise d'Alexandrie avant celle de Memphis ou Babylone d'Égypte. Du x^e siècle nous devons passer au xii^e et nous trouvons les annales d'Ibn el Athir qui les composa sur un abrégé de Tabari. Viennent ensuite Ibn Khallikan qui a laissé dans ses *Biographies* le récit de certains faits ayant trait à la conquête²; le géographe Yakout; El-Makir avec son

1. Cf. Butler, p. xii de son introduction à *The arab conquest of Egypt*.

2. M. Mac Guckin de Slane en a donné une bonne traduction française.

Histoire des Musulmans, laquelle est déjà du XIII^e siècle ; l'*Histoire des dynasties* d'Abou Faradj, nommé aussi Bar-Hebræus ; puis Ibn Kaldoun, né en 1332, mort en 1405, qui vécut en Tunisie, en Espagne, et donne quelques renseignements sur l'Égypte. Le grand historien de cette époque est El-Makrizy, né en 1385, mort en 1441, écrivain d'une fécondité extraordinaire. Il était né au Caire et a consacré son ouvrage le plus célèbre à la *Description de l'Égypte*, comme on appelle son *Khitat*, dont on a donné il n'y a pas longtemps une traduction française¹. Makrizy est le type de l'auteur arabe, mais aussi de ce que vaut l'historien arabe. On lui a fait une grande réputation de savoir ; il peut la mériter si par savoir on entend une érudition indigeste, sans critique, admettant sur le même pied tous les renseignements qui lui sont parvenus. Dans son *Khitat*, il y a de l'excellent et du pire, mais le pire est, je crois, en plus grande quantité que l'excellent, de telle sorte qu'on ne peut se servir de son ouvrage qu'avec la plus grande prudence et en prenant bien garde d'admettre un renseignement parce qu'il l'a donné.

J'arrêterai à Makrizy la liste des auteurs arabes dont on peut se servir pour l'histoire de la conquête de l'Égypte. Il n'y a rien à tirer d'Aboul-Mahasin qui mourut en 1409 ni de Soyouty qui vécut de 1445 à 1505, quoique les détails qu'ils donnent soient des plus circonstanciés, car j'estime qu'on ne peut se servir de témoignages dont on ne connaît pas l'origine et qui sont donnés huit siècles environ après les événements. J'ai aussi négligé à dessein un auteur arménien d'origine et qui vécut au Caire entre le XII^e et le commencement du XIII^e siècle. Il s'appelle Abou Salih, ou Abou Selah, selon le catalogue des manuscrits arabes de la Bibliothèque nationale. Il a écrit une *Histoire des églises et des monastères d'Égypte*, laquelle a été publiée en 1895 par M. Evetts à Oxford². De la description géographique qu'il donne des églises et des monastères épars en Égypte, il ressort qu'il ne les a visités que dans la bibliothèque du patriarcat égyptien au Caire, sauf ceux qui étaient dans les environs

1. Dans les *Mémoires de la Mission française d'archéologie du Caire*, édit. de M. Bouriant (tome XVII, 1900), traduction qui a dû être refaite par M. P. Casanova, dans les *Mémoires de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire* (t. III, 1906).

2. *The Churches and monasteries of Egypt, attributed to Abū Sāleh the Armenian*, edited and translated by B. T. A. Evetts, Oxford, 1895.

de la ville. Pour ceux qui étaient éloignés de cette ville, même ceux du Fayoum au sud-ouest ou de la Basse-Égypte au nord et au nord-est, il n'est pas vraisemblable qu'il y soit jamais allé. Le désordre est très grand dans son œuvre; il aborde trois ou quatre fois le même sujet, il parle de Philé avant et après la Nubie, de l'Inde après le Yémen, et par Inde il faut entendre l'Arabie et même l'Éthiopie; il revient ensuite à la ville d'Akh-mîm ou Panopolis, pour retourner à la Haute-Nubie, etc. Son œuvre est donc une compilation pure; au point de vue géographique, elle peut avoir une certaine valeur, mais pour ce qui nous regarde, Abou Salih était trop éloigné des faits et ses sources nous sont trop inconnues pour qu'on puisse faire fond sur son témoignage.

C'est aussi le même jugement qu'il faut porter sur Makrizy, quoique nous puissions voir, à l'insistance avec laquelle il raconte l'origine des principales villes de l'Égypte et à la méthode par laquelle il ramène tous les renseignements aux dires de la Bible hébraïque, qu'il y avait alors une grande quantité d'écrits soi-disant historiques dont le fonds était fourni par la Bible et que c'était à cette source que Makrizy avait puisé ses renseignements. Pour n'en citer qu'un exemple, la ville de Memphis, d'après Makrizy, avait l'origine suivante : « Aux temps primitifs, l'Égypte portait, dit-on, le nom de Gezlah; dans la suite elle fut appelée du nom de Masr, fils de Mourkabil, fils de Derabel, fils d'Ariab, fils d'Adam : celui-là est le premier Masr. D'autres prétendent au contraire qu'il lui vient du second Masr, fils de Bensar, fils de Kham, après le déluge. D'après d'autres, enfin, son nom lui viendrait du troisième Masr, fils de Bensar, fils de Kham, fils de Noé. Pour les uns, c'est un mot étranger qui ne prend pas la nunnation(?); pour les autres, il est dérivé de l'arabe. Ceux qui plaident en faveur de l'origine étrangère du nom de Masr s'autorisent des récits recueillis par les historiens sur l'arrivée en Égypte de Masr, fils de Bensar, fils de Kham, et sur le partage du sol entre ses enfants. D'où son nom¹. »

Le lecteur pourra juger, par cet échantillon, ce que valent les prétendus renseignements historiques donnés par Makrizy; mais s'il s'agit de renseignements topographiques, de mœurs, de

1. *Mémoires de la mission française du Caire*, t. XVI, fasc. I, p. 48.

coutumes religieuses ou civiles qu'il a été à même de contrôler, son témoignage est de premier ordre. Malheureusement ce n'est pas de cette sorte de témoignage que nous avons besoin pour l'histoire de la conquête de l'Égypte.

En résumé, pour retracer cette conquête, l'historien trouvera chez les auteurs arabes certaines circonstances en petit nombre qu'ils pouvaient seuls connaître et qu'effectivement seuls ils connaissaient ; à condition que ces événements ne soient nullement légendaires ou merveilleux, il pourra s'en servir en toute sûreté de conscience ; pour le reste, il est inutile de leur rien demander. Chez les auteurs grecs, on trouvera des souvenirs historiques en petit nombre et tout à fait incertains. Chez les auteurs coptes ayant écrit en copte ou dont les œuvres nous sont parvenues en arabe ou dans une autre langue, bien qu'ayant été primitivement écrites en copte, nous ferons une plus grande moisson de faits historiques, mais ces faits sont dans le plus grand désordre ; ils sont détournés de leur sens primitif, accompagnés d'un merveilleux qu'on ne saurait un seul instant prendre au sérieux. Enfin, dans les monuments authentiques et officiels des papyrus, nous pourrions recueillir avec de la patience et l'emploi de la logique la plus serrée une très grande série d'allusions à des faits réels, mais nullement un récit de ces faits eux-mêmes. En fin de compte, ce fait immense dans l'histoire humaine, celui qui seul a permis à l'Islam de se procurer les ressources nécessaires au fonctionnement régulier de l'empire musulman, n'a presque pas laissé de traces certaines et encore nous serons obligés d'en laisser de côté la plus grande partie, nous bornant à choisir, parmi les renseignements mis à la disposition des historiens, ceux qui nous paraîtront les plus vraisemblables¹.

1. Pendant que j'écrivais ces pages, j'ai vu sur un catalogue que M. Massé, membre de l'Institut français d'archéologie orientale au Caire, avait sous presse une histoire de la conquête de l'Égypte sous le titre de *Livre de la conquête de l'Égypte*. J'ai été tenté un moment de suspendre mon travail ; après réflexion, j'ai pensé qu'il s'agissait sans doute de la publication d'un des textes dont j'ai parlé, et je me suis résolu à publier la présente étude. Dans le cas où je me serais trompé, il est peu probable que le livre annoncé change la face des événements tels qu'il me reste à les raconter.

SECONDE PARTIE.

Les faits historiques proprement dits.

Les faits qui constituent la conquête de l'Égypte proprement dite sont peu nombreux : les Arabes entrent en Égypte par Péluse, ils se dirigent vers Memphis ou Babylone d'Égypte, prennent en passant quelques villes, arrivent près d'Héliopolis où a lieu la première bataille, assiègent Babylone et la prennent, puis ils divisent leurs forces dont une partie se transporte à Alexandrie, assiège et capture cette ville une première fois, puis une seconde après une révolte, pendant que d'autres armées s'emparent du reste de l'Égypte, soit au nord, soit au sud. Il semble, d'après ce petit schéma, que rien ne soit plus facile que de retracer les événements, et cependant rien n'est plus difficile en réalité, tellement il y a de contradictions entre les auteurs et tellement l'historien se trouve peu en position de se faire une idée nette de ces événements. Aussi dois-je dire, avant de commencer ce récit qui sera très probablement contredit au nom de quelque auteur arabe ou autre, que je prétends uniquement expliquer la manière dont les faits me semblent s'être produits et nullement mettre fin à une controverse qui sans doute durera longtemps encore.

Pour faire ce récit, je diviserai la seconde partie de mon étude en paragraphes assez courts et je dirai : 1° quel était l'état politique de l'Égypte au moment où avait lieu la conquête de la Perse et de la Syrie par l'armée de l'Islam ; 2° quelle fut la genèse du plan de conquête ; 3° quelle fut la marche de l'armée arabe jusqu'à la capitale de l'Égypte ; 4° comment s'opéra et finit le siège de Babylone ; 5° comment l'armée arabe captura la ville d'Alexandrie une première et une seconde fois ; 6° quels furent enfin les résultats de la conquête pour les vainqueurs et les vaincus.

I.

État de l'Égypte pendant les premières conquêtes de l'Islam.

L'Égypte était alors, comme chacun le sait, soumise à l'empereur de Byzance qui la faisait gouverner par des officiers nommés

par lui. Pour plus de commodité administrative, Justinien, par un décret célèbre, avait divisé l'Égypte en trois éparchies ou gouvernements ; à savoir la Basse-Égypte, avec Alexandrie pour capitale et un gouverneur qui continuait à porter le titre romain d'*Augustal* ; une première éparchie de la Haute-Égypte dont le siège était la ville d'Antinoé avec un duc pour premier magistrat ; une seconde éparchie pour la partie supérieure de la Haute-Égypte dont la capitale varia selon les époques. Il y avait en outre un canton limitrophe appelé *limiton* où l'on devait veiller à ce que les tribus nomades qui enserraient l'Égypte à la frontière sud, soit Blemmyes, soit Nobades, soit même les autres tribus plus lointaines encore provenant de la Haute-Nubie et même du Soudan, n'envahissent pas l'Égypte. Le titre porté par le commandant de ce canton était celui de comte : *comes limitis*. Pour mettre ces quatre hauts fonctionnaires à même de remplir respectivement leur charge, il avait bien fallu leur donner des soldats qui en imposassent aux incorrigibles pillards toujours tentés de se jeter sur la vallée du Nil où ils étaient assurés de trouver, sinon l'abondance, du moins un soulagement momentané à leur pauvreté. Mais, comme, dès lors, il était assez difficile de se procurer ces militaires de carrière qui avaient fait la force des légions romaines, Justinien avait admis dans les rangs de ses légions des auxiliaires, barbares ou non, qu'il avait transportés aux lieux menacés. Les papyrus nous montrent qu'en Égypte il avait placé de semblables troupes dans certaines garnisons, comme les Daces à Théodosiopolis, les Maures à Hermopolis, à Antaiopolis les Scythes et des Bisilectes qu'on ne peut pas encore identifier avec un peuple connu par ailleurs. De là provenait une première cause d'infériorité : cette armée égyptienne manquait d'homogénéité ; comment des soldats étrangers au pays, n'ayant aucun lien qui les rattachât à lui, auraient-ils pu combattre hardiment pour sa défense ? Sans doute, il faut bien admettre que les Égyptiens eux-mêmes étaient enrôlés dans les légions romaines ; le fait de l'enrôlement de saint Pakhôme, au moment où Constantin eut à lutter contre Licinius¹, en est une preuve, et il n'y a nulle raison de penser que l'empereur Justinien et ses successeurs s'étaient privés de ce recrutement. Mais l'on devait bien penser aussi que, si jamais

1. Cf. É. Amélineau, *Histoire de saint Pakhôme*, dans les *Annales du Musée Guimet*, t. XVII (1889), p. 5 et 342.

les soldats égyptiens étaient mis en face d'une armée qui, à tort ou à raison, passerait pour favorable à leur pays et à leurs proches, ils n'auraient pas grand courage à se battre contre elle, et c'est bien ce qui arriva, comme nous le verrons bientôt.

De plus, la disposition des troupes dispersées dans l'Égypte entière et la façon dont on s'en servait pour faire rentrer les impôts que la population n'était guère disposée à payer était une cause d'affaiblissement autant que d'indiscipline; les bataillons ou *ἀγροται* devaient être logés dans des villages ou des villes ayant droit au titre de *πόλις*; ils devaient en outre être répartis depuis Alexandrie jusqu'à Damiette et depuis Damiette jusqu'à Memphis dans la largeur de l'Égypte, depuis Alexandrie jusqu'à Philé dans sa longueur, c'est-à-dire sur une largeur d'environ quatre-vingts lieues et sur une longueur de plus de deux cent cinquante. M. Jean Maspero a très bien montré d'après les données des papyrus gréco-égyptiens que le chiffre des soldats présents en Égypte, sous l'administration de Justinien, ne pouvait pas être supérieur à 25,000 ou 30,000 hommes; il a fait ses calculs d'après le chiffre officiel des bataillons présents en Égypte à cette époque; il a étudié une par une les villes où il y avait des garnisons et il a montré que la force de l'armée égyptienne n'était environ que le double de celle dont Amr eut le maniement lorsqu'il eut reçu tous les renforts que lui envoya le khalife Omar Ibn Khattab, c'est-à-dire 15,000 hommes, selon la plupart des auteurs arabes qu'il faut bien citer malgré tout, ou tout au moins 12,500 hommes. Ainsi 15,000 hommes, ayant contre eux une armée dispersée de 25,000 ou 30,000 hommes, réussirent à conquérir un pays de deux ou trois millions d'habitants.

Il est vrai de dire que Justinien, dans son décret de répartition de l'armée en Égypte, avait préparé la défaite, autant qu'il le pouvait faire, en morcelant le commandement entre les divers stratélates ou généraux, qu'il avait rendus en quelque sorte indépendants les uns des autres. Ces généraux étaient plus habitués aux cérémonies de la cour byzantine qu'aux luttes de la guerre; le but qu'ils poursuivaient était leur enrichissement particulier et non la défense du pays dans lequel ils avaient été envoyés; ils se montreront lâches devant le danger, n'ayant même pas la force physique pour combattre, et il en sera de même pour leurs soldats. Isolés au milieu d'une population qui

les haïssait d'instinct parce qu'ils étaient les envoyés de la cour de Byzance, parce qu'elle leur avait infligé des vexations innombrables, ils ne devaient guère, en fin de compte, tenir une autre conduite que celles qu'ils tinrent : céder non à des forces supérieures, mais à des forces mieux commandées, secondées par la population, pleines de ce fanatisme religieux et de cet enthousiasme guerrier qui sont le gage du succès. Aussi chacun des commandants agit pour lui-même sans s'occuper des autres ; si, par aventure, l'un d'entre eux eut la vision du sort qui les attendait, la jalousie était si grande entre eux qu'ils ne purent s'unir que peu de temps et alors que l'occasion favorable était passée.

Tel était l'état de l'Égypte au point de vue militaire avant l'arrivée de Cyrus le Mouqoqis. Ce personnage, qui a été si mal jugé par la cour byzantine, par les Égyptiens et par les historiens de cette époque, fut cependant le seul qui prévînt l'orage prêt à fondre sur l'Égypte et qui prit les précautions nécessaires pour le repousser de la vallée du Nil. On peut le conclure avec certitude des renseignements que nous ont transmis les documents coptes, car ces renseignements, aux yeux des auteurs coptes, devaient déshonorer Cyrus. Quand l'auteur de la *Vie* de Schnoudi nous dit que Cyrus fit réparer les forteresses dans toute l'étendue de l'Égypte, il y a peut-être exagération sur le sens de cette réparation, mais le fait lui-même est réel, d'autant mieux que le couvent de Schnoudi était une de ces forteresses qui pouvaient défier les Arabes ; si le patriarche fugitif Benjamin n'y resta pas caché, c'est sans doute parce qu'il ne s'y crut pas en sûreté à cause de l'impulsion donnée par Cyrus à la mise en défense des *châteaux* de l'Égypte. Si Cyrus est monté jusqu'au Fayoum, c'est une preuve qu'il avait l'œil à l'exécution de ses ordres, qu'il prenait au sérieux ses fonctions de gouverneur de l'Égypte et les faisait passer avant celles d'évêque. On est tout naturellement conduit, en le voyant agir ainsi, à conclure que l'empereur Héraclius lui avait donné une autorité générale sur toute l'Égypte ; mais Cyrus ne devait être obéi qu'autant qu'il était présent ; son absence donnait aux plus hauts fonctionnaires toute liberté de désobéir.

J'ai déjà parlé de l'insuccès de sa mission religieuse. Le patriarche Benjamin en doit seul être rendu responsable, malgré l'*Ange du seigneur* qui est dit lui avoir révélé l'arrivée de

Cyrus. Le patriarche melkite Georges, en restant à son poste et en secondant les efforts de Cyrus, montra autrement d'intelligence politique, autrement de compréhension des véritables intérêts de son troupeau que le patriarche antichalcédonien prenant la fuite sans même savoir quelles étaient les instructions de Cyrus et ce que contenait cette « ecthèse » que Cyrus devait publier.

Tout en remplissant ces deux missions si différentes, Cyrus entretint-il des relations avec les armées arabes de la Syrie pour les détourner de l'Égypte, envoya-t-il surtout à Mahomet l'ambassade dont parlent les auteurs arabes? Le fait n'aurait rien que de vraisemblable en lui-même, quoiqu'on soit en bon droit de s'étonner que le gouverneur d'un pays soumis à l'empereur ait envoyé une ambassade au chef d'une nation avec laquelle son maître était en guerre; d'ailleurs, comment Cyrus aurait-il pu prévoir l'immense développement qu'allait prendre la puissance de l'Arabie? Mahomet n'était pas sorti de son pays depuis sa jeunesse; il s'était appliqué à donner à l'empire qu'il fondait en Arabie toute la force et la cohésion nécessaires, sans y réussir complètement, et si ses pensées ambitieuses rêvaient de conquêtes, ce n'étaient encore que des visions plus ou moins probables, rien ne faisant présager qu'elles étaient sur le point de devenir des réalités. Enfin les détails que les historiens arabes nous ont transmis sur cette ambassade sont si puérils qu'on est forcé de les rejeter. Il en va autrement des rapports de Cyrus et des Arabes ayant conquis ou en train de conquérir la Syrie aux portes de l'Égypte. Il ne fallait pas être doué d'un génie politique transcendant pour prévoir que, si la Syrie était finalement subjuguée, l'Égypte courrait le risque de l'être aussi; dès lors, il était tout naturel de songer à éloigner ce destin, mais de là à prétendre, comme l'ont fait les historiens grecs, que Cyrus s'était engagé à payer un tribut à la puissance musulmane, qu'il avait même commencé de le payer, il y a si loin, que je me refuse à le croire, car c'était à l'empereur Héraclius de prendre l'initiative de telles négociations et non à Cyrus, et ensuite l'on n'a aucune preuve de ce que l'on avance. Le jour devait arriver où Cyrus, forcé d'ouvrir des négociations devenues nécessaires, fut désavoué par la cour de Constantinople, paya de l'exil ce qu'il n'avait pu empêcher et finalement fut renvoyé dans le pays d'où on l'avait tiré. Les renseignements fournis par

les auteurs arabes me semblent une manière théâtrale de représenter des faits dont on ne connaissait que le résultat et de grandir le rôle du fondateur de l'Islam ou des conquérants de l'Égypte.

Il ressort au contraire des témoignages des adversaires les plus acharnés de Cyrus qu'il avait fait tout son possible pour mettre l'Égypte en état de défense avant l'arrivée des Arabes : c'était mal préparer ce rôle de traître, qu'on lui a si libéralement décerné, que de prévoir une guerre possible avec les Musulmans et de prendre toutes les précautions usitées en pareil cas.

II.

Genèse de l'idée de conquête chez les Musulmans.

Il va sans dire que les Arabes, même avant d'avoir adopté la religion islamique, connaissaient l'Égypte, et l'on trouve dans le Coran des preuves que Mahomet avait prévu le cas où l'Égypte serait conquise par ses sectateurs. L'Arabie n'était pas en effet située bien loin de l'Égypte; il n'y avait qu'à traverser la mer Rouge, et en certains endroits cette traversée n'était pas longue. Il n'est donc pas surprenant que l'Égypte ait eu avec l'Arabie des rapports commerciaux et politiques. Les auteurs arabes sont remplis de traditions que Makrizy a résumées dans son *Khitat* et qui nous montrent dans 'Amr Ibn el 'As, le futur conquérant, un homme qui avait exercé son petit commerce en Égypte, qui était allé jusqu'à Alexandrie et qui avait même rendu service à un moine de cette ville. Il n'y a évidemment rien d'impossible à ce que le futur chef de la conquête se soit rendu dans la capitale d'Alexandrie et y ait fait le commerce; c'était assez la coutume d'agir de la sorte. L'Arabie pouvait en effet fournir certains articles d'échange que l'on estimait dans le grand port commerçant, ne fut-ce que la gomme arabique et les tapis que les femmes arabes savaient confectionner. Il n'est donc pas étonnant que la vue d'un pays favorisé ait pu faire naître dans le cœur d'un jeune homme des projets qui lui semblèrent d'abord tout à fait chimériques, mais que les progrès réalisés par la suite lui montrèrent susceptibles de succès. Mahomet lui-même connaissait le nom de l'Égypte puisque dans son Coran il recommande de ne pas faire la guerre à l'Égypte sans trêve

ni merci, « parce que », dit-il, « il n'y a jamais eu de longues inimitiés entre l'Arabie et l'Égypte et que les deux nations sont sœurs »¹.

Lorsque la victoire eut accompagné les premières armes des Musulmans, lorsque la conquête de la Perse eut montré que rien ne pouvait tenir contre le courage fanatisé des sectateurs de l'Islam, lorsque le succès de l'invasion musulmane en Syrie, la conquête des lieux saints du christianisme et de Jérusalem eurent prouvé que le colosse de l'empire romain n'était pas invulnérable, alors les idées que 'Amr avait entretenues dans les années de sa jeunesse purent se préciser; il vit quel avantage immense ce serait pour ses compatriotes que de posséder un pays où l'on était certain de récolter non seulement ce qu'il fallait pour vivre, mais aussi de quoi faire vivre le pays déshérité de l'Arabie, d'assurer le bien-être à cette Arabie, même la richesse à tous les Musulmans. Ce serait une faute en histoire et en philosophie de représenter les conquérants arabes comme des gens simples, mûs seulement par le désir de faire du prosélytisme religieux; ils n'étaient pas inaccessibles aux autres passions, aux appétits qui sont souvent les mobiles des actes humains. Les conducteurs de l'invasion musulmane étaient des gens intelligents, réfléchis, susceptibles d'instruction, sinon instruits, avides d'apprendre ce qui leur manquait, comme ils le firent bien voir aussitôt après la conquête; ils avaient aussi tout l'égoïsme nécessaire aux conquérants, et la cruauté dont ils firent preuve ne différa pas sensiblement de celle que les Perses, plus froidement, plus sauvagement cruels, avaient montrée lors de l'invasion qui venait à peine de finir lorsque Cyrus arriva en Égypte. Qui dit conquête dit guerre, tyrannie et cruautés; le sens de la conservation personnelle l'emporte nécessairement sur les sentiments d'humanité.

Les Arabes pouvaient penser avec raison qu'ils étaient supérieurs à leurs adversaires; mais ils savaient aussi qu'ils étaient moins bien outillés qu'eux, qu'ils ne savaient pas se servir des armes perfectionnées que la pratique de la guerre avait données aux soldats romains et grecs, surtout qu'ils ne connaissaient pas le maniement des armes de l'artillerie contemporaine. De là nécessité, perdus comme ils étaient dans une mer d'hommes, de se montrer plus particulièrement sévères, durs et partout cruels;

1. C'est ce que rapporte Abou Saleh dans son *Histoire des églises et monastères de l'Égypte*, éd. Evetts, p. 97-100.

d'ailleurs la cruauté était alors regardée comme un héroïsme si elle était exercée contre son ennemi. Il serait donc puéril de vouloir innocenter les Arabes de toutes les horreurs qu'ils étaient exposés à commettre pendant une conquête à main armée; ils ont été cruels, cela est certain; mais leurs chefs comprirent admirablement qu'ils ne devaient pas penser à s'installer dans la vallée du Nil de manière à en tirer profit pour eux, s'ils n'en confiaient pas l'administration à ceux mêmes qui l'administraient avant leur arrivée, tout en les surveillant de près; ce fut le grand mérite du chef de la conquête que de prévoir ainsi les résultats, de les décider de la meilleure manière par avance et de savoir s'en tenir à sa décision.

Cependant, quand 'Amr fit part au khalife 'Omar de son dessein de conquérir la vallée du Nil, il ne rencontra pas d'abord un accueil favorable; le khalife lui refusa même son approbation et ce ne fut qu'après la conquête définitive de la Syrie et de la Palestine que le Commandeur des croyants regarda la chose comme possible et même comme réalisable avec facilité. Il semble bien, en effet, que les Musulmans aient été surpris de l'aisance avec laquelle ils avaient opéré leurs conquêtes et qu'ils purent à peine croire à leurs premiers succès; voyant bien qu'ils ne pouvaient trouver en eux seuls la raison de ces succès inouïs, ils en étaient venus à croire dans leur fatalisme que *la chose était écrite* et qu'ils n'étaient que les ministres de Dieu qui commandait aux hommes. Ils ne se disaient pas que la faiblesse de leurs adversaires provenait de leurs divisions, de leur corruption, de leur manque de courage, de leur égoïsme et qu'en présence de telles causes débilitantes, leur vigueur et leur fanatisme pouvaient facilement être regardés comme la raison suffisante de leur succès. Cependant, après la bataille de Yermouk, le khalife 'Omar commença de rêver la conquête de l'Égypte; les raisonnements de 'Amr ne lui parurent plus de simples imaginations, fruits du caractère rêveur du futur généralissime et de son amour pour la poésie héroïque. L'avarice dont il devait faire preuve plus tard lui faisait voir le profit qui en résulterait pour lui-même et pour toute l'Arabie. Les difficultés disparurent devant l'espérance des profits et sans doute le khalife, en présence des faits accomplis, commençait à croire que la force de l'Islam était incoercible.

Il permit donc enfin à son général 'Amr de partir pour l'Égypte avec 3,500 ou 4,000 hommes; c'est le chiffre que

donnent tous les auteurs arabes. Le généralissime était à ce moment occupé au siège de Césarée où commandait Constantin, fils d'Héraclius. Muni de l'autorisation du khalife, il fit partir le corps d'invasion comme pour faire une promenade militaire, sans dire quel était réellement son dessein, car il conservait encore quelques doutes. Le khalife ne lui avait en effet donné qu'une autorisation conditionnelle, promettant de lui écrire très prochainement et qu'alors, si 'Amr et sa petite armée se trouvaient en Égypte, ils n'avaient qu'à continuer l'expédition commencée; dans le cas contraire, ils devaient rebrousser chemin. 'Amr avait déjà atteint la petite ville de Raphia, à une marche d'El-'Arisch, lorsqu'un messager lui apporta la dépêche du khalife; il était encore en Syrie, puisque l'Égypte ne commence qu'à El-'Arisch. Prévoyant sans doute les ordres qu'apportaient ces dépêches, voulant tout au moins se mettre dans la meilleure position pour ne pas désobéir tout en n'obéissant pas, 'Amr ne lut pas tout de suite la lettre du khalife; il fit continuer la marche de sa petite armée et ne prit connaissance des instructions envoyées qu'après avoir acquis la certitude qu'il était bien en Égypte. C'est ce que racontent les historiens arabes et, quoique la chose soit arrangée avec trop d'art, je ne vois pas pourquoi on refuserait d'y ajouter foi, parce qu'elle est typique du caractère arabe, défiant et subtil. 'Amr fit donc continuer la marche en avant et alla mettre le siège devant la ville de Farmâ, bâtie sur le site de l'ancienne Péluse, et ne put s'en emparer qu'au bout d'un mois.

Tel est le récit des principaux auteurs arabes d'après la compilation de Makrizy. Si l'on prend la carte d'Égypte, on verra que cet itinéraire était le seul praticable pour une armée qui voulait pénétrer en Égypte du côté de la Syrie, que ce fut toujours le chemin des invasions de Syrie en Égypte ou d'Égypte en Syrie, pour la bonne raison qu'il n'y en a point d'autre, à moins de traverser le désert. C'était la route que suivaient toujours les caravanes. La ville, ou plutôt le village d'El-'Arisch, commandait la route la plus commode, celle qui depuis Césarée suit les bords de la Méditerranée, et c'est ce que fit 'Amr. Le récit arabe est donc vraisemblable au premier chef.

Émile AMÉLINEAU.

(Sera continué.)

MÉLANGES ET DOCUMENTS

UNE CONTESTATION FRANCO-ESPAGNOLE AU SUJET

D'UNE AFFAIRE D'INQUISITION.

L'AFFAIRE DU CAPITAINE LOPEZ

(1712-1720).

Lorsque l'on nomme l'inquisition espagnole, on évoque inévitablement des idées d'intolérance et de persécution, des images de tortures et d'autodafés. Assurément, les renseignements que l'on rencontre souvent sur le nombre des victimes de l'inquisition sont notablement exagérés, et certains auteurs, qui se complaisent aux atrocités, ont étalé des descriptions telles que l'on pourrait être tenté de mettre en doute l'exactitude de l'opinion générale. Les recherches critiques ont pourtant, à tout prendre, confirmé cette opinion et prouvé irréfutablement que l'inquisition espagnole doit être considérée comme une des plus sombres taches de l'histoire de la chrétienté. Les exemples qui ont été fournis à ce propos sont assez nombreux sans qu'il soit nécessaire d'en accroître la liste. Tel n'est donc point le but de notre exposé. Notre dessein n'est pas davantage de montrer qu'au XVIII^e siècle encore l'inquisition pouvait se permettre des actes que l'on croirait à peine possibles en un temps où déjà l'idée de la tolérance religieuse s'était répandue, — l'histoire de l'inquisition nous montre assez que beaucoup plus tard encore des événements semblables pouvaient se produire en Espagne. Mais, comme l'affaire que nous allons raconter fut considérée par les contemporains, — en France, — comme sans exemple, elle mérite sans doute d'être tirée de l'oubli et éclairée de quelques remarques destinées à faire comprendre l'émotion qu'elle causa et les complications qui en découlèrent.

Ayant pour but d'assurer au peuple espagnol l'unité de la foi et d'en conserver la pureté, l'inquisition se voyait amenée non seulement à extirper du pays le mahométisme, le judaïsme et l'hérésie,

mais même à veiller attentivement à n'y laisser pénétrer aucune contagion du dehors. On interdit aux Juifs et aux Maures expulsés de rentrer en Espagne, et un système de stricte surveillance fut institué dans tous les ports, non seulement pour faire respecter cette interdiction, mais même pour exclure toutes les autres influences pernicieuses. On créa ainsi un obstacle insupportable au commerce et aux échanges. Les nations étrangères présentèrent de vives protestations et réussirent en certains cas à obtenir pour leurs ressortissants une situation privilégiée. Les Espagnols eux-mêmes, devant le conflit des intérêts spirituels et des intérêts matériels, se trouvèrent finalement obligés de fermer les yeux sur des infractions à une loi qu'il était impossible d'appliquer. Mais l'inquisition n'était point aussi complaisante : elle profita de chaque occasion qui s'offrait pour montrer son pouvoir et pour ménager ses propres intérêts économiques, car il est indubitable que la cupidité a été en de nombreux cas le mobile secret des mesures qui se cachaient sous le manteau de la religion.

A la fin du *xvii*^e siècle, une importante immigration d'étrangers avait eu lieu en Espagne, en dépit de toutes les difficultés qu'on leur opposait. C'était avant tout des Français qui, profitant de l'indolence des Espagnols et de leur mépris des travaux pratiques, essayaient d'obtenir des avantages économiques. Cette immigration française devint de plus en plus nombreuse au début du *xviii*^e siècle, depuis que l'avènement des Bourbons au trône d'Espagne avait semblé devoir assurer aux émigrants français un accueil favorable. Cependant, les Espagnols considéraient d'un œil mécontent la concurrence étrangère : comme ils ne pouvaient l'empêcher, leur haine des envahisseurs éclatait dans les chicanes des autorités et les violences parfois sanglantes des foules fanatiques. Des événements de ce genre se multiplièrent bientôt, et les plaintes et demandes de réparation causèrent aux diplomates français des soucis qui, pendant les fréquentes périodes de tension politique, rendirent leur situation encore plus difficile.

Dès l'époque où Louis XIV pouvait être dit le véritable souverain d'Espagne et où son ambassadeur Amelot siégeait dans le conseil du roi, on trouve quelques cas où des sujets français en Espagne se virent forcés d'en appeler à la protection et à l'aide des représentants de leur pays et où ces derniers déployèrent vainement toute leur influence pour obtenir satisfaction des autorités espagnoles récalcitrantes.

Le marquis de Brancas, qui vint occuper son poste d'ambassadeur à Madrid en octobre 1713, rapporte, un mois plus tard, qu'il a trouvé à son arrivée plus de trente de ces « affaires indécises qui regardent

la nation ». Il les caractérise en général comme « des infractions aux traités, des violences, des vexations, des comptes non arrêtés de la marine, de justes prétentions de quelques particuliers, etc. » ; il promet, selon l'ordre du roi, de s'en occuper « avec soin et vivacité » ; mais il ajoute que dans ces affaires « il n'espère pas d'être plus heureux que ses prédécesseurs¹ ».

Au moment où il parlait de ces affaires en général, il n'avait certainement pas encore eu le temps de prendre connaissance de chacune en particulier ; et voici qu'en juillet 1714, Partyet, agent de la marine de France à Madrid, en énumère quatre-vingts² et, un an plus tard, cent quarante-six³. La justesse de la prédiction de Brancas et le peu de succès des réclamations sont prouvés par la note suivante, adressée en 1718 au ministre des Affaires étrangères : « Note des affaires sur lesquelles il a été fait et réitéré des représentations à la cour d'Espagne *avant et depuis l'année 1715*, sans avoir pu en obtenir les ordres et décrets qui ont été demandés avec fondement⁴ », représentation répétée deux ans plus tard en termes presque identiques : « Extrait concernant les violences, vexations, infractions et différentes affaires sur lesquelles il a été fait et réitéré des représentations à la cour d'Espagne *avant et depuis l'année 1715*, sans avoir pu en obtenir les ordres et décrets qui ont été demandés avec tout le fondement possible⁵. »

Parmi ces affaires, on s'y attendait, figurent un certain nombre de persécutions pour motifs de religion ; on est d'ailleurs étonné qu'elles ne soient pas plus communes. En voici quelques exemples.

Déjà avant l'époque qui nous occupe, un huguenot français, M. de La Fente, était arrivé, en 1672, à Majorque, en qualité de passager à bord d'un navire de la Barbarie, apportant une forte somme d'argent. A la nouvelle de son arrivée, l'inquisition avait fait armer des bateaux pour s'emparer du navire et du voyageur hérétique. La tentative aurait probablement réussi si La Fente n'avait pu persuader au capitaine de mettre précipitamment à la voile et de gagner le large⁶. L'ambassadeur de France, le marquis de Villars, se con-

1. M. de Brancas à Torey, 30 novembre 1713 (Arch. des Aff. étr., Espagne, *Corr. pol.*, t. CCXXIV).

2. Mémoire général des affaires indécises de la nation française (Arch. nat., Marine B⁷, t. CCLXII).

3. Partyet à Pontchartrain, 15 juillet 1715 (Arch. nat., Marine B⁷, t. CCLXIV).

4. Le Conseil de la Marine à M. le maréchal d'Huxelles, 1^{er} février 1718 (Arch. nat., Marine B⁷, t. CVII, p. 51).

5. Le Conseil de la Marine à M. l'abbé Dubois, 3 avril 1720 (Arch. nat., Marine B⁷, t. CX, p. 190).

6. Henry Charles Lea, *A History of the Inquisition of Spain*, t. III. New-York, 1907, p. 471.

tenta cette fois d'une réponse évasive et ambiguë, sans doute parce que la tentative était demeurée sans résultat; autrement l'affaire qui survint quarante ans plus tard aurait eu un précédent.

Dans un autre cas qui se présenta à Cadix en 1706, l'inquisition eut encore le dessous. Le capitaine d'un navire marseillais avait reçu à son bord un bateau dans lequel se trouvaient « neuf Maures, trois reniés et deux juifs ». Le secrétaire d'État de la marine de France le désapprouve certes d'avoir donné l'hospitalité à ces gens, mais écrit à ce sujet au consul de Cadix : « Vous avez bien fait de ne pas remettre à l'inquisition ces deux derniers, étant juste qu'ils jouissent de l'asile que le pavillon de France leur procure » ; et il donne le conseil de ne pas laisser débarquer ces deux juifs « sans la permission de l'inquisition et des magistrats séculiers¹ ». Il est probable que les deux juifs n'eurent garde de négliger cet avertissement. Cet exemple montre une fois de plus qu'à cette époque les juifs étaient particulièrement surveillés par l'inquisition.

L'affaire d'un marchand français, Fogaz, eut une issue moins heureuse. « Dans une conversation de femmes, parmi lesquelles était une veuve, qui avait perdu son mari exilé pour crime d'Etat », Fogaz s'était permis le propos imprudent que « nous faisons suffisamment notre purgatoire en ce monde sans que nous eussions besoin de souffrir davantage dans l'autre ». C'était assez pour lui attirer un procès, et au mois de décembre 1713 il fut jeté dans la prison de l'inquisition à Madrid. Dans une note au rapport qui relate l'affaire, nous apprenons cependant qu'il avait reconquis la liberté au début de l'été 1714². Fut-ce sur l'insistance de l'ambassadeur, qui soutenait que le propos de Fogaz ne pouvait être considéré comme un « scandale public » — et c'était le seul chef d'accusation qui fût allégué contre lui, — ou l'inquisition voulait-elle par hasard se montrer équitable? Il est impossible de nous prononcer.

Parmi les « affaires indécises », nous avons encore trouvé deux cas de l'année 1720. L'un est celui d'un juif, nommé Toledano, qui, sur l'ordre du gouverneur de Cadix, fut saisi à bord du navire français le *Saint-François* de Bayonne, capitaine Granot. Le consul de France avait donné son assentiment, contrairement à son devoir, qui était de faire respecter le droit d'asile du pavillon français. Le gouvernement français ordonna à cette occasion une enquête sévère et impartiale, dont nous ne connaissons pas le résultat³. Le second

1. Pontchartrain au sieur Mirasol, 2 octobre 1706 (Arch. nat., Marine B², t. CXI, p. 631).

2. Mémoire de Partyet, cité ci-dessus, art. 48.

3. Le Conseil de la Marine aux sieurs Gentil et Iogues, 15 juillet et 30 novembre 1720 (Arch. nat., Marine B⁷, t. CX).

cas est presque identique : le capitaine Jourdan, commandant le navire *la Notre-Dame* de Marseille, faisait transférer dans le port de Cadix, à l'aide de sa propre barque, quelques passagers à bord d'un autre vaisseau français, *la Concorde*, à destination de Lisbonne. La barque fut attaquée par plusieurs bateaux armés, dont les équipages arrêterent de force, sur l'ordre du gouverneur, un juif qui se trouvait parmi les passagers. Le gouvernement français, cette fois, chargea son représentant à Madrid de faire les plaintes les plus vives : « Sa Majesté ne veut point que vous approuviez ni autorisiez en aucun cas que les chaloupes et canots des bâtiments de la nation soient arrêtés ni visités ; cela ne s'est jamais pratiqué, étant entièrement opposé aux traités » ; à quoi l'on ajoute cette menace : « Le roi enverra à l'avenir des vaisseaux de guerre à Cadix pour protéger le commerce de ses sujets¹. » Cette fois encore nous n'avons trouvé aucune information sur l'issue de l'affaire.

* * *

Mais parmi toutes ces affaires voici la plus importante. Les faits eux-mêmes sont exposés nettement dans le mémoire suivant, adressé par le Conseil de la Marine au secrétaire d'État des Affaires étrangères, le maréchal d'Huxelles, le 21 octobre 1715² ; on y verra aussi quelle fut à leur sujet l'opinion publique tant en France qu'en Espagne. Nous reproduisons donc le mémoire *in extenso* :

Mémoire touchant l'affaire du capitaine Antoine-Philippe Lopez de Paz, de Bordeaux, qui a été enlevé du vaisseau qu'il commandait, étant dans le port de Carthagène, par les officiers de l'inquisition du royaume de Murcie.

Il n'y a jamais eu d'affaire plus criante que celle suscitée au capitaine Lopez de Paz par les inquisiteurs de Carthagène qui, non contents de violer les lois, usages et coutumes, toujours exactement observés, ont exercé contre lui toutes les violences, persécutions et injustices possibles, après avoir eu la témérité de perdre le respect qu'ils devaient à la bannière de France ; c'est dont l'on sera persuadé par le récit de cette affaire.

Le 12 avril 1712, le navire français nommé *l'Heureuse-Galère*, commandé par le capitaine Lopez de Paz, de Bordeaux, mouilla dans le port de Carthagène, venant d'Alger, où il avait pris le chargement expliqué par les polices et connaissements rapportés.

1. Le Conseil de la Marine au sieur Partyet, 21 juillet 1720 (Arch. nat., Marine B⁷, t. CX).

2. Arch. nat., Marine B⁷, t. CIII, p. 68-84.

Il paraît par ces connaissements, par deux polices d'assurance passées à Marseille le 22 février 1712 et par les autres papiers qui ont été représentés :

1^o Que ce navire et sa cargaison appartenaient au sieur Michel Tholède de Bordeaux et autres Français;

2^o Qu'il devait porter son chargement d'Alger à Cadix pour y être consigné entre les mains du sieur Barbier, négociant français;

3^o Que ce navire était d'abord parti de Toulon avec son lest pour aller en Barbarie, muni d'un congé de M. l'Amiral, numéroté 7873, délivré à Toulon le 22 octobre 1711;

4^o Qu'en mouillant à Carthagène il représenta la patente de santé que le sieur Clairambault, consul de la nation à Alger, lui donna lorsqu'il en partit.

Ce capitaine eut quelques contestations avec son équipage dans le temps qu'il fut mouillé à Carthagène. Pendant qu'il travaillait à les terminer par l'entremise du sieur Domas, consul, le capitaine du port fut à bord de ce navire français pour demander au capitaine et à son écrivain, de la part du gouverneur, toutes les patentes, polices et papiers qu'il avait. Il les lui donna franchement; le gouverneur les garda plus de huit jours. Ce procédé inquiéta le capitaine français; il s'informa de ce qui se passait et il fut averti que les ministres de l'inquisition tramaient quelque chose contre lui. Il ne songea plus dès lors qu'à sortir le plus tôt qu'il pourrait, et pour cela il écrivit au gouverneur, le priant de lui renvoyer ses papiers. Le consul s'en mêla aussi, les papiers furent enfin remis au capitaine et on lui souhaita un bon voyage.

Ce capitaine, qui avait pendant ce temps-là fini ses affaires, n'attendait plus qu'un vent favorable pour mettre à la voile, lorsque, le 28 avril 1712, à l'entrée de la nuit, son navire fut attaqué par quatre bateaux, armés d'environ cent soldats de la garnison, à la tête desquels étaient les officiers de l'inquisition. Ils entrèrent dans ce vaisseau, ils se saisirent du capitaine et les soldats pillèrent ce qu'ils voulurent; les officiers de l'inquisition prirent tous les papiers qu'ils trouvèrent; ils emportèrent même les clefs des caisses et des coffres de l'équipage, sans permettre qu'aucun en tirât seulement une chemise; ils s'emparèrent du vaisseau; ils y laissèrent deux de leurs supôts et ils menèrent ce capitaine dans les prisons de l'inquisition de Murcie.

Sur le premier avis qui fut donné à M. de Bonnac¹ de ce qui se passait à Carthagène contre le capitaine Lopez de Paz, il s'en plaignit par un mémoire qu'il remit, le 4 mai 1712, au marquis de Mejordà² pour en informer le roi d'Espagne et obtenir de Sa Majesté Catholique les ordres nécessaires pour que ce capitaine et son navire eussent la liberté de continuer son voyage. Il se passa plus d'un mois sans que

1. Ambassadeur de France à Madrid.

2. Président du Conseil des ministres.

M. de Mejorada répondit à M. de Bonnac. Enfin, le 6 juin 1712, il lui écrivit que le roi d'Espagne avait vu son mémoire du 4 mai, et il lui dit de la part de Sa Majesté Catholique :

1^o Qu'il n'était pas bien informé du fait; que le capitaine Lopez avait été arrêté par l'inquisition parce qu'il était reconnu pour juif, judaïsant publiquement;

2^o Que son navire n'avait pas été saisi, mais seulement la cargaison, dont lui-même avait demandé le dépôt et le séquestre;

3^o Et que l'inquisition de Carthagène n'avait rien fait en cette occasion que de concert avec le suprême tribunal de celle de Madrid.

M. de Bonnac répliqua à M. de Mejorada par un mémoire du 15 juin 1712 :

1^o Que l'attentat commis en la personne du capitaine Philippe Lopez était une violence qui n'avait point d'exemple; que ce capitaine était Français; qu'il avait été pris dans un navire portant pavillon français et que, par l'article 28 du traité fait entre l'Espagne et l'Angleterre en 1667, lequel était commun avec la France, il était porté que les nations qui vendraient en Espagne n'y seraient molestées pour aucun cas qui regarderait leur religion ou leur conscience, à moins qu'ils n'y causassent un scandale public; que le capitaine n'en avait causé aucun, puisqu'il avait été arrêté dans son navire et qu'il était en quarantaine;

2^o Qu'encore que le capitaine Lopez ferait profession de la religion juive, l'inquisition n'avait été en droit de le prendre dans un navire français et sous le pavillon de France; qu'il ne pouvait avoir donné le moindre scandale public aux Espagnols, puisqu'il n'avait point mis le pied dans la ville de Carthagène depuis l'arrivée de son navire en ce port;

3^o Que le navire et la cargaison appartenaient à des négociants de Bordeaux; qu'Antoine-Philippe Lopez ne s'y était embarqué d'abord que comme officier marinier et facteur de ce marchand et qu'il n'en avait pris le commandement à Alger, pour faire de là son échelle à Cadix, qu'à cause que le sieur Audibert, qui le commandait auparavant, y était tombé malade, comme il paraît par les papiers saisis et, entre autres, par les certificats du sieur Clairambault, consul à Alger;

4^o Que les officiers de l'inquisition et les soldats, qui étaient entrés violemment dans le navire français, avaient pillé tout ce qui n'était pas enfermé; qu'ainsi il était juste qu'ils rendissent tout ce qu'ils avaient pris et que ce capitaine devait avoir la liberté de sa personne et de son vaisseau afin de continuer son voyage.

Le 24 du même mois de juin 1712, M. de Bonnac renouvela ses instances en communiquant : 1^o des informations authentiques faites par le consul français à Carthagène de tout ce qui s'était passé en cette occasion; 2^o une patente du 23 décembre 1702, par laquelle il paraît qu'Antoine-Philippe Lopez, bourgeois de Bordeaux, fut reçu ce jour-là pilote hauturier et maître de navire en l'amirauté de Bordeaux; 3^o copie d'un connoissement, fait à Alger le 1^{er} février 1712, par lequel il paraît

que le chargement de ce navire appartenait à Michel Tholède, négociant français de la même ville de Bordeaux.

Le 19 juillet 1712, M. de Bonnac continua ses instances en remettant à M. de Mejorada l'extrait d'une dépêche de M. le comte de Pontchartrain¹ du 4 du même mois par laquelle il lui ordonnait, de la part du roi, de demander à Sa Majesté Catholique la liberté du capitaine et la mainlevée de son navire et de sa cargaison, en obligeant les inquisiteurs à indemniser ce capitaine des dommages et intérêts qui lui étaient dus et auxquels ils avaient donné lieu par leur violence.

M. de Bonnac écrivit un billet à M. de Mejorada le 23 du même mois de juillet, par lequel il le pressait de lui donner une réponse positive sur cette affaire, en lui remettant une traduction espagnole de l'ordre qui lui était donné par la dépêche de M. de Pontchartrain du 4, de solliciter vivement la décision de cette affaire.

M. de Mejorada fit réponse le 16 août 1712 à la lettre du 19 juillet précédent, en faisant entendre à M. de Bonnac que cette affaire concernait le tribunal de l'inquisition.

M. de Bonnac marqua à M. de Mejorada, par sa réplique du 20 août 1712, que le roi trouverait étrange que les ministres de Sa Majesté Catholique autorisassent le procédé des inquisiteurs et du gouverneur de Carthagène, qui avaient violé si ouvertement les traités en cette occasion et manqué au respect qu'ils devaient au pavillon de France, que les rois ne reconnaissent aucun tribunal qui leur fût supérieur, que Sa Majesté s'adressait au roi son petit-fils comme maître et souverain dans ses États et que c'était à Sa Majesté Catholique seule à lui faire rendre en cette occasion la justice qu'il lui demandait contre ceux qui avaient violé les traités et le droit des gens.

M. de Bonnac fit de nouvelles instances le 23 septembre 1712 à M. de Mejorada, en lui envoyant la traduction d'un article de la dépêche de M. de Pontchartrain du 5 du même mois, par laquelle il lui ordonnait, de la part de Sa Majesté, de presser le jugement de cette affaire.

Le 29 octobre, il fit encore de pressantes instances à M. de Mejorada, en lui remettant la traduction des nouveaux ordres de Sa Majesté portés dans la dépêche de M. de Pontchartrain du 3 du même mois.

Cette affaire était en cet état lorsque M. le marquis de Brancas arriva à Madrid en qualité d'ambassadeur du roi. Il en prit une exacte connaissance; il fut persuadé que l'attentat qui avait été commis devait être sévèrement réprimé et qu'il était de toute justice de donner pleine satisfaction au roi quant à ce pavillon, de mettre le capitaine Lopez en liberté, de lui rendre son vaisseau et la cargaison, de le dédommager pleinement de ce qu'il pourrait prétendre. Il fit sur cela toutes les représentations et diligences possibles, de même que sur les autres affaires concernant les intérêts de la nation qui étaient alors et qui sont encore indécises; mais les mouvements qu'il se donna ne produisirent point l'effet qu'on en devait attendre.

1. Chancelier de France de 1699 à 1714.

Au mois de mars 1714, M. de Grimaldo¹ déclara à M. de Brancas, de la part de Sa Majesté Catholique, qu'elle avait établi une junta pour la décision de l'affaire de Lopez et de toutes celles concernant les Français.

Cette junta fit, au mois de juin 1714, une consulte au roi d'Espagne sur toutes les affaires qui lui avaient été renvoyées, et, M. de Brancas étant parti pour retourner en France, le secrétaire de l'ambassade demanda communication de cette consulte afin qu'il pût répondre aux conclusions qu'elle pouvait contenir contraires aux représentations et aux demandes qui ont été faites, particulièrement sur l'affaire du capitaine Lopez; mais on ne jugea pas à propos de le satisfaire, et il apprit, au commencement de juillet 1714, que cette même consulte avait été envoyée à M. le cardinal del Giudice², qui était alors en France, et qu'il refusait aussi de la communiquer aux ministres du roi pour discuter avec eux les affaires qui y étaient expliquées, quoiqu'elle lui eût été remise à cet effet, de sorte qu'on n'a pu pénétrer quel était le sentiment de cette junta sur l'affaire dont il s'agit. Mais il a été aisé de connaître que l'avis de la junta n'était pas favorable au capitaine Lopez, puisqu'il n'a point été question de le mettre en liberté et que les inquisiteurs sont restés en possession de son navire et de la cargaison.

Nonobstant tant de représentations et d'instances, soutenues de raisons si solidement établies, les inquisiteurs ont été leur chemin en continuant d'instruire le procès à Lopez, contre lequel ils ont rendu, à la fin de 1714, un jugement aussi inouï qu'étonnant, puisqu'ils l'ont condamné à deux cents coups de fouet, à sept années de galère et à un exil perpétuel des royaumes d'Espagne, sans considérer l'attentat qu'ils ont commis à l'égard du pavillon de France et que, quand même cet homme serait juif ou mahométan, il ne pouvait pas subir leur juridiction lorsqu'il commande un bâtiment français.

Une sentence si injuste a été exécutée; Lopez, qui a subi le premier châtimement, a été mis sur les galères d'Espagne et l'inquisition a en son pouvoir le navire et le chargement.

Le secrétaire de l'ambassade et ensuite M. le duc de Saint-Aignan³ se sont récriés contre cette sentence; ils en ont porté de vives plaintes au roi d'Espagne, en demandant à Sa Majesté Catholique de faire faire raison au capitaine Lopez de l'outrage qui lui a été fait, de le faire mettre en liberté, de lui faire restituer son navire et la cargaison, d'obliger les inquisiteurs de Murcie à l'indemniser de cet outrage et des dommages et intérêts qui lui sont dus; mais les instances de M. le duc de Saint-Aignan n'ont rien opéré. Ce malheureux est toujours dans les fers, pendant que les inquisiteurs jouissent de son vaisseau et du chargement.

Quoiqu'il y ait un secret extrême sur tout ce qui se fait dans l'in-

1. Devenu ministre d'Espagne.

2. Le grand inquisiteur.

3. Le nouvel ambassadeur de France en Espagne.

quisition, on n'a rien omis pour tâcher de pénétrer quels peuvent être les motifs qui ont engagé les ministres de ce tribunal à rendre un jugement si odieux. On a appris que ces ministres soutenaient :

1^o Que le capitaine Lopez était de religion juive ; 2^o qu'il avait autrefois été poursuivi en Espagne pour cela ; 3^o qu'il n'était pas Français de naissance ; 4^o qu'il était naturel d'Anvers ; 5^o qu'il était marié aux Canaries ; 6^o que tout ce qui intéresse la pureté de la foi en Espagne, le culte et la religion, est confié aux ministres de l'inquisition ; 7^o que les lois de sa sainte institution sont supérieures et inviolables et que sa juridiction et son pouvoir ne peuvent être bornés, limités ni empêchés par aucun traité.

Il est aisé de juger que ces prétendus motifs sont également injustes et insoutenables et, pour en être persuadé, il est à observer :

1^o Quand ce capitaine serait juif de religion, qu'il ne serait pas Français, qu'il aurait déjà été repris par l'inquisition d'Espagne et qu'il y serait marié, tout cela ne changerait rien au fait. Il commandait un navire français, il a été pris dans son bord et sous le pavillon de France, ce qui n'a jamais eu d'exemple. D'ailleurs, est-ce que le roi ne peut pas faire commander les vaisseaux de ses sujets par qui il lui plaît, sans que l'inquisition d'Espagne soit en droit de limiter en cela sa puissance et son pouvoir ?

2^o Antoine-Philippe Lopez est véritablement sujet du roi ; il est bourgeois de Bordeaux, il y a été pourvu et il y a joui de la charge d'enseigne de la milice bourgeoise de son quartier, il a été reçu en l'amirauté de cette ville pilote hauturier, il a été reçu au Parlement interprète des langues espagnole et portugaise ; ces faits sont prouvés par des actes authentiques qui ont été produits.

3^o L'article 28 du traité passé à Madrid en 1667 entre l'Espagne et l'Angleterre, dont il est fait mention ci-devant et qui a été renouvelé et confirmé par celui d'Utrecht en 1713, porte expressément que les nationaux ne pourront jamais être molestés en Espagne pour fait de religion, à moins qu'ils n'y causent un scandale public. Ce traité est commun avec la France, de même que tous ceux faits entre l'Espagne et quelque puissance que ce soit. Ce capitaine a-t-il fait quelque acte, quelque exercice public de la religion qu'on lui impute ? Non ! Il était en quarantaine, il n'avait pas la liberté d'aller à terre et il n'y a pas mis le pied. Ainsi on ne l'a point vu judaïsant publiquement en terre espagnole et devant les sujets du roi d'Espagne.

4^o L'inquisition, ni quelque autre puissance que ce soit, ne peut avoir aucune juridiction temporelle dans un État qu'elle ne soit émanée du souverain. La position contraire serait un paradoxe.

5^o Les traités de paix, faits entre les nations les plus barbares et les plus impies, sont les plus sacrés et les plus solennels de tous les contrats, parce qu'ils arrêtent l'effusion du sang humain, qu'ils font cesser les désolations de la guerre, qu'ils ramènent la tranquillité et le repos public, le plus grand des biens, et qu'ils sont considérés comme des signes visibles de la réconciliation des hommes avec Dieu.

6° Tout ce qui est convenu, stipulé et accordé entre des rois par ces augustes transactions est inviolable et supérieur à toutes les lois et à toutes les constitutions particulières que chacun des contractants peut avoir auparavant établies pour le gouvernement de ses États. Les traités de paix y dérogent en ce qui concerne les intérêts des nations étrangères avec lesquelles ces traités ont été faits et, quelque puissance et quelque juridiction qui ait été exercée auparavant par quelques-uns de ces tribunaux, elle est et demeure sans doute bornée, restreinte et limitée aux seuls cas expliqués par de semblables traités.

7° Si les ministres de l'inquisition d'Espagne en jugent autrement, on peut dire hardiment qu'ils sont dans l'erreur, puisqu'ils porteraient ainsi leur autorité, leur puissance et leur juridiction au-dessus du roi leur maître, ce qui serait un attentat affreux contre la majesté du roi catholique, dont on ne peut pas penser qu'ils soient coupables, puisqu'ils doivent bien savoir qu'ils n'ont point de juridiction que celle qu'ils tiennent de Sa Majesté Catholique, qui ne connaît aucune puissance au-dessus de celle que ce prince tient de Dieu. Ainsi, c'est à Sa Majesté Catholique à prendre une résolution aussi équitable qu'on a lieu de l'espérer sur les représentations et demandes qui lui ont été faites en faveur du capitaine Lopez.

Toutes ces raisons et observations prouvent clairement que l'entreprise des inquisiteurs de Murcie est injurieuse au pavillon de France, qu'elle a été exécutée avec témérité et contre le droit des gens, qu'elle doit être réparée pleinement, ainsi qu'il a été demandé à Sa Majesté Catholique par les mémoires qui lui ont été présentés.

* *

Quand ce mémoire fut rédigé, trois ans et demi s'étaient écoulés depuis le moment où la diplomatie française avait commencé sa campagne pour obtenir satisfaction de l'affront fait au pavillon français et la liberté et un dédommagement au malheureux capitaine Lopez, qui, chargé de fers, continuait à peiner sur les galères du roi d'Espagne.

On se rend aisément compte que c'était bien plutôt l'affront national que la pitié qui dictait les démarches du gouvernement français; personne d'ailleurs ne s'en étonnera, même si l'on se rappelle que l'inquisition, hors d'Espagne, avait déjà soulevé l'horreur générale et que les peines qu'elle infligeait étaient considérées par les contemporains comme inhumaines¹. Nous pouvons cependant noter un

1. On se rappelle que Cervantès, toujours plein d'humanité, plaint par la bouche de Sancho Pança les malheureux galériens et s'étonne de la cruauté dont ils étaient l'objet : « Ahora yo digo que este es infierno, o por menos el purgatorio » (*Don Quichotte*, t. II, ch. LXIII).

acte dont le motif ne peut être que la compassion. En 1715, une expédition se préparait pour soumettre l'île Majorque, révoltée contre Philippe V, et à cet effet un certain nombre de bâtiments furent armés et équipés dans les ports espagnols de la Méditerranée. Lopez se trouvait en ce moment sur le vaisseau amiral des galères (*la Capitana*), attaché comme tous ses camarades de misère nuit et jour aux bancs des rameurs. Lorsque les galères allaient appareiller, le consul de France à Carthagène usa de toute son influence pour faire admettre Lopez à l'hôpital comme infirme et pour lui épargner ainsi les fatigues de la campagne¹. Espérons qu'il réussit dans ses efforts.

Si, en 1715, le gouvernement français tint un langage si ferme, ce fut à la suite de représentations de la part du nouvel ambassadeur à Madrid, le duc de Saint-Aignan. Quelques mois après sa nomination, il écrivit à son chef, le secrétaire d'État des Affaires étrangères, Torcy, demandant des instructions sur la manière dont il devait se conduire dans deux affaires assez embarrassantes (l'une concernait Lopez). Il avait parlé de lui, à titre privé, au grand inquisiteur, le cardinal del Giudice, mais ne voulait point reprendre cette conversation officiellement et en termes nets et fermes avant d'être assuré de l'appui de son gouvernement. « Si je le fais tout seul, ce n'est pas assez », écrit-il. « Je sais que M. de Pontchartrain aura soin de m'envoyer pour cela des lettres très fortes, mais, entre nous, le cardinal, qui connaît sa vivacité, s'imagine toujours que c'est elle seule qui dicte ses expressions, et il ne s'en émeut que médiocrement. » Il proposa donc à Torcy « de lui en marquer quelque chose dans la première lettre particulière que vous lui écrivez² », — le cardinal del Giudice réunissant en ce moment en sa personne la direction tant de l'inquisition que du gouvernement espagnol. L'agent de la marine, Partyet, à son tour, voulait aller plus loin encore : il proposa que Louis XIV écrivit lui-même à son petit-fils, Philippe V, pour demander justice en faveur de Lopez³. Mais comme, à ce moment, les jours du vieux roi étaient comptés, la « lettre particulière » ne fut jamais écrite, et non plus celle de son secrétaire des Affaires étrangères. Peu après la mort du roi, Torcy aussi bien que Pontchartrain furent écartés du gouvernement, et à la place de ce dernier, ce fut le Conseil de la Marine, présidé par le comte de Toulouse et le maréchal

1. Partyet à Pontchartrain, 28 janvier 1715 (Arch. nat., Marine B⁷, t. CCLXIII).

2. Saint-Aignan à Torcy, 15 juin 1715 (Arch. des Aff. étr., Espagne, *Corr. pol.*, t. CCXLV, fol. 106).

3. Partyet à Pontchartrain, 15 juillet 1715 (Arch. nat., Marine B⁷, t. CCLXIV).

d'Estrées, qui se chargea de l'affaire de Lopez et fit rédiger le mémoire publié plus haut.

A la réception de ce mémoire, Saint-Aignan expédia une lettre¹, que nous croyons bon de donner également *in extenso*. Il écrit :

J'étais informé, Monsieur, de ce qui regarde l'affaire du capitaine Lopez, mais je n'avais point encore fait de démarches dans les formes pour en demander au roi d'Espagne une satisfaction que ce prince ne peut raisonnablement refuser. Je m'étais contenté de prévenir quelques-uns de ses ministres sur la conduite irrégulière des officiers de l'inquisition par rapport à l'attentat inoui au pavillon de Sa Majesté et, attendant qu'on me mit en état, par des ordres plus pressants, d'agir à cet égard avec espérance de quelque succès, je n'avais fait, pour ainsi dire, qu'observer les dispositions où l'on était là-dessus dans cette cour et préparer les voies dont je jugeais que j'aurais à me servir. Depuis, sur ce que vous m'avez fait l'honneur de me mander des instructions de Sa Majesté, j'ai remis au cardinal del Giudice le mémoire instructif qui accompagnait votre dépêche (n'oubliant pas de lui faire observer que je ne pouvais lui donner une plus grande marque de confiance, parce que sa qualité de grand inquisiteur ne m'empêche pas de traiter avec lui comme avec le ministre des Affaires étrangères) et j'ai en même temps informé le roi d'Espagne des circonstances du fait dont il est question, après avoir engagé secrètement le père Daubenton², que j'en avais précédemment instruit par la lecture d'un double dudit mémoire et qui m'avait témoigné le dernier étonnement de la témérité de cette entreprise, à en dire son sentiment à ce prince. Il m'a paru qu'il était aussi bien disposé qu'on le pouvait désirer. Pour le cardinal, je doute que la décision qu'il donnera soit favorable, en quelque qualité qu'il s'explique sur cette matière; mais je ne pouvais éviter de m'adresser à lui, parce que l'abbé Alberoni, que j'avais fait prévenir auparavant sous main pour savoir s'il voudrait se charger de ladite affaire, s'en était défendu, crainte de se commettre avec le tribunal de l'inquisition. J'aurai l'honneur, Monsieur, de vous rendre compte de ce que Sa Majesté Catholique me fera répondre au sujet de mes instances.

Cette lettre n'est point optimiste, comme on le voit; elle n'eut d'ailleurs pas plus de résultat que toutes les précédentes. En 1720, nous trouvons pour la dernière fois l'affaire Lopez figurant sur le bordereau des « affaires indécises », avec l'indication qu'on n'avait encore pu « obtenir aucune satisfaction ni justice, non plus la

1. A M. le maréchal d'Huxelles, 17 décembre 1715 (Arch. des Aff. étr., Espagne, *Corr. pol.*, t. CCXLIII, fol. 234).

2. Confesseur de Philippe V.

liberté de ce Français ni les réparations, dédommagements et restitutions qui lui sont dus ». Le terme approchait des sept ans de galères auxquels il avait été condamné en 1714, mais retrouva-t-il jamais la liberté et put-il enfin, brisé de corps et d'âme sans doute par tant de souffrances, rejoindre sa famille en France? Ou, comme cela arrivait parfois en pareils cas, fut-il oublié par ses juges impitoyables, après que les représentants de son pays se furent lassés d'user en vain de leur influence en sa faveur? Nous ne pouvons répondre à ces questions.

* * *

Il n'est pas contesté par ses défenseurs français que Lopez fût juif. Il est donc possible qu'il le fût. Mais cette supposition n'est pas nécessaire pour expliquer la persécution dont il fut l'objet. Depuis que les juifs avaient été chassés d'Espagne et que la religion juive en avait été à peu près extirpée, l'inquisition se tournait avec non moins de sévérité contre les « nouveaux chrétiens », c'est-à-dire les descendants des juifs qui, en masse, avaient été forcés de se laisser baptiser afin d'acheter ainsi le droit de rester en Espagne et d'échapper à la misère qui frappait leurs coreligionnaires plus fermes en leur foi. La sincérité de la conversion des baptisés était avec raison suspectée, et ils furent surveillés étroitement par l'inquisition. Partout où elle croyait voir des traces de judaïsme, elle estimait devoir sévir, et l'on n'ignore pas que la seule accusation de n'avoir pas voulu manger du porc ou d'avoir changé de chemise un samedi suffisait pour amener l'arrestation, la torture, la confiscation des biens, la prison et parfois le bûcher. Comme parmi les « Portugais » de Bordeaux — nom donné à la colonie juive de cette ville — il y avait, paraît-il, de nouveaux chrétiens, il est possible aussi que Lopez fût de leur nombre et que son « judaïsme » se réduisit à quelque acte bien innocent.

Ce fut sans doute les différends qu'il eut avec son équipage, après l'arrivée à Carthagène, qui causèrent son malheur. On ne risquerait guère de se tromper en supposant que ce fut par vengeance qu'un de ses matelots fit contre lui une dénonciation. L'inquisition intervint avec empressement pour avoir un prétexte de s'emparer du navire et de sa riche cargaison; on voit bien que tel était le vrai motif de sa conduite, puisqu'elle ne se contenta pas d'arrêter le prétendu criminel, puisque ses gens pillèrent tout ce qui leur tombait sous la main et que le vaisseau même ne fit point retour à ses propriétaires légaux, bien qu'il eût été déclaré que seule la cargaison était confisquée.

On constate avec un peu d'étonnement que cette affaire survint à une époque où un grave conflit divisait l'inquisition et le pouvoir royal. Lorsque les représentants de la France en appelèrent au roi, il leur fut répondu que l'inquisition n'avait point à obéir à celui-ci. Mais précisément Philippe V, avec sa conception française de la monarchie absolue et des libertés de l'Église gallicane, entendait combattre résolument cette prétention. Il avait trouvé en Macanaz un des plus savants juristes de l'Espagne, un champion de son opinion. L'indépendance de l'inquisition parut un instant sérieusement menacée. Malheureusement pour Lopez, cette tentative échoua tout juste au moment où les diplomates français travaillaient avec le plus d'énergie à lui faire justice. En 1715, Philippe V s'était vu forcé d'exiler Macanaz et non seulement de réinstaller del Giudice comme grand inquisiteur — poste dont on avait résolu de l'éloigner — mais de lui confier en outre le gouvernement de l'Espagne en qualité de premier ministre. L'inquisition avait ainsi regagné toute son influence, et il n'est pas étonnant si elle se montra plus intraitable que jamais. Certes, del Giudice ne resta pas longtemps au pouvoir : dès 1716, il dut se désister tant de son poste de ministre que de celui de grand inquisiteur et quitter l'Espagne, mais la situation n'en fut point changée. On se rend compte de la crainte que l'inquisition exerçait sur les esprits quand on songe que même le tout-puissant Alberoni n'osa pas l'affronter.

L'affaire de Lopez demeura au nombre des « affaires indécises » non seulement durant tout le temps pendant lequel Alberoni, avec un pouvoir absolu, dirigea les destinées de l'Espagne, mais encore plus tard, quand une nouvelle période de persécution contre les juifs et les nouveaux chrétiens effaça tout espoir de voir rendre justice à l'infortuné Lopez et accorder aucune réparation à l'honneur de la France atteint en sa personne.

E.-W. DAHLGREN.

LE

SIÈGE DE NAUVOO OU LA BATAILLE DES MALADROITS

(ÉPISODE DE L'HISTOIRE DES MORMONS).

Vers 1838, la secte des Mormons habitant en Missouri avait maille à partir avec la population comme avec les autorités locales. A ce moment, l'État d'Illinois, très avancé et désireux de se procurer des *settlers* laborieux et entreprenants, crut devoir adresser un appel aux Saints du Dernier Jour : « Venez dans une république libre, disait en résumé ce document. Ici, vous pourrez pratiquer votre religion de la manière la plus complète. Le Missouri est un État à esclaves : et les propriétaires d'esclaves ne vous permettront jamais d'observer votre religion¹. »

Alors les Mormons émigrèrent en corps et arrivèrent en Illinois, où ils se fixèrent sur les rives du Mississippi dans un petit hameau nommé *Commerce*, ne comprenant guère que quatre maisons et une boutique. Tel fut le noyau de la ville qui, en avril 1840, reçut le nom plus respectable de Nauvoo².

Cependant, la bonne intelligence entre le peuple de cet État et les disciples de Joseph Smith ne devait pas être de longue durée. Ainsi que l'a dit M. J. Darby³ : « Les habitants traitèrent les Mormons d'une façon pire que les *mauvaises gens* de la Bible ne traitèrent les anciens prophètes. Ces derniers furent seulement lapidés, tandis que les citoyens d'Illinois ne se bornèrent pas à emprisonner Joseph Smith : ils le tuèrent en prison. »

Sans entrer dans le détail de ces troubles — ce qui nous entraînerait trop loin — nous nous bornerons à faire observer que leur origine se trouve, vraisemblablement, dans la charte accordée à la cité de Nauvoo, c'est-à-dire aux Mormons, par la législature d'Illinois, en 1840, et qui conférait à la municipalité une semi-indépendance. Il ne tarda pas à se produire entre la république d'Illinois et

1. John F. Darby, *Personal Recollections*, Saint-Louis, 1880.

2. Les Mormons prétendent que ce nom provient d'un nom hébreu, signifiant : « Un joli endroit ». Toutefois, « *naveh* » est le seul terme hébreu qui s'en rapproche; il veut dire « plaisant » et est rarement employé. Les localités nommées dans le présent article se trouvent dans l'État d'Illinois, entre l'Illinois et le Mississippi, comtés de Hancock et d'Adams.

3. *Loc. cit.*

les Mormons des conflits d'autorité qui, s'ajoutant à la question toujours irritante de la pratique de la polygamie, causèrent bientôt une grande surexcitation dans les comtés voisins de Nauvoo. On essaya, en 1843, de révoquer la charte si imprudemment octroyée, mais sans résultat¹. Dans ces conditions, nous pouvons nous expliquer que la population des localités voisines, froissée par l'arrogance croissante des Mormons et ne se sentant pas soutenue par son propre gouvernement, ait fini par se décider à agir pour son compte. Toutefois, on doit dire, à la décharge des « Saints », que, d'abord, ainsi que nous l'avons dit plus haut, ils n'étaient venus en Illinois que sur l'offre du peuple de cet État; et ensuite que la législation connaissant, par ce qui s'était passé en Ohio et en Missouri, le caractère des Mormons, avait commis une insigne maladresse en donnant au « prophète » Smith et à ses acolytes des pouvoirs dont ceux-ci ne pouvaient manquer d'abuser. En tout cas, les violences exercées contre les membres de cette secte dépassèrent toute mesure².

Mais telle était la surexcitation des esprits, que la résolution prise par les Mormons d'émigrer en masse vers le Far West ne satisfît pas leurs adversaires, qui trouvaient l'exode trop long et n'attendaient qu'une occasion de le hâter *manu militari*. C'est ainsi qu'en juin 1846 un certain nombre de citoyens du comté de Hancock, dont dépendait Nauvoo, prétendant que ceux des Mormons qui n'avaient pas encore quitté le pays avaient l'intention de rester indéfiniment en Illinois, décidèrent de marcher, en armes, sur

1. La Chambre d'Illinois, par 58 voix contre 33, vota un bill à cet effet; mais celui-ci ne put passer au Sénat (W. A. Linn, *The Story of the Mormons*, New-York, 1902).

2. C'est ainsi que le « prophète » lui-même, qui avait été incarcéré pour abus de pouvoir — en tant que maire de Nauvoo — fut assassiné en prison à Carthage par les miliciens chargés de le garder. A ce propos, la conduite de la compagnie de milices locales montre une fois de plus combien il est difficile d'obtenir de gardes nationaux la neutralité en cas de troubles dans la région même où ils résident. Et cela se comprend puisqu'ils font partie de la population civile et partagent naturellement ses sympathies comme ses antipathies. Il y a eu, il est vrai, des exceptions. On a vu, par exemple, en Suisse ou aux États-Unis, en Pensylvanie, au cours de grèves, des grévistes devenir absolument neutres le jour où ils se sont trouvés mobilisés pour rétablir l'ordre. Mais il serait dangereux de compter sur la généralisation d'un pareil sentiment du devoir. L'expérience montre que quand une région donnée s'est — comme on dit vulgairement — « emballée » sur une question politique ou sociale, il est sage de laisser la milice locale dans ses foyers et d'appeler, à défaut de troupes régulières, les milices de localités éloignées. Dans l'espèce, le meurtre révoltant du chef de l'Église mormonne eût été évité si, comme quelques personnes prévoyantes l'avaient proposé, on eût fait garder la prison de Carthage, non par les *Carthage Greys*, mais par les gardes nationaux du comté de Mac Donough qui étaient déjà mobilisés.

Nauvoo. A ce moment, il y avait dans cette localité, outre quelques centaines de Mormons, une assez forte proportion de ce qu'on appelait les « Nouveaux Citoyens », individus non affiliés au mormonisme et qui avaient acheté les immeubles de la secte, — maisons, magasins, champs, etc. Ceux-ci, qui étaient venus d'un peu partout, alléchés par les annonces de vente des émigrants, ne se souciaient pas de voir la cité envahie par une cohue armée capable de commettre des dégâts et peut-être de molester les habitants, sans distinction de religion. Après avoir envoyé à Carthage, chef-lieu du comté, une délégation qui essaya en vain de détourner les antimormons de leur injustifiable projet¹, ils prirent le parti de s'unir aux Mormons pour défendre Nauvoo. Ils s'adressèrent à un shérif local, connu pour son intégrité; et celui-ci organisa légalement un *posse*² d'environ 500 fusils avec tout ce qui pouvait porter les armes dans cette ville. Les *Antis* comptaient bien 600 hommes; mais, réfléchissant sans doute qu'ils n'étaient pas investis d'une autorité régulière, et très certainement intimidés par les préparatifs de défense de leurs adversaires, ils découvrirent tout à coup qu'ils ne possédaient qu'un jour de vivres et cinq coups par homme. Ils retournèrent immédiatement, et sans tambour ni trompette, à leur lieu de départ.

On pourra s'étonner que les autorités centrales de la république d'Illinois n'aient pris aucune mesure pour rétablir l'ordre. Mais, d'une part, le gouverneur³, M. Ford, était un homme irrésolu et faible; de l'autre, la garde nationale de l'État se trouvait dans une de ces situations délicates où l'on voit trop souvent ce genre de troupes. Les États-Unis étaient en guerre avec le Mexique, et, lorsque le président Polk avait demandé des volontaires à l'Illinois, neuf régiments s'étaient offerts⁴. Comme il n'avait été possible d'en accepter que quatre, les cinq autres, obligés de rester dans leurs foyers, se montraient très mécontents, et leur impartialité, dans les troubles qui nous occupent, eût été problématique. Les Nouveaux Citoyens, cependant, sentirent qu'ils avaient besoin d'une protec-

1. On proposa même aux « Antis » d'envoyer trente des leurs séjourner à Nauvoo pour se rendre compte des progrès de l'évacuation de la ville par les Mormons. Voir *Rise and Fall of Nauvoo*, par l'elder B. H. Roberts (Salt Lake City, Utah, 1900).

2. Un *posse comitatus*, d'après le légiste Blackstone, est une troupe de citoyens qui peut être réquisitionnée par le shérif d'un comté (*comitatus*), pour aider les autorités à supprimer une émeute ou à exécuter par la force une décision judiciaire qui rencontre de l'opposition.

3. Le président de chacune des républiques de l'Union porte, on le sait, le titre de « Gouverneur » qui rappelle les institutions coloniales.

4. Thomas Ford, *History of Illinois, 1818-1847* (1854).

tion officielle quelconque. Ils demandèrent au gouverneur qu'il détachât en permanence à Nauvoo un officier énergique et dix miliciens. Le choix de cet officier ne fut pas chose aisée, car les meilleurs éléments étaient partis pour le Mexique. En outre, il fallait tenir compte de la question politique qui, indifférente s'il se fût agi d'une armée régulière, reprenait ses droits dès que la milice était en jeu. Les Mormons étant *Whigs* dans leurs tendances, on ne pouvait guère envoyer à Nauvoo un officier *démocrate*. Le gouverneur finit par déléguer un major, M. Parker, lequel remplissait, semblait-il, toutes les conditions requises.

Les trois mois qui suivirent la première démonstration des « Antis » contre Nauvoo furent agités. Il y eut des violences commises par des habitants du comté de Hancock ; et aussi quelques représailles de la part des Nauvooiens à l'occasion desquelles leurs adversaires firent grand tapage. En septembre, les « Antis » ayant obtenu contre les Mormons des mandats d'amener, le constable spécial Carlin convoqua un *posse* régulier des citoyens de Hancock County pour l'assister dans la mise à exécution de ces actes¹. En réalité, le but qu'on se proposait était, comme au mois de juin précédent, de chasser de Nauvoo les Mormons qui y restaient encore. Mais, cette fois, les « Antis » s'abritaient sous une apparence de légalité. Carlin réquisitionna environ 1,000 hommes et désigna pour les commander le colonel de milice J.-B. Chittenden. Ce choix n'était pas mauvais ; toutefois, trois jours plus tard, ce colonel fut remplacé par un autre, M. Singleton. Avant d'agir, celui-ci entama des négociations avec l'officier de milices délégué à Nauvoo, le major Parker. On avait donc le spectacle d'un conflit entre une force légale de police et le représentant du gouverneur de l'État, chargé de veiller à l'ordre public. Déjà, à cette phase des événements, il n'existait plus, même officiellement, d'équivoque possible sur les motifs du rassemblement du *posse*. Le colonel Singleton et le major Parker firent une convention en vertu de laquelle : 1° les Mormons restants devraient avoir quitté Nauvoo en soixante jours ; 2° le chef de chaque famille pourrait continuer à séjourner dans la ville jusqu'à la liquidation de ses affaires.

Singleton pensait avoir résolu la question au mieux. Il comptait sans l'esprit profondément antimormon de ses officiers, qui refusèrent de reconnaître cette convention. Dégoûté, le colonel donna sa démission. C'est alors que le choix du constable Carlin tomba sur le « général » Brockman. Ce personnage, populairement connu sous le nom

1. W. A. Linn, *The Story of the Mormons*, p. 347.

de « Old Tom », était une sorte d'aventurier, ex-prédicateur de la secte des Cambellistes, répudié par son église, et, d'après le gouverneur Ford¹, « un concussionnaire ignorant, avide de notoriété et anxieux de jouer un rôle officiel ». Au physique, on le dépeint un homme de forte carrure, gauche, emprunté, demi-barbare. C'était l'individu tout désigné pour être mis à la tête d'une cohue comme celle qui s'était assemblée à Carthage. Le posse, en effet, ne pouvait être considéré comme un corps militaire, bien que certaines de ses divisions, telles que les *Lima Guards* et les *Warsaw Riflemen*, fussent probablement des groupes de miliciens. Il est sûr, en tout cas, qu'il y avait une entente entre les gardes nationales d'Illinois et les leaders antimormons, puisque les armes portatives du posse ainsi que ses cinq pièces de campagne² avaient été fournies par des compagnies indépendantes de milices de divers comtés.

En droit, le posse avait perdu tout caractère de légalité depuis que ses chefs avaient ouvertement déclaré l'intention de chasser les Mormons de Nauvoo, alors que le constable spécial l'avait réquisitionné pour assister les agents de la police du comté dans l'exécution des mandats d'amener contre certains habitants de Nauvoo. Aussi peut-on comprendre qu'un auteur³ ait qualifié cette troupe de « bande d'émeutiers en conflit avec l'État ». La force du posse a été estimée par certains historiens à 800 fusils, par d'autres à 1,000; il possédait en outre un certain nombre de fourgons ou voitures pour le transport du campement, des munitions, etc.

Quant aux Mormons et à leurs alliés les Nouveaux Citoyens, ils s'étaient organisés à la hâte pour la défense de la place. Mais, depuis l'alerte de juin, l'exode avait continué, enlevant pas mal d'hommes valides. Il paraît n'y avoir eu, au début de septembre, que 250 individus en état de porter les armes. M. Thomas Ford⁴ déclare que par suite de départs, désertions, etc., ce nombre tomba vite à 150. Cependant, M. Roberts, qui, en sa qualité d'*elder* des Mormons, doit avoir puisé ses renseignements à bonne source, affirme que Nauvoo était défendu par 300 ou 400 hommes, et M. Brayman, commissaire spécial envoyé sur les lieux par le gouverneur Ford, dit que les défenseurs étaient moins de 500. Les Mormons n'ayant eu aucun avantage, au contraire, à s'attribuer dans l'histoire plus de troupes qu'ils n'en avaient réellement, nous serions disposé à nous en tenir aux déclarations de M. Roberts. Ces gens étaient mal armés; la

1. Linn, *loc. cit.*, p. 348. Ed. W. Tullidge, *Life of Brigham Young*.

2. Des canons de 6 livres, en fer. Roberts (*loc. cit.*) parle de six pièces.

3. Roberts, *loc. cit.*

4. *History of Illinois*, déjà citée.

majorité avait des mousquets ; quelques-uns des rifles du calibre 16, dont, du reste, ils n'ont guère su se servir¹. On semble avoir divisé cette troupe en quatre compagnies ; en outre, les *meilleurs tireurs* furent réunis sous le commandement du capitaine W. Anderson. Ces guerriers qui, en dépit de leur désignation, se montrèrent dans l'action fort maladroits, crurent devoir s'affubler d'un titre distinctif et se qualifièrent de « Bande Spartiate² ». On n'avait pas de canons³. Quelqu'un se souvint d'arbres cylindriques en acier qui avaient jadis fait partie de la machinerie de bateaux à vapeur et qui, depuis des années, gisaient sur les bords du Mississipi. On les chercha, on les coupa à la longueur voulue, on les foras : et l'on obtint ainsi cinq (ou six) pièces capables de lancer des boulets de six livres. C'étaient des engins primitifs qui ne firent de mal à personne, mais dont l'utilité morale eut une certaine importance. Toute la force armée de Nauvoo était sous les ordres du colonel Johnson.

C'est le 10 septembre que le « général » Brockman arriva en vue de Nauvoo⁴. La vedette postée au sommet de la tour du Temple signala, vers neuf heures et demie du matin, l'apparition du *posse*, au loin, sur la route de Carthage. Les « Antis » s'étant arrêtés à une distance respectable pour se reformer ou délibérer, les défenseurs de Nauvoo eurent tout le temps de se préparer. Les quatre compagnies reçoivent l'ordre de se porter en avant et, vers midi, se trouvent en position à l'entrée de la ville, vers l'extrémité de Mulholland Street. Deux compagnies, sous le commandement du capitaine Lamareux, élevèrent en ce lieu quelques retranchements où elles mirent leurs canons, tandis que les compagnies Gates et Cutler s'établissaient un peu au sud⁵. A ce moment arriva sur les lieux le maire de la ville de Quincy⁶, M. J. Wood, accompagné de différents

1. Tullidge, dans sa *Vie de Brigham Young*, mentionne des rifles à répétition.

2. Les Mormons, sous l'impulsion de Joseph Smith, avaient constitué dès 1840 une force de milices appelée la « Légion de Nauvoo » ; mais, au fur et à mesure des départs pour l'ouest, ce corps — bien armé et organisé — avait virtuellement cessé d'exister. Il fut reconstitué en Utah (1857).

3. L'acte constitutif de la Nauvoo Legion mentionne de l'artillerie volante comme faisant partie de ce corps. S'il y eut à un certain moment des canons à Nauvoo, ce qui est probable, ils étaient partis pour l'ouest avec Brigham Young.

4. Les différents auteurs qui ont écrit des relations de ces événements ne paraissent pas absolument d'accord sur la date de ceux-ci. Il nous a semblé préférable de nous en rapporter sur ce point à M. Tullidge, dont la *Vie de B. Young* est particulièrement bien documentée.

5. Roberts, *loc. cit.*

6. Dans le comté d'Adams. Ce comté, quoique opposé aux Mormons, était

notables de cette localité, entre autres MM. B. Clifford junior et Flood. Ce dernier, qui commandait la garde nationale du comté, était porteur d'une commission du gouverneur l'autorisant à lever une force de milices pour rétablir l'ordre. Soit dit en passant, on ne s'explique pas bien, sinon par le caractère indécis du gouverneur, pourquoi il faisait maintenant intervenir le major Flood alors qu'il avait déjà donné des pouvoirs analogues au major Parker, détaché, nous l'avons vu, à Nauvoo même depuis quelque temps. Le major Flood ne jugea pas à propos d'exécuter les ordres de Ford : il craignait d'envenimer les choses en appelant dans le comté de Hancock la garde nationale d'un autre comté. Il transféra, de sa propre autorité, ses attributions à son collègue Clifford, lequel, en outre, on ne sait trop comment, se trouva remplacer à Nauvoo le major Parker. Ce dernier partit, assurant les défenseurs de la ville qu'il obtiendrait pour eux, du gouvernement d'Illinois, des secours sérieux¹. Le soir, vers cinq heures, les « Antis » se retirèrent dans leur camp. Durant la nuit, il y eut quelques coups de fusil échangés aux avant-postes.

Le 11 au matin, Brockman donne l'ordre d'avancer. Se faisant flanquer par les Riflemen de Warsaw et plaçant les Lima Guards avec les canons en face des ouvrages mormons établis en travers de la route de Carthage, il se dirige, avec le gros, sur Nauvoo par un chemin presque parallèle. Ford, dans son *History of Illinois*, critique la tactique suivie par Brockman. Il fait ressortir qu'avec sa grande supériorité numérique, le leader des « Antis » eût pu diviser ses forces en deux colonnes, marchant l'une à droite, l'autre à gauche de la position des Mormons et hors de portée de leurs médiocres canons : il lui eût été facile, ainsi, de s'emparer de Nauvoo sans coup férir.

Si l'on s'en rapportait aveuglément au récit de Tullidge, on croirait à un combat meurtrier. En effet, après nous avoir expliqué que la Bande Spartiate — les tireurs d'élite — du capitaine Anderson s'était embusquée dans un champ de maïs près de la route suivie par les « Antis », et se trouva presque entourée par les flanqueurs de ceux-ci, il nous dit : « Mais les Spartiates battirent en retraite sous un feu nourri, auquel ils répondirent vigoureusement ; et ils se retirèrent en bon ordre, malgré l'artillerie ennemie qui les criblait de mitraille. Ils se replièrent vers la ville, à l'entrée de laquelle

beaucoup moins intransigeant que celui de Hancock où se trouve Nauvoo. C'est ce qui explique l'intervention de ces personnages.

1. Ceci semblerait indiquer qu'il y avait eu désaccord entre lui et la délégation venue de Quincy.

une ligne de défense avait été élevée, et derrière ces ouvrages ils se mirent à l'abri. Les « Antis » firent alors avancer leur cavalerie pour s'emparer des retranchements, mais elle fut repoussée par une violente canonnade¹. A plusieurs reprises, durant cette journée, le *posse* tenta de prendre la position de flanc, mais toujours il fut arrêté par une contre-attaque. Après son dernier échec, il se retira sur la colline, où il se retrancha pour la nuit dans le champ de Hiram Smith, le martyr... » On frémit presque en pensant au nombre de tués et de blessés qui aurait pu rester sur le carreau dans un aussi vif engagement. Heureusement, par un étrange phénomène, ni l'un ni l'autre camp n'a souffert. Tout s'explique si nous consultons d'autres narrations moins imaginatives. Nous apprenons qu'en réalité les « Antis » et leurs adversaires n'étaient nullement pressés de se rapprocher les uns des autres. Ils préférèrent laisser parler le canon. De chaque côté, l'artillerie, croyant faire beaucoup de mal à l'ennemi et ne voyant, d'autre part, rien de fâcheux résulter pour elle du feu de ce dernier, n'éprouvait aucun besoin de cesser un tir aussi satisfaisant à tous les points de vue. « Très peu de fantassins, de part et d'autre, s'avancèrent assez près pour pouvoir tirer avec leurs rifles ou leurs mousquets; mais ils n'arrivèrent pas à une distance suffisante pour se causer réciproquement des pertes²... » De cette façon, les troupes continuèrent à se fusiller et se canonner de loin et avec une telle maladresse que, selon l'expression de l'historien d'Illinois, il n'y avait guère de probabilités pour que « le feu eût une efficacité quelconque » jusqu'au moment où les « Antis », ayant épuisé leurs munitions, se retirèrent dans leur camp.

Au matin du 12 septembre, sur le conseil du maire de Quincy, il y eut une conférence au camp des « Antis » entre Brockman et la délégation. Le « général » demanda la reddition immédiate de Nauvoo et la dispersion des Mormons : à ces conditions, il veillerait à ce qu'aucun excès ne fût commis. Le major Clifford, à qui cet ultimatum fut remis, refusa, avec raison, de l'accepter, répondant que le *posse* n'avait pas autorité pour agir comme il le faisait. Il conseilla à Brockman et à ses hommes de rentrer dans leurs foyers. Ainsi qu'on le pense bien, ceci n'était pas du tout dans les vues du leader, qui, derechef, donna l'ordre d'avancer. A ce moment, le

1. Les projectiles employés par l'artillerie consistaient principalement en boîtes à mitraille et ce qu'on appelle dans la marine « grappes de raisin » (*grapeshots*). Les *grapeshots* de l'époque contenaient neuf balles de fonte réunies par couche de trois autour d'une tige de fer, dans un sac de toile.

2. Ford, *loc. cit.*

commandant des Mormons, le colonel Johnson, se trouvant indisposé, délégua ses fonctions au lieutenant-colonel Cutler en lui donnant comme second M. Daniel Wells, une des lumières militaires de la secte¹.

Ce jour-là, les adversaires montrèrent un peu plus d'initiative : ce qui était bien nécessaire, car, autrement, les choses eussent pu s'éterniser. Ils se rapprochèrent assez pour qu'il y eût des morts. Du côté des Nauvooens, le capitaine de la « Bande Spartiate », M. Anderson, et son fils, un tout jeune homme, furent tués. L'engagement dura une heure vingt minutes. Il ne faut donc pas s'étonner s'il porte dans l'histoire locale le titre de « La grande Bataille ». On lit dans le *Warsaw Signal*, organe des « Antis » : « Il ne se trouve sans doute pas dans les annales militaires de combat continu d'une plus longue durée où la milice ait été engagée (!). Les Mormons nous tinrent tête bravement. Mais, à juger d'après le peu d'efficacité de leur feu, nous pensons qu'ils manquèrent de calme ou de délibération. »

Ici encore les relations nous donnent des détails, comme s'il y avait eu des hécatombes. On y voit les « Antis » « chaudement reçus » à la tranchée du capitaine Lamareux. Et, lorsque les Spartiates de Nauvoo, plus prudents que ceux des Thermopyles, hésitèrent à quitter leurs abris pour suivre leur Léonidas, le « squire » Wells s'élança avec un geste héroïque : « Hurrah pour Anderson ! Qui ne voudrait courir aux côtés du brave Anderson ? » On nous montre aussi les Mormons bien protégés par leurs maisons d'où ils faisaient un feu plongeant, mais leurs adversaires, en revanche, jouissant d'une *grande supériorité d'artillerie*². Et finalement : le *posse* reculant en désordre vers un endroit plus abrité où ses fourgons vinrent prendre « les morts et les blessés ».

Ici encore, malgré toutes ces prouesses, on ne peut découvrir, en tout et pour tout, chez les « Antis » que huit blessés⁴, dont un mourut dans la suite ; et, du côté des Nauvooens, que trois tués et trois blessés³.

Un fait sur lequel il n'y a pas de controverse possible est que Brockman, à un certain moment, s'aperçut que les munitions

1. Ce personnage devint plus tard, en Utah, « lieutenant général » de la Nauvoo Legion.

2. Roberts, *loc. cit.*

3. Linn, *loc. cit.*, p. 349.

4. Liste de leur chirurgien (Linn, *loc. cit.*, p. 349).

5. Il va sans dire que chaque parti estima bien plus haut les pertes de son adversaire. Ainsi que l'a dit une chronique du temps : « L'un comme l'autre aurait pu prouver ses allégations d'une façon incontestable si ses témoins avaient été dignes de foi... »

étaient à peu près épuisées, comme la veille, et jugea « périlleux de risquer une attaque plus prolongée sans ces objets de première nécessité ». Cette reculade ne paraît pas s'être faite sans quelque désordre et il saute aux yeux que si, alors, le commandant des Mormons avait poursuivi, le posse, en dépit de sa supériorité numérique, aurait pu être mis en déroute¹. Roberts, avec sa partialité, très naturelle, pour ses coreligionnaires, essaie d'excuser les Nauvooens : « Tellement formidable avait été l'excitation de la bataille, qu'ils étaient épuisés, couchés le long de leurs canons, incapables de quitter leur position jusqu'à ce qu'ils aient reçu des rafraichissements... »

Cependant, une fois « rafraichis », ils s'occupèrent à renforcer leurs ouvrages. On conçoit mal comment ces guerriers pouvaient être si exténués après une heure et demie de lutte, surtout étant donné qu'ils n'avaient pour ainsi dire pas bougé. Un esprit pointilleux pourrait chercher d'autres causes à cette paralysie soudaine qui les riva à leurs canons.

Cependant Brockman avait envoyé des voitures à Quincy pour y recueillir des munitions. En conséquence, pendant deux ou trois jours, les hostilités se bornèrent à quelques coups de fusil aux avant-postes. Le maire de Quincy qui, nous l'avons vu, n'avait pas eu de succès en qualité d'arbitre, retourna dans sa ville, où il convoqua une assemblée générale des citoyens pour prendre les mesures propres à mettre un terme aux troubles². Il en résulta l'organisation d'un comité de cent membres qui irait arbitrer entre les belligérants du comté de Hancock. Ce chiffre semble bien fort pour une cour d'arbitrage; mais il faut lire entre les lignes. En réalité, ce comité, composé des plus intransigeants antimormons de la région, n'était qu'un renfort déguisé pour le posse, décidé à se joindre à ce dernier au cas où ses propositions, c'est-à-dire la reddition sans condition de la ville de Nauvoo, ne seraient pas acceptées par les assiégés. Le maire Wood le comprit bien, et c'est pourquoi, avec les autres membres de l'ex-délégation, il refusa de faire partie du Comité des Cent³.

Malgré leur succès partiel, les Nauvooens se rendaient bien compte que, sans un secours du gouvernement d'Illinois, il ne leur serait pas possible de résister longtemps; or, les troupes promises par le

1. L'historien Ford est dans le vrai quand il dit à cette occasion : « L'expérience des troupes irrégulières a montré que, quelques braves qu'elles soient, elles ne résistent jamais à une contre-attaque faite sur elles quand elles ont commencé à battre en retraite. »

2. On se demande ce que faisait pendant ce temps le gouverneur d'Illinois.

3. Roberts, *loc. cit.*

major Parker lors de son départ n'arrivaient pas. D'autre part, dès le 15 septembre, on ne pouvait plus conserver aucun doute sur les véritables intentions du Comité des Cent. Dans ces conditions, les assiégés se résignèrent à traiter.

Ainsi se termina ce siège mémorable où l'on estime que furent tirés environ neuf cents boulets. Quant au nombre de balles, s'il est dans les mêmes proportions, il doit avoir été formidable. L'historien Ford le déclare « infini ». Et nous le croyons sans peine. Comme il n'y eut guère que quatorze hommes atteints au milieu de cette débauche de munitions, il est possible que la proportion des coups ayant porté n'ait pas dépassé un sur quatre ou cinq cents, résultat propre à rassurer les pacifistes.

Les termes de la capitulation étaient les suivants : 1° la ville se rendra et les forces du colonel Brockman entrèrent à Nauvoo, le 17 septembre, à trois heures de l'après-midi ; 2° les armes des assiégés seront déposées entre les mains du comité de Quincy, pour être rendues aux Mormons lorsque ceux-ci passeront le Mississipi pour s'acheminer vers l'ouest ; 3° la population mormonne de la cité quittera l'État d'Illinois aussitôt qu'il lui sera possible de traverser le fleuve.

Il est à remarquer que cette convention, qui n'avait aucun caractère officiel, était sans valeur juridique. Le seul fait qu'elle avait été imposée aux Nauvoosens par un comité privé et une troupe d'émeutiers, sans opposition de la part du gouvernement d'Illinois, eût été suffisant pour faire considérer ce dernier comme « incapable d'assurer l'ordre dans son État » et dès lors eût justifié l'intervention immédiate du gouvernement fédéral. C'est ce qui se produirait de nos jours en pareil cas.

Observons aussi que rien, dans la convention, n'indiquait que les Mormons dussent quitter la ville *sur-le-champ*. Ils y furent cependant contraints.

Brockman entra triomphalement à Nauvoo à la tête d'environ 800 hommes en armes et 600 ou 700 individus venus en curieux et alla établir son camp près du Mississipi. Il ne se produisit à ce moment aucun désordre, mais le « général », de sa propre autorité, lança une proclamation ordonnant à tous les Mormons qui avaient porté les armes contre le *posse* de quitter la ville *dans une heure*. Par exception, ce délai fut étendu à un jour pour certaines personnes. La mise à exécution de cet ordre, qui n'était qu'une violation flagrante des termes de la capitulation, donna lieu à des scènes de violence. Nombre de Mormons et même de Nouveaux Citoyens furent expulsés brutalement de leurs demeures. La majorité des maisons de Nauvoo furent fouillées par les membres du

posse, envahies par les curieux venus de Carthage; on baptisa par dérision quelques Mormons au moyen d'un plongeon dans le fleuve; des familles, à la pointe des batonnettes, se virent forcées de traverser le Mississipi et de s'enfuir en Iowa, sans pouvoir emporter leurs bagages.

Tous ces faits furent relevés par M. Brayman, le commissaire spécial du gouverneur à Nauvoo. Il en fit un rapport conçu en termes énergiques. Mais, telle était la faiblesse du gouverneur Ford, que Brockman ne fut jamais poursuivi ni même censuré pour sa conduite. Une fois son œuvre accomplie, le *posse* se débanda. Il ne resta à Nauvoo que 100 « Antis » en armes pour assurer la tranquillité publique. Le gouverneur, on le conçoit, fut violemment pris à partie par la presse pour son inqualifiable apathie. Dans la capitale d'Illinois, Springfield, il y eut un meeting de protestation si menaçant que le chef de l'État fut contraint, bien tardivement, de faire quelque chose. Il se montra alors aussi maladroit qu'il avait été indolent et demanda des volontaires au comté de Hancock pour constituer une force de milices à envoyer à Nauvoo. Il est facile de s'imaginer comment cette requête fut reçue au foyer de l'antimormonisme. Les citoyens de Carthage, dans un meeting orageux, refusèrent formellement d'obéir. Le gouverneur, alors, fit appel à d'autres comtés et finit par réunir deux cents miliciens avec lesquels il partit lui-même pour Nauvoo, inutile démarche pour regagner un peu de sa popularité¹.

George Nestler TRICOCHÉ.

1. Peut-être y a-t-il quelque intérêt à rappeler que c'est à Nauvoo qu'est venue s'établir, en 1850, la fameuse Société française des Icariens, organisée par le socialiste égalitaire Cabet. Les Mormons avaient bâti là, en 1845, un temple qu'ils essayèrent en vain de vendre ou de louer à leur départ pour l'Utah. L'édifice fut en partie détruit par les « Antis » en 1846. Cabet tenta de le rebâtir pour l'usage de sa Société. Mais après que l'on eut dépensé beaucoup de temps et d'argent à ce travail, un cyclone survint qui démolit entièrement le bâtiment. Les Icariens utilisèrent alors les pierres pour construire une école. On sait qu'en 1857 la Société se débanda. Nauvoo compte aujourd'hui environ 1,350 habitants. Il y en eut jusqu'à 15,000, au temps des Mormons. La population actuelle, pour la plupart d'origine allemande, se livre principalement à l'horticulture. Il existe encore quelques-uns des édifices publics élevés par les disciples de Joseph Smith.

A QUELLE ÉPOQUE

LE DÉTROIT DES DARDANELLES

A-T-IL REÇU CE NOM?

Le nom des Dardanelles, que les phases diverses de la question d'Orient et les événements de la guerre actuelle devaient rendre si célèbre, se rencontre pour la première fois au moyen âge dans les atlas italiens et notamment dans les cartes marines, dites *portulans*, dressées aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles par les Génois, les Vénitiens, les Catalans, pour servir au commerce de la Méditerranée et du Levant. Si l'on consulte l'atlas de Tammar Luxoro (XIII^e siècle), la carte catalane de 1375 qui est à la Bibliothèque nationale, l'atlas d'Andrea Bianco de 1436 et 1448, on voit, inscrit sous le tracé linéaire de la côte asiatique du détroit qui unit la mer Égée à la mer de Marmara, et mentionné dans l'énumération des ports de cette côte, le nom de *Dardanelo* ou *Dardanello*; dans le portulan de Parme (milieu du XV^e siècle), on lit *Cavo Dardanello*, dans celui de Rizo, imprimé à Venise en 1490, *Porto Dardano*¹.

Ce n'était d'abord qu'un petit port marchand, établi sans doute à peu de distance des ruines de l'ancienne ville grecque de la Troade, *Dardanos*, dont les traces subsistent encore à dix kilomètres environ au sud-ouest de la ville actuelle de Dardanelles (Tchanak); son nom était, selon toute vraisemblance, un diminutif italien du nom grec de *Dardanos*. Mais, peu après la prise de Constantinople par les Turcs, Mahomet II construisit vers 1470, sur le détroit, deux châteaux forts destinés à en défendre l'accès, au point où il est le plus resserré. Ces châteaux, dont l'un était situé sur l'emplacement même de la ville actuelle de Dardanelles, l'autre en face, sur la côte européenne, et que l'on peut voir représentés dans une gravure insérée au tome I (p. 455) du *Voyage du Levant* de Pitton de Tournefort², furent appelés par les Turcs, le premier *Natoli Iski Issar*, le second *Roumeli Iski Issar*, tandis que les voyageurs et les commerçants européens appliquèrent au premier le nom du port

1. Voir K. Kretschmer, *Die italienische Portolane* (dans : *Veröffentlichungen des Instituts für Meereskunde*, t. XIII, Berlin, 1909).

2. Paris, 1717, in-4°.

voisin, *Dardanello*, et le donnèrent aussi au second, par analogie; de sorte que les atlas et les traités de géographie du xvi^e et du xvii^e siècle désignèrent habituellement ces deux forteresses par le pluriel italien, *Dardanelli*, ou par le pluriel français, les *Dardanelles*. On peut s'en convaincre en consultant le *Portulan de Charles-Quint* (1539)¹, la *Cosmographie universelle* de Séb. Munster, revue par Fr. de Belleforest (1575)², le *Theatrum orbis terrarum* d'Ortelius (1603)³, l'*Atlas* de Gér. Mercator (1613 et 1623)⁴, le *Grand atlas* de J. Blaeu (1663-1667)⁵, l'*Atlas nouveau* de Nic. Sanson (1692)⁶, le *Dictionnaire universel, géographique et historique* de Thomas Corneille (1708)⁷.

Ce ne fut qu'assez tard que le nom donné à ces deux châteaux forts fut étendu au détroit même sur les bords duquel ils étaient construits. On sait que ce détroit était appelé dans l'antiquité gréco-romaine l'*Hellespont*, c'est-à-dire la mer d'Hellé, personnage légendaire se rattachant au mythe de la Toison d'or. Cette dénomination resta en usage chez les écrivains grecs d'Orient jusqu'à la chute de l'empire byzantin⁸. Au contraire, les chroniqueurs de l'Europe occidentale employèrent de préférence, à partir des Croisades, les expressions de *Brachium Sancti Georgii*⁹ ou *Bras Saint-George*, par allusion au monastère grec portant le vocable de ce saint¹⁰, qui était situé sur la côte européenne, un peu au nord de Gallipoli; — de *Détroit d'Abydos*¹¹, ancienne ville grecque située sur la pointe de la côte asiatique où est aujourd'hui Nagara-Kalesi; — de *Stretto*

1. Reproduction photographique, Paris, 1875 (pl. X et XI : « Dardanello »).

2. T. II, p. 656, « ceux du pais appellent le lieu *Dardanelli*, où à présent est dressée une belle et grande forteresse par les Turcs, sur la bouche de l'*Hellespont*, afin que les chrestiens n'entrent au Propontide ».

3. Carte 104 (Romania), datée de 1584 : « Dardanelli. »

4. P. 319 (Romania) : « Dardanello, Dardanella. »

5. T. XI (Natolia) : « Dardanello. »

6. Cartes de la Turquie, datées de 1651, 1654 et 1655 : « Les Dardanelles ou Chasteaux. »

7. V° Dardanelles : « Châteaux situés sur le bord du canal de l'*Hellespont*..., il y en a deux, l'un en Asie, l'autre en Europe... »

8. Voir les références données par Pauly, *Real-Encyclopädie der class. Altertumswiss.*, éd. Wissowa-Kroll, t. VIII, 1^{re} partie, p. 192 (v° *Hellespontos*).

9. Le plus ancien exemple est de 1103 : Saewulf, *Relatio de peregrinatione ad Terram Sanctam*, éd. d'Avezac (dans *Recueil de voyages... publ. par la Soc. de géographie*, t. IV, 1839, p. 853).

10. Il figure dans les portulans italiens et catalans du moyen âge sous les formes : San Ziorzi (xiii^e siècle), San Zorzo (1375), San Giorgio (xv^e siècle).

11. Voir Guillaume de Tyr, *Historia Hierosolymitana*, lib. XX, cap. 24.

*di Romania*¹, ce dernier mot désignant alors l'ensemble des terres de l'empire byzantin. Mais les géographes et les écrivains du xvi^e siècle, imbus de souvenirs classiques, remirent en honneur le nom d'*Hellespont*, qui figura sur les cartes et dans les livres de géographie jusque vers le milieu du xviii^e siècle; toutefois, comme on en fait la remarque dans ces livres, le détroit était aussi appelé communément *Bras Saint-George* et *Détroit de Gallipoli*².

Ce fut seulement dans le premier quart du xviii^e siècle que l'on commença à désigner le bras de mer tout entier par le nom des deux célèbres châteaux forts, et à substituer peu à peu dans l'usage aux dénominations anciennes celle de *Détroit* ou *Canal des Dardanelles*. Déjà, dans la relation de son *Voyage du Levant*, qui fut publiée seulement en 1717, mais rédigée entre 1702 et 1708, l'illustre botaniste J. Pitton de Tournefort fait remarquer que ce bras de mer est appelé indifféremment « l'Hellespont, le Détroit de Gallipoli, le Canal des Dardanelles, le Bras Saint-George, les Bouches de Constantinople » et que « les Turcs le connaissent sous le nom de Boghas ou Détroit de la mer Blanche »³. Quelques années plus tard, en 1726, le *Grand dictionnaire géographique et critique* de Bruzen Lamartinière termine l'article « Dardanelles » par un paragraphe intitulé : *Canal ou Détroit des Dardanelles*, dans lequel il résume le passage cité ci-dessus de Tournefort, mais en notant que le nom d'Hellespont est tombé en désuétude⁴. Enfin, en 1784, le baron de Tott, qui réorganisa l'armée et la marine turques, parlant dans ses *Mémoires sur les Turcs* du canal des Dardanelles dont il restaura les fortifications, ne le désigne que par ce nom, sans rappeler les dénominations anciennes⁵.

Pareillement, si l'on consulte les principaux atlas du xviii^e siècle

1. Voir le Portulan de Parme (milieu du xv^e siècle), publ. par K. Kretschmer, *op. cit.*

2. Voir Séb. Munster, *Cosmographia universalis*, Bâle, 1560, p. 1069. — Le même, traduit et augmenté par Fr. de Belleforest, Paris, 1575, t. II, p. 656. — A. Thevet, *Cosmographie universelle*, Paris, 1575, p. 251 : « Le destroit, que les barbares appellent Bogaz Azar, et nous quelquefois le bras Saint-George, et d'autres le destroit de Gallipoly..., s'appelle aussi Hellespont. » — Nic. Sanson, *l'Atlas nouveau*, Paris, 1692 (carte de Turquie). — Thomas Corneille, *Dictionnaire universel, géographique et historique*, Paris, 1708, t. II, v^o Hellespont.

3. T. I, p. 453 (lettre XI).

4. T. III. « On l'appelait autrefois l'Hellespont... » Cependant, en 1754, l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert (v^o Dardanelles), reproduit encore purement et simplement le passage de Tournefort.

5. T. III, p. 51.

postérieurs à 1720 et ceux des premières années du XIX^e siècle, on constate que les uns, tels que l'*Atlas universel* de Guillaume Delisle et Buache (1723-1735)¹, impriment le mot « Dardanelles », non plus avec la minuscule employée pour les simples localités, mais en petites capitales, pour bien marquer qu'il s'agit du détroit; et que les autres, tels que la *Galerie agréable du monde* de Van der Aa (Leyde, 1729)², l'*Atlas de géographie* de d'Anville (1756)³, le *Petit atlas maritime* de Bellin (1764)⁴, l'*Atlas universel* de Mentelle et Chanlaire (1806)⁵, portent en toutes lettres : *Détroit des Dardanelles*, *Canal des Dardanelles*.

Ch. MORTET.

1. Cartes 66 à 69.

2. T. XLV, p. 17 et 17 a.

3. N° 24 (les côtes de la Grèce et l'Archipel).

4. T. IV, c. 122, 123.

5. Carte 106.

BULLETIN HISTORIQUE

ANTIQUITÉS LATINES.

(PUBLICATIONS ÉTRANGÈRES, 1913-1915.)

I. HISTOIRE GÉNÉRALE. — M. BRYANT a publié à l'usage des classes un petit *Abrégé d'histoire romaine*¹ jusqu'à la mort d'Auguste, clair, précis et bien illustré. La dissertation académique de M. BARBAGALLO, *Un semestre d'empire républicain; le gouvernement de Galba (juin 68-15 janvier 69)*², est un essai brillant, d'une éloquence souvent trop déclamatoire, qui ajoute cependant au récit complet de ces événements si obscurs quelques opinions et quelques hypothèses intéressantes, par exemple sur le contenu du discours de Nymphidius Sabinus, sur l'existence de deux séances du sénat pour l'élection de Galba, sur la mesure d'économie qui aurait fait réunir les deux Mauritanies, sur la remise à la Gaule de la *quadragesima*, sur la date de l'adoption de Pison qui serait postérieure à l'origine de la conspiration d'Othon et à la nouvelle de la révolte de Vitellius. Son éloge de Galba paraît singulièrement excessif. Tous les travailleurs accueilleront avec plaisir la première partie de l'index des *Inscriptiones selectae*³ de M. H. DESSAU. Composée avec un soin et une méthode remarquables, elle donne les noms propres, les empereurs, les consuls, les rois, les magistrats romains et leurs appariteurs, les événements publics, les impôts, les domaines impériaux, les dieux et les sacerdoces. Elle facilitera considérablement le maniement du recueil.

II. INSTITUTIONS. — Le huitième volume des *Œuvres complètes* de MOMMSEN⁴, publié par les soins de M. H. DESSAU, renferme la

1. E.-E. Bryant, *A short history of Rome for schools*. Cambridge, University Press, 1914, in-8°, iv-262 p., avec 24 gravures et 24 cartes et plans.

2. Corrado Barbagallo, *Un semestre d'impero repubblicano. Il governo di Galba (giugno 68-15 gennaio 69)* (tirage à part des *Atti R. Accademia Arch. Lett. Bell. Arti. Nuova serie*, vol. III, 1914). Naples, Cimmaruta, 1914, in-8°, 89 p.

3. H. Dessau, *Inscriptiones selectae*, t. III, p. 1. Berlin, Weidmann, 1914, in-8°, 600 p.

4. Theodor Mommsen, *Gesammelte Schriften. Achter Band. Epigraphische*

première partie des articles d'épigraphie et de numismatique. Une première série a recueilli vingt-six courtes notes : inscriptions de Pompéi, d'HisPELLUM, des tribus romaines, de l'arc de Pavie, du pont Fabricius, de Thorigny, des villes de Bithynie à Rome; inscription grecque de Puteoli, fastes municipaux d'Ostie, Lucilius Gamala, Verrès nom gentilice, calendrier de Capoue, fragments des Actes des Arvales, fastes de Venusia, Anonyme d'Einsiedeln, faux de Rottenburg, Aegidius Tschudi, province de Numidie, administration de la Germanie, faux de Ligorio dans le *Corpus inscriptionum graecarum*, fragment d'une loi municipale, *praetor tutelarius*. La deuxième série comprend quarante-trois articles d'épigraphie généralement plus étendus, quelques-uns très importants : *Ursus togatus vitrea qui primus pila*; les Junii Silani; l'autorité de Léonhardt Gutenstein; remarques grammaticales sur les Actes des Arvales; la radiation des noms de Dioclétien et de ses collègues; le *quinque fascalis* de l'inscription de Cirta; les inscriptions du consul C. Octavius Sabinus; l'inscription attique de L. Piso et de M. Frugi avec des notes sur les Pisons et les Crassus; les alphabets étrusques de Clusium; Flamonium, flaminium; Στρατηγὸς ὕπατος (traduction grecque du mot latin *consul*); l'inscription de la reine Pythodoris à Smyrne; Cléopâtre, femme de Juba, et la famille d'Archélaos, roi de Cappadoce; le sénatus-consulte sur Thisbé (deux articles); les rois de Thrace depuis la dictature de César; l'album du sénat de Thamuga; les tribus des empereurs; les inscriptions de la Thrace dans Cyriaque d'Ancône; les inscriptions de P. Lucilius Gamala à Ostie; le sénatus-consulte d'Adramytion; une inscription de Hiérocésarée; la formule du vœu des frères Arvales; les noms et les grades des centurions; le cocher Crescens; les Alpes Poenines; les surnoms africains; la *vexillatio* de la onzième légion Claudia; le classement des *principales* d'après leurs chefs; deux cimetières d'employés et de soldats romains à Carthage; les *protectores Augusti*; les *evocati Augusti*; le serment à l'empereur Caius; les lieux d'origine des soldats provinciaux; le *princeps officii agens in rebus*; l'ordre des réceptions et le tarif des sportules en Numidie sous Julien; le sénatus-consulte de 176-177 sur la diminution des frais des jeux de gladiateurs; des inscriptions d'Apamée et de Forum Clodii; l'aqueduc d'Alexandrie; la dénomination grecque des affranchis romains; le registre de la *cohors I Lusitanorum* de 156 ap. J.-C. Vient enfin le commentaire sur les cinquièmes et septièmes Jeux séculaires.

Sous ce titre : *le Légionnaire romain et son bagage (le mulet de Marius)*¹, M. STOLLE, déjà qualifié pour ces études, a cherché à déterminer exactement la charge du soldat romain et les moyens qu'il employait pour la porter. Il aurait eu à emporter des vivres pour seize jours, à savoir 1 kilo 764 de grain, 6 kilos 254 de biscuit, 3 kilos 411 de pain de munition, 1 kilo 610 de viande et de lard, 327 grammes de sel, 436 grammes de fromage, soit, avec le vin ou le vinaigre quotidien, 14 kilos 370, sans compter les outils de toutes sortes. Ce bagage aurait été mis, non point en partie dans des besaces, en partie au bout d'un bâton, comme l'indiquent des bas-reliefs de la colonne Trajane qui, d'après M. Stolle, représenteraient des soldats voyageant en paix et non en guerre, mais sur des espèces de crochets de commissionnaire. Les calculs et les assertions de l'auteur ne sont guère que des hypothèses tout à fait arbitraires.

Dans un bon travail sur *l'Argent et la république romaine*², qu'on peut comparer au livre de Deloume sur les *Manieurs d'argent à Rome*, M. Frank OLIVIER a mis en relief une fois de plus, avec une sagace érudition, le rôle et l'importance dans la Rome républicaine de l'argent, des financiers, des capitalistes de l'ordre sénatorial et de l'ordre équestre, l'influence de ces éléments sur la transformation des mœurs.

L'histoire si importante des *Auxilia* de l'armée romaine sous l'Empire, préparée par de nombreuses recherches, en particulier par celles de Mommsen, von Domaszewski, Cichorius, Cagnat, a fourni à M. CHEESMAN, élève du professeur Haverfield, une monographie composée avec le soin et l'exactitude nécessaires et qui constitue un travail très utile³. Après une introduction sur les réformes militaires d'Auguste, cinq chapitres exposent successivement : la force et l'organisation des auxiliaires ; leur recrutement et leur distribution ; leur emploi dans les guerres et dans la défense des frontières ; les *numeri* et les *praelecti* ; l'armement. La conclusion indique les changements qui bouleversent le système d'Auguste. Deux appendices donnent le premier la liste des corps d'auxiliaires d'après les cantonnements provinciaux et leur effectif approximatif entre 117 et 161 ap. J.-C. ; le second la liste des *alae* et des *Cohortes*

1. Franz Stolle, *Der römische Legionar und sein Gepäck (Mulus Marianus)*. Strasbourg, Trübner, 1914, in-8°, 67 p., 2 pl.

2. Frank Olivier, *l'Argent et la république romaine*. Lausanne, Frankfurter, 1914, in-8°, 58 p.

3. G. L. Cheesman, *The Auxilia of the Roman imperial army*. Oxford, Clarendon Press, 1914, in-8°, 192 p.

d'auxiliaires avant et après 70 ap. J.-C., d'après les districts de recrutements et les cantonnements, avec les cohortes de *voluntarii* et les autres corps de citoyens romains.

La thèse de doctorat présentée à l'Université de Princeton par M. Clinton Walker KEYES sur *l'Avancement des chevaliers au III^e siècle de l'Empire romain*¹ est un très bon travail, très judicieux, très perspicace qui, recherchant sur ce point les origines du système de Dioclétien au III^e siècle, complète et révisé les résultats obtenus par Wilmanns, Hirschfeld, Domaszewski, Reiche, en laissant malheureusement de côté les travaux français. Le premier chapitre détermine les stades de la réforme, poursuivie surtout par Aurélien et Probus, qui a substitué partiellement les chevaliers aux sénateurs comme gouverneurs de provinces. Le deuxième chapitre étudie les nouvelles fonctions militaires données aux chevaliers, le commandement de corps spéciaux importants, dits *vexillationes*, la substitution aux légats légionnaires sénatoriaux, à partir de Gallien, des *praefecti legionis* équestres qui ne sont pas, comme l'admet à tort l'opinion courante, les successeurs des *praefecti castrorum*. La séparation des pouvoirs civils et militaires dans les provinces apparaît, dans le troisième chapitre, comme la conséquence logique de la réforme de Gallien qui a exclu les sénateurs de l'armée.

M. LAUM, qui a reçu des conseils et des renseignements de MM. Keil, Ziebarth, Herzog, Hiller von Gaertringen, Oehler, Wilhelm, Pomtow, Cuq, Homolle, a consacré aux *Fondations dans l'antiquité grecque et romaine*² une bonne monographie, complète, claire, qui ne pêche que par l'abus des divisions scolastiques, des répétitions, et qui, sans rien apporter de nouveau, expose et condense toute la matière. Les deux parties du sujet, les fondations grecques et les fondations romaines, étaient étroitement liées, inséparables, car c'est sous l'Empire romain que les fondations ont eu dans l'Orient hellénique leur plus beau développement et la fondation romaine a subi profondément l'influence de l'Orient; mais c'est naturellement l'antiquité grecque qui a fourni la plus grande partie du sujet. L'introduction définit la fondation qui n'a jamais été, comme aujourd'hui, une personne juridique indépendante, classe géographiquement les textes littéraires sur papyrus et surtout épi-

1. Clinton Walker Keyes, *The rise of the Equites in the third century of the Roman Empire*. Princeton, Princeton University Press, 1915, in-8°, 54 p.

2. Bernhard Laum, *Stiftungen in der griechischen und römischen Antike; ein Beitrag zur antiken Kulturgeschichte*. Leipzig-Berlin, Teubner, 1914, 2 vol. in-8°, x-255 et vii-224 p.

graphiques et esquisse l'évolution historique des fondations : naissance au v^e siècle av. J.-C., dans les îles de la mer Égée, multiplication rapide dans le monde grec jusqu'au II^e, diminution au I^{er}, nouveau et grand développement aux trois premiers siècles de l'Empire, avec l'apogée sous Hadrien dans les villes de l'Asie Mineure et aussi dans l'Occident en Italie, en Gaule et en Afrique, décadence rapide aux IV^e et V^e siècles ap. J.-C. par suite de l'appauvrissement général et de la victoire du christianisme. L'auteur étudie ensuite successivement, en dressant sur chaque point des listes alphabétiques, géographiques et des statistiques, les traits caractéristiques des fondateurs, connus surtout pour le monde oriental, hommes ou femmes, princes, citoyens nobles, riches, investis de fonctions civiles ou religieuses ; les motifs des fondations, de la part des rois l'intérêt politique, de la part des particuliers, magistrats, anciens magistrats la charité sociale, le patriotisme local, la vanité, l'amour des titres et des honneurs, tels que le patronat en Occident, la piété, le désir d'entretenir leur mémoire par des soins spéciaux, des fêtes, des jeux, des sacrifices ; le sens controversé de l'épithète grecque *aionios* (en latin *perpetuus*, perpétuel), qui paraît être simplement honorifique. Le troisième chapitre expose la forme extérieure des donations, les mots caractéristiques, conjonctions et prépositions, et surtout le but, les trois catégories d'œuvres, religieuses, agonistiques et sociales. Les premières, les plus anciennes, établissent pour les dieux, les héros, les souverains divinisés des cultes, des sacrifices, des banquets, des distributions ; pour les simples mortels défunts des sacrifices surtout dans les pays doriens, des fêtes, banquets et distributions au tombeau, le soin et l'entretien de ce monument par les parents, par des confréries familiales, par les autorités publiques, par les affranchis ; le *stephanôtikon*, les *Rosalia*. Les fondations agonistiques soit de jeux, soit d'huile pour les gymnases sont rares dans l'Occident. Les fondations sociales, expliquées par l'appauvrissement des classes inférieures et la concentration des fortunes, s'adressent soit à la cité entière, soit à des corps, tels que corporations, collèges de magistrats, de prêtres, sénats, gérousies, tribus, augustales, éphèbes, jeunes gens (*neoi*) et consistent en contributions pour les liturgies, les magistratures, les bâtiments publics, les écoles, en distributions d'argent, de blé, en fondations alimentaires. Les chapitres suivants exposent le formulaire, selon que la fondation a lieu du vivant du fondateur ou par testament ; la promesse de fondation ; l'enregistrement ; le mode de représentation des incapables, femmes et mineurs ; l'administration du capital consistant soit en immeubles, soit de plus en plus en argent, quel-

quefois en rentes; le placement des fonds; les garanties et moyens qui les protègent, consécration à la divinité, hypothèques, défenses de modifier, de violer les clauses, amendes, imprécations et malédictions, menaces de retrait; les règlements soit publics, soit corporatifs qui interprètent la volonté du fondateur; le contrôle des autorités romaines; la durée de la fondation, en théorie perpétuelle, en fait assez courte. Le dernier chapitre du premier volume résume le livre et y ajoute des renseignements sur les fondations de l'Égypte ancienne et de la Babylonie. Le deuxième volume renferme les textes, divisés selon le cas en chapitres, classés géographiquement et annotés, environ 231 textes grecs avec la traduction allemande et 148 textes latins, puis la traduction de 22 textes égyptiens et babyloniens, des corrections, des notions sur quatre textes nouveaux et quatre tables et indices.

III. HISTOIRE, ARCHÉOLOGIE ET GÉOGRAPHIE DES DIFFÉRENTS PAYS. — *Italie et Sicile.* — C'est avec une assurance remarquable que M. Th. LLOYD résout les problèmes les plus ardu, soutient les hypothèses les plus inattendues, non seulement sur la *Formation du peuple romain*¹, sujet de son livre, mais aussi sur les effets de la période glaciaire, sur les peuples primitifs de l'Europe, sur l'origine des Aryens. A l'époque néolithique, tout le bassin de la Méditerranée, peut-être même l'Arabie, la Babylonie, la Perse sont occupés par une race brune, petite, dolichocéphale qui atteint déjà un haut degré de civilisation, notamment dans l'Égypte, la Crète, l'Italie; asservie par les invasions des Celtes, des Germains, des Grecs, et d'abord en Italie des Étrusques, elle continue à former le fond de la population, s'unit plus ou moins aux envahisseurs, maintient une partie de son vocabulaire, sa religion. Pourquoi ne trouve-t-on aucune trace des Latins et autres peuples apparentés en dehors de l'Italie centrale? C'est que ces Latins sont en réalité des *Celtes*, des Gaulois; ces Celtes ont refoulé les Étrusques et conquis Rome à une époque bien antérieure aux guerres gauloises; ils forment le patriciat au-dessus de la race brune qui est la plèbe. La preuve de cette origine celtique est fournie par l'étroite parenté du latin et du gaélique dans les formes grammaticales, dans les désinences et surtout dans le vocabulaire, comme le prouvent de longues listes de pronoms, d'adjectifs, de prépositions, d'adverbes, de termes surtout de nombres, de temps, de religion, de parenté, d'animaux. Les historiens accepteront difficilement cette identifica-

1. Thomas Lloyd, *The making of the Roman people*. Londres-New-York, Longmans, 1914, in-8°, vi-136 p.

tion des Latins et des Celtes; les linguistes vérifieront cette parenté du latin et du gaélique.

Les douze articles des *Études siciliennes et italiotes* de M. PARETI¹ sont consacrés aux parties les plus obscures de l'histoire de la Sicile grecque et fournissent par conséquent plus de controverses, d'hypothèses que de résultats précis; mais en général sa critique est aussi sagace et judicieuse qu'érudite et fait justice d'une foule d'inventions encombrantes. Sur *Dorieus*, *Pentathlos* et *Héraclès*, il a raison de maintenir contre Niese, Costanzi et autres le récit et la chronologie d'Hérodote pour cet épisode de Dorieus, utilisé ensuite pour ceux d'Héraclès et de Pentathlos. Dans l'article sur la *Chronologie sicilienne du début du V^e siècle av. J.-C.*, les modifications que M. Pareti apporte à la chronologie traditionnelle des tyrans Cléandros, Hippocrate et Gélon, en abaissant la mort d'Hippocrate de 491 à 485, ne nous paraissent pas suffisamment fondées. L'article sur le *Nom de Messana et les Messéniens du Péloponèse* adopte avec vraisemblance l'opinion de Beloch sur l'apparition du nom de Messana en 486, admet selon Strabon comme élément principal de la population établie à Messana par Anaxias des Messéniens exilés à la suite de quelque soulèvement inconnu contre Sparte et identifie avec raison Scythès, tyran de Zancle, avec Scythès, père de Cadmos. Deux articles (4 et 6) traitent de la *Bataille de l'Himéra*; le premier, surchargé d'hypothèses, en expose les causes lointaines, l'alliance d'une partie des colonies grecques avec Carthage; le second, beaucoup plus satisfaisant, étudie la tradition depuis Hérodote jusqu'à Trogue Pompée, dans Éphore, Théopompe, Timée, Polybe et montre nettement l'origine des falsifications: le synchronisme entre les batailles de l'Himéra et de Salamine est une invention des Siciliens pour justifier Gélon et établir le parallélisme entre les victoires des Grecs et ceux des tyrans de Syracuse; Éphore a inventé l'alliance des Perses et des Carthaginois; Timée, le synchronisme entre l'Himéra et les Thermopyles, les chiffres excessifs des armées, la plupart des clauses du traité entre Amilcar et Gélon. L'article sur *Théognis*, bien conduit, sinon convaincant, accepte la thèse de Beloch sur la patrie de ce poète, réfute celle de Mancuso sur sa date: Théognis écrit d'abord en Sicile au début du V^e siècle avant la prise de Mégare de Sicile par Gélon en 482, puis à Mégare de Grèce vers 480-479. Au sujet des *Trépieds des Dinoménides*, M. Pareti essaie de compléter la

1. L. Pareti, *Studi siciliani e italiani (Contributi alla scienza dell' Antichità pubblicati da G. de Sanctis e L. Pareti. Vol. I)*. Florence, Seeber, 1914, in-4°, 356 p. et 3 pl.

seconde dédicace et dans l'épigramme de Simonide admet les trois distiques en mettant au milieu le distique sur la valeur de l'offrande. Sur *l'Histoire et la topographie de Géla*, il soutient les opinions suivantes : le fleuve Géla n'a pas changé d'embouchure, il n'y a eu qu'une destruction de la ville et elle n'a jamais été rebâtie. Dans l'article sur une *Histoire des cultes de la Sicile ancienne*, M. Pareti propose d'étudier les divinités, non, comme Ciaceri, par groupes, mais par villes, surtout en les comparant à celles des métropoles, et il prend comme exemple Sélinonte, colonie de Mégare de Sicile, dont la plupart des cultes viennent de Mégare de Grèce. L'article très original et très persuasif sur *l'Étymologie de Rhégion chalcidien et l'élément samnitique dans le Bruttium* essaie d'expliquer autrement que Pais et de Sanctis le texte obscur et controversé de Strabon (6, 1, 6) : le nom de Rhégion, qui signifie bien royal, n'est ni grec ni latin, mais italique; il vient des Samnites, issus des Sabins et établis dans cette région vers 500-450, et Strabon a trouvé l'étymologie dans Posidonius. Sur *la Chronologie des premières colonies grecques en Sicile*, les poteries confirment les données approximatives de Thucydide et l'ordre d'arrivée des colons. Le dernier article sur *les Galeotai, Megara Hyblaea et Hybla Geleatis* aboutit contre Ciaceri, Pais et d'autres à ces conclusions : il y eut bien les trois villes Hybla Geleatis (ou Gereatis), Hybla Heraea, Megara Hyblaea, épithète tirée d'une ancienne Hybla dont l'éponyme s'appelait Hyblon; Tauromenium a été repeuplée en 358 avec des Naxiens et des Messéniens de Zancle, exilés à Hybla Geleatis; les Galeotai ne sont pas des devins de la déesse Hybla, venus de Mégare de Grèce ou de la Carie, mais une famille de devins répandue dans la Sicile et surtout à Syracuse.

Germanie. — Le livre de M. SCHULZ-MINDEN sur *la Maison germanique à l'époque préhistorique*¹ reproduit sa thèse de doctorat présentée en 1912 à l'Université de Berlin et groupe un grand nombre de faits et de documents en utilisant la linguistique, les témoignages littéraires et les représentations figurées de l'antiquité classique, les urnes-cabanes de l'Allemagne occidentale, mais surtout naturellement les restes d'habitations fournis par les fouilles. Son classement chronologique et topographique suit les idées de son maître M. Cossina sur l'extension successive des races germaniques depuis leur départ de la Scandinavie en passant par le Jutland; une méthode d'exposition passablement bizarre le fait partir

1. Dr Walther Schulz-Minden, *Das germanische Haus in vorgeschichtlicher Zeit* (Mannus Bibliothek, fasc. 11). Würzburg, Curt Kabitzsch, 1913, in-8°, 128 p., avec 48 gravures.

de la période voisine de l'époque romaine pour remonter jusqu'à l'âge de la pierre. Quatre appendices exposent *l'Habitation celtique de la Tène*, *les Maisons avec auvent de l'époque préhistorique*, *les Restes d'établissements illyriens dans l'Allemagne orientale*, *l'Évolution de la maison germanique à l'époque historique*.

C'est dans le même ordre d'idées que M. K. SCHUMACHER a réuni les *Matériaux pour l'histoire de l'occupation de l'Allemagne*¹, qui comprennent, après une notice bibliographique, les relevés des cartes archéologiques, des modèles de maisons, de bourgades, d'enceintes, des types de routes, des documents relatifs aux exploitations agricoles, aux salines, aux poteries, sous la forme de cartes, de plans, de photographies, de dessins, qui constituent une collection de première utilité.

M. WOLFF a exposé l'histoire de la *Wettéravie méridionale à l'époque préhistorique et au début de l'époque historique*² dans un livre très complet, très soigné, pourvu d'une excellente carte, qui renferme les lieux, la chronologie, l'inventaire, l'appréciation de toutes les trouvailles, qui détermine les établissements primitifs, leurs raisons d'être, les anciennes routes jusqu'au moyen âge, qui résume l'état actuel de nos connaissances sur le *limes romain* dans cette région. Il a exposé à part, avec la même précision, un des points les plus importants de son sujet, *Francfort-sur-le-Mein et ses environs*³, pendant la même époque.

Le discours de M. VOLLMER à l'Académie des sciences de Munich sur la *Conservation et l'interprétation des inscriptions romaines en Bavière*⁴ expose sommairement l'histoire de l'épigraphie latine dans ce pays depuis le *xv^e siècle* jusqu'à nos jours, les mérites et les défauts des premiers recueils d'Amantius, d'Apianus, de Choler, de Welser et surtout d'Aventin et de Peutinger. Il donne d'amusants exemples d'erreurs épigraphiques et de transformation de monuments païens en monuments chrétiens.

1. K. Schumacher, *Materialen zur Besiedelungs-Geschichte Deutschlands* (t. V des *Catalogues du Musée central romain-germanique de Mayence*). Mayence, Wilckens, 1913, in-8°, 270 p., avec 14 planches et 30 gravures.

2. G. Wolff, *Die südliche Wetterau in vor-und frühgeschichtlicher Zeit*. Herausgegeben von der Röm. germ. Kommission des kais. Arch. Instituts. Francfort, Ravenstein, 1913, in-8°, iv-196 p.

3. *Frankfurt a. M. und seine Umgebung in vor-und frühgeschichtlicher Zeit*. Francfort, Henschel, 1913, in-8°, 114 p.

4. Friedrich Vollmer, *Über Fürsorge und Verständnis für römische Inschriften in Bayern*. Festrede gehalten in der öffentlichen Sitzung der K. Akademie der Wissenschaften am 15 november 1913. Munich, Franz, 1913, in-4°, 21 p.

Sous le titre *la Germanie rhénane dans les inscriptions anciennes*¹, M. RIESE a complété son recueil précédent des textes littéraires par un excellent et très utile recueil des inscriptions relatives à la Germanie, extraites des différents tomes du *Corpus*, surtout naturellement du tome XIII et des autres recueils et revues, et classées en sept chapitres. Le premier comprend les inscriptions qui se rapportent aux empereurs et celles qui indiquent des faits historiques; le second celles des magistrats provinciaux, légats et procureurs des deux Germanies, de la Belgique, premiers gouverneurs de la Rhétie et autres fonctionnaires; le troisième celles des différents corps de troupes et aussi des corps germaniques établis primitivement dans les autres provinces. Les chapitres suivants renferment les notions géographiques sur les pays, les individus, les inscriptions votives avec les imprécations, les inscriptions funéraires, les petites inscriptions relatives à la vie privée, vers, souhaits, noms d'artistes, textes inscrits sur des poteries, des mosaïques, des cachets d'oculistes, des poids, des objets de fer, d'argent, d'or, de bronze, de plomb et sur d'autres matières. Le volume est complété par une liste des abréviations épigraphiques et deux indices très complets.

Espagne. — Le livre de M. Macias LIÁÑEZ, *Mérida monumental et artistique*², est un excellent guide, complet, bien illustré des antiquités de Mérida et du musée archéologique dont il est le directeur. Après une esquisse de l'histoire de la ville depuis l'établissement ibérique, prédécesseur de la colonie romaine, jusqu'à sa reprise sur les Maures en 1479, l'auteur décrit successivement tous les monuments anciens de Mérida, la muraille, les ponts, les aqueducs, les temples, le cirque, l'amphithéâtre, le théâtre, les constructions arabes, puis il dresse le catalogue des principales sculptures et inscriptions du musée.

Sous le titre *Fouilles de Numance*³, M. J.-R. MÉLIDA a exposé au public les résultats extraordinairement riches et importants des fouilles qu'il dirige à Numance pour le compte du gouvernement espagnol, à côté de celles que fait M. Schulten dans les camps romains. C'est toute l'histoire et la vie de la ville ibérique qui sortent de terre.

1. Alexander Riese, *Das rheinische Germanien in den antiken Inschriften*. Leipzig-Berlin, Teubner, 1914, in-8°, 479 p.

2. Maximiliano-Macias Liáñez, *Mérida monumental y artistica*. Barcelona, Sociedad la Neotipia, 1913, in-8°, 187 p., avec un plan.

3. J.-R. Mélida, *Excavaciones de Numancia. Memoria presentada al Ministerio de Instrucción pública y Bellas Artes por la Comisión Ejecutiva*. Madrid, José Blass, 1912, in-4°, 51 p., avec 30 gravures, 65 planches hors texte et 4 cartes.

Les plans, les illustrations, les planches du livre montrent la topographie, les rues de la ville, les objets recueillis, en particulier les armes des Numantins et surtout les poteries, réunies au musée de Soria, produits d'une industrie très originale qui va depuis l'époque préhistorique jusqu'à la conquête romaine. On n'a encore exhumé qu'une partie de la ville, sans la nécropole. On peut donc attendre que les fouilles ultérieures donneront des résultats encore plus abondants.

Afrique. — Le fascicule 28 des *Sources et recherches pour l'histoire et la géographie anciennes* renferme la *Géographie de la Libye dans Strabon*¹, par M. F. STRENGER. La première partie de ce travail expose l'histoire de la découverte de la Libye, c'est-à-dire de l'Afrique, dans les deux premiers livres de Strabon. M. Strenger réunit et commente avec soin et sagacité tous les renseignements conservés à ce sujet depuis Homère jusqu'à Strabon; il étudie en particulier les divers sens et l'extension du mot Libye, les discussions entre les interprètes d'Homère, surtout entre les Alexandrins et les Stotciens, sur le voyage de Ménélas en Égypte, la situation des Lotophages, le périple d'Hannon, le voyage de Polybe, les trois expéditions d'Eudoxos de Cyzique, placées l'une avant 116, les deux autres vers 111 et vers 109, les données sur la largeur de l'Afrique. La seconde partie est consacrée aux sources de Strabon au livre XVII, 3, et au commentaire de ses descriptions. Strabon, peu original, dépourvu de sens critique, dépeint l'Afrique comme il l'a vue dans ses trois sources essentielles : pour les côtes Ératosthène et un périple d'Artémidore, pour le pays et les habitants Posidonius dans son traité sur l'Océan et ses *Histoires*. Il a utilisé en outre plusieurs sources accessoires, Polybe, surtout pour l'histoire et la géographie de Carthage, Agrippa, ses propres ouvrages historiques, peut-être Timée, Iphicrates et pour la Cyrénaïque le commentaire sur Homère de Démétrius de Skepsis plutôt qu'Artémidore. On ignore la source de la digression sur la guerre civile. Chemin faisant, M. Strenger commente soigneusement Strabon, à l'aide des autres géographes anciens, sur tous les points importants, notamment sur les dimensions de l'Afrique, sur la division de la terre en continents, sur l'Atlas, sur les sources du Nil, sur les principaux caps de l'Afrique, sur le Molochat (tantôt le Chélif, tantôt la Moulouya). Il relève quelques erreurs de Strabon ou de ses sources, sur le siège d'Utique par Jugurtha, sur les forces de Cirta qui sont en réalité celles de Jugurtha, sur les 700,000 âmes de Carthage, chiffre excessif, sur

1. Ferdinand Strenger, *Strabos Erdkunde von Libyen (Quellen und Forschungen zur alten Geschichte und Geographie*, herausgegeben von Sieglin, Heft 28). Berlin, Weidmann, 1913, in-8°, 140 p.

les 180,000 stades de longueur de la terre, chiffre faussement tiré de Posidonius. On voit quelle est l'importance de la contribution apportée par M. Strenger à l'histoire de la géographie ancienne de l'Afrique.

Illyricum. — Le tome VI publié par la Commission des Balkans (Académie des sciences de Vienne), renferme la monographie de la *Ville romaine de Doclea dans le Monténégro*¹, par M. Piero STICOTTI, avec la collaboration de MM. JELIĆ et IVEKOVIĆ. Ce travail, très complet, résumé des études et des fouilles antérieures, décrit la situation actuelle et les restes des monuments anciens de Doclea, située au nord de Podgoritz et qui paraît avoir été un municipe de l'époque des Flaviens; il donne toutes les inscriptions, dont plusieurs inédites. M. Jelić a esquissé l'histoire de Doclea après la période romaine.

Gaule. — Dans le premier volume d'un ouvrage consacré à la céramique romaine du musée provincial de Trèves, M^{me} FÖLZER étudie avec compétence et précision les *Vases ornés des fabriques de poteries sigillées de la Gaule orientale*² en indiquant soigneusement les lieux des trouvailles, les motifs de décoration, les noms des potiers, en établissant la succession chronologique des ateliers, pour les plus anciennes pièces Lezoux, dès l'époque des Flaviens Luxeuil, sous Trajan La Madeleine près de Nancy, sous Hadrien de nombreuses fabriques du département de la Meuse et déjà Trèves qui, jusqu'au III^e siècle ap. J.-C., n'exporte que dans la Belgique et dans les régions situées au nord du Mein. Trente-trois belles planches reproduisent les principaux types et tous les décors.

IV. RELIGION. — L'infatigable M. WARDE-FOWLER a examiné dans six lectures faites à Oxford les *Opinions des Romains sur la divinité au dernier siècle av. J.-C.*³, en utilisant particulièrement le traité de Cicéron de *natura deorum*. Pour arriver à l'idée de la divinité suprême, les Italiens et les Romains ne pouvaient utiliser ni le culte des morts, ni celui du soleil qui n'a excité d'intérêt qu'à l'époque de Cicéron, grâce à Posidonius, mais seule-

1. Piero Sticotti, *Die roemische Stadt Doclea in Montenegro*. Vienne, Holder, 1913, in-4°, II-228 p., avec un plan et 148 figures.

2. E. Fölzer, *Die Bilderschüsseln der ostgallischen Sigillata-Manufakturen Römischen Keramik in Trier*, herausgegeben von der Direktion des Trierer Provinzialmuseums. I. Bonn, Marcus et Weber, 1913, in-8°, 84 p. et 33 planches.

3. W. Warde-Fowler, *Roman ideas of Deity in the last century before the christian era*. Londres, Macmillan, 1914, in-8°, VII-167 p.

ment quatre éléments principaux : les cultes familiaux et domestiques, restes spiritualistes de l'animisme, Vesta, les Pénates, le *Genius* ; le culte de Jupiter, dieu du ciel, de la bonne foi, du serment, protecteur de l'Empire, qui représente le vieux fond monothéiste et que les disciples de Posidonius, Cicéron, Varron, paraissent identifier avec le dieu suprême des stoiciens ; puis le culte de la Fortune, force cosmique, diversement interprétée, cours naturel des choses, nature dans Panaetius, Polybe, Lucrèce, chance, pouvoir capricieux dans César, Salluste, Cicéron, force morale et providence dans Virgile, Tite-Live ; enfin le culte des grands hommes, surtout celui de César et d'Auguste, qui, contraire à l'esprit romain, n'a pu se développer que sous des influences grecques, orientales et égyptiennes. M. Warde-Fowler esquisse rapidement la décadence du panthéon romain, les idées religieuses des poètes de l'époque d'Auguste, Virgile, Tibulle, Horace, Properce, Ovide, la tendance au syncrétisme et au monothéisme qu'indiquent les listes de dieux sur les inscriptions. Sans apporter d'idées nouvelles, ces recherches sont cependant intéressantes et d'une lecture agréable.

L'éminent archéologue portugais J. LEITE DE VASCONCELLOS a publié le dernier fascicule de son beau livre sur les *Religions de la Lusitanie*¹ qu'il avait commencé en 1892 et qui constitue un véritable recueil des antiquités du Portugal. Il y a exposé dans une première partie le culte des morts, les modes des funérailles, incinération et inhumation, la décoration des tombeaux et les épitaphes, les associations funéraires ; dans une deuxième partie, les temples, les sacerdoces, les cérémonies religieuses, les amulettes. Des chapitres spéciaux sont consacrés aux religions des conquérants barbares, Suèves et Visigoths, et aux survivances patennes.

Ch. LÉCRIVAIN.

HISTOIRE DE FRANCE.

FIN DU MOYEN AGE (1328-1498).

PUBLICATIONS DE TEXTES. — L'évolution du droit et de la jurisprudence en Normandie, de la fin du XIII^e siècle à la fin du XVI^e, est médiocrement connue. Il y a intérêt à publier les coutumiers annotés, recueils d'arrêts, traités de droits et styles encore inédits. MM. G. BESNIER et R. GENESTAL ont emprunté à un manuscrit

1. J. Leite de Vasconcellos, *Religiões da Lusitania*, vol. III, fasc. III, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1913, in-8°, p. 369-636.

du ^{xv} siècle, conservé sous le n° 881 à la bibliothèque de Rouen, un petit style de procéder¹, qui a été composé entre 1386 et 1390 par un juge, appartenant probablement à la justice de Saint-Ouen. L'abbaye de Saint-Ouen n'avait à cette époque qu'une basse justice. C'est précisément là ce qui fait l'intérêt spécial de ces *Instruccions et Ensaignemens*, car les traités de droit et de procédure ne nous renseignent généralement point sur les particularités des justices seigneuriales. Du reste, notre juriste a une idée très relevée de sa fonction, ainsi que le prouvent les deux premières pages, fort savoureuses, du texte que MM. Besnier et Genestal ont soigneusement édité pour la *Bibliothèque d'histoire du droit normand*.

Dans la même collection, M. André GIFFARD nous a donné de très intéressantes ordonnances inédites, sur le fait des poulaillers, poissonniers de mer, tisserands de draps, teinturiers, tanneurs, corroyeurs et cordonniers d'Évreux². Elles sont l'œuvre de l'auteur du *Grand coutumier de France*, Jacques d'Ableiges, qui fut, de 1385 à 1389 environ, bailli d'Évreux. Elles faisaient partie intégrante du *Coutumier*; mais on ne les trouve que dans un seul des manuscrits de cette compilation, celui qui est conservé au Vatican. Trois ordonnances sont datées de 1385; deux de 1386 et deux de 1387. Le rôle des baillis et des sénéchaux dans la réglementation de l'industrie et du commerce a déjà été signalé et défini, notamment dans les excellents ouvrages de M. Boissonnade sur l'*Organisation du travail en Poitou* et de M. Dupont-Ferrier sur les *Officiers royaux des bailliages et sénéchaussées à la fin du moyen âge*. Mais les ordonnances de Jacques d'Ableiges apportent des précisions intéressantes. Les amendes et les marchandises confisquées reviennent, pour une grande part, au roi. Ce sont les gardes et jurés qui surveillent les marchandises quand le métier est organisé en corporation; cependant, le bailli se réserve, sur le fait et métier des cordonniers, d'examiner lui-même les cuirs qui auront été jugés mauvais par les jurés. Jacques d'Ableiges, pour justifier les règles qu'il édicte, invoque tantôt l'intérêt des consommateurs, tantôt l'« honneur » du métier.

HISTOIRE PROVINCIALE ET LOCALE. — Le troisième tome de l'histoire du comté de Nevers due à M. René DE LESPINASSE³ com-

1. *Instruccions et Ensaignemens, style de procéder d'une justice seigneuriale normande* (Bibliothèque d'histoire du droit normand, publ. sous les auspices de la Faculté de droit de l'Université de Caen, première série, t. II). Caen, Jouan, 1912, 79 p.

2. *Ordonnances de J. d'Ableiges pour les métiers d'Évreux* (même collection, t. III). Caen, Jouan, 1913, 35 p.

3. *Le Nivernais et les comtes de Nevers*, t. III. Paris, Champion, 1914, 618 p. Prix : 12 fr.

mence par un chapitre sur le Nivernais de 1350 à 1380, où l'auteur a utilisé « quelques documents omis dans le précédent volume ». Il continue par une histoire de cette seigneurie, de 1384 à 1491. Le Nivernais appartient, pendant cette période, à des cadets de la maison de Bourgogne. Jusqu'à la fin de la guerre de Cent ans, malgré la prudente attitude des comtes, le pays est sans cesse ravagé par les gens de guerre. L'ouvrage de M. de Lespinasse est un copieux répertoire de faits, puisés le plus souvent à des sources inédites, et où l'historien trouvera d'abondants renseignements sur les détails de la guerre et la détresse du pays. Çà et là, on peut glaner des informations sur l'histoire sociale, les communautés agricoles qui exploitaient des terres en commun, les affranchissements en bloc, les transformations de la propriété, la décadence du franc-alleu, très fréquent dans les environs de Nevers. On rencontre aussi des indications sur les institutions politiques et sur le développement de l'autorité royale en Nivernais : intéressante question, étudiée par M. Despois dans un livre dont il sera parlé plus loin, car il déborde les cadres chronologiques de ce *Bulletin*. Il est fâcheux pour M. Despois qu'il n'ait eu à sa disposition que les deux premiers volumes de l'ouvrage de M. de Lespinasse. La collection de faits amassée par l'érudit nivernais lui aurait donné la matière dont il a manqué pour ce qui regarde le xv^e siècle.

M. Jean MARX a étudié, d'après les meilleures sources, l'*Inquisition en Dauphiné* ou, comme l'indique un sous-titre plus précis, *le Développement et la répression de l'hérésie et de la sorcellerie du XIV^e siècle au début du règne de François I^{er}*, dans les diocèses de Vienne, Grenoble, Valence, Embrun et Gap. L'hérésie vaudoise, née à Lyon au xii^e siècle et acceptée rapidement en Lombardie, s'était propagée au xiii^e en Dauphiné; en 1235, Étienne de Bourbon la rencontrait dans le diocèse de Valence. On s'est demandé comment s'était faite cette propagation; certains ont soutenu qu'elle s'était opérée de l'est à l'ouest, de l'Italie en Dauphiné, et non pas directement du nord-ouest vers le sud-est. Les très faciles communications de Lyon avec le Bas-Dauphiné rendent cependant bien vraisemblable l'expansion directe des doctrines de Pierre Valdo dans les diocèses voisins, soit par missions, soit par émigration des hérétiques. Comba, dans sa récente histoire des Vaudois, émet l'hypothèse que les Vaudois se réfugièrent en Dauphiné après la croisade des Albigeois. C'est une idée que je reprendrais assez volontiers à mon compte. M. Marx la repousse,

1. Paris, Champion, 1914, xxiv-294 p. Prix : 7 fr. (Bibl. de l'École des Hautes-Études, fasc. 206). Cf. *Revue histor.*, t. CXVIII, p. 317.

parce qu' « il n'y avait point de populations vaudoises très nombreuses en Languedoc ». Sans doute, mais lors de la dernière croisade albigeoise, en 1226, le roi de France est arrivé dans le Midi en suivant la rive gauche du Rhône, par Lyon et Valence; après un siège en règle, il s'est emparé d'Avignon et a livré au légat du pape cette république, qui passait pour rebelle au Saint-Siège et accueillante aux hérétiques. Il est bien probable que ces grands événements, qui eurent un retentissement énorme, déterminèrent les Vaudois de la vallée du Rhône à se réfugier dans les Alpes. Peut-être, dès cette époque, s'enfuirent-ils jusque dans le Briançonnais. Quoi qu'il en soit, on trouve au *xiv^e* siècle des Vaudois installés dans plusieurs vallées des Hautes-Alpes, et notamment au pied du Pelvoux, dans l'admirable et sauvage pays qui portait alors le nom désobligeant de Valpute et qui prit au temps de Louis XI celui de Vallouise. On montre encore aujourd'hui, à l'entrée de cette vallée, une énorme muraille du *xiv^e* siècle, qu'on prétend, à tort du reste, avoir été construite par les Vaudois pour se défendre contre leurs persécuteurs¹.

L'Inquisition franciscaine, établie en Dauphiné dès la seconde moitié du *xiii^e* siècle, poursuivit à la fois les Vaudois et les sorciers. M. Marx résume méthodiquement les documents sur la sorcellerie dauphinoise au *xiv^e* et au *xv^e* siècle. Il pense que les scènes de sabbat et les prétendus crimes des sorciers et des sorcières sont sortis de la doctrine des juges, au moins autant que de l'imagination affolée des malheureux qu'ils interrogeaient et faisaient au besoin torturer; l'uniformité des procès est la meilleure preuve que les réponses des accusés étaient dictées par ceux qui les « questionnaient ». M. Marx croit aussi que le crétinisme si fréquent dans les Alpes (et notamment dans la Vallouise) a pu influencer sur le développement de croyances et de pratiques absurdes. Nous sommes entièrement d'accord avec lui.

Les Vaudois, comme les sorciers, avec lesquels on les confondit parfois, furent traqués avec acharnement, bien qu'ils paraissent avoir été plus innocents encore que les sorciers des crimes obscènes qu'on leur imputait. On alla jusqu'à la « croisade ». L'expédition de 1488 dans le Briançonnais mit fin à la Vauderie du Dauphiné. Les hérétiques qui survivaient rentrèrent dans le giron de l'Eglise.

1. M. Marx ne parle pas de cette tradition. Elle a été ruinée récemment par la découverte d'un acte du seigneur de Bouville, gouverneur du Dauphiné, ordonnant en 1376 de construire cette muraille pour résister aux routiers des grandes compagnies (acte reproduit dans le *Bassin du Rhône*, janvier 1913, p. 105).

Ils obtinrent d'ailleurs du Grand Conseil, en 1509, une sentence qui les réhabilitait en quelque sorte, car elle cassait les procédures du commissaire apostolique Alberto Cattaneo et de l'archevêque d'Embrun Jean Baile.

Déjà, au temps de Louis XI, les Vaudois avaient obtenu l'appui du roi, et il y avait eu conflit entre le Grand Conseil et l'archevêque d'Embrun. M. Marx a cherché à expliquer l'attitude de Louis XI. Il en trouve la raison dans la haine du roi contre l'archevêque d'Embrun. Ici encore nous reprocherons à M. Marx de limiter un peu trop étroitement ses recherches et de ne pas profiter de toutes les ressources de l'histoire générale. Des documents mêmes qu'il cite, on doit conclure que c'est seulement pendant la première partie de son règne que Louis XI poursuivit de ses rancunes l'archevêque Jean Baile; c'était l'époque où, avec une imprudence qu'il dut regretter tout haut dans la suite, il cherchait à se venger de tous ceux qui ne l'avaient pas soutenu avant son avènement. Après la Ligue du Bien public, il devint plus raisonnable, se réconcilia avec les serviteurs de Charles VII et, en 1468, il leva la mainmise sur le temporel d'Embrun. Pourquoi accorda-t-il sa protection aux Vaudois? C'est que d'abord il connaissait très bien le Dauphiné, l'ayant parcouru en tous sens pendant dix ans, et il considérait sans doute les gens des « Vallées » comme des sujets tout à fait inoffensifs; d'autre part, durant tout son règne, il traita très rudement le clergé de France, ne supporta de sa part aucune velléité d'indépendance, et l'action des tribunaux ecclésiastiques collaborant avec l'Inquisition choquait sans aucun doute son esprit autoritaire. Enfin, M. Marx a-t-il remarqué à quelle époque, dans l'histoire générale du règne, se place l'intervention de Louis XI en faveur des Vaudois? Les premières lettres royales sont du 18 mai 1478, les dernières du 8 avril 1479. Après cette date, Louis XI ne paraît plus s'être occupé personnellement de cette affaire. Or, en 1478-1479, il était brouillé avec le pape Sixte IV, qui avait fort probablement favorisé sous main la conjuration des Pazzi contre les Médicis. Après le meurtre de Julien (26 avril 1478) et l'invasion de la Toscane par les troupes pontificales, Laurent de Médicis avait demandé aide à Louis XI, qui lui envoya Philippe de Commines pour se concerter avec lui. Les lettres accréditant Commines sont du 12 mai 1478¹; c'est six jours après que Louis XI défend aux inquisiteurs de procéder sans son autorisation contre les Vaudois. Assurément, son irritation contre Sixte IV a dû être pour quelque chose dans cette attitude.

1. *Lettres de Louis XI*, édit. de la Société d'histoire de France, t. VII, p. 59.

Je n'ai pas de critiques importantes à adresser à M. Marx. Son livre est fondé sur de longues recherches, qui ont été poursuivies jusqu'en Angleterre. On y trouvera exposée pour la première fois avec précision l'histoire de l'Inquisition dauphinoise, qui collabora avec la cour archiépiscopale d'Embrun et le parlement de la province pour la répression de l'hérésie et perdit de plus en plus son importance au profit de la justice royale. Les détails donnés sur la sorcellerie présentent moins de nouveauté, mais les développements oiseux sont évités et les monotones « leitmotifs » des procès sont résumés avec une sobriété qu'il faut louer. L'intéressant ouvrage de M. Marx repose des fastidieuses compilations qu'on a publiées depuis quelques années sur l'histoire de la sorcellerie.

M. E. MOREL¹ a reconstitué d'après un ensemble de documents de la fin du xiv^e siècle et du commencement du xv^e, et notamment le registre des rentes foraines de 1382, le plan d'Arras-Ville, c'est-à-dire de la partie d'Arras qui dépendait du comte d'Artois, à la différence de la Cité, qui dépendait de l'évêque. Avec cartes à l'appui, il nous décrit, maison par maison, la topographie de chaque paroisse. Dans son *Introduction* il évoque, non sans talent, la physionomie de l'ancienne ville, dont les maisons et les églises paroissiales ont disparu, mais dont la configuration subsiste. Sauf quelques remaniements que l'on connaît, la plupart des rues d'Arras ont conservé leur direction ancienne, qui leur était imposée par les énormes et solides caves des maisons. Seules, nous dit M. Morel, ont subsisté « ces cryptes romanes ou gothiques, semblables à des chapelles souterraines », avec leur double nef, dont les voûtes en plein cintre ou en croisées d'ogive « reposent sur des pilastres de pierre et sur des colonnes de grès monolithes ». Qui pourrait lire à l'heure actuelle cette description, sans se représenter que ces vieilles caves arrageoises sont, depuis plusieurs mois, le seul refuge de la population contre les bombardements qui ont détruit la ville?

LA FRANCE EN ORIENT. — C'est encore à des préoccupations actuelles que nous reporte la plaquette où M. le chanoine REURE a rappelé un épisode de la vie du preux Chateaufort². Laisse dans Constantinople par l'empereur Manuel, qui partit le 10 décembre 1399 avec Boucaut pour demander des secours aux puissances chrétiennes, Chateaufort défendit pendant près de trois ans la

1. *Plan d'Arras-Ville en 1382*. Arras, impr. Rohard-Courtin, 1914, 512 p., 6 planches.

2. *Jean de Chateaufort a-t-il retardé de cinquante ans la prise de Constantinople par les Turcs?* Montbrison, 1913 (extrait du *Bulletin de la Diana*, t. XIX).

ville, menacée par les Turcs, ce qui fut « grand honneur aux François et grand bien pour la Chrestienté ». M. Reure nous dit qu'au moment où il lut ce mémoire à ses collègues de la *Diana*, la guerre des Balkans n'était pas finie, « et c'était encore une question de savoir si les alliés iraient jusqu'à Constantinople ». La question est posée à nouveau, avec beaucoup d'autres. Des maux que les historiens s'étaient habitués à considérer comme chroniques et à peu près irrémédiables vont sans doute guérir; et ce sera « grand honneur aux François ».

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE LATINE.

PUBLICATIONS DES ANNÉES 1904-1914.

(1^{er} article.)

HISTOIRE GÉNÉRALE. — Au cours du XIX^e siècle, sur le sol de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, de nouvelles nations ont surgi¹, se sont consolidées peu à peu et plusieurs d'entre elles ont grandi remarquablement. Des pays qui avaient été conquis au XVI^e siècle par les Espagnols et les Portugais ont longtemps dépendu de l'Espagne et du Portugal à titre de colonies; mais peu à peu ces nations se sont créées grâce au mélange des races et, une fois affranchies, elles ont vu s'ouvrir devant elles un avenir immense.

L'examen des principes et des conditions de cet avenir, ainsi que des périls qui en menacent l'heureuse évolution, fait le sujet du livre sincère et attachant de M. UGARTE². Après avoir défini les éléments multiples dont se composera la « race » nouvelle qui se constitue dans l'Amérique latine : Indiens, descendants des conquérants et colons espagnols ou portugais, nègres, métis, mulâtres et autres rejetons de sangs mêlés dans les croisements de ces trois éléments, et depuis un siècle, immigrants européens, l'auteur donne ses motifs de croire qu'avec l'augmentation rapide de la population la fusion se fera de plus en plus pour le bien de ces pays, les éléments les plus civilisés entraînant les autres dans la voie du progrès.

1. Se levanta en la faz de la tierra
Una nueva gloriosa nación.

(Hymne national argentin, 1813.)

2. Manuel Ugarte, *El porvenir de la América latina*. Valencia, F. Sempere, [1911], in-16, xvi-322 p. Prix : 2 pesetas.

Une évolution parallèle doit se produire, ajoute-t-il, dans les relations entre les différentes nations latino-américaines, plus ou moins développées, pour la constitution d'un idéal commun qui fasse d'elles un groupe homogène capable de résister au péril des impérialismes *yankee*, japonais et allemand; et il conclut que la « confédération morale » des États de l'Amérique latine pourra sauvegarder leur brillant avenir.

C'est à une conclusion sensiblement analogue que parvient M. GARCIA-CALDERON dans son étude, pleine de faits et d'idées, sur l'évolution de ces républiques, précédée d'une intéressante préface due à M. R. Poincaré¹. M. Calderon recherche dans les conditions historiques les causes des vicissitudes de ces jeunes nations; il expose comment les caractères de la race conquérante se sont perpétués dans ces nouvelles sociétés d'Amérique et dominant, quoique modifiés par le mélange avec l'indien et le nègre; vient ensuite, pour chacun des États créés dans les luttes sanglantes de l'indépendance, une définition de son esprit national, expliqué par l'influence des luttes politiques et des courants d'idées que les chefs de partis ou de factions, les « caudillos », ont réussi à faire prévaloir, d'où la diversité actuelle de ces États, aussi bien économique que politique. En étudiant leur évolution intellectuelle, l'auteur montre la part des idées françaises, qui contribuent avec l'influence de la religion commune et les principes du droit romain, à constituer une conscience commune, d'essence toute latine, dans ces démocraties de l'Amérique méridionale et centrale. M. Calderon prévoit même quel appoint précieux elles pourront fournir, dans les luttes à venir, à la civilisation latine, si elles savent échapper aux périls allemand, nord-américain et japonais et trouver les solutions heureuses des problèmes qui se posent pour elles : financier, politique, social, — car chez elles la fusion des races doit se faire dans le sens du progrès intellectuel et économique, — et national, — car elles doivent s'unir les unes aux autres pour un idéal commun², voire au moyen d'une alliance ou fédération douanière, et coopérer pour la défense de leurs intérêts communs, les états forts aidant les moins puissants.

Des réflexions et prévisions optimistes terminent le livre que M. JAMES BRYCE a consacré à l'Amérique du Sud, dont il a par-

1. F. Garcia-Calderon, *les Démocraties latines de l'Amérique*, préface de M. Raymond Poincaré. Paris, Flammarion, 1912, in-18, 283 p. (Bibliothèque de philosophie scientifique dirigée par le D^r Le Bon). Prix : 3 fr. 50.

2. Dans le conflit actuel entre les États-Unis et le Mexique s'est manifesté l'esprit d'union et d'alliance entre les trois grands États du sud ABC. : Argentine, Brésil et Chili.

couru une partie, allant de l'isthme de Panama en Argentine et en Brésil au détroit de Magellan¹; comme on pouvait s'y attendre d'après le nom de l'auteur, la portée de ce livre dépasse de beaucoup celle d'un simple récit de voyage; ce sont les impressions d'un historien qui, sans négliger les paysages et les monuments ou les ruines, observe les habitants des pays, leur organisation politique et sociale, les ressources économiques des différentes contrées, à la lumière de leur passé. M. Bryce parle, à tous ces points de vue, du canal de Panama, du Pérou, de la Bolivie, du Chili, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Brésil; il a fait d'intéressantes ascensions et excursions dans les Andes, notamment à la frontière du Chili et de l'Argentine, entre lesquels un chemin de fer récent crée un trait d'union par un tunnel de plus de trois kilomètres à 3,200 mètres au-dessus du niveau de la mer, entre l'Atlantique et le Pacifique, instrument du progrès, de l'enrichissement et de la bonne entente de ces deux nations. Un chapitre est consacré à un parallèle entre les deux Amériques, celle du Nord et celle du Sud, et à leurs rapports, ainsi qu'aux relations des latino-américains avec l'Europe. M. Bryce trouve trop sévère l'opinion courante touchant les républiques de l'Amérique latine, car il discerne les preuves d'un progrès social et politique indéniable, dont les éléments principaux sont : l'immigration européenne, qui permettra, dans un avenir plus ou moins prochain, de peupler suffisamment l'intérieur du continent avec une prédominance relative de l'élément blanc, les qualités d'énergie qu'ont léguées les *conquistadores* à leurs descendants, enfin les efforts des États pour la diffusion de l'instruction.

L'intérêt du livre de M. DOMVILLE-FIFE² réside dans l'abondance et la précision des renseignements géographiques, économiques et statistiques qu'il contient sur la République Argentine, les états-unis du Brésil, la Bolivie, le Chili, le Pérou, le Paraguay, l'Uruguay et le Guatemala; c'est un tableau concis de l'outillage commercial et industriel et des ressources de chacun de ces États, accompagné d'autant de cartes et de nombreuses illustrations, avec un paragraphe spécial sur la nature des concessions qu'y accorde chaque gouvernement.

M. CARRANZA a publié le recueil³ des lois constitutionnelles que se

1. James Bryce, *South America; observations and impressions*. Londres et New-York, Macmillan, 1912, in-8°, xxiv-611 p., 5 cartes. Prix : 8 sh. 6 d.

2. Charles W. Domville-Fife, *The great states of South America*. Londres, G. Bell, 1910, in-8°, xv-235 p., 50 photographures et 8 cartes. Prix : 12 sh. 6 d.

3. Arturo B. Carranza, *Digesto constitucional Americano*. Buenos-Aires, C^{ia} Sud-Americana de billetes de banco, 1910, 2 vol. in-8°, xlvii-496 et iv-461 p.

sont données les États souverains de l'Amérique : États-Unis de l'Amérique du Nord et les vingt États, dont quatre à forme fédérale, de l'Amérique latine. Le texte original en est accompagné de notes et appendices indiquant les lois modificatives ou interprétatives concernant certains articles. Dans l'introduction sont rapprochées, en tableaux de concordances, les dispositions essentielles en vigueur dans les vingt et un pays, groupées méthodiquement; la table des matières qui précède chaque tome est également méthodique et facilite les recherches. Seuls les six États du Centre-Amérique et la République dominicaine n'ont qu'une Chambre. Huit États seulement : Brésil, Pérou, Bolivie, Équateur, Guatemala, Salvador, Nicaragua et Honduras, élisent leur président par suffrages directs, au lieu de l'élection à deux degrés. Le président exerce le pouvoir exécutif dans les républiques américaines et généralement la constitution établit sa responsabilité. La publication due à M. Carranza facilite l'étude comparative du droit constitutionnel des démocraties de l'Amérique latine, de leurs efforts et tendances vers le progrès.

Le livre de M. PONTES DE MIRANDA intitulé : *la Morale de l'avenir*¹ est l'ouvrage d'un philosophe, qui étudie les fondements d'une morale sociale déterminée par la recherche du bonheur et les principes d'altruisme; il est précédé d'une courte préface de son compatriote, l'éminent écrivain brésilien José Verissimo.

HISTOIRE DE LA CONQUÊTE. — M. FRIEDERICI a contribué à la bibliographie historique de cette période, en publiant d'utiles corrections et additions au livre où M. Weber a esquissé une étude bio-bibliographique des plus anciens auteurs qui ont écrit sur l'Amérique espagnole, ceux des XVI^e et XVII^e siècles².

Il semble impossible de ne pas partager l'opinion de M. Friederici sur le charme et l'intérêt puissants du récit célèbre de B. DÍAZ DEL CASTILLO, *Véridique histoire de la conquête de la Nouvelle Espagne* (Mexique). Díaz avait pris part aux expéditions de Fr. Hernández de Cordova et de Juan de Grijalva, qui, venues de Cuba, découvrirent le Yucatan et explorèrent le littoral du golfe de Cam pêche en 1517 et 1518; il assista ensuite à l'expédition de Fernando Cortès, dont il a vécu et narré les exploits héroïques avec une abondante sincérité. Débarqués à San Juan de Ulua, les *conquistadores*

1. Pontes de Miranda, *A moral do futuro*. Rio-de-Janeiro, Briguiet, 1913, in-12, xii-276 p.

2. G. Friederici, *Friedrich Weber, Beiträge zur Charakteristik der allerer Geschichtsschreiber über Spanisch-Amerika*. Berlin, Weidmann, 1912, in-8° (extrait des *Göttingische gelehrte Anzeigen*, 1912, p. 385-402).

fondent la ville de Veracruz et s'enfoncent dans l'intérieur du pays jusqu'à Mexico, et après un siège vraiment terrible, ils y établissent leur domination. L'édition qu'a donnée de cette chronique M. G. García à Mexico, en 1904, d'après une photographie du manuscrit original de Díaz (retrouvé à Guatemala, — dont Díaz fut *regidor*, — par notre grand poète José-María de Heredia, qui s'en est servi pour composer sa traduction française de la *Véridique histoire*, parue de 1877 à 1887), a servi de base à la traduction anglaise qu'a faite et publiée, pour la *Hakluyt Society*, M. A. P. MAUDSLAY¹. Cette érudite traduction est élégamment éditée, pourvue d'introductions et de notes par MM. García et Maudslay. Le traducteur l'a en outre enrichie d'illustrations curieuses et de cartes géographiques éclaircissant l'itinéraire des *conquistadores*; il y a donné aussi en appendices des listes bibliographiques, comme celle qui termine le tome 1^{er} et contient l'indication des éditions et traductions de l'œuvre de Díaz et des principaux livres anciens et récents relatifs à l'histoire de la conquête du Mexique. De cette œuvre enfin vient de paraître une édition à bon marché, établie par M. CIGÉS-APARICIO avec soin, mais sans appareil d'érudition²; elle est munie d'un index analytique rangé par ordre alphabétique.

La *Hakluyt Society* a aussi dans un beau volume, dû à son président M. MARKHAM, donné la traduction de trois œuvres historiques concernant la colonie espagnole du Pérou³. La plus importante est l'*Histoire des Incas* ou *Seconde partie de l'histoire générale, dénommée Yndica*, composée par le capitaine Sarmiento de Gamboa; elle se présente sous la forme d'un rapport adressé, en mars 1572, au roi d'Espagne Philippe II par le vice-roi du Pérou, Francisco de Toledo; l'expédition authentique constitue un manuscrit de 146 feuillets, aujourd'hui conservé à la bibliothèque de l'Université de Göttingen et publié en 1906 par

1. *The true history of the conquest of New Spain*, by Bernal Díaz del Castillo, ed. by Genaro García, translated with introd. and notes by Alfred Percival Maudslay. Londres, printed for the Hakluyt Society, in-8°, t. I, 1908 (2^e série, vol. 23), LXV-396 p., 16 pl., 2 cartes.

2. B. Díaz del Castillo, *la Conquista de Nueva España*. Paris et Buenos-Aires, Louis-Michaud, [1912-1913], 4 vol. in-16, 312, 296, 300 et 269 p. Prix : 8 fr.

3. *History of the Incas*, by Pedro Sarmiento de Gamboa and *The execution of the Inca Tupac-Amaru*, by Baltasar de Ocampo, translated and ed. by Clements Markham, with a supplement : *A Narrative of the vice-regal embassy to Vilcabamba, 1571, and of the execution of the Inca Tupac-Amaru*, by friar Gabriel de Oviedo of Cuzco. Cambridge et Londres, printed for the Hakluyt Society, 1907-1908 (2^e série, vol. 22), in-8°, xxii-412 p., 10 pl., 2 cartes.

M. Pietschmann¹. Sarmiento raconte l'histoire des anciens souverains indigènes du Pérou, les Incas, non seulement à titre d'information, mais avec le dessein de montrer que leur domination, fondée par de cruelles violences, fut illégitime, et ainsi de justifier la conquête espagnole et les droits de Philippe II. Suivent les opuscules du capitaine Balthazar de Ocampo et du prieur du couvent des Dominicains de Cuzco, Gabriel de Oviedo, l'un de 1610, l'autre de 1573, qui racontent la révolte de l'Inca Tupac-Amaru, sa répression et l'exécution de l'Inca (1571). Outre une introduction, M. Markham donne en appendice plusieurs tables géographiques, philologiques et analytiques et aussi une bibliographie du Pérou qui compte 293 numéros; elle embrasse les années 1526 à 1907.

Dans un esprit tout opposé à celui de Sarmiento, le P. de Las Casas, évêque de Chiapas (Mexique), a écrit trois ouvrages historiques pour dénoncer à ses compatriotes l'injustice de leurs procédés à l'égard des Indiens; son *Histoire des Indes*, qui l'a fait connaître comme leur zélé panégyriste et défenseur, a été éditée en 1876. De son traité intitulé *Histoire sommaire apologétique des Indes*, qui concerne les indigènes du Mexique et du Pérou, une partie seulement avait été mise au jour. Las Casas y a exposé avec force détails l'état de ces pays et leurs ressources, les coutumes, les croyances et l'organisation sociale de leurs habitants. Cette *Histoire apologétique* méritait d'être publiée en extenso, comme l'a fait M. SERRANO Y SANZ, d'après le manuscrit autographe conservé à Madrid, dont il a même, pour les dix derniers chapitres, reproduit l'exacte graphie. Ce volume a ouvert, dans la *Nouvelle bibliothèque d'auteurs espagnols* dirigée par M. Menendez y Pelayo, la série des *Historiens des Indes [occidentales]*².

Le deuxième volume de cette série, dû aussi à M. SERRANO Y SANZ, contient des œuvres relatives au Pérou : la première est une source du plus haut intérêt pour l'histoire des luttes soutenues par les vice-rois espagnols et Gasca, président de l'Audience royale, contre Pizarre et ses partisans rebelles à leur roi de 1544 à 1547, rédigée sous le titre de *Guerre de Quito*, par P. de Cieza de León, historiographe des Indes; elle forme la troisième partie de ses *Guerres civiles du Pérou* et était restée inédite³. La seconde,

1. Dans les *Abhandlungen der k. Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen. Philologisch-historische Klasse*, nouvelle série, vol. VI, n° 4.

2. *Apologética historia de las Indias* de Fr. Bartholomé de Las Casas, par M. Serrano y Sanz. Madrid, Bailly-Baillière, 1909 (*Nueva biblioteca de autores españoles, Historiadores de Indias*, t. I), gr. in-8°, viii-704 p.

3. La publication entreprise par M. Jiménez de La Espada n'en contenait qu'un cinquième.

Expédition du Marañon, est le récit de l'expédition coloniale faite par les Espagnols, commencée par Pedro de Orsúa en 1559, le long du fleuve de ce nom et dans le bassin de l'Orénoque jusqu'à l'Atlantique, et des révoltes et guerres civiles qui s'ensuivirent; il a été écrit par Toribio de Ortiguerra, quelque vingt ans plus tard. Suit un récit plus bref des mêmes faits, attribué à Francisco Vásquez; vient enfin une minutieuse description du Pérou, du Chili, des provinces de Tucumán et du Rio de la Plata, rédigée *de visu* par le dominicain Reginaldo de Lizárraga, de son nom de famille Balthazar de Obanpo, au début du XVII^e siècle. Cet ouvrage avait été édité en 1908 par M. Carlos A. Romero, de Lima, mais d'après une mauvaise copie très abrégée. M. Serrano y Sanz l'a édité d'après le manuscrit original qui est à Saragosse¹.

C'est dans la région nord-ouest du Brésil que furent rencontrées les vierges guerrières indiennes, de qui le fleuve des Amazones a pris son nom. M. G. FRIEDERICI a établi que les récits des *conquistadores* et des voyageurs mentionnent d'autres femmes indigènes combattant en plusieurs autres contrées de l'Amérique et que la question est plus complexe qu'on ne l'avait cru; il faudrait, pour la résoudre, réunir et critiquer tous les textes, dont il signale un certain nombre².

M. MAC-NUTT a écrit, pour la collection « Héros des nations », un volume sur Fernando Cortès, énergique conquérant du Mexique et le plus brillant des *conquistadores*. Après avoir diligemment raconté les faits, il porte un jugement sur l'« homme » qui, au prix des plus dures épreuves, a mené ses compagnons si peu nombreux à la victoire définitive; il conclut que, si l'on tient compte des sentiments du XVI^e siècle commençant et aussi des idées religieuses et patriotiques qui dirigèrent Cortès dans son œuvre après la conquête achevée, il mérite d'être admiré³.

HISTOIRE DE L'ÉMANCIPATION. — La grande figure qui domine l'histoire de cette période est celle de l'intrépide entraîneur d'hommes, que désigne le surnom glorieux de Libérateur, Simon

1. *Guerra de Quito*, de Pedro de Cieza de León; *Jornada del río Marañon*, de Toribio de Ortiguerra; *Jornada de Omagua y Dorado: Descripción del Perú, Tucumán, Río de la Plata y Chile*, de fr. Reginaldo de Lizárraga, por M. Serrano y Sanz. Madrid, Bailly-Baillière, 1909 (*Historiadores de Indias*, t. II), gr. in-8°, 678 p.

2. Georg Friederici (Dr.), *Die Amazonen Amerikas*. Leipzig, Simmel, 1910, in-8°, 25 p.

3. Francis Augustus Mac-Nutt, *Fernando Cortes and the conquest of Mexico, 1485-1547*. New-York et Londres, Putnam, 1909 (*Heroes of the nations*, ed. by H. W. C. Davis), in-12, xxi-475 p., grav. et carte. Prix : 5 sh.

de Bolivar, né à Caracas d'une des premières familles du pays. Le livre que lui a consacré M. MANCINI est une excellente biographie partielle, fondée sur une abondante information qui a été puisée dans l'ensemble des publications relatives à l'Amérique espagnole et sur des documents inédits tirés d'archives publiques d'états sud-américains, d'Espagne et du Record Office de Londres¹. Cette biographie expose le début de la carrière de Bolivar jusqu'à 1815; elle ne comprend donc que les premières luttes pour l'indépendance. Mais elle ne laisse pas de présenter un sérieux intérêt; car, non seulement les faits sont exposés avec détail et précision, les péripéties de la campagne éclaircies par une carte où sont tracés les itinéraires des troupes, la psychologie de Bolivar et des autres acteurs du drame bien expliquée; mais encore M. Mancini fait connaître les précurseurs, Nariño et Miranda, les causes profondes et lointaines du mouvement d'émancipation, qui éclate avec tant de décision: causes économiques et sociales qui résident dans l'enrichissement, le développement commercial et intellectuel des colonies espagnoles, que favorisa sous Charles III la libérale politique du comte d'Aranda et que vint arrêter le mouvement rétrograde du règne de Charles IV; causes politiques dont les principales consistent dans l'influence de la libération des États-Unis de l'Amérique du Nord et des idées de la Révolution française; causes étrangères: l'aide intéressée de l'Angleterre en vue de s'ouvrir le marché de l'Amérique latine, l'ébranlement de la puissance espagnole par l'invasion napoléonienne.

C'est aussi une excellente source pour la biographie de Bolivar que le recueil de ses lettres choisies récemment publié par les soins de deux écrivains distingués, M. BLANCO-FOMBONA, du Venezuela, et M. J. Enrique Rodó, de l'Uruguay². M. Blanco-Fombona a fait le choix des lettres parmi celles déjà mises au jour et en a ajouté deux inédites (p. 45 et 163); il s'est préoccupé d'en améliorer parfois le texte et d'en établir plus exactement la date, il les a réparties en chapitres et munies de notes abondantes; en tête de chaque groupe de lettres, il a écrit une introduction historique qui en facilite l'intelligence. Dans sa préface, M. Rodó définit la personnalité si riche de Bolivar: à la fois organisateur et chef d'armée régulière, aventureux capitaine de partisans *gauchos*, écrivain et orateur prophétique³, éveillant les consciences et décidant les courages à l'action;

1. Jules Mancini, *Bolivar et l'émancipation des colonies espagnoles, des origines à 1815*. Paris, Perrin, 1912, in-8°, 606 p., portrait, carte. Prix: 7 fr. 50.

2. *Cartas de Bolívar, 1799 à 1822*, prólogo de José Enrique Rodó y notas de R. Blanco-Fombona. Paris et Buenos-Aires, Louis-Michaud, [1914,] in-8°, 459 p. Prix: 5 fr.

3. Voir par exemple (p. 131-152) la longue lettre, de 1815, où il expose la

l'influence prodigieuse qu'il exerça pour l'émancipation de son pays tint à la complexité de son tempérament qui résumait ceux de ses compatriotes.

Sur une source, d'authenticité très discutée, de l'histoire des dernières années mélancoliques de Bolivar, intitulée *Journal de Bucaramanga*, et ayant pour auteur Louis Perú de La Croix, de l'état-major du Libérateur et d'origine française, on trouvera des renseignements dans une brochure publiée à Caracas sans nom d'auteur¹ et provoquée par la publication tronquée de ce document.

Un autre héros des guerres d'émancipation, le général José de San-Martin, libérateur du Chili et fondateur de l'indépendance du Pérou, partage la gloire de Bolivar. M. SALAS² lui a élevé un nouveau monument en publiant, sous les auspices de la Commission nationale du centenaire de l'indépendance argentine, sa « bibliographie » qui contient l'indication à la fois des œuvres de San-Martin (rapports officiels, proclamations et lettres), des livres, brochures, articles de revues ou de journaux contemporains du général ou plus récents (même ceux relatifs à l'inauguration de son monument de Boulogne-sur-Mer, faite en 1909) qui lui sont consacrés et des livres d'histoire générale de l'émancipation où il est traité de sa carrière politique et militaire. En outre, pour la plupart de ces écrits, un compte-rendu analytique et critique accompagne les renseignements bibliographiques. Dans le dernier volume se trouve la bibliographie des œuvres poétiques inspirées par San-Martin, et en tête du premier tome se trouve une notice biographique due à M. J.-M. Gutiérrez. Il faut louer l'activité et le soin déployés par M. Salas qui a réuni d'abondants matériaux, rangés dans un ordre alphabétique; mais il aurait dû numéroter chaque ouvrage et, au lieu de terminer chacun des cinq volumes par une table alphabétique, peu utile, il aurait mieux fait de dresser à la fin de son travail une table méthodique, qui eût servi de guide aux recherches dans la longue liste des écrits et remédié à certaines anomalies ou erreurs presque inévitables du classement alphabétique³.

situation présente et trace avec perspicacité l'évolution de l'Amérique espagnole.

1. *Alcance al diario de Bucaramanga editado por la casa de P. Ollendorff, de París*. Caracas, 1912, in-8°, 96 p.

2. Carlos J. Salas, *Bibliografía del general D. José de San Martín y de la emancipación sudamericana, 1778-1910*. Buenos-Aires, Compañía sud-americana de billetes de banco, 1910, 5 vol. in-8°, 517, 544, 504, 444 et 237 p., 24 pl.

3. Par exemple, les œuvres de l'amiral Cochrane sont dispersées en trois endroits (p. 430 du t. I, p. 100 et p. 167 du t. II), sans renvoi de l'un à l'autre, aux mots : Cochrane, Dundonald (earl of) et Lord Cochrane.

Depuis la publication de cette bibliographie, a paru un intéressant recueil de lettres, éditées par M. Adolfo P. CARRANZA, qui ont été écrites par San-Martin ou à lui adressées, et qui forment sa correspondance avec ses amis ou des personnages politiques d'Amérique, depuis sa retraite volontaire des affaires publiques (1823) jusqu'à sa mort (1850). Ces lettres ont toutes un intérêt historique et, outre qu'elles éclairent la psychologie et le caractère estimable de San-Martin, elles contiennent de précieux renseignements sur l'existence des jeunes nations argentine, chilienne et péruvienne pendant cette période¹.

MEXIQUE. — Dans son livre sur les États-Unis du Mexique, M. DE PÉRIGNY présente un tableau d'ensemble, intéressant et judicieux²; il expose les grandes lignes de l'histoire du pays sous les rois indigènes, sous la domination espagnole et depuis la déclaration, *el grito*, d'indépendance de 1818 jusqu'à la démission du président Porfirio Diaz (1911); il résume l'organisation politique, administrative, militaire, financière, commerciale et industrielle de cette république fédérale, donne des renseignements sur la colonie française laborieuse qui y est établie et, décrivant la capitale et successivement chacun des états, offre une synthèse claire et précise de ce qu'il est essentiel de connaître sur ce pays.

M^{lle} HUGHES étudie, d'après des documents des archives de Mexico³, les débuts de la colonisation espagnole, de 1659 à 1685, dans le district d'El Paso, qui faisait partie du Nouveau-Mexique et fut arraché à la République mexicaine par les États-Unis nord-américains à la suite de la guerre de 1846-1848. Cette colonisation, dont les missionnaires franciscains furent les agents les plus actifs, fondant El Paso en 1662, fut traversée par les révoltes des Indiens; les mesures énergiques des gouverneurs espagnols en assurèrent le succès, dont les habitants d'El Paso désespéraient en 1684, au point de pétitionner pour l'évacuation du pays.

Le général V. Filisola, d'origine italienne, qui commanda l'armée d'occupation envoyée par Augustin Iturbide, empereur du Mexique, dans le Centre-Amérique, en 1822 et 1823, pour appuyer le mouvement en faveur de l'union au Mexique manifesté dans quelques provinces de l'ancien royaume de Guatémala, a publié en 1824 une

1. *San Martin, su correspondencia, 1823-1850*, 3^e éd., [par Adolfo P. Carranza]. [Buenos-Aires], Museo histórico nacional, 1911, in-8°, ix-354 p., portrait.

2. Comte Maurice de Périgny, *les États-Unis du Mexique*. Paris, Guilmoto, [1912], in-8°, xi-305 p., carte. Prix : 5 fr. 50

3. Anne E. Hughes, *The beginnings of Spanish settlement in the El Paso district*. Berkeley, University of California Press, 1914, in-8° (*University of California publications in history*, vol. 1, n° 3, p. 295-392).

sorte de memorandum sur ces faits, en réponse à des attaques de Barrundia, « leader » du parti hostile au Mexique dans la République de San-Salvador. Cet ouvrage, devenu introuvable, a été réédité par M. Genaro GARCÍA¹, laborieux érudit et historien du Mexique, d'après un exemplaire, peut-être unique. Ce qui en fait la valeur, c'est que le récit de Filisola est suivi du texte des documents officiels émanés de lui ou reçus par lui, qui en sont les pièces justificatives.

C'est une longue période, fort tourmentée, de l'histoire du Mexique que racontent les *Mémoires* du colonel Manuel María Giménez, aide de camp d'A. López de Santa Anna, qui fut sept fois président de la République du Mexique². Ces mémoires, publiés par M. G. GARCÍA, comprennent deux parties : l'une rédigée en 1863, l'autre écrite au jour le jour de 1863 à 1878. Les souvenirs militaires et politiques de Giménez, consignés dans la première, racontent son entrée au service, en 1811, dans l'Académie militaire de Cadix, son arrivée au Mexique en 1818 comme officier espagnol, ses luttes depuis 1821, où il se prononce en faveur de l'indépendance du pays, jusqu'à l'intervention française commandée par Bazaine, en passant par la prise de Veracruz en 1838 par l'escadre française, la guerre avec les États-Unis et les nombreuses révolutions intérieures. La seconde partie intéresse la période impériale de Maximilien et l'état politique et social au Mexique après la chute de celui-ci.

Les cent vingt-trois documents, tirés des archives du général Paredes, qu'a publiés M. G. GARCÍA³ éclairent l'histoire politique mexicaine de 1833 à 1844, que les « pronunciamientos » font si mouvementée; Paredes fut durant cette époque gouverneur de la province de Jalisco, résidant à Guadalajara, et eut une grande influence sur les événements de son pays.

M. le colonel BLANCHOT⁴ a fourni une importante contribution à l'histoire de l'intervention française au Mexique en publiant ses *Mémoires* sur ces événements, auxquels il prit une part très active

1. *La cooperación de México en la independencia de Centro America*, por el general Vicente Filisola. México, Vda de Ch. Bouret, 1911, petit in-8°, 328 et 340 p. (*Documentos inéditos ó muy raros para la historia de México*, publicados por Genaro García, t. XXXV et XXXVI).

2. *Memorias del coronel Manuel María Giménez, 1798-1878*. México, Vda de Ch. Bouret, 1911, petit in-8°, 286 p. (*Documentos inéditos ó muy raros para la historia de México*, publ. par Genaro García, t. XXXIV).

3. *El general Paredes y Arillaga, su gobierno en Jalisco, sus movimientos revolucionarios...* México, Vda de Ch. Bouret, 1910, petit in-8°, 264 p. (*Documentos... para la historia de México*, publ. par G. García, t. XXXII).

4. Colonel Ch. Blanchot, *Mémoires : l'Intervention française au Mexique*. Paris, E. Nourry, 1911, 3 vol. in-8°, x-420, 372 et 520 p., photograv. et plan. Prix : 7 fr. 50 chaque vol.

et personnelle; il partit avec le général Bazaine, en 1862, en qualité d'aide de camp, fit toute la campagne avec lui et ne quitta le Mexique qu'en 1867, avec son chef devenu maréchal, ayant continué à faire partie de sa maison militaire et ayant même été en 1866 sous-secrétaire d'État à la Guerre pendant le règne de l'empereur Maximilien. M. Blanchot a beaucoup observé durant ce temps; il raconte avec clarté et agrément. Il narre, en capitaine d'état-major averti, les opérations et événements militaires, notamment le siège de Puebla, et expose nettement la situation politique du Mexique aux différents moments de l'intervention française. Au sujet du rôle qu'on a prêté à Bazaine au Mexique, il croit qu'on a été fort injuste et donne ses raisons. Pour lui, le but secret de Napoléon III était d'établir le protectorat de la France au Mexique dans l'intérêt économique des deux pays; mais on voit que ce projet, comme tous ceux de cet empereur, n'avait pas été suffisamment étudié et ne tenait pas compte des susceptibilités de l'Europe et de l'hostilité des États-Unis nord-américains ni de l'organisation instable des partis politiques au Mexique. L'empereur Maximilien ne sut pas se les concilier et n'inspira confiance ni aux réactionnaires ni aux libéraux, dont le chef, Juarez, recevait l'aide des États-Unis. M. Blanchot narre toutes les péripéties de l'aventure, sans négliger les petites causes et les petits effets, qu'il a observées de près et dont il laisse apprécier l'importance avec humour; il n'a pas prétendu faire œuvre d'historien, mais il apporte des mémoires véridiques, appuyés sur des documents, et son opinion de témoin. Ses trois volumes sont une source à utiliser précieusement.

Il en est de même des documents tirés des archives du général BAZAINE¹ — lettres, rapports, ordres — dont M. GARCÍA a publié plusieurs volumes, dans la langue de l'original, avec la traduction espagnole pour les textes français et anglais. Le tome X, le dernier paru, contient soixante-seize documents datés du 11 septembre au 15 novembre 1865; ils sont du plus haut intérêt.

Ce sont les souvenirs de J. N. VON FÜRSTENWÄRTH, capitaine autrichien, entré dans l'armée mexicaine sous le règne de l'empereur Maximilien, officier topographe de son état-major général, qui sont la base du livre publié par le major VOLTZ sur les derniers mois du règne et l'exécution de cet infortuné souverain. Fürstenwärtner fait le récit de la courte campagne entreprise par lui contre les troupes républicaines, au moment où l'armée française rentrait dans

1. *La Intervención Francesa en México, según el archivo del mariscal Bazaine*, decima parte. México, Vda de Ch. Bouret, 1910, petit in-8°, 263 p. (*Documentos... para la historia de México*, publ. par G. García, t. XXXIII).

ses foyers, campagne qui aboutit au siège de Queretaro; il donne, avec des croquis représentant le terrain de la lutte, des détails complets sur les efforts des troupes de Maximilien, rendus inutiles par la trahison du colonel Lopez, et ajoute en appendice la liste nominative des officiers impériaux faits prisonniers avec leur souverain; elle comprend de nombreux Français et Autrichiens¹.

En 1910, le Mexique, sous la présidence bienfaisante du général Porfirio Diaz, qui depuis a été renversé et qui vient de mourir exilé à Paris (17 juin 1915), a célébré dignement le premier centenaire de son indépendance et, par ordre du gouvernement, une chronique des fêtes officielles qui ont eu lieu à cette occasion a été rédigée et luxueusement éditée avec d'abondantes illustrations sous la direction de M. Genaro García. La remise au gouvernement de ce pays par la France des clefs de la capitale, Mexico, offertes en 1863 au général Forey et celle par l'Espagne des uniformes du chef patriote Morelos, pris et fusillé en 1815, sont relatées dans cette publication; les renseignements qu'elle contient pourront servir à l'histoire intérieure et diplomatique du Mexique².

CUBA. — L'activité intellectuelle dans l'île de Cuba n'a jamais été négligeable. Aussi M. TRELLES a entrepris une œuvre méritoire, en publiant une *Bibliographie cubaine*³, dont il a avec diligence réuni les éléments; il avait déjà fait paraître un *Essai de bibliographie cubaine des XVII^e et XVIII^e siècles*. Le tome I de sa *Bibliographie*, imprimé en 1911, embrasse les années 1800 à 1825. Il est à souhaiter que les moyens matériels d'en faire paraître la suite ne lui soient pas refusés. Dans ce volume, les mentions d'ouvrages sont rangées chronologiquement et suivies d'une table alphabétique; quelque 2,000 publications de tout genre, littéraires, historiques, géographiques, économiques, administratives, y compris les périodiques, y sont indiquées avec soin, celles éditées dans l'île et celles parues à l'étranger qui se rapportent à ce pays. Les appendices contiennent la liste, par localités, des premiers ouvrages imprimés et des premiers périodiques qui ont paru à Cuba et une bibliographie de la *Bibliographie cubaine*.

1. *Kaiser Maximilian von Mexiko, die letzten Monate seiner Regierung und sein Tod*, nach eigenen Erlebnissen von J. N. Freiherrn von Fürstenwäther, bearbeitet von Major Alois Veltze. Wien, L. W. Seidel, 1910, in-8°, vii-182 p.

2. *Crónica oficial de las fiestas del primer Centenario de la independencia de México*, publ. bajo la dir. de Genaro García, por acuerdo de la Secretaría de gobernación. México, talleres del Museo Nacional, 1911, gr. in-folio, viii-308-139-vii p., phototypies.

3. Carlos M. Trelles, *Bibliografía Cubana del siglo XIX*. T. I (1800-1825). Matanzas, impr. Quiros y Estrada, 1911, in-8°, vii-330 p.

On peut espérer que les études d'histoire cubaine recevront une nouvelle impulsion de l'Académie d'histoire nationale, qui s'est constituée en 1910 à La Havane, avec 30 membres, dont M. DE VELASCO a résumé la carrière littéraire¹.

L'un de ces membres est l'actif directeur de la Bibliothèque nationale cubaine, M. FIGAROLA-CANEDA², qui dirige aussi une revue d'érudition, la *Revista de la Biblioteca nacional*; il a publié un catalogue des cent vingt-huit cartes de Cuba parues de 1560 à 1910 et conservées au British Museum³.

M. le général WEYLER a jugé que, le temps ayant fait son œuvre, l'heure était venue pour lui de publier le récit des événements dont fut le théâtre l'île de Cuba, durant le temps qu'il y commanda comme gouverneur et capitaine général espagnol, du 10 février 1896 au 31 octobre 1897⁴. Il y expose, dans le plus grand détail, à la fois les opérations militaires qu'il dirigea et les mesures administratives et politiques prises par lui pour réprimer la rébellion et pacifier l'île, qui se détachait violemment de l'Espagne. Son récit est accompagné des documents officiels qui en sont les pièces justificatives; il sera grandement utile aux historiens de ce dernier et douloureux épisode de l'indépendance des anciennes colonies espagnoles d'Amérique.

COLOMBIE. — Les Archives nationales de la Colombie, conservées à Bogotá, contiennent, pour la période antérieure à 1830, des documents intéressant une grande partie de l'Amérique du Sud, Bogotá ayant été la capitale de l'ancien vice-royaume de Nouvelle-Grenade et ayant conservé, grâce à sa situation géographique, à l'abri des redoutables insectes rongeurs et des hasards des guerres, les papiers de ses administrations et aussi ceux qui y ont été déposés provenant d'autres provinces, au début du XIX^e siècle. M. VERGARA Y VELASCO⁵ a courageusement entrepris d'en dresser l'inventaire et vient de faire paraître le premier volume,

1. Carlos de Velasco, *la Academia de historia de Cuba, los Académicos de número* (extrait de la *Revista de la Biblioteca nacional*). Habana, impr. de la Biblioteca nacional, 1910, in-8°, 68 p., portraits.

2. Cf. *Rev. histor.*, t. CXV, p. 195.

3. D. Figarola-Caneda, *Cartografía cubana del British Museum*, 2^e éd. Habana, impr. de la Biblioteca nacional, 1910, in-8°, 21 p.

4. General Weyler, *Mi mando en Cuba, historia militar y política de la última guerra separatista durante dicho mando*. Madrid, F. González Rojas, 1910-1911, 4 vol. in-8°, 497, 530, 554, 590 p., portraits, cartes. Prix : 10 p. chaque vol. Le t. V et dernier de l'ouvrage ne nous est pas parvenu.

5. *República de Colombia. Archivos nacionales, índice analítico, metódico y descriptivo* por F. J. Vergara y Velasco. *Primera serie : la Colonia, 1544-1819. Tomo I : Gobierno en general. Primer volumen : cedulario, gobierno, real audiencia, virreyes*. Bogotá, Impr. nacional, 1913, in-8°, xii-467 p.

qui ouvre la première série, celle des archives de l'époque coloniale (de 1544 à 1819). Les papiers de cette époque ont été reliés en volumes qui sont conservés en partie dans l'« Archivo nacional » et en partie dans l'« Archivo histórico ». M. Vergara y Velasco donne, dans ce premier volume intitulé « gouvernement en général », l'analyse de tous les actes de l'autorité royale (cédules et ordres royaux depuis 1541), des bulles et brefs pontificaux (1554-1818) relatifs à l'administration du vice-royaume de Nouvelle-Grenade, des dossiers des affaires soumises à la décision des vice-rois (1595-1826) et des décisions du tribunal de l'Audience royale (1551-1828); il accompagne ces analyses d'une table chronologique pour chacune de ces séries de documents. C'est un excellent inventaire sommaire dont la continuation est hautement désirable.

L'Académie d'histoire et antiquités colombiennes, fondée par le gouvernement de Bogotá en 1902, est une sorte de comité des travaux historiques et archéologiques, qui a pris à cœur la tâche de publier un dictionnaire historico-biographique colombien, dont, en attendant l'achèvement, nombre de notices ont paru dans son *Bulletin*¹, où elle a reproduit aussi les numéros du Journal politique de Bogotá de l'an 1810, qui relate les premières manifestations d'indépendance de l'Amérique espagnole², et où elle publie des documents et des mémoires historiques intéressants.

VENEZUELA. — En décembre 1911 a été constituée l'Académie nationale d'histoire du Venezuela, qui a entrepris sans tarder la publication d'un *Bulletin*³, où est publiée en supplément, avec pagination séparée, une *Histoire de la Colombie*, jusqu'à 1817, composée par A. PAREJO⁴.

M. VANELLILLA LANZ a établi, dans une courte étude⁵, que dans la guerre d'indépendance, du moins jusqu'en 1815, les troupes royalistes espagnoles étaient composées en très grande partie de créoles et d'Indiens ou métis et que la lutte eut dans ces premières années le caractère d'une guerre civile. Il a signalé justement la conséquence de ce fait, qui a retenti et retentit encore dans l'histoire

1. *Boletín de historia y antigüedades, órgano de la Academia de historia nacional*. T. I (Bogotá, Impr. nacional, 1903, in-8°), p. 114, 153, 269-280, 322, 451, 634; t. VI (1911), p. 486-508, 583, 639-641.

2. *Boletín de historia y antigüedades*, t. I, p. 341-680.

3. *Boletín de la Academia nacional de la Historia*. T. I. Caracas, tipografía americana, 1912, in-8°. Nous n'en avons reçu que les trois premiers numéros (p. 1-240).

4. Doctor Antonio Parejo, *Historia de Colombia*. Caracas, tipografía americana, 1911, in-8°.

5. Laureano Vanellilla Lanz, *la Guerra de nuestra independencia fue una guerra civil*. Caracas, tip. « El Cojo », 1912, in-16, 37 p.

politique et sociale de son pays, à savoir que, si l'Espagne n'y avait pas trouvé cet appui, la lutte eût été beaucoup moins longue et moins sanglante et ainsi eussent été épargnées, pour le progrès futur, bien des vies de Vénézuéliens de la classe la plus cultivée.

BRÉSIL. — C'est un excellent résumé de l'histoire du Brésil que donne M. OLIVEIRA LIMA, distingué diplomate et historien, en publiant les conférences faites par lui à la Sorbonne¹. Il raconte comment s'est formée la nationalité brésilienne, depuis les débuts de la colonisation portugaise au commencement du xvi^e siècle, puissamment aidée par les Jésuites missionnaires; comment cette nationalité prit conscience d'elle-même durant les guerres soutenues par les colons portugais pour mettre fin aux occupations française et hollandaise des xvi^e et xvii^e siècles et grâce au développement de la colonisation à l'intérieur du pays; comment le Brésil est devenu une véritable et forte nation indépendante sous l'influence des idées révolutionnaires françaises et par l'autorité de souverains et d'hommes d'État inspirés par le désir du progrès.

La vie du Père Gonzalez de Santa-Cruz, qui se consacra à l'évangélisation des indiens Guaranis, sur les bords de l'Uruguay, rédigée par le P. C. TESCHAUER, fournit un exemple typique des efforts faits pour la civilisation et la colonisation dans la contrée qui forme aujourd'hui une partie de l'état brésilien de Rio Grande du Sud².

D'intéressants détails sur l'histoire de la région de Rio de Janeiro, entre autres relatifs à l'occupation de ce port par les Français, sont contenus dans la vie du Père José de Anchieta (1533-1597), provincial des Jésuites au Brésil, écrite par son successeur, le Père Roiz (Pedro RODRIGUES), en 1608, et publiée, d'après un manuscrit de la bibliothèque de Lisbonne, dans les *Annales de la Bibliothèque nationale de Rio de Janeiro*³, par M. E. PRADO.

Dans ce même recueil a paru une traduction française par M. BONDAM d'une *Description manuscrite des côtes du Brésil*, illustrée de croquis représentant les profils du littoral, d'après les relations des marins hollandais et français (1600-1629), compilée par le Hollandais Hessel GERRITZ⁴.

1. Oliveira Lima, *Formation historique de la nationalité brésilienne*, préface par E. Martinenche, avant-propos par José Vêrissimo. Paris, Garnier, [1911], in-8°, xxiii-251 p. Prix : 4 fr.

2. Carlos Teschauer, S. J., *Vida e obras do veneravel Roque Gonzalez de Santa Cruz*. Rio Grande do Sul, Pintos, 1909, in-16, 160 p., gravures, cartes.

3. *Vida do Padre José de Anchieta*, pelo Padre Pedro Rodrigues, dans *Annaes da Bibliotheca nacional do Rio de Janeiro*, t. XXIX. Rio de Janeiro, Officinas da Bibliotheca nacional, 1909, in-8°, p. 181-287.

4. *Journaux et nouvelles... de la navigation aux Antilles et sur les côtes du Brésil*, ms. de Hessel Gerritsz, trad. par E. J. Bondam (*Ibid.*, p. 97-179).

L'Institut historique et géographique brésilien a publié une autre source de l'histoire du Brésil pendant la première moitié du XVII^e siècle : la *Correspondance de Diogo Botelho*, gouverneur du Brésil de 1602 à 1608, recueil des actes officiels concernant son administration qui sont conservés aux archives portugaises de la Torre de Tombo¹. Ont paru aussi de curieux documents relatifs à la *Conquête et à la colonisation de la côte du Brésil*, c'est-à-dire des états de Para et de Maranhão, de 1612 à 1648, où est racontée la campagne à l'« isle de Maragnan au pays des Topinambeus », dans laquelle l'expédition française du sieur de La Ravardière fut défaite, en 1614, par Gerónimo de Alburquerque².

M. PEREIRA DA COSTA a écrit une *Réhabilitation historique du comte Jean-Maurice de Nassau*, gouverneur des possessions hollandaises au Brésil de 1637 à 1644, où il définit le caractère de son rôle et de son action à Pernambuco³.

Au contraire, l'historien de Pernambuco, le bénédictin Domingos DO LORETO COUTO, qui y écrivait en 1757 ses *Joies du Brésil et gloires de Pernambuco*, se montre très sévère et hostile à l'égard des Hollandais. Dans cet ouvrage, il raconte la découverte et la conquête des provinces de Pernambuco, Rio Grande, Ceara, Parahyba; les guerres avec les Hollandais, à la fin vaincus; décrit les villes de ces provinces; narre la biographie des hommes et des femmes qui s'y distinguèrent par leurs vertus, leur courage sous les armes ou leur talent dans les lettres; comme autrefois B. de Las Casas, il prend vivement la défense des Indiens du pays. C'est un livre fort intéressant qui méritait d'être publié⁴.

Une *Information générale sur la capitainerie générale de Pernambuco*, datée de 1749, contient le recueil des ordonnances royales et autres documents administratifs des XVII^e et XVIII^e siècles qui ont régi cette importante province sous les gouverneurs portugais, de Francisco Barreto (1648) à Marcos de Noronha (1746)⁵.

1. *Correspondencia de Diogo Botelho, governador do Estado do Brazil*, dans *Revista do Instituto historico e geographico Brasileiro*, t. LXXIII, parte I (Rio de Janeiro, Impr. nacional, 1911, in-8°), p. I-XXXIV, 1-258.

2. *Documentos para a historia da conquista e colonisação da costa de leste-oeste do Brasil*. Rio de Janeiro, Officina da Biblioteca nacional, 1905, in-8°, 322 p. (extrait des *Annaes da Biblioteca nacional*, t. XXVI).

3. D^r F. A. Pereira da Costa, *Rehabilitação historica do conde de Nassau*, dans *Revista do Instituto historico e geographico Brasileiro*, t. LXXI, parte II. Rio de Janeiro, Impr. nacional, 1909, in-8°, p. 1-105.

4. D. Domingos do Loreto Couto, *Desaggravos do Brasil e glorias de Pernambuco*. Rio de Janeiro, Officina da Biblioteca nacional, 1904, in-8°, 566 p. (extrait des *Annaes da Biblioteca nacional*, t. XXIV et XXV).

5. *Informação general da capitania de Pernambuco (1749)*. Rio de Janeiro,

L'histoire littéraire et artistique n'est point négligée au Brésil. M. JANSEN DO PAÇO a rédigé et publié un excellent catalogue des éditions, traductions, imitations et continuations des œuvres de Cervantès, ainsi que des ouvrages relatifs à cet immortel écrivain, dont une exposition avait été préparée par lui au nom de la Bibliothèque nationale de Rio de Janeiro, à l'occasion du troisième centenaire de l'apparition de *Don Quichotte* (1605)¹.

Sous le titre : *la Mission artistique de 1816*, M. D'ESCRAGNOLLE TAUNAY a raconté les efforts remarquables faits, à la demande de Jean VI, roi de Portugal et du Brésil, pour le développement artistique du Brésil et la création d'un enseignement des beaux-arts, par une mission française, dirigée par Joachim Lebreton, ancien directeur des beaux-arts au ministère de l'Intérieur, puis secrétaire perpétuel de la classe des beaux-arts de l'Institut, et composée de N.-A. Taunay, peintre en renom, A.-M. Taunay, son frère, sculpteur, J.-B. Debret, peintre, Grandjean de Montigny, architecte, Ch.-Simon Pradier, graveur, et du musicien S. Neukomm, de Salzbourg².

Au centre du continent américain, le gouvernement de l'état brésilien de Matto Grosso vient de commencer la publication d'une *Revue juridique*, qui contient les décisions du Tribunal fédéral suprême, les lois particulières de cet état et les sentences de ses tribunaux qui formera un recueil utile à la jurisprudence³.

C'est surtout sur l'état de São Paulo que portent les *Visions du Brésil* de l'abbé Gaffre, qui y a voyagé et donne des renseignements et impressions intéressants sur les progrès de l'agriculture, de l'instruction et de la colonisation européenne dans ce riche État⁴.

BOLIVIE. — Les louables efforts, sans cesse renouvelés, par les religieux franciscains du couvent de Tarija pour faire pénétrer la civilisation dans les contrées reculées du sud de la Bolivie, sur les contreforts des Andes, parmi les Indiens Chiriguano et Tobas, sont racontés dans un livre dû à deux d'entre ces missionnaires. La pre-

Officina da Biblioteca nacional, 1908, in-8°, 380 p. (extrait des *Annaes da Bibliotheca nacional*, t. XXVIII).

1. *Catalogo da collecção Cervantina...* organizado por Antonio Jansen do Paço, dans *Annaes da Bibliotheca nacional do Rio de Janeiro*, t. XXIX (Rio de Janeiro, 1909, in-8°), p. 1-96, photographures.

2. Dr. Afonso d'Escragnoille Taunay, *A missão artistica de 1816*, dans *Revista do Instituto historico e geographico Brasileiro*, t. LXXIV, parte I (Rio de Janeiro, typ. do Jornal do Commercio, 1911, in-8°), p. 1-202, photographures.

3. *Revista juridica do Estado de Matto Grosso*, redactor : Dr. J. J. de Freitas Coutinho. Cuyabá, typ. official, n° 1, septembre 1913, in-8°, 134-III p.

4. L.-A. Gaffre, *Visions du Brésil*. Rio de Janeiro, F. Alves; Paris, Aillaud-Alves, 1912, in-16, 398 p.

mière partie, rédigée en 1810 par le P. COMAJUNCOSA, va de 1755 à cette date; la seconde partie, de 1810 à 1883, a été écrite par le P. Alejandro CORRADO, qui a composé aussi l'introduction historique sur la ville de Tarija, fondée en 1574, et ses habitants¹.

PARAGUAY. — A l'occasion du congrès des Américanistes, l'Université argentine de La Plata a publié une partie de l'œuvre inédite de P. SÁNCHEZ LABRADOR, jésuite, relative au Paraguay. Cet ouvrage écrit en 1770 est le résultat des observations et des recherches de ce missionnaire qui parcourut toute la région; outre l'histoire de la colonisation, il contient des renseignements géographiques, économiques, botaniques et ethnographiques d'un grand intérêt².

M. LLANOS a résumé, dans une esquisse de psychologie historique, la biographie de José Gaspar Francia, qui, avocat à l'Assomption, puis membre de la municipalité de cette ville, lorsque Buenos-Aires provoqua l'indépendance des provinces du Rio de la Plata, sut établir sa dictature tyrannique, de 1813 à 1840, date de sa mort, sur le Paraguay, qu'il tint isolé de tout contact avec les nations voisines, végétant sans souci du progrès ni de l'avenir³. Ce dictateur, de médiocre envergure, ne maintint sa domination qu'en favorisant à l'excès le particularisme du Paraguay⁴, à l'abri d'une sorte de muraille de Chine idéale, aujourd'hui heureusement rompue.

URUGUAY. — La direction de l'enseignement primaire de la République de l'Uruguay a fait paraître, à l'occasion du Centenaire de la bataille de Las Piedras de 1811, gagnée par Artigas, le chef créole, né à Montevideo, à la tête des forces rurales combattant pour l'indépendance, un recueil de conférences et discours d'un caractère historique⁵.

E. MARTIN-CHABOT.

(Sera continué.)

1. [A. Corrado], *Il collegio francescano di Tarija e le sue missioni*, trad. de l'espagnol par S. Villaresi. Quaracchi, tip. del collegio di S. Bonaventura, 1887, in-8°, 516 p., carte. L'édition espagnole a paru en 1884.

2. P. José Sánchez Labrador, *El Paraguay católico*, préfaces de J. V. González et S. A. Lafone Quevedo. Buenos-Aires, impr. Coni, 1910, 2 vol. in-8°, xx-317 et 382 p., fac-similés.

3. Julio Llanos, *El Dr. Francia*. Buenos-Aires, Moen, 1907, in-12, 83 p.

4. Francia retenait prisonniers dans son pays les Européens qui y pénétraient, comme le naturaliste français Bonpland.

5. *El centenario de la batalla de Las Piedras* (Rep. oriental del Uruguay, inspección et dirección general de I. primaria). Montevideo, impr. Mariño, 1912, in-8°, 224 p., photographures.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

James S. REID. **The municipalities of the Roman Empire.** Cambridge, University Press, 1913. In-8°, 548 pages.

Le problème étudié par M. James S. Reid dans cet ouvrage est un des plus importants, mais aussi un des plus complexes que Rome ait dû résoudre au cours de son histoire. Le système municipal a été à la fois le noyau et le plus solide fondement de l'empire romain; c'est des institutions municipales que sont sorties, par une extension progressive, la plupart des institutions politiques, administratives, judiciaires de l'État romain. En outre, cette extension ne s'est pas faite en terrain libre. Dans presque toute l'Italie, en Sicile, dans l'Afrique du Nord, en Grèce, en Orient, la politique romaine s'est trouvée en présence d'institutions municipales différentes des institutions romaines; ailleurs elle a rencontré devant elle des tribus ou peuplades, *nationes*, *gentes*, *civitates*, organisées elles aussi, mais organisées sous une autre forme que la forme municipale. Comment Rome s'est-elle comportée à l'égard de tous ces éléments multiples et dissemblables? Comment la cité victorieuse a-t-elle traité les institutions des cités assujetties? Quel est le véritable caractère du système municipal qui, pendant les premiers siècles de l'ère chrétienne, paraît s'être étendu uniformément sur tout le monde antique?

Après avoir posé son sujet, en avoir montré l'intérêt et les difficultés, M. J. S. Reid consacre d'abord cinq chapitres à l'histoire des rapports de Rome avec l'Italie; il suit, à travers toute l'époque républicaine, l'évolution de la cité romaine elle-même, l'extension de son territoire propre, le développement des colonies fondées par elle avec des statuts variés, enfin les vicissitudes pacifiques ou troublées à travers lesquelles la péninsule atteignit, au début de l'Empire, une organisation municipale à peu près stable. De l'Italie, il passe aux divers groupes de provinces; il expose comment, dans chacun de ces groupes, provinces gauloises, Germanie et provinces danubiennes, Bretagne et Espagne, Afrique du Nord, pays d'Orient, Grèce d'Europe, la vie municipale a été transformée, instituée, activée par l'influence romaine. En conclusion, il s'efforce de dégager nettement les traits caractéristiques de l'administration municipale; il recherche les causes qui provoquèrent, avant même la fin du haut empire, la décadence des villes; il trace une esquisse de la société urbaine, de ses divers éléments, haute bourgeoisie, Augustales, travailleurs groupés en corporations ou collèges, esclaves, etc. M. J. S. Reid a bien aperçu

les divers aspects du sujet qu'il a entrepris de traiter; il en a compris les difficultés en même temps que la véritable nature et il a fait les plus louables efforts pour tracer de la politique municipale appliquée par Rome un tableau exact, complet, nuancé comme cette politique elle-même.

Les idées générales, exprimées par M. J. S. Reid, sont très souvent judicieuses. Il insiste à plusieurs reprises sur l'élasticité et la souplesse de la politique romaine, sur le libéralisme dont Rome a fait preuve envers les populations soumises; il met en lumière, comme une des conséquences de cette politique intelligente et adroite, l'adhésion spontanée des provinciaux à la civilisation gréco-romaine; il remarque que la plupart des splendides monuments de la Provence, monuments d'Orange, de Saint-Rémy, d'Arles, de Nîmes, ont été construits par les cités ou par des particuliers, sans que le gouvernement impérial y ait contribué sérieusement; il note qu'en Gaule, comme dans la plupart des provinces, l'introduction des institutions et des mœurs romaines a laissé survivre le passé national. De telles idées ne sont peut-être pas absolument nouvelles; on pourrait citer maints ouvrages, surtout français, dans lesquels elles ont été déjà exposées, avec preuves à l'appui. M. J. S. Reid a eu du moins le mérite, qui n'est pas si répandu, d'en reconnaître la justesse, de se les assimiler, de leur donner tout l'appui de son talent net, précis, parfois vigoureux.

Dans le détail, au contraire, il lui est arrivé souvent, trop souvent même, de commettre des erreurs assez graves. Lorsqu'il voit dans l'acte de Flamininus, proclamant aux Jeux Isthmiques de 196 la liberté des cités grecques, un acte de haute sagesse dirigé surtout contre Philippe de Macédoine et Antiochus de Syrie, nous croyons qu'il se trompe du tout au tout: l'acte de Flamininus était un acte de politique extrêmement habile, plus nuisible aux cités grecques qu'à personne et destiné à mettre rapidement la Grèce sous la domination de Rome, parce qu'en leur rendant la liberté elle leur rendait surtout la liberté de la guerre civile et de l'anarchie. M. J. S. Reid ne semble pas avoir compris toute l'importance des faits et des idées que l'empereur Hadrien a exposés devant le Sénat dans le discours rapporté par Aulu-Gelle: la distinction entre le *municipum* et la *colonia* dans les provinces, sous l'empire, y est indiquée avec toute la netteté désirable; pour contester cette netteté, ce n'est pourtant pas une raison suffisante que Mommsen ait rejeté le témoignage d'Hadrien, en l'attribuant fausement à Aulu-Gelle. M. J. S. Reid ne connaît que bien imparfaitement l'Afrique romaine, ou plutôt il a trop aisément accepté les assertions des savants allemands. C'est en effet une erreur de croire que la politique coloniale de Carthage s'est exercée à peu près dans le même sens où devait s'exercer celle de Rome; c'est une erreur d'affirmer qu'avant la conquête romaine, la civilisation et l'esprit helléniques ont pénétré profondément dans l'Afrique du Nord et s'y sont maintenus jusqu'aux derniers jours de la domination impériale;

M. J. S. Reid ne connaît qu'une ou deux inscriptions mentionnant la *fossa* qui limitait la première province romaine en Afrique; on en a découvert un bien plus grand nombre. Il donne sur la reconstitution de Carthage par César et par Auguste, sur le statut de la nouvelle cité, sur l'extension de son territoire des détails d'une telle fantaisie que nous nous demandons vraiment à quelles sources antiques il a pu les puiser; nous le soupçonnons d'avoir accordé une confiance excessive aux médiocres travaux de MM. Kornemann et Barthel. Où M. J. S. Reid a-t-il trouvé que Maxula passait pour être d'origine grecque? On est surpris de trouver sous sa plume la phrase suivante : « L'épithète *Veneria*, que portait la ville de Sicca, rappelle bien plutôt le rôle de Vénus dans les origines mythiques de la gens Julia que le culte de Vénus dans la ville elle-même. » Faire de Segermes une ville située dans une oasis près de la côte orientale de la Tunisie, c'est prouver qu'on n'a pas une connaissance bien exacte de la géographie du pays. Ne citer que le nom de Mommsen à propos de la grande inscription du Saltus Burunitanus et passer sous silence les pages remarquables consacrées par Fustel de Coulanges au même document, c'est manquer à l'impartialité scientifique. Et nous pourrions allonger encore la liste des erreurs de détail ou des lacunes commises par M. J. S. Reid.

Ces taches n'ont peut-être pas par elles-mêmes une gravité excessive. Mais, après les avoir constatées, on hésite à se prononcer sur les services que le livre de M. J. S. Reid peut rendre comme instrument de travail. Il ne s'y trouve pas une note, une référence, un renvoi. Aucune source antique n'est mentionnée; aucun ouvrage moderne n'est indiqué. Il est pratiquement impossible de vérifier les affirmations, parfois inattendues, qu'on rencontre dans ce livre. Pour notre part, nous jugerions très périlleux d'en recommander la lecture et l'usage à des élèves. L'absence de tout appareil scientifique et le nombre des erreurs de détail que nous y avons relevées sont, à ce point de vue surtout, tout à fait regrettables.

J. TOUTAIN.

Charles JOHNSON et Hilary JENKINSON. **English Court hand, A. D. 1066 to 1500, illustrated chiefly from the public Records.** Oxford, at the Clarendon press, 1915. 1 vol. de texte, in-8°, XLIV-250 pages, et un album, 44 pl., gr. in-fol. Prix : 25 sh.

Hilary JENKINSON. **Palmography and the practical study of Court hand.** Cambridge, at the University press, 1915. Petit in-fol., 37 pages et 13 pl. Prix : 8 sh.

Ces deux ouvrages sont destinés à l'enseignement de la paléographie et s'adressent avant tout aux personnes qui travaillent aux

P. Record Office. Là sont déposées, comme chacun sait, les archives de la couronne d'Angleterre, les plus riches peut-être du monde entier, car, dans nul autre pays, les administrations publiques n'ont pris d'aussi bonne heure autant de soin pour consigner le souvenir écrit de leurs opérations; nulle part, les séries de documents ne sont aussi anciennes et aussi complètes; il en est qui, débutant avec le XIII^e siècle, se continuent encore de nos jours. Les scribes qui ont exécuté la masse vraiment prodigieuse de brefs, de chartes, de rôles, de comptes, de pièces de procédure ont eu leurs habitudes d'écrire qui sans doute se sont modifiées dans la suite des temps, mais qui ont toujours conservé un caractère propre à chaque époque. C'est ce qui constitue ce qu'on appelle le *Court hand*, et l'on distingue le *Court hand* du *book hand*, qui est l'ensemble des pratiques et des traditions observées par les scribes chargés d'exécuter les livres. L'écriture des livres, des œuvres littéraires si l'on veut, conserve toujours quelque chose d'appliqué, d'impersonnel; celle des documents administratifs est plus courante, plus individuelle. Toutes deux procèdent d'ailleurs de la même origine, qui est la minuscule carolingienne; elles offrent donc de grandes ressemblances non seulement entre elles, mais aussi avec les écritures du Continent; le système des abréviations, de la ponctuation, est le même des deux côtés de la Manche et, quand on sait déchiffrer les écritures usitées en France du XI^e au XV^e siècle, on n'éprouve que de légères difficultés à lire les écritures d'Angleterre.

Comment enseigne-t-on la paléographie médiévale en Angleterre? Il y a vingt ans on n'aurait peut-être pas pu signaler dans tout le Royaume-Uni un seul cours public à l'usage des apprentis paléographes. Aujourd'hui, il n'y a peut-être pas une Université anglaise où cet enseignement ne soit organisé plus ou moins complètement. Les recueils de fac-similés, sans lesquels on ne saurait former d'élèves, sont assez nombreux et importants; la plupart font d'ailleurs connaître surtout les manuscrits littéraires ou reproduisent des chartes originales exécutées avec un soin particulier, d'une main appliquée, impersonnelle, comme celle de livres. C'est uniquement des types d'écritures officielles, administratives que s'occupent MM. Johnson et Jenkinson, tous deux d'ailleurs employés au P. Record Office. Et l'ouvrage qu'ils ont produit en commun est un manuel pour les commençants.

Le volume de texte comprend d'abord une introduction où les auteurs nous indiquent brièvement l'origine du *Court hand*, les conditions dans lesquelles s'est formée l'écriture plus courante des pièces d'archives, moins compassée que celle des livres et, d'autre part, toujours plus lisible. Les cours supérieurs de l'Angleterre n'ont jamais connu, en effet, ni les scribes griffonnant à la diable comme certains greffiers du Châtelet, ni les abréviations se multipliant comme dans les livres de théologie et de droit pour économiser de la place. Puis ils nous parlent des influences étrangères, dont la plus notable

est celle de la cour pontificale, de la langue usitée par les scribes (le latin et le français, l'anglais étant pour ainsi dire dans les actes administratifs inexistant avant le ^{xvi}^e siècle), enfin de l'énorme quantité de documents où l'on rencontre cette écriture officielle, qui a exercé une influence prépondérante dans tous les compartiments des administrations provinciales, municipales et privées.

Viennent ensuite : une esquisse rapide du développement de cette cursive, un petit traité sur les différents modes d'abréviation avec une liste alphabétique des abréviations les plus usuelles (certaines paraissent être exclusivement particulières à l'Angleterre¹), des conseils sur les soins à prendre pour transcrire ces anciennes écritures, une bibliographie qui eût gagné à être présentée avec plus de méthode (les livres sont rangés au hasard, sans suivre aucun ordre ni chronologique ni alphabétique), un tableau des principaux fonds d'archives d'où sont tirées les planches, enfin une histoire : 1^o de chacune des lettres de l'alphabet latin (ou français, qui est le même); 2^o des « runes » ou des trois lettres anglo-saxonnes qui représentaient autrefois le *th* doux, le *th* dur et le double *v*; 3^o des chiffres dits arabes; 4^o de la ponctuation et des marques employées pour distinguer les paragraphes. Dans la seconde partie du volume, les auteurs ont donné la transcription de la plupart des pièces reproduites en fac-similé dans l'Album, avec des notes paléographiques très minutieuses et une brève traduction des mots rares ou de quelques termes techniques. Le tout est présenté avec une précision, une minutie qu'il faut louer sans réserve.

Ce livre, les auteurs le déclarent explicitement, n'est pas un traité systématique de paléographie; « des sujets tels que le développement historique des abréviations », disent-ils (p. XIII), « ou l'évolution du *book hand* en Angleterre ont été délibérément négligés; le *Court hand* lui-même est traité ici d'une manière plutôt empirique que scientifique, notre principal but étant de mettre un bon manuel aux mains de l'étudiant et un utile recueil de fac-similés au service du professeur ». Il semble néanmoins qu'un supplément d'information sur le système d'écriture d'où le *Court hand* tire son origine eût été bien accueilli des étudiants, à qui l'on parle, par exemple, des lettres onciales sans qu'ils sachent ce que ce mot signifie. Il est douteux, d'autre part, qu'ils suivent, avec toute l'attention qu'elle mérite, l'histoire de chaque lettre, d'autant qu'on a fait figurer dans les tableaux qui l'accompagnent des formes de lettres (surtout majuscules), qui ressemblent plus à des fantaisies de scribe qu'à des caractères usuels². D'ailleurs, cette partie est plutôt le livre du maître que celui de l'élève.

1. Par exemple : *aff.*, pour *afferator* ou *affidavit*; *ca. sa.*, pour *capias ad satisfaciendum*; *ve. fa.*, pour *venire facias*, etc. Je relève dans cette liste une faute d'impression : la syllabe *mes.* abrège le mot *mesuagium* et non *mesnagium*.

2. J'ai noté, à cause de leur étrangeté, les suivantes : C 4, D 16, M 5, Q 4, R 12 et S 11.

Là où l'élève trouvera une ample matière d'enseignement, c'est dans le recueil de fac-similés, car on ne devient bon paléographe que par la lecture constante des types les plus variés d'écritures. Ce recueil est excellent; le choix des pièces à reproduire est fort bon et l'exécution en est parfaite. Les auteurs ayant constaté que dans chacune des cours supérieures de l'administration royale les scribes avaient adopté des particularités différentes d'écriture et d'abréviation ont pris soin de prendre leurs documents dans chacun des grands fonds de leurs archives. Sont donc représentés dans ce beau recueil : pour l'échiquier, les « Pipe rolls », les rôles des recettes et des dépenses; pour la chancellerie, les rôles des « cartae », des lettres patentes et des lettres closes; des « plea rolls », parmi lesquels figurent des rôles de la « Curia regis »; des rôles d'assises et de plaidoiries, soit « coram rege », soit dans le palatinat de Lancastre; des actes d'accords passés devant la cour des plaids communs pour le transfert de la propriété foncière (*finis, pedes finium*); un petit nombre d'expéditions scellées du grand sceau de la royauté; des types d'écritures plus libres provenant des secrétaires de certains princes ou grands fonctionnaires et groupés aujourd'hui dans l'inestimable recueil appelé « Ancient correspondence ». Un autre groupe de fac-similés représente les écritures employées dans les administrations provinciales, ecclésiastiques et privées; dans ces dernières, on en arrive aux écritures proprement individuelles, à ce qu'on appellerait aujourd'hui des autographes. Cet ensemble de fac-similés ne servira pas seulement à l'enseignement de la paléographie pure, il intéressera également celui qui s'occupe de l'histoire des institutions et, jusqu'à un certain point aussi, de la diplomatique.

Une connaissance précise des types d'écriture employés dans les diverses administrations et de leur développement graduel permet de dater les documents où manquent les indications chronologiques. Mais l'aspect de l'écriture est un critérium parfois trompeur. C'est ce qu'a mis en bonne lumière M. Jenkinson dans son « Étude pratique de l'écriture officielle » que nous annonçons en tête de cet article. Il a, par exemple, fait reproduire en fac-similé onze parties d'un rôle de 1225 pour la levée d'un impôt du quinzième et il montre que, si plusieurs des copistes qui ont exécuté ce rôle avaient une écriture toute semblable à celle des lettres patentes ou closes transcrites sur les rôles de cette même année, d'autres formaient leurs lettres et employaient des signes d'abréviation que l'on retrouve exactement dans certains rôles de la pipe rédigés sous Henri II, soit quelque cinquante ans auparavant. Les deux premières planches reproduisent en outre de prétendues chartes de Henri II qui ont été fabriquées sous Édouard III, mais avec une telle dextérité manuelle que de bons paléographes ont pu se tromper sur leur authenticité; il a fallu constater de grossières méprises dans les noms des témoins pour s'apercevoir de l'erreur. M. Jenkinson tire de ces faits bien constatés la conclusion qu'à l'étude

des types d'écriture usités dans les administrations publiques et dans les autres qui les imitaient, il faut joindre l'histoire de ces administrations elles-mêmes et de leurs archives. Il a tout à fait raison; mais l'archivistique¹ et l'histoire des institutions sont tout de même des enseignements différents et qui exigent d'autres aptitudes; peut-être M. Jenkinson a-t-il quelque tendance à mêler des disciplines qu'il vaut mieux traiter séparément. Nous avons connu à l'École des chartes un professeur de paléographie, très zélé, très enthousiaste, qui finissait par se donner des airs d'annexer dans son cours presque tous ceux de ses collègues. *Est modus in rebus*.

Ch. BÉMONT.

Édouard MAUGIS. **Histoire du Parlement de Paris, de l'avènement des rois Valois à la mort d'Henri IV.** T. II. Paris, Auguste Picard, 1914. In-8°, 420 pages.

M. Maugis poursuit avec beaucoup de vaillance son histoire du Parlement de Paris; le tome II paraît une année après le tome I et c'est, croyons-nous, la seule publication importante qui ait été publiée sur notre histoire nationale depuis qu'a éclaté cette guerre terrible.

Le tome II diffère sensiblement du tome I². Dans celui-ci, M. Maugis avait étudié, en trois livres, des questions techniques : le recrutement et la composition du Parlement, l'administration de la justice, le rôle politique du Parlement et le droit de remontrance depuis les origines ou du moins depuis l'ordonnance de 1389 jusqu'à l'assassinat d'Henri III; on pouvait s'attendre à retrouver ici l'examen des mêmes questions pour le règne d'Henri IV. Or, on est très surpris, en ouvrant ce tome II, que l'auteur revienne en arrière; nous nous trouvons ramenés, avec le livre IV, au règne d'Henri II et à l'édit de Saint-Germain de mars 1549, qui partage entre les prélats et les juges royaux la connaissance des troubles causés par les protestants, attribuant aux premiers le crime d'hérésie proprement dit, aux seconds celui de sédition et de perturbation. M. Maugis, sans nous prévenir, a modifié son plan. Dans ce nouveau volume, il ne traite plus que de façon accessoire les questions d'organisation qui ont rempli le précédent; il fait l'histoire même du Parlement; il dit à quels grands événements il a été mêlé; et, dès lors, il nous vient un grand regret. Pourquoi, lui qui a consulté, qui a lu avec une si admirable patience tous les registres du Parlement, ne nous a-t-il fait cette histoire qu'à

1. Dans l'introduction, M. Jenkinson trace un tableau sommaire des fonds d'archives administratives existant au P. Record Office pour une seule année, la onzième du règne d'Édouard II. La masse en est prodigieuse et elle n'a cessé de grossir dans la suite des temps.

2. Sur ce tome I, voir *Revue historique*, t. CXV, p. 153.

partir du milieu du *xvi^e* siècle? Le chapitre 1 de ce tome II est intitulé : le Parlement et la Réforme, et il commence, comme il vient d'être dit, à l'édit de mars 1549. « Nous prenons la question », écrit M. Maugis, « au moment où elle passe, de l'ordre spéculatif des idées et des livres, à celui des faits positifs, où la Réforme devient un élément de perturbation non plus seulement morale, mais politique, où elle appelle, par ses audaces, les rigueurs de la répression non contre les seuls écrits ou les personnes, mais contre la faction elle-même. » Il est pourtant bien dommage que M. Maugis n'ait pas pris la question dès l'origine. Il nous eût certainement appris bien de curieux détails sur le procès de Louis de Berquin en 1529, sur l'affaire des placards en 1534, sur l'ordonnance de 1540, etc.; il nous eût montré comment s'est formée la doctrine du Parlement sur la répression de l'hérésie; et nous croyons bien qu'il eût pu éclairer le problème encore si obscur du développement du protestantisme en France. Mais sachons-lui gré de tout ce qu'il nous apporte de nouveau. Si le coup d'État du 10 juin 1559, la fameuse mercuriale d'Henri II, qui eut pour conséquence l'arrestation d'Anne du Bourg, de Paul de Foix et de Loys du Faur, nous était déjà bien connu, si les réflexions, d'ailleurs exactes, sur les raisons qui finirent par éloigner le Parlement de la Réforme avaient été déjà présentées, le chapitre qui nous montre la conduite du Parlement après chaque édit de pacification, de 1560 à 1576, de l'édit de Romorantin à celui de Beaulieu, est rempli de faits ignorés jusqu'ici et fournit à l'historien bien des précisions. Les chapitres qui concernent la période de la Ligue sont particulièrement intéressants et nouveaux. Appuyés sur les registres, M. Maugis montre que jusqu'ici les historiens ont eu le grand tort de s'en fier à L'Estoile, qu'il prend à diverses reprises sur le fait d'inexactitude et de grave négligence; combien il serait nécessaire qu'on nous donnât, après l'édition des bibliophiles, une édition critique du célèbre mémorialiste! Il prouve qu'au début les parlementaires demeurés à Paris furent un jouet aux mains de la Ligue, mais qu'ils ne tardèrent pas à se ressaisir et qu'ils sauront aux États-Généraux de 1593 défendre, contre les partisans de l'Espagne, les principes fondamentaux de la monarchie française. Au Parlement de Paris s'opposa le Parlement de Tours, composé des magistrats demeurés fidèles à Henri III; il se réunit en avril 1589, soutint, après l'assassinat du Valois, le Béarnais et rentra à Paris le jeudi 14 avril 1594, après cinq années d'existence très agitée, remplies surtout par des discussions sur des questions de personnes. Un autre Parlement s'était constitué à Châlons-sur-Marne, qui eut sans doute pour origine une commission de grands jours : délégation extraordinaire du Parlement de Tours, elle devint permanente et subsista jusqu'en mai 1594. L'histoire de ces deux assemblées de Tours et de Châlons est faite pour la première fois par M. Maugis. En avril et mai 1594, les trois cours se réunissent et le Parlement de Paris se reconstitue; mais naturellement

les membres qui avaient été fidèles à Henri IV et les autres se rencontrèrent sans enthousiasme; il y eut entre eux des froissements et même de violentes disputes. Les parlementaires s'élèvent au chiffre de 188, qui nous paraît bien excessif. M. Maugis nous dit comment, de 1594 à 1599, fut liquidée la période des troubles; il termine au 25 février 1599 où le Parlement enregistra, d'assez mauvaise grâce, l'édit de Nantes.

Le livre v est consacré au règne proprement dit d'Henri IV; il est constitué par trois chapitres qui portent les titres : I. Statut du parlement, recrutement et composition; II. Le droit d'enregistrement et de remontrances (ce sont là deux des divisions du t. I); III. Le Parlement d'Henri IV et le nouvel esprit gallican (on y voit que le Parlement était beaucoup plus favorable aux jésuites qu'on ne le croit d'ordinaire; le parti hostile à la Compagnie ne rallia l'unanimité qu'à un moment, lors de l'attentat de Châtel à la fin de 1594; plus tard, les jésuites comptèrent parmi leurs partisans un grand nombre de conseillers et il semble bien que contre l'édit de rappel de 1603 le Parlement n'ait résisté que pour la forme).

Telle est l'analyse de ce nouveau volume. Nous lui adressons bien sincèrement les mêmes éloges qu'au tome I. M. Maugis connaît à fond les registres du Parlement; il en a tiré un très grand nombre de faits inédits. Pourtant, nous devons aussi renouveler nos critiques. Pourquoi l'art fait-il autant défaut à la composition? Peut-être dans ce tome qui renferme des parties narratives en sommes-nous davantage choqués. M. Maugis sait présenter d'intéressantes réflexions générales : qu'on lise par exemple ses pages sur les avantages et l'inconvénient de l'esprit de corps (p. 274-275); il fait des comparaisons très suggestives entre deux époques, par exemple sur la rentrée à Paris du Parlement de Poitiers en 1436 et la réunion au Parlement ligueur des compagnies fidèles de Tours et Châlons en 1594 (p. 187 et suiv.); mais, dans ses récits, il ne rappelle point les événements auxquels il fait allusion; il suppose bien à tort ses lecteurs aussi instruits que lui; il mêle l'accessoire et le principal, et souvent il a mis bout à bout ses extraits de registres, sans que des caractères d'imprimerie différents distinguent de sa prose à lui les longues citations. Puis ici encore pourquoi avoir limité rigoureusement, systématiquement, sa documentation aux registres mêmes? A cette méthode, M. Maugis ne fait exception que pour nous citer, d'après les imprimés, un certain nombre de discours de Guillaume du Vair, ainsi le discours après les barricades, de mai 1588; la *Suasion de l'arrest pour la manutention de la loy salique* en 1593. Pourtant, il sait qu'en réalité du Vair ne s'est pas exprimé sous cette forme devant le Parlement, qu'il a développé, amplifié pour la propagande l'avis exprimé par lui : devant le Parlement, l'orateur n'avait qu'un quart d'heure pour s'expliquer. M. Maugis a eu bien raison d'avoir cité ces admirables pages qui comptent parmi les chefs-d'œuvre de notre lit-

térature; il nous a montré par elles non pas ce qui s'est passé au Parlement, mais le véritable *esprit* de certains parlementaires dans cette époque de troubles; nous aurions voulu plus d'infidélité de ce genre aux sacro-saints registres, et l'histoire du Parlement en eût été illuminée.

Toute cette histoire est-elle donc dans les registres? En aucune façon, et nous ne songeons pas ici aux registres qui sont en déficit, mais à ceux dont nous possédons la suite régulière. Des feuillets ont été arrachés à dessein et ces feuillets contenaient ce que nous voudrions savoir le plus. Des omissions singulières ont été faites. Parlant du procès fameux entre les jésuites d'une part, le recteur de l'Université et les curés de Paris de l'autre en 1594, M. Maugis écrit, p. 290 : « Nous ne connaissons guère de la cause que quelques détails de procédure. Le fonds même nous échappe, les plaidoiries des avocats et du ministère public n'étant que mentionnées, non insérées au registre des audiences, contre l'usage. Par une sorte de fatalité ou de parti pris, de quelque côté qu'on aborde l'histoire de la Société [de Jésus], on se trouve toujours en présence de réticences, omissions, silences fortuits ou voulus qui font le désespoir de l'érudit. » Mais n'était-ce pas le cas de recourir, pour combler cette lacune, au témoignage des contemporains? Dans les registres du Parlement tels que nous les possédons, il n'est jamais question de l'édit la Paulette. Dès lors, M. Maugis, fidèle à son système, ne parlera pas de cet édit. Il dira seulement (p. 216) : « L'édit de la Paulette ne fut jamais, que nous sachions, vérifié ni débattu en Parlement », et c'est absolument tout, dans le long chapitre consacré au recrutement du Parlement sous Henri IV. Si je veux m'en informer, je suis obligé, après avoir lu ce gros volume sur le Parlement, de rouvrir un manuel; il m'apprendra qu'en 1604 les officiers de judicature et de finances, moyennant un impôt annuel, obtinrent permission de résigner en tout état de cause leur charge, que cette résignation était valable, même s'ils mouraient dans les quarante jours suivant le paiement, qu'au cas de non résignation leurs veuves et leurs héritiers pouvaient en disposer et qu'ainsi les charges devinrent véritablement héréditaires et comptèrent dans une succession comme un domaine¹. Cette mesure ne fut peut-être pas une transformation aussi profonde qu'on le dit; elle s'explique par une série de dispositions antérieures que M. Maugis rapporte; mais est-ce une raison pour la passer sous silence avec un superbe dédain?

Ce sont des partis pris de ce genre qui rendent souvent obscur le travail de M. Maugis, par ailleurs si méritoire et si rempli de faits. Veut-on savoir ce que les recherches de l'auteur peuvent avoir de véritablement fécond, qu'on lise les appendices placés à la fin du volume. Le troisième sur les gages du Parlement après 1594 est assez

1. Cf. J. Mariéjol, dans Lavissee, *Histoire de France*, VI^e, p. 62.

insignifiant; mais les deux premiers sont du plus vif intérêt. L'un est l'histoire de la censure des livres et de l'imprimerie par le Parlement au XVI^e siècle. Le Parlement intervient d'abord pour assurer à un imprimeur le monopole de l'ouvrage imprimé par lui, donnant ainsi un *privilege*; il contrôle ensuite les doctrines exprimées dans un livre, donnant un *permis d'imprimer*, et il en arrive à dresser la liste des ouvrages qu'un libraire est autorisé à mettre en vente. On trouvera dans cette étude les noms d'Érasme, de Mélanchthon, de Calvin, de Marot, de Bonaventure des Périers, etc., et l'histoire littéraire aura beaucoup à y gagner. M. Maugis a relevé dans les registres 600 ouvrages environ, soit approuvés, soit réprouvés par le Parlement. Cette liste mériterait d'être publiée et les ouvrages devraient être identifiés avec précision. L'autre appendice est consacré au contrôle et à la réformation des Universités par le Parlement au XVI^e siècle. C'est surtout par ces études précises et techniques que M. Maugis servira aux historiens et aux travailleurs en général. Nous espérons qu'il les multipliera, qu'il publiera prochainement son chapitre traitant de la surveillance exercée par le Parlement sur la municipalité de Paris et sur les corporations parisiennes, qu'il nous donnera aussi bientôt ce *Tableau* des membres du Parlement auquel il renvoie souvent par avance dans cet ouvrage. M. Maugis nous a déjà beaucoup donné; nous attendons encore davantage de son long et consciencieux dépouillement des registres. Le travail qu'il a fourni, tout en se consacrant à l'enseignement dans un lycée de Paris, est véritablement immense et l'Académie des inscriptions a eu raison de lui décerner le premier prix Gobert, une des plus hautes récompenses dont elle dispose.

Chr. PFISTER.

David Jayne HILL. **A history of diplomacy in the international development of Europe. T. I : The struggle for universal empire (B. C. 30 to A. D. 1313).** Londres et New-York, Longmans, 1905. In-8°, xxiii-481 pages. **T. II : The establishment of territorial sovereignty (1313-1648).** 1906, xxv-663 pages. **T. III : The diplomacy of the age of absolutism.** 1914, xxvi-706 pages.

Le titre de l'important ouvrage que M. David Jayne Hill a entrepris et dont il vient de nous donner le troisième volume ne se laisse pas facilement traduire en français. Je le paraphraserai volontiers ainsi : « Histoire de la diplomatie, étudiée à la lumière du développement international de l'Europe. » Que les mots « histoire de la diplomatie » ne trompent pas le lecteur. Les méthodes et les doctrines en usage dans les chancelleries ne forment pas la matière de ce livre. M. Hill, après avoir professé à l'Université de Columbia, a représenté son pays — les États-Unis — dans diverses capitales européennes et eu

dernier lieu à Berlin. Homme d'État autant qu'historien, c'est « pour former l'esprit de l'homme d'État » qu'il écrit l'histoire. Le diplomate doit, comme on disait autrefois, savoir l'Europe. Or, « l'Europe » (je cite ici M. Hill) « est encore aujourd'hui, dans une très large mesure, gouvernée par ses souvenirs ». Pour en comprendre l'état présent, il faut en avoir débrouillé le passé. Cette étude du passé de l'Europe, M. Hill, animé surtout de préoccupations pratiques, après l'avoir fait sans doute pour son propre compte, la fait faire à son lecteur. De là est sorti ce livre, auquel conviendrait, mieux que tout autre, le titre que M. Émile Bourgeois a donné à un ouvrage analogue : « Manuel de politique étrangère. » Somme toute, c'est moins une histoire de la diplomatie européenne qu'une histoire de l'Europe à l'usage des diplomates.

L'Europe moderne s'est faite des débris de l'Empire romain ; le souvenir des Césars a hanté pendant des siècles et hante peut-être encore l'esprit des souverains. Très judicieusement, M. Hill ouvre son premier volume par une esquisse de l'histoire de l'Empire. Puis, dans ce premier volume, intitulé : « La Lutte pour l'Empire universel », il étudie les tentatives de ceux qui, après le grand écroulement des invasions, cherchèrent à refaire l'unité de l'Europe : empire carolingien, Saint-Empire romain de nation germanique, efforts de la papauté pour la constitution d'un véritable empire théocratique. Les conflits des papes et des rois allemands, l'éveil de la « conscience civique » dans les villes italiennes, la formation dans l'Europe occidentale des grandes monarchies anglaise et française amènent l'échec de tous ces rêves grandioses. M. Hill arrête son premier volume à la mort de l'empereur Henri VII, l'« alto Arrigo » dont la fin prématurée, à jamais funeste au parti gibelin, laissa Dante inconsolable.

Le tome II¹ porte comme sous-titre : « La formation de la souveraineté territoriale. » C'est l'histoire de l'établissement des grands États de l'Europe moderne, France, Angleterre, Espagne, monarchie autrichienne, et des derniers soubresauts de l'ambition impériale. La doctrine de l'équilibre européen naît des conflits incessants d'États, à peu près égaux en force, dont aucun ne peut atteindre à une hégémonie durable. Les traités de Westphalie qui consacrent à la fois la décadence du Saint-Empire et la ruine des prétentions des Habsbourg à la domination de l'Europe ferment naturellement cette période.

Mais les États ainsi formés étaient pour la plupart gouvernés sous le régime de la monarchie absolue. Les dynasties maîtresses dans chaque pays des destinées nationales ne pouvaient manquer de poursuivre surtout leurs fins propres, et même de reprendre parfois les vieux rêves d'empire universel. La politique de l'Europe, des traités westphaliens à l'aube de la Révolution française, a un caractère dynas-

1. M. Ch. Bémont a déjà entretenu les lecteurs de la *Revue historique* de ce volume. Cf. t. XCIV, mai-juin 1907, p. 134.

tique marqué; c'est « la diplomatie de l'âge de l'absolutisme ». M. Hill s'arrête à la mort de Louis XV. La révolte des colonies américaines, les troubles de Hollande lui paraissent devoir être étudiés comme des préludes de la Révolution française et avec elle.

Il va de soi que la documentation de M. Hill ne pouvait être une documentation d'archives. Mais quelle énorme tâche déjà que de consulter les ouvrages de seconde main touchant l'histoire de l'Europe, d'en retirer la substance, d'écarter les mauvais livres et de ne suivre que des guides sûrs! M. Hill s'est acquitté avec beaucoup de bonheur de ce rude travail. Ses bibliographies présentent quelques omissions. Sauf erreur, l'histoire de France entreprise sous la direction de M. Lavissee n'est citée qu'une fois, l'histoire de Belgique de M. Pirenne ne l'est pas du tout. M. Hill ne paraît connaître qu'un des quatre volumes que M. Luchaire a consacrés à Innocent III, l'excellente histoire de l'Italie au moyen âge de Ludo Hartmann lui a échappé... Mais à quoi bon prolonger cette liste? De tels oublis étaient inévitables. Il serait puéril d'en tenir rigueur à l'intelligent auteur d'un vaste ouvrage.

Aussi bien, les lacunes bibliographiques n'ont-elles d'importance que si, à cause d'elles, le récit se trouve entaché d'erreurs. C'est quelquefois le cas, chez M. Hill. Quelques-unes de ces erreurs ne sont que des inadvertances. Par exemple, l'étrange généalogie de Berwick que l'on lit, t. III, p. 306, n. 1. Le voyage de Pierre l'Ermite à Jérusalem est une pure légende (t. I, p. 236). Rouillé, le négociateur envoyé par Louis XIV, en 1709, au gouvernement des Provinces-Unies, n'était pas [Premier] Président du Parlement de Paris, mais président du Grand Conseil, ce qui représentait une situation bien moins importante (t. III, p. 306). La paix des Pyrénées, — M. Hill le sait bien, — n'a pas donné à la France une frontière nouvelle seulement du côté du sud; elle a comporté la cession par l'Espagne de la province d'Artois (t. III, p. 45). D'autres erreurs de fait sont plus graves parce qu'elles entraînent des erreurs d'appréciation. Si M. Hill avait consulté le *Saint Louis* et le *Philippe le Bel* de M. Langlois, il y aurait vu que la Pragmatique Sanction de saint Louis est un faux qui date vraisemblablement du x^v siècle (t. I, p. 389) et il aurait appris qu'il y a de bonnes raisons pour douter que Philippe IV ait été à la fois « un grand génie administratif » (t. I, p. 393) et un despote sans conscience (p. 399). Je ne sais où M. Hill a pris le singulier petit discours qu'il prête à Louis XIV après la mort de Mazarin; ce morceau d'éloquence ne doit pas être authentique (t. III, p. 52). Voici une manière bien médiocrement exacte de présenter la politique religieuse de Louis XIV : « En 1681, brusquement, Louis XIV ordonna à sa cour d'être dévote; désormais, chaque courtisan devint un missionnaire » (t. III, p. 173). Il n'est pas vrai que lors des dragonnades « des prêtres et des soldats fussent logés par couples dans les maisons des huguenots » (ibid.). On sait que pour justifier la déchéance des descendants de Jacques II, quelques lords anglais, en 1688, imaginèrent de prétendre que le fils de ce roi était un enfant supposé. M. Hill

paraît prendre au sérieux cette allégation ; ce n'est pourtant, semble-t-il, que la plus bizarre des fictions constitutionnelles que le respect de la légalité ait jamais imposées à des révolutionnaires malgré eux (t. III, p. 205). Feu M. Borrelli de Serres, qui a renouvelé l'histoire financière de la royauté française, aurait frémi en lisant cette phrase, heureusement rejetée en note : « Ce fut le ministre bourgeois Jacques Cœur qui rendit permanente la taille, taxe supplémentaire à l'aide et aux gabelles, posant ainsi les fondations du budget moderne » (t. II, p. 83, n. 1). Il est complètement faux que la conquête normande de 1066 ait mis pour la première fois la Grande-Bretagne en relation avec le continent (t. I, p. 381) ; on a pu soutenir avec quelque apparence de vraisemblance qu'une institution aussi importante que le sacre des rois de France avait été imitée de la pratique anglo-saxonne. Il y aurait beaucoup à dire sur cette définition de la féodalité : « La féodalité ne négocie pas ; elle foule la loi aux pieds de ses chevaux » (t. I, p. 365).

Dans l'exécution de son vaste et beau dessein, la difficulté la plus grave peut-être qu'il rencontrait M. Hill, c'était le choix des faits fondamentaux. Dans son livre, les faits importants ne sont presque jamais omis ; mais il arrive qu'ils ne soient pas suffisamment mis en relief et qu'ils se confondent avec des faits qu'on eût presque pu négliger de rappeler. L'histoire du moyen âge, pour M. Hill, se résume presque tout entière dans l'histoire de la lutte du sacerdoce et de l'empire. Certes, on comprend que les péripéties dramatiques de ce grand combat, qui fut une lutte d'idées en même temps qu'une lutte d'intérêts, l'aient passionné ; mais elles l'ont un peu fasciné. Sur la formation des grands États de l'Europe occidentale, sur le long conflit des rois français et des rois anglais qui posa, avec une acuité particulière, ce grand problème du droit médiéval : les rapports du seigneur et du vassal, sur la quatrième croisade, si curieuse pour l'historien de la diplomatie parce que mieux sans doute que dans tout autre événement on y voit se dérouler et s'entre-croiser les intrigues d'une politique déjà subtile, on eût souhaité des développements plus nourris. En revanche, l'expédition malheureuse de Philippe le Hardi en Aragon, qui fut sans portée comme sans succès, eut pu être omise sans grand inconvénient. La question de la « succession protestante » a pesé sur la politique anglaise, à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e, d'un poids tel que l'on s'étonne de ne la voir mentionnée par M. Hill que presque incidemment. Les projets grecs de Catherine II n'eussent-ils pas mérités eux aussi d'être exposés avec plus d'ampleur ?

Chose curieuse chez un diplomate de nos jours, M. Hill paraît négliger à peu près complètement le facteur économique. Sans doute, a-t-il cent fois raison de ne pas le voir partout : la conception matérialiste de l'histoire a fait son temps. Mais c'est tout de même une sorte de gageure que de parler de la naissance des républiques urbaines en Italie ou de la guerre entreprise par Louis XIV contre les Provinces-Unies sans presque faire allusion à des faits d'ordre économique.

Il fallait faire ces critiques. Il serait injuste de s'y appesantir. Je disais au début que M. Hill était homme d'État autant que savant. C'est ce qui fait l'intérêt et comme la saveur de son livre. On sent que pour lui le passé n'est pas une chose morte. L'histoire diplomatique lui apparaît comme une série de problèmes que les politiques d'autrefois ont cherché à résoudre, — problèmes analogues, somme toute, à ceux sur lesquels ses collègues et lui-même peinent encore aujourd'hui. Il a le sens de la vie. Aussi même les historiens de profession liront-ils toujours avec agrément et profit ce livre, qui n'est pas précisément fait pour eux, mais où ils trouveront, à défaut d'idées bien nouvelles, une grande intelligence de l'histoire.

Marc BLOCH.

Th. SCHIEMANN. *Die letzten Etappen zum Weltkrieg*. Berlin, Reimer, 1915. In-8°, iv-352 pages.

Ce volume clôt la série *Deutschland und die grosse Politik*, où M. Schiemann, chaque année, réunissait ses chroniques hebdomadaires de l'étranger adressées à la *Gazette de la Croix*; il y a joint un certain nombre d'articles de revues publiés depuis la guerre. C'est un document précieux sur l'état d'esprit de l'Allemagne à la veille et au début du conflit européen. L'information de M. Schiemann, extrêmement étendue, est cependant parfois étroite : danger difficile à écarter dans un genre qui exige une quantité et une diversité de lectures vraiment énormes; mais c'est affaire de choix et, à juger les États-Unis presque exclusivement d'après une revue hebdomadaire de San-Francisco, ou à prendre pour baromètre de l'opinion française le *Temps* et les *Débats*, certes, mais plus souvent encore l'*Éclair*, ne risquait-on pas d'assez grosses erreurs? M. Schiemann s'efforce tout au moins d'être impartial : on notera ses appréciations sur l'esprit français et sur le rôle de l'Angleterre dans l'Inde (p. 141-143, 145) et l'assurance avec laquelle, jusqu'à la guerre, il pronostique une solution pacifique de la crise du Home Rule. C'est qu'aussi bien, malgré la réputation qu'il s'était faite chez nous, il n'était point pangermaniste, du moins de stricte obédience. Son livre n'en est que plus intéressant, car il montre comment un heurt, une secousse a suffi à livrer toute l'Allemagne à la contagion de la frénésie pangermaniste.

Tous ces articles, d'ailleurs, sentent la poudre. Il n'y est question que de guerre : la paix de l'Europe est précaire, la matière inflammable s'accumule, la situation est grosse de dangers. Est-ce tactique? Peut-être; mais alors, dangereuse. — M. Schiemann a un grand souci : l'Angleterre. Personnellement, il tient pour possible et pour désirable un rapprochement avec elle; même il prononce nettement le mot d'alliance. « Ma conviction est que tôt ou tard cette idée se réalisera, parce que c'est la manière la plus efficace d'assurer satisfaction aux intérêts de l'Allemagne comme à ceux de l'Angleterre et aussi à l'en-

semble des intérêts européens » (p. 72-73). L'idée choque assurément ses lecteurs, puisqu'il juge nécessaire, quelques jours plus tard, d'en défendre l'orthodoxie conservatrice, et c'est d'ailleurs, paraît-il, cette « anglomanie » qui a amené la rupture de M. Schiemann avec la *Gazette de la Croix*, d'où sa signature disparaît à partir du 2 septembre. Ce n'est pourtant pas qu'il fasse bon marché des droits ou des prétentions de l'Allemagne. Pour sacrifice préalable à l'alliance, il exige de l'Angleterre qu'elle abandonne non seulement la politique consacrée par l'accord anglo-russe de 1907, mais son principe naval du *two powers standard*. « Je n'ai jamais laissé place au doute sur ce point : notre programme naval est indépendant du programme de constructions de l'Angleterre, il est adapté à nos besoins et à notre situation mondiale, il est à prendre comme un fait *immuable* (p. 72). » On connaît cette manière de raisonner : l'Allemagne en a usé durant toute la semaine critique de juillet 1914. Mais alors ses hommes d'État voulaient certainement la guerre. M. Schiemann, au contraire, croit sincèrement qu'il veut, lui, la paix. Son cas n'en est que plus typique. — Jusqu'où l'Angleterre s'est-elle laissée entraîner par la France et la Russie ? Il a là-dessus des inquiétudes. Le 27 mai, il constate que, si la conversion de la Triple-Entente en Triple-Alliance a échoué, on parle, par contre, beaucoup de la conclusion d'un accord naval anglo-russe ; ce serait un engagement moins solennel, mais au moins aussi efficace : « L'Allemagne serait alors contrainte de compter avec le fait qu'elle trouverait l'Angleterre du côté de ses futurs adversaires (p. 152). » Y a-t-il un accord naval franco-anglais ? Y a-t-il un accord naval plus ou moins analogue entre l'Angleterre et la Russie ? Cet accord s'étend-il non seulement à la Méditerranée, mais aussi à la Baltique ? De la réponse à ces trois questions précises dépendent et l'avenir des relations anglo-allemandes et la paix de l'Europe. Le 11 juin, deux membres du Parlement posent à Sir Edward Grey non pas exactement ces trois questions, mais la question générale d'un accord naval franco-russe, et Sir Edward répond qu'il n'a rien à changer aux déclarations négatives faites il y a un an jour pour jour par le premier ministre. M. Schiemann, rassuré, se déclare pleinement satisfait (p. 176-177). Aussi n'aura-t-il pas, après la déclaration de guerre, assez d'injures pour Sir Edward : jésuite est le moindre (p. 253). Or, l'entrevue de Konopischt, où s'est, dit-on, conclu le pacte d'agression entre Guillaume II et François-Ferdinand, est du 12 juin. M. de Bethmann-Hollweg, dans son discours du 4 décembre au Reichstag, a cru devoir rappeler avec insistance que, « jusque dans l'été de 1914 », les ministres anglais avaient répété au Parlement que l'Angleterre avait toute sa liberté d'action et n'était liée par aucun engagement. Et, des propositions qu'il a faites le 29 juillet à Sir Edward Goschen aux déclarations de Sir Edward Grey du 11 juin, il est permis sans doute d'établir un rapprochement. Mais il faut renverser la formule de M. Schiemann, et dire, non point que la guerre était certaine dès que

Pétérabourg et Paris seraient sûrs de l'appui de Londres, mais, au contraire, qu'elle était décidée du jour où, à Berlin, on se croyait assuré de la neutralité de l'Angleterre et donc de la victoire sur la France et la Russie réduites à leurs seules forces.

Il s'entend de reste que pour notre auteur, comme pour tous les Allemands, cette guerre est pour l'Allemagne une guerre défensive, qui lui a été imposée par de méchants ennemis, et dont elle est pleinement innocente. M. Schiemann est, semble-t-il, la source de la légende dont l'Allemagne a fait sa vérité officielle et officieuse, et que ressasse depuis dix mois toute la presse germanique, de la *Norddeutsche Allgemeine* et de la *Kölnische* jusqu'à la *Neue Freie Presse* et au *Pester Lloyd* : la légende de la guerre née d'un complot entre MM. Izvolski et Poincaré, Sir Edward Grey, MM. Asquith et Churchill, et imposée aux peuples, malgré leurs répugnances et leurs résistances, par les manœuvres de politiciens qui, à la veille d'être chassés du pouvoir, n'auraient plus eu, pour sauver leur mise, que la ressource de brouiller toutes les cartes. M. Poincaré, soit président du Conseil, soit président de la République, symbolise pour les Allemands une politique qu'ils nomment nationaliste, belliqueuse, revancharde et qu'on tient, en France, tout simplement pour la politique nationale. Dans le ministère anglais, c'est à M. Churchill surtout qu'ils en ont : « Élément indiscipliné et peut-être indisciplinable », dit M. Schiemann (p. 189), à un moment où il loue encore Sir Edward Grey de son indépendance (*ibid.*). Le crime de M. Asquith est surtout de n'avoir pas su ou voulu contenir son turbulent collègue de la Marine et couper court aux menées de son hypocrite ministre des Affaires étrangères. Mais le grand responsable, le mauvais génie de l'Europe, c'est M. Izvolski : c'est lui qui tient les fils du jeu, lui qui mène la politique européenne (p. 189, 234); entre ses mains, le gouvernement français n'est qu'une troupe de marionnettes; sur M. Sazonov, dont il fut le chef, il a gardé toute son autorité; et, par l'apparent transfert à Londres du centre de la Triple-Entente, il a fort habilement trouvé le moyen d'insinuer son influence jusque dans le Foreign Office (p. 189). Les peuples ne voulaient pas la guerre : le peuple russe ne compte pas; le peuple anglais et le peuple français parlent par la voix de la presse radicale des deux pays, profondément pacifique. Mais M. Izvolski avait à prendre sur l'Autriche-Hongrie et sur l'Allemagne sa revanche de 1908-1909, et, pour les ministres anglais, comme pour M. Poincaré, « élu président de la République avec l'aide de la Russie », la guerre était le seul moyen d'échapper à la faillite de toute leur politique. — La pauvreté de cette thèse dispense de la réfuter. Il est amusant du moins d'en relever les contradictions : 1° « M. Poincaré n'a jamais compté en France plus que ses prédécesseurs, qui étaient des nullités » (p. 252); pour l'armée et la flotte, il n'est rien. — Donc, un président qui ne compte pour rien, qui est usé et brûlé, a, dans une république démocratique, le pouvoir et la force d'entraîner le pays, contre sa volonté, dans une guerre. 2° De même, les ministres

anglais, qui sont à la veille de la chute, ont encore le pouvoir et la force de tromper et d'entraîner le roi et le Parlement et de jeter l'Angleterre dans la mêlée, au mépris du vœu de l'énorme majorité de la nation. 3^e Le 29 juillet, M. Schiemann lui-même écrit que ni la France ni la Russie ne veulent encore la guerre; la Russie ne sera prête qu'en 1916 ou 1917. « On espère arriver, par les mesures d'intimidation de la Russie, à ce que l'Autriche se contente des demi-concessions sans sincérité de la Serbie (p. 235-237). » — Remarquons en passant combien il est difficile à la Serbie de satisfaire M. Schiemann, c'est-à-dire l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne; il lui reproche de n'avoir pas deviné quelles seraient les demandes de l'Autriche-Hongrie, de ne les avoir pas prévenues, d'avoir laissé passer ensuite le délai qui lui était imparti, et finalement « d'avoir, à la dernière minute, fait une offre de satisfaction qui n'en était pas une, qui, étant l'effet de la contrainte, ne méritait pas confiance et qui, à cause de ses réserves, devait nécessairement être rejetée » (p. 232). — L'attitude de la Russie est un bluff (p. 266). Pour concilier ces affirmations contradictoires — la Russie et ses alliés voulaient la guerre, mais pour plus tard; ils sont cependant responsables de la guerre actuelle — M. Schiemann est obligé, évidemment, de souscrire à la phrase de M. Erich Marcks (article sur Bismarck de la *Neue Freie Presse* du 30 mars 1915) : « La guerre de 1914; quelle que soit la manière dont elle a éclaté, est une guerre qui nous a été imposée. » Mais alors on n'est plus dans l'ordre de la raison, on est dans celui de la croyance. 4^e La contradiction la plus frappante est dans les faits, dans la perfection de la préparation militaire de l'Allemagne, dans l'imperfection de la nôtre et de celle de nos alliés. Les plus belles tirades sur la corruption sarmate et l'incurie welche n'expliqueront pas facilement ce miracle : la victime de l'agression disposant de l'instrument d'offensive le plus puissant, le mieux fourbi, le plus aiguë pour un choc rapide et décisif, et les agresseurs surpris par leur propre agression! D'ailleurs, pour M. Schiemann, le début de la guerre a été « une invasion par traîtreuse surprise du territoire allemand. La Russie n'a pas reculé devant un manque de parole déshonorant, et la France a sans scrupule violé les obligations internationales qu'elle avait elle-même contribué à fonder » (p. 246). En somme, c'est l'Allemagne qui a défendu contre nous la neutralité de la Belgique.

La guerre une fois déclarée, M. Schiemann n'a qu'admiration pour son pays et surtout son empereur, que menaces pour leurs adversaires. Il est élégiaque en rappelant les efforts faits par Guillaume II durant les vingt-six ans de son règne pour conserver la paix à l'Europe (p. 242), lyrique pour célébrer l'héroïsme du kronprinz et de ses frères, le dévouement charitable de l'impératrice et de sa fille (p. 248-249), dithyrambique dans ses éloges de l'Allemagne et du peuple allemand; le 2 septembre, dans sa dernière chronique, il note que l'on constate « non point un affaiblissement, mais au contraire un accrois-

sement de l'énergie allemande », de la confiance en l'empereur, l'état-major et toute l'armée, comme en l'esprit de sacrifice de la nation : « La sublimité de l'idée de l'État a éprouvé une résurrection dans chaque âme individuelle, et chacun de nous sent qu'il a à se montrer digne de la grande époque qu'il lui est donné de vivre (p. 267). » Il menace l'Angleterre dans l'Inde à la fois de son ennemi l'Islam et de son allié le Japon (p. 268-269); il la défie de mettre sur pied, en tout, plus de 400,000 hommes, dont tout d'abord il a fait prisonnière l'élite (p. 267), et dont, — singulier revirement de ses idées, — une grande partie devra être jetée en Irlande pour y éviter un soulèvement général (p. 315, cf. p. 308); il dépouille la Russie de la Pologne (p. 246) et la livre à la révolution; au Japon, il réserve une bonne leçon, « qui le ramène à la modestie » (p. 290-291); en France, il voit se préparer la débâcle : « Du côté de l'Ouest, chaque jour nous a, à la lettre, apporté au moins une victoire. Déjà Paris est menacé, Reims tombé, et de nouveaux, de grands événements se préparent à l'est de Paris. » (C'est la bataille de la Marne.) Il distribue aux « bons » neutres éloge et encouragement. La Suède a pour l'Allemagne de chaudes sympathies, mais seule une intervention active pourrait lui rendre la position perdue au XVIII^e s., et elle en aurait les moyens (p. 286). L'Amérique semble vouloir conserver une neutralité absolue et assurer sous son pavillon la continuation du commerce universel (p. 257), et, si le Japon voulait s'emparer de la mer du Sud, ce serait à elle, avec sa flotte, de réprimer ces ambitions (p. 275). De l'Italie, à cause de sa position géographique délicate, il accepte, faute de mieux, la neutralité bienveillante qui paraît être le maximum de ce qu'elle est prête à donner : « Mais elle manquerait ainsi une grande occasion d'acquérir une vraie gloire », et aussi Nice et la Savoie. Elle s'exagère les dangers qu'elle courrait : la flotte anglaise occupée par l'Allemagne ne peut rien contre elle; mais, comme sa situation n'est pas sans difficultés, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont non seulement compris, mais approuvé son point de vue (p. 258, 264, 285).

Nous sommes évidemment ici en dehors du domaine de l'histoire. Mais nous avons à faire à un historien. Ce qui fait la valeur du livre de M. Schiemann, c'est la personnalité de l'auteur. Il est curieux de voir comment, chez cet historien, de vaste information, de culture étendue, qui a beaucoup vu, beaucoup voyagé, qui a souvent montré de la clairvoyance et de la perspicacité, l'esprit critique s'oblitére et la netteté de vision se trouble sous l'illusion nationaliste. Au même rang intellectuel, on ne trouve pas chez nous de cas semblables.

Louis EISENMANN.

J'accuse, von einem Deutschen. Lausanne, Payot, 1915. In-8°, 374 pages. Prix : 4 fr.

J'accuse, par un Allemand. Édition française. Paris, librairie Payot, 1915. In-8°, 296 pages. Prix : 4 fr.

J'accuse, qui a fait du bruit, est un document intéressant de toute façon, mais d'un intérêt capital s'il est bien d'un Allemand. On en peut tout d'abord douter : l'anonymat, le titre à effet, une sévérité extrême, presque excessive, pour l'Allemagne, une véhémence passionnée contre elle, par contraste une sympathie presque ostentatoire pour l'Angleterre, de nombreuses pages parsemées de taches blanches qui sont, dit-on, précaution d'une censure volontaire, quoique l'ouvrage paraisse en pays neutre, quelques singularités de langue (*man modellte herum*, p. 77; *in folge hiervon*, p. 83), l'emploi étrangement français de certains noms géographiques (*Oesterreich* pris deux fois pour féminin, p. 70 et 290; *Thionville* au lieu de l'allemand *Diedenhofen*, p. 165); voilà bien des raisons de se méfier, et l'on se prend par moments à soupçonner l'artifice destiné à piquer le lecteur, le déguisement, l'original français. Mais, en fin de compte, le doute s'efface. Tout le livre respire un patriotisme ardent, sincère, de bon aloi, qui s'indigne, s'angoisse de voir l'Allemagne courir à l'abîme. Le style est bien allemand, et c'est l'édition française, parue à point nommé pour permettre une confrontation, qui sent la traduction. L'auteur anonyme enfin a un répondant : M. Suter, qui a reçu le dépôt du manuscrit et assumé la responsabilité de le publier, atteste, avec l'autorité d'une loyauté notoire, que *J'accuse* est bien le livre d'un patriote allemand.

Ne nous hasardons pas à suivre et à discuter les conjectures qu'on a risquées sur sa personne; elles sont toutes aventureuses et arbitraires. Mais son livre, et en particulier certains détails épars (p. 18, 20, 23, 44, 45, 51, 350, 353) permettent de deviner quelque chose de lui. Il est d'opinions avancées, avec des sympathies ou même des attaches socialistes, très informé de la politique allemande, jusque dans ses dessous, juriste de formation, mais mêlé à la vie pratique, peut-être dans la direction de grandes affaires; et ses fréquents voyages dans les pays les plus divers (à la fin d'août, il revenait encore d'Amérique, p. 51) comme ses séjours au dehors ont développé sa faculté innée de comprendre la mentalité de peuples étrangers (cf. p. 95-97 son aperçu des rapports de la France avec l'Allemagne depuis 1870). C'est par là un Allemand d'une espèce rare aujourd'hui, un isolé parmi ses compatriotes; et il faut regarder son livre non comme un manifeste, mais comme une simple manifestation individuelle. Cela, d'ailleurs, n'en diminue en rien la valeur; car elle est pour nous beaucoup moins dans ses conclusions que dans sa méthode. Il ne peut nous déplaire, sans doute, d'entendre un Allemand confesser la justice de notre

cause. Mais il nous importe beaucoup plus que ce soit l'application d'une rigoureuse méthode scientifique — étude impartiale des documents, critique serrée des témoignages, scrupule de ne leur faire dire qu'exactement ce qu'ils disent et non ce qu'on les sollicite à dire — qui impose à cet Allemand les conclusions qui sont les nôtres, avec la force d'une irrésistible évidence.

J'accuse a été achevé en février (p. 15) et publié en avril. Il se divise en cinq chapitres qui forment deux parties bien distinctes : on peut, pour ne pas dire subjective et objective, les nommer personnelle et impersonnelle. La première comprend en trois chapitres (le premier, le quatrième et le cinquième) une adjuration à l'Allemagne de se ressaisir tant qu'il n'est pas encore trop tard, une peinture des maux de la guerre, une esquisse de ce que doit être la paix future et de ce qu'elle doit apporter au peuple allemand. La seconde est une démonstration de la responsabilité de l'Allemagne dans la guerre : démonstration fondée sur l'étude critique des textes, documents littéraires, statistiques, publications diplomatiques. C'est, évidemment, de beaucoup la plus intéressante ; ses deux chapitres occupent d'ailleurs plus des trois quarts du livre.

A l'analyse très juste et très pénétrante de toute la politique de l'Allemagne depuis une vingtaine d'années, qui forme le second chapitre, on ne peut guère reprocher qu'un excès parfois de sévérité. La politique coloniale de l'Empire est, aux yeux de l'auteur, une des principales causes du sanglant conflit d'aujourd'hui. Il estime et l'on peut lui concéder que les meilleures colonies de l'Allemagne sont en vérité les États étrangers avec lesquels elle a si puissamment développé son commerce ; et encore — la remarque est neuve et fine — que, parmi les Allemands d'outre-mer, les plus utiles au germanisme ne sont pas ceux qui ont gardé leur nationalité allemande, mais ceux qui, en devenant citoyens d'une nouvelle patrie, ont conservé l'esprit et le cœur allemands (p. 52-53) ; à preuve le cas des Germano-Américains. En est-il moins naturel, en était-il, dans une certaine mesure et sous de certaines conditions, moins légitime que l'Allemagne, unifiée, grandie, enrichie, aspirât à posséder, elle aussi, des colonies, dans l'intérêt de son prestige, de sa puissance maritime, de son commerce d'exportation, susceptible de se développer, de son industrie, qui eût pu de plus en plus largement s'approvisionner ainsi de matières premières allemandes ? Invoquer contre la politique coloniale de l'Allemagne l'exemple des colonies françaises (p. 45), c'est avoir, aujourd'hui surtout, la main particulièrement malheureuse ; nos statistiques commerciales nous ont appris depuis longtemps la valeur économique de nos colonies, et la guerre nous montre une fois de plus avec éclat quelle est pour nous leur valeur morale. Ce n'est donc pas les aspirations coloniales de l'Allemagne qu'il faut condamner, mais c'est les procédés par lesquels elle a voulu les réaliser, tantôt brutaux, tantôt sournois ; c'est aussi l'arrière-pensée qui perçait, comme sous toute sa politique,

sous son effort colonial. Vous dites : nous luttons pour avoir notre place au soleil, non pour prendre celle des autres ; nous sommes le peuple le moins ambitieux, le plus pacifique ; nous ne poursuivons aucun rêve d'hégémonie (p. 54-55). Non : la guerre que vous faites est d'expansion, de conquête, d'impérialisme (p. 34) ; et, pour titre à l'hégémonie, l'Allemagne officielle se couvre d'une « vieille idée juive », qui, piquante rencontre, « domine l'empire bon chrétien, protestant, antisémite » (p. 64), l'idée du peuple élu. Pour entraîner le peuple allemand à la guerre, on a agité devant lui le spectre de l'encerclement. Mais peut-on prouver à la charge de l'Entente la moindre entreprise agressive, la moindre démarche qui n'ait pas été pacifique ? Depuis quand est-il défendu à des États de chercher dans une entente la garantie pacifique de leurs droits et de leurs intérêts ? L'Allemagne s'est-elle privée d'avoir avec l'Autriche-Hongrie une union bien plus étroite et, les jours critiques de juillet et d'août l'ont montré, bien plus menaçante ? (p. 166). Le peuple allemand ignore, on lui a laissé ignorer que, depuis vingt ans, l'Angleterre a fait à l'Allemagne, sous toutes les formes, des avances toujours déclinées. Ou refuser tout engagement avec l'Angleterre qui limiterait l'expansion navale, ou se le faire payer d'une promesse de neutralité absolue en cas de conflit européen, voilà toute la politique de l'Allemagne. Autant demander à l'Angleterre d'abdiquer comme grande puissance, de souscrire d'avance à sa future défaite. « L'Allemagne voulait d'abord, en éliminant l'Angleterre, s'ouvrir la voie de l'hégémonie continentale, pour ensuite, de ce tremplin, s'élever aux dépens de l'Angleterre à l'hégémonie éternelle du monde » (p. 85, 86, 88). C'est ce que M. de Bethmann-Hollweg a proposé en 1912 à Lord Haldane (p. 85) ; c'est ce que, dans l'entretien fameux du 29 juillet 1914, il propose encore à Sir Edward Goschen. Pour avoir, en 1912, refusé la contre-offre de l'Angleterre (neutralité dans tout conflit non provoqué par l'Allemagne), ne faut-il pas que, dès lors, Berlin ait été résolu à forcer bientôt la guerre ? « L'Angleterre offrait l'assurance qu'elle n'attaquerait pas, mais l'Allemagne réclamait la garantie qu'elle pourrait attaquer en toute sécurité » (p. 87). En 1913, sans doute, elle a réprimé les velléités agressives de l'Autriche-Hongrie ; mais c'est que, pour inspirer au peuple allemand l'enthousiasme d'une guerre nationale, il fallait d'autres prétextes que des chicanes de frontières entre Serbes et Bulgares, et c'est aussi qu'elle avait encore certains préparatifs militaires à achever. Mais, sitôt prête, en 1914, elle n'a plus reculé devant le crime.

« Le crime », le chapitre central du livre, démontre, après tant d'autres études, mais plus complètement et avec plus d'évidence, parce qu'il s'appuie sur les documents les plus récemment publiés, que seule la volonté de l'Allemagne a rendu la guerre inévitable. Au cours de la semaine critique de juillet 1914, sa politique à la fois cauteleuse et brutale (p. 123, 124, 140, 141, 265, 269, 270) s'applique à embrouiller un litige en lui-même simple et soluble, pour y trouver le

prétexte de guerre qu'elle cherchait ; à escamoter, si l'on peut dire, le conflit austro-serbe, pour mettre au premier plan la question de la mobilisation russe. Alors elle se prétend menacée et offensée par cette mobilisation, et elle peut sans inquiétude déclarer une guerre que son peuple désormais croit d'honneur national. Les preuves de sa responsabilité sont écrasantes. C'est d'abord les contradictions où se perd, les mensonges où se prend M. de Bethmann-Hollweg, quand il tente de rejeter sur l'Angleterre le poids du crime, oubliant que, dans sa déclaration de guerre à la Russie et, à sept reprises, dans son discours du 2 août au Reichstag, il a proclamé la sincérité des efforts pacifiques du cabinet de Londres (p. 197, 198, 203-206, 217). C'est ensuite et surtout l'absence dans les deux Livres, le *blanc* et le *rouge*, de la moindre correspondance entre Berlin et Vienne. Voilà l'aveu le plus manifeste du double jeu. Loin de calmer le Ballplatz, la Wilhelmstrasse l'excitait ; elle se montrait plus chatouilleuse que lui sur les exigences de l'honneur autrichien ; aux propositions de conférence, elle opposait le prétexte de dignité (impossibilité pour l'Autriche-Hongrie de se laisser traduire devant un tribunal européen, tandis qu'à Vienne on n'invoquait que les raisons d'opportunité (p. 271-272). Ce sont les faux-fuyants de Berlin qui, en laissant à l'Autriche-Hongrie le temps de déclarer la guerre à la Serbie, ont créé le fait accompli par où la guerre européenne est devenue inévitable (p. 275). Entre les coalisés, dès le début, il y a collusion ; ils se rejettent, pour finir par les écarter, toutes les suggestions qui pourraient assurer la paix (p. 271, 272, 285, 287-291).

Leur crime est-il égal ? Oui, dit l'auteur de *J'accuse* ; dans la retraite que l'Autriche-Hongrie esquisse le 30 et le 31 juillet, il ne voit qu'une suprême fourberie ; Vienne, assurée que par le jeu de Berlin la guerre est certaine, joue à la dernière minute, d'accord avec le grand allié, la comédie de la conciliation (p. 135-138, 278). Mais, à cette comédie, qu'eussent pu gagner les deux empires ? La sympathie des deux seules puissances qui n'avaient pas encore pris nettement position, l'Angleterre et l'Italie ? N'était-ce pas au contraire la compromettre de gaité de cœur que de leur montrer Vienne conciliante et Berlin intraitable ? Sans doute, MM. Giolitti et Tittoni l'ont révélé, l'Autriche-Hongrie agitée, impatiente de se « décercler » dans les Balkans, de se rouvrir la route de l'Égée, a, depuis 1912, plusieurs fois menacé de mettre le feu à l'Europe. Mais c'est qu'au fond elle n'a jamais cru que les choses iraient jusqu'au bout. Elle était restée grisée de son succès de 1909, convaincue que la Russie ne risquerait pas, était hors d'état de risquer la guerre. N'oublions pas, d'ailleurs, qu'au témoignage de M. le baron Beyens (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juin, p. 489-491, 497), à Berlin aussi, le 28 juillet encore, on ne croyait pas que la Russie osât courir cette aventure. Et quand, aux derniers jours de la crise, elle reconnaît son erreur, elle s'aperçoit que son redoutable allié l'a enfermée, elle s'inquiète et veut se reprendre. C'est l'impression d'un

observateur aussi informé, aussi pénétrant et aussi réfléchi que M. Beyens (*loc. cit.*, p. 500-504); l'impression aussi qui se dégage du détail donné par M. Steed (*Revue de Paris*, 1^{er} juin, p. 459) : la promesse d'appui sans réserve, jusqu'au bout, de Guillaume II arrivant à Vienne le 14 juillet, et l'Allemagne — la preuve écrite en existe — attendant l'ultimatum à la Serbie pour le 16. Vienne, à ce moment, hésite encore une semaine, et l'on voudrait que, le 30 juillet, constatant que cette fois la Russie ne bluffait pas et qu'elle était d'autre part sincèrement prête à d'importantes concessions pour conserver la paix à l'Europe, Ballplatz et Hofburg n'aient pas eu une hésitation, un doute, un mouvement de recul? La responsabilité de l'Autriche-Hongrie dans le conflit qui ensanglante l'Europe est lourde; mais elle ne se compare pas à celle de l'Allemagne. Légèreté, ignorance, coup de tête, d'une part; de l'autre, résolution bien pesée, volonté froide et dure. De l'enfant qui joue imprudemment avec les allumettes et de l'incendiaire réfléchi, méthodique, systématique, le crime est-il égal?

Mais à quel moment de la crise l'Allemagne s'est-elle décidée à vouloir la guerre — donc, non plus seulement à en courir la chance, mais à la rendre inévitable? A quel moment a-t-elle délibérément orienté vers le conflit sanglant toute sa politique? Quelle est, dans cette semaine tragique de juillet, la date critique? Le 29 juillet, si l'on en croit *J'accuse*. Des témoins bien placés pour savoir racontent en effet que, ce jour-là, à Potsdam, une grande conférence se tint entre l'empereur, le chancelier et les chefs de l'armée. Guillaume II, devant le poids de sa responsabilité, hésitait encore; une menace de démission collective de ses généraux, soutenus par le kronprinz et sa camarilla, eut raison de ses derniers scrupules (p. 152-154). Aussitôt son impatience fébrile presse les événements. Il faut que sans délai, le soir même, le chancelier, à peine rentré de Potsdam, connaisse le prix de la neutralité de l'Angleterre. Y a-t-il d'ailleurs preuve plus convaincante de la volonté de guerre de l'Allemagne que cet entretien? Rien ne faisait encore paraître la situation irrémédiable, la guerre inévitable; et l'Allemagne cependant cherche à couvrir ses derrières, car elle sait la guerre inévitable, inévitable parce qu'elle la veut (p. 155-156). Le ton des télégrammes de souverain à souverain entre Berlin et Saint-Pétersbourg s'élève régulièrement; celui du 28 était encore conciliant; dans celui du 29, on entend déjà la menace. A la suggestion d'un recours au tribunal de La Haye, Guillaume II répond par le silence (il est significatif que ce télégramme du tsar, expédié le 29, manque au *Livre blanc*); à l'annonce du départ d'un envoyé spécial porteur d'instructions de Nicolas II, qui ne pouvait arriver à Berlin que le 1^{er} août (télégramme du 30 juillet), il répond par la proclamation, le 31, de l'état de menace de guerre. Enfin, le 1^{er} août, à peine expiré le délai imparti à la Russie, et malgré les instances de MM. de Jagow et Zimmermann (Beyens, *loc. cit.*, p. 502), il ordonne la mobilisation générale, qui signifie, l'Allemagne elle-même l'a déclaré (*Livre rouge*,

n° 26), la guerre. On voit la thèse. Guillaume II, qui a longtemps résisté à la pression du parti militaire groupé autour de son fils, lui a cédé le 29 juillet, par souci surtout de perdre sa popularité. — Mais peut-être aussi son parti était-il pris plus tôt. M. Beyens note avec quelle surprise et quelles appréhensions la nouvelle du soudain retour de l'empereur en Allemagne (26 juillet) fut accueillie à la Wilhelmstrasse et par les diplomates étrangers (*loc. cit.*, p. 495); était-ce sans raisons précises? Le 27, dans la matinée, il reprend contact avec ses ministres et aussitôt, dès les premières heures de l'après-midi, la situation s'assombrit; les dépêches de M. Cambon du 27 reflètent ce changement (*Livre jaune*, n° 67 et 73, 74). Le 28, le chancelier lance sa menaçante circulaire aux gouvernements confédérés (*Livre blanc*, p. 3, n° 2). Il est vrai que, le même jour, le premier télégramme au tsar est de ton encore conciliant. Mais ce n'est pas de lui au second, c'est du second au troisième que le changement est sensible; or, le second (29 juillet, 6 heures 1/2 du soir) se place après le conseil de Potsdam. — En réalité, la journée critique est le 27 et, le 29, Guillaume II a simplement signifié sa résolution aux hommes qui devaient en être les exécuteurs. Dans cette interprétation, qui a pour elle l'autorité de M. Émile Bourgeois, le conseil de Potsdam perd de son importance, la responsabilité du kronprinz diminue, celle de l'empereur augmente. Mais, s'il est arrivé le 26 avec une décision prise, de quand datait-elle? Est-ce vraiment à Konopischt que la guerre a été résolue, ou même avant? De nombreux indices permettent de placer au mois de mai les premières mesures de la mobilisation allemande. Et comment la guerre devait-elle être déclenchée, avant que les assassins de Sarajevo en fournissent le prétexte? A ces diverses questions, l'auteur de *J'accuse* eût pu sans doute donner d'intéressantes réponses. On regrette qu'il ne se les soit pas posées.

Dans la partie personnelle du livre, nous relèverons : une affirmation qui, aujourd'hui, après les leçons de la guerre, étonne un peu sous la plume d'un écrivain généralement perspicace et affranchi des opinions admises : la société moderne se partage, non plus verticalement en nations, mais horizontalement en classes internationales (p. 316); — un texte que l'auteur a eu raison d'arracher à l'oubli, c'est un article publié, pour l'anniversaire de la naissance de Guillaume II, le 27 janvier 1915, dans la *Gazette impériale de l'armée de l'Est*, organe du gouvernement militaire allemand de Lodz, donc officiel; on y revendique pour l'Allemagne, sans délai, le Congo belge et le Congo français, et, avec une simple précaution oratoire, les colonies portugaises, plus, à terme proche, les colonies anglaises; c'est le programme de l'Afrique allemande du Cap au Caire et de l'océan Indien à l'Atlantique (p. 315, 316); — des vues sur l'issue et les suites de la guerre, bien vagues et bien déconcertantes. Elle finira indécise, par la fatigue universelle; il n'y aura d'annexion nulle part (p. 335, cf. p. 318). Est-ce là une solution de la question d'Alsace-

Lorraine, des questions d'Autriche, des problèmes balkaniques? Est-ce justice que de renvoyer dos à dos agresseur et assailli, assassin et victimes? Et ne serait-ce pas, certaine à brève échéance, la guerre de revanche du militarisme allemand? Quant au militarisme allemand, l'auteur du volume le supprime. L'Allemagne va s'en débarrasser d'elle-même; une paix fourrée suffit à le ruiner; son entreprise d'agression a échoué, la transformation libérale de la Prusse et par suite de l'empire est donc inévitable. Les forces de réaction essaieront sans doute de résister: ce sera alors « la dernière heure, non seulement du gouvernement, mais de la monarchie » (p. 346) et l'Allemagne a bien des chances de finir en République (p. 350). Illusion d'un patriotisme anxieux! Revendiquer pour l'Allemagne, victime du militarisme prussien, la pitié et les égards dus aux victimes, l'idée est ingénieuse; mais le paradoxe est trop fort. Quand a-t-on vu l'Allemagne résister, protester? Ne s'est-elle pas au contraire jetée avec enthousiasme, avec frénésie, à la suite des féodaux prussiens? Et peut-elle échapper à sa part du châtimement? Au reste, c'est s'abuser aussi que de la croire prête désormais à secouer le joug; elle a le prussianisme dans le sang, et, pour l'en purger, c'est trop peu d'une guerre indécise et d'une paix bâtarde. En veut-on la meilleure preuve? L'auteur de *J'accuse* est un opposant, un mécontent, un de ces *Schwartzseher*, de ces *Nörgler* que Guillaume II, il y a quelque dix ans, bannissait de son empire; dans un irréfutable réquisitoire, il convainc l'Allemagne d'un crime sans excuse; et, pour sanction, il laisse le crime impuni, même il le récompense!

Louis EISENMANN.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

— *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines*. Fasc. 50 (Paris, Hachette, 1915). — Fascicule particulièrement important puisqu'on y trouve les articles *Vasa*, par Ch. DUGAS et E. POTTIER; *Vectigal*, *Velites* et *Vexillatio*, par R. CAGNAT; *Vehiculum*, par E. POTTIER, G. LAFAYE et P. COLLINET; *Venatio* et *Venator*, par Ad. REINACH et G. LAFAYE; *Vesta* et *Vestalis*, par J. A. HILD; *Via*, par S. REINACH et M. BESNIER. A signaler dans ce dernier article une carte routière de l'empire romain en général et des cartes plus détaillées où sont tracées les voies romaines partant de Rome, celles qui sillonnaient la Tunisie actuelle, l'Italie et la Gaule. — Ch. B.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

— Henri OMONT. *Bibliothèque nationale. Nouvelles acquisitions du département des manuscrits pendant les années 1913-1914* (Paris, E. Leroux, 1915, in-8°, 178 p.). — Cet inventaire sommaire, qui est un extrait de la *Bibliothèque de l'École des chartes* (t. LXXVI, 1915), énumère 756 volumes, dont 127 pour les fonds orientaux et 501 pour les fonds français. On peut y signaler les papiers de Lefebvre d'Amécourt sur l'histoire et l'administration de la France; ceux de L.-N. Baudry des Lozières sur les colonies françaises; plusieurs recueils de pièces relatives aux affaires religieuses du XVIII^e siècle; des mélanges historiques sur Paris et les provinces de la France; des mélanges sur l'histoire d'Angleterre aux XVI^e-XVIII^e siècles, etc.

Ch. B.

— John E. MORRIS. *A History of modern Europe from the middle of the sixteenth century* (Cambridge, 1914, in-12, vii-281 p. Sept cartes et sept tableaux généalogiques; prix : 3 sh. 6 d.). — M. Morris a résumé en 273 pages d'un petit format l'histoire de l'Europe depuis le milieu du XVI^e siècle. Il expose les faits essentiels avec clarté et sécheresse. Il paraît généralement bien informé. Cependant, la brièveté même du récit l'oblige quelquefois à des affirmations un peu trop tranchantes et dépourvues de nuances. Ainsi la carte de la page 243 présente de façon bien inexacte la marche de l'armée allemande de la Meuse, de Metz à Sedan, en 1870. Ce manuel rendra sans doute des services aux élèves des Grammar Schools anglaises à qui il semble avoir été destiné. Nos étudiants d'enseignement supérieur,

non plus que les historiens de métier, ne trouveraient naturellement pas grand profit à le consulter.

M. B.

— *Carnegie endowment for international peace*. Division of international law : Pamphlets nos 6-20 (Washington, 1915). — Ces quinze brochures donnent le texte des conventions de La Haye en 1899 et en 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux; sur les lois et usages de la guerre continentale; sur l'application à la guerre maritime des principes de la convention de Genève; sur l'emploi des matières asphyxiantes; sur les balles explosives; sur un projet de tribunal arbitral; sur la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement de dettes fondées sur des contrats; sur l'ouverture des hostilités; sur les droits et les devoirs des puissances et personnes neutres dans le cas de guerre continentale; sur le « status » des navires marchands ennemis à l'ouverture des hostilités; sur la transformation des navires marchands en vaisseaux de guerre; sur l'emploi des mines sous-marines; sur le bombardement par des forces navales en temps de guerre; sur la création d'un tribunal international des prises; sur les droits et les devoirs des puissances neutres dans la guerre maritime. Toutes ces conventions ont été approuvées par l'empereur d'Allemagne.

Ch. B.

HISTOIRE DE LA GUERRE.

— Émile HOVELAQUE. *Les causes profondes de la guerre. Allemagne-Angleterre* (Paris, Félix Alcan, 1915, in-8°, viii-120 p.; prix : 1 fr. 25). — Cette brochure se distingue de la plupart des écrits de circonstance par une réelle profondeur, par une connaissance intime et ancienne du sujet. Avant M. Hovelaque, on a dit que la folie collective du peuple allemand avait pour racine une erreur de psychologie, plus exactement un défaut absolu de sens psychologique; mais M. Hovelaque l'a démontré. Avec une réelle objectivité, sur un ton un peu trop uniformément tendu, il a recherché les origines de la psychose germanique. Il aurait aisément gagné du temps sur l'exposé historique du rôle de la Prusse, où il ne pouvait que résumer les travaux de M. Lavis. Il a creusé plus profond dans son chapitre sur la « Théorie de la race », où il montre comment les souvenirs, qui remontent jusqu'aux temps de l'*Urwald*, comment les idées religieuses des vieux Germains, survivantes sous le christianisme et même sous le vernis luthérien, aboutissent à la fois au nietzschéisme et à la conception mystique de la « mission » de l'Allemand. — Il y a évidemment quelque chose d'un peu forcé dans ce rapprochement de faits et de textes : car, après tout, il n'est pas de grand peuple qui ne se sente supérieur aux autres, qui ne se croie une mission, qui ne veuille répandre autour de soi son credo. L'Anglais a le « fardeau de l'homme blanc »; le Français, les Droits de l'homme. Ce qui est spécifiquement germanique, c'est le culte de la force comme telle, de la force

comme fin en soi (voir § III : *Théorie de l'État et de la Guerre*). M. Hovelaque montre comment cette doctrine s'étaie chez Treitschke, le maître à penser du corps des officiers allemands. Il aurait pu ajouter que, chez Lamprecht, elle n'a fait que se parer de grâces trompeuses. Il dit très bien que le Manifeste des 93 n'a pu surprendre que ceux qui ne connaissaient pas l'Allemagne. Ils étaient nombreux en France, innombrables en Angleterre.

Il est seulement fâcheux que ce remarquable travail soit composé de deux morceaux qui n'ont pas été fondus ensemble. Après un exposé général de l'infirmité psychologique radicale des Allemands, l'auteur reprend l'étude d'une de leurs plus grosses erreurs de psychologie, celle qu'ils ont commise sur l'Angleterre et l'Empire britannique. Il est obligé de reprendre en partie ce qu'il a déjà dit. Ainsi, c'est dans cette sorte d'*excursus* que se trouve un des morceaux capitaux de la brochure, la critique de la « Théorie du réel ». Fichte y apparaît comme le père de l'erreur allemande. Disons, si l'on veut, père incompris. Et pourtant c'est bien Fichte qui a écrit cette phrase, reprise par Treitschke : « Avoir du caractère et être Allemand sont une seule et même chose. » C'est bien la première apparition du rêve allemand, « rêve de malade et de dément ».

H. HR.

— Victor BASCH. *La guerre de 1914 et le droit* (Paris, 1915, in-12, 111 p.). — M. Basch est le vice-président de la Ligue des droits de l'homme et c'est au nom de cette ligue qu'il parle dans cette brochure. Il détermine d'abord quelles ont été les causes immédiates de cette guerre, et, pour faire sa démonstration, il a pu se servir du *Livre rouge* autrichien, un document que ne connaissaient pas encore MM. É. Durkheim et E. Denis. Selon lui, il en résulte clairement que le rôle de l'Autriche a été plus important qu'on ne dit. L'Autriche avait sa politique personnelle dans la péninsule balkanique; depuis « l'ère Aerenthal », sa confiance en elle-même avait grandi; dans le conflit qu'elle déclencha, l'Allemagne devait, dans sa pensée, tenir à son tour le rôle de « brillant second ». Que telle fut la pensée de l'Autriche, cela nous paraît certain. Mais l'Allemagne se serait-elle résignée à ce rôle de second? Jusqu'à quel point n'a-t-elle pas joué de l'Autriche et de ses ambitions? Quelle fut sa part de collaboration dans la rédaction de la note du 23 juillet? En tout cas, en dépit « de la marche zigzagante et comme ataxique de la politique allemande » — au moins en apparence — l'Allemagne a approuvé l'initiative autrichienne « de tout cœur »; elle a déclaré que nulle puissance ne devait s'entremettre entre l'Autriche et la Serbie, et quand l'Autriche, effrayée des conséquences qu'elle entrevoyait, fléchit, quand le comte Berchtold consent enfin à accepter la médiation anglaise, l'Allemagne se substitue à son alliée et lance son ultimatum dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août. Voilà ce que M. Basch établit fort bien.

Il s'applique ensuite, dans une seconde partie, à réfuter les thèses

de l'Allemagne telles qu'on les trouve exposées dans le *Livre blanc*, les journaux d'outre-Rhin et les cahiers de guerre parus dans l'*Internationale Monatsschrift für Wissenschaft, Kunst und Technik*. Il les classe et les prend une à une, corps à corps; sa démonstration est d'autant plus probante que le ton en est plus modéré. A notre avis même, M. Basch fait parfois à l'Allemagne trop de concessions. Est-il bien exact de dire, p. 83, que l'Alsace se serait résignée à son sort, si l'Allemagne lui avait donné l'autonomie pleine et entière? Non, l'Alsace ne peut oublier comment elle a été arrachée en 1871 à la France malgré elle; elle ne reniera jamais sa dette à la civilisation française ni les idées libérales qu'y a semées notre glorieuse Révolution. Elle entend se rattacher à nouveau à la France, en vertu même de ce principe des nationalités que M. Basch défend avec tant d'éloquence, au nom de la Ligue, dans les dernières pages de son livre. Dans celles qui précèdent, M. Basch proteste avec énergie contre la violation de la neutralité belge, contre la théorie du « devoir moral » lancée par le théologien A. von Harnack, contre les atrocités allemandes auxquelles, au début, il n'a voulu ajouté qu'une foi incomplète; mais il lui a bien fallu se rendre à l'évidence. C'est un beau livre, rempli d'idées généreuses que d'aucuns taxent de chimériques, proclamant bien haut la valeur du droit, s'élevant contre la force brutale et nous promettant, après la déroute du militarisme prussien contre lequel il faut tenir jusqu'au bout, une longue ère de paix, d'idéal et de concorde entre les nations.

C. Pr.

— Charles ANDLER. *Les usages de la guerre et la doctrine de l'état-major allemand* (Paris, Félix Alcan, 1915, in-8°, 117 p.; prix : 1 fr. 25). — Voulez-vous connaître quelle est, sur la manière de conduire une guerre, la doctrine des Allemands? Lisez, dans les pièces justificatives, les extraits que donne M. Andler des livres ou articles de Clausewitz et de Julius von Hartmann, des conversations de Bismarck, de la brochure du grand état-major allemand : *Kriegsbrauch im Landkriege*, 1902; lisez surtout les déclarations faites, au cours de la guerre actuelle, par les Hindenburg, les Dithfurt, les Stenger, les Bülow, les von der Goltz. Tous sont d'accord : la guerre doit être menée sans pitié; il faut être impitoyable à la population civile, se montrer cruel, pour vaincre plus vite. M. Andler essaie, dans cet opusculé, de nous faire comprendre. Lui, qui connaît à fond l'Allemagne, qui nous a mis en garde, bien avant la guerre, au grand scandale de quelques-uns, contre les déclamations pacifiques des socialistes, il nous montre, avec une rare pénétration, comment cet état d'esprit s'est formé en Allemagne depuis 1813, à la suite de la fameuse loi du landsturm du 21 avril; il nous dit comment les méthodes employées dans la lutte actuelle ont été préfigurées dans les guerres de 1813 à 1815, dans celle de 1870-1871, comment Clausewitz et Julius von Hartmann en sont arrivés à les codifier. Les savants allemands, à leur suite, reniant tout idéalisme, proclament le culte de la force; pour eux,

l'issue de la guerre est toujours juste. « Nous, Français », conclut-il, « nous ne pensons pas ainsi, même quand nous touchons à la victoire. Nous savons combien la civilisation est fragile, et combien de causes ont militairement été brisées, dont il faut proclamer le droit historique éternel. La cause que nous défendons aurait toujours été la nôtre, même si elle avait succombé. Mais nous n'oublierons plus de mettre au service de la justice des forces qui la rendront intangible même aux plus forts. »

C. PF.

— GASPARD WAMBACH. *Le dossier de la guerre* (Paris, Fischbacher, 1915, in-12, 3 vol., XIV-262, 418 et XV-421 p.). — Ces trois volumes se décomposent ainsi : t. I, le Prétexte, le groupement des puissances ; t. II, la Crise diplomatique ; t. III, Pièces justificatives. Le tome I est le moins bien venu des trois ; après un chapitre sur le crime de Sarajevo et un autre sur l'ultimatum du 23 juillet, l'auteur traite de l'alliance austro-allemande, de l'alliance franco-russe, de l'entente franco-anglaise, de la conférence d'Algésiras et du système des alliances. C'est long, d'une forme parfois déclamatoire et d'une langue imprécise. L'allusion mythologique à « Castor l'Autrichien » et à « Pollux l'Allemand » (t. I, p. 72) n'a pas beaucoup de sens et devient déplaisante parce que l'auteur ne craint pas d'y revenir avec insistance (t. II, p. 41, 270). On peut regretter de même des phrases alambiquées comme celle-ci : « La Russie est la mère de la Serbie, sœur utérine de la Roumanie latine, de la Bulgarie, du Monténégro ; elle est la protectrice désintéressée, mais vigilante, de tous les peuples qui parlent slave et ont du sang slave dans les veines » (t. II, p. 60). Encore une citation dans le même goût : il s'agit du futur empereur Guillaume I^{er}, que la reine Louise de Prusse mit au monde en 1797. De sa mère, nous dit l'auteur, « Guillaume de Prusse avait hérité d'une alliance précieuse. Dès son berceau, il s'unit à une souveraine fatale qu'il devait rencontrer souvent et ne vaincre jamais. La mort, reine des enfers, lui garantit près d'un siècle de vie heureuse ; il lui promit des millions de victimes de choix... » (t. I, p. 112). L'auteur émaille volontiers son récit de citations latines, mais il n'a pas surveillé d'assez près son imprimeur qui lui a fait commettre une série de fautes désagréables : « Pectus est quod disertos *fascit* » (t. I, p. 58), « la guérison *ferro et igni* » (p. 75), « la paix conquise *ferre et igni* » (p. 115) ; aussi ne doit-on pas s'étonner ni de rencontrer le vers de Tércence « homo sum... » ni de le voir estropié (t. II, p. 255). Deux fois, M. Wambach fait allusion au « Prince » de Machiavel, toujours cité incorrectement : *El Principe*. Cette tendance à l'inexactitude devient tout à fait fâcheuse quand elle s'applique aux faits historiques. Un écrivain scrupuleux ne doit point parler du « souverain de l'Autriche-Hongrie » en 1815 (t. I, p. 74) et il n'y avait pas encore d'Autriche-Hongrie lors de la guerre contre les duchés de l'Elbe en 1864. Peut-on dire que le comte Tisza est « huguenot de religion » (t. II, p. 46) ? On pourrait allonger cet

erratum, comme on pourrait aussi se demander si l'auteur ne s'est pas laissé emporter par ses passions hostiles à l'Allemagne quand il traite par exemple des Polonais de Russie (t. I, p. 108) ou de la « sombre tragédie d'Agadir ». Tout cela devrait être revu de très près dans une nouvelle édition, même fortement raccourci. Si l'on fondait les deux premiers volumes en un seul de dimensions raisonnables, l'œuvre y gagnerait et le public aussi.

Quand l'auteur aborde le vrai sujet de son livre, la « crise diplomatique », il ne tombe plus que rarement dans les petits travers signalés plus haut. Il nous donne une analyse animée, précise, bien distribuée, des différents livres de couleur : bleu, jaune, blanc, gris, orange, etc., qui ont paru depuis dix mois ; il y ajoute çà et là de savoureuses citations empruntées à Maximilien Harden. Ici, vraiment, il n'y a qu'à louer. Avec moins de force pénétrante que dans la *Guerre* de M. Denis, avec plus de détails et des citations plus copieuses que dans la brochure de MM. Durkheim et Denis, il dit les mêmes choses et aboutit aux mêmes conclusions. On les connaît et je n'insiste pas.

Les Pièces justificatives, qui constituent au vrai le « dossier » de la guerre, contiennent les pièces essentielles, tirées des recueils diplomatiques, et « sur lesquelles repose la condamnation des deux empires de proie et de leur misérable satellite turc ». Tous ces textes (ceux en langue étrangère sont traduits en français) sont connus et, d'ailleurs, on fera bien de toujours recourir aux originaux eux-mêmes. La dernière des pièces est le Manifeste des Quatre-vingt-treize. Comme le dit justement M. Wambach (t. III, p. XIII), « ils appartiennent à la postérité » ; aussi convenait-il de les nommer et de les qualifier exactement : J.-J. De Groot, professeur d'ethnographie à Berlin, ne doit pas être appelé « Johannes-Jakob von Groot », car il est Hollandais, non Allemand ; Ostwald a pour prénom Wilhelm et non *Wolfgang* ; Schmidlin celui d'Auguste et non de *Joseph* ; enfin Albert Plehn a été déformé en *Plohn*. Plusieurs de ces méprises se retrouvent aussi dans la liste de M. Dimier (voir plus haut, p. 188), que M. Wambach a d'ailleurs corrigée en plus d'un point. Quant à M. Karl Vollmöeller dont M. Wambach, à la suite de M. Dimier, fait un « érudit à Stuttgart », M. Morel-Fatio, dans la deuxième édition de ses *Versions française et allemande du Manifeste*, a prouvé (p. 10) que c'est un écrivain pour le théâtre, auteur d'un *Georgeandin* qui fut représenté en 1912.

Ch. B.

— P. SAINTYVES. *Les responsabilités de l'Allemagne dans la guerre de 1914* (Paris, Nourry, 1915, in-12, 547 p.; prix : 4 fr.). — Livre honnête, sincère, consciencieux et modeste. M. Saintyves a jugé, avec raison, que le meilleur moyen de décider l'opinion des lecteurs auxquels il veut démontrer la culpabilité de l'Allemagne était de mettre sous leurs yeux les textes mêmes, et il les a multipliés ; il a fait grand usage, et on doit lui en savoir gré, de ceux qui risquent le plus d'échapper à l'historien : les extraits de journaux ; et, en recueil-

lant dans ses pages certains articles caractéristiques de *Gazettes* allemandes ou certains filets du *Temps*, il a fait œuvre utile. Sa discussion est parfois d'une précision pénétrante : par exemple aux pages 135 à 140, où sont réunis les arguments qui prouvent que l'Allemagne, malgré ses dénégations, était au courant de l'ultimatum autrichien : MM. Durkheim et Denis l'avaient admis dans leur excellente brochure, que M. Saintyves cite souvent ; mais à leurs raisons il en ajoute de nouvelles. Chicanera-t-on une formule qui prête à confusion, p. 290 : « Lorsque Frédéric-Guillaume IV préparait l'unification de l'Allemagne » ? Et cherchera-t-on querelle à l'auteur pour une certaine identification : I. K. H. = Ihre Königliche Hoheit = le duc de Brunswick, qui ne pourrait s'admettre qu'en supposant du féminin le gendre de Guillaume II ? Ce sont fautes vénielles qui ne diminuent guère la valeur du livre.

L. E.

— P. VAN HOUTTE. *Le crime de Guillaume II et la Belgique. Récits d'un témoin oculaire* (Paris, Aug. Picard, 1915, in-12, xv-254 p.). — Ce n'est pas d'un seul crime contre la Belgique que s'est rendu coupable l'empereur d'Allemagne, mais bien de trois : violation de la neutralité, guerre contre la Belgique, application dans cette guerre du régime de la terreur. L'auteur les étudie successivement tous les trois. Ses observations personnelles, ou les récits de « témoins sérieux, dignes de foi, ayant vécu au milieu des événements qu'ils racontent, ayant vu les atrocités qu'ils décrivent », l'ont mis à même d'ajouter encore quelques traits d'horreur au sombre et lamentable tableau des atrocités allemandes en Belgique. On ne comprend que trop que ses témoins doivent actuellement rester anonymes ; mais il promet de les nommer dès que les circonstances le permettront. La valeur du livre ne pourra qu'y gagner. En appendice sont réunis un certain nombre de documents sur la question : on trouvera commode d'y rencontrer, à côté du fameux Manifeste des 93, les plus importantes des réponses qu'il a provoquées dans les divers pays. Ce petit livre sans prétention est sûr de rencontrer chez nous l'accueil auquel a droit tout témoignage porté en faveur de la loyale et malheureuse Belgique.

L. E.

— P.-G. LA CHESNAIS. *Le groupe socialiste du Reichstag et la déclaration de guerre* (Paris, Armand Colin, 1915, in-12, 109 p.). — Jusqu'au 31 juillet 1914, les députés socialistes allemands étaient bien informés. Ils ont vu qu'on allait à la guerre européenne et la responsabilité de l'Autriche leur est apparue ; ils ont fait des efforts sérieux pour le maintien de la paix. Pourquoi donc, le 3 août, se sont-ils décidés à voter, pourquoi, le 4 août, ont-ils voté les crédits de guerre et ont-ils fait cause commune avec les plus fougueux pangermanistes ? C'est la question que M. La Chesnais se pose dans ce livre, sans réussir à percer complètement le mystère. Toutefois, il indique nettement que, depuis longtemps déjà, le socialisme avait subi la contagion de l'impérialisme ; que le dogme de la suprématie germanique hantait

de plus en plus le cerveau des membres du groupe; il dresse ainsi contre eux un acte d'accusation, parce qu'ils ont trahi l'idée même qu'autrefois ils représentaient et qu'ils ont abdiqué devant le césarisme.

C. Pf.

— A. MOREL-FATIO. *Les versions allemande et française du Manifeste des intellectuels allemands dit des Quatre-vingt-treize*, 2^e édition, 1915 (Paris, Aug. Picard, in-16, 32 p.). — Nous avons annoncé plus haut, p. 187, la première édition de cette brochure. La seconde, que nous avons sous les yeux, comprend le texte allemand (reproduit d'après la phototypie Richer) et le texte français fabriqué en Allemagne; ce dernier est suivi de la « liste des signataires », d'après le texte français qui fut répandu en Suisse et dans lequel on a cru devoir supprimer les titres dont sont parées dans le texte original tant de ces « Excellences ». Dans son avant-propos, l'éditeur relève une erreur dont nous nous sommes rendus coupables dans notre réponse à l'Appel (*Rev. histor.*, t. CXVII, p. 2); nous avons confondu Karl Vollmöller, marqué comme résidant à Stuttgart, et qui est un auteur dramatique sans aucune notoriété, avec le professeur qui porte les mêmes nom et prénom. M. Morel-Fatio revient sur la question de la « zuchtlose Grausamkeit » dont les Allemands se défendent (voir plus haut, p. 188); après avoir comparé le texte original avec la version espagnole, il estime qu'il faut comprendre : « Notre haut commandement ne connaît pas de cruauté indisciplinée, mais il connaît une cruauté disciplinée. » Se trouvera-t-il en Allemagne une voix autorisée pour tirer le monde d'embarras? La chose en vaut certes la peine. M. Morel-Fatio reproduit « le bruit qui court » que le rédacteur du Manifeste fut Harnack, directeur de la Bibliothèque royale de Berlin, « récemment gratifié du *von* et assez souple courtisan »; mais déjà Wilamowitz-Moellendorf, dans une conférence du 6 septembre, avait proféré quelques-unes des affirmations qui figurent dans le Manifeste. Parmi les signataires, M. Morel-Fatio stigmatise avec raison un Alsacien renégat, Albert Ehrhard, et un Suisse allemand, H. Morf, ancien élève de Gaston Paris, et qui, quelques mois avant la guerre, se laissait choyer à Paris par ses amis, philologues et autres érudits français. Quelle nécessité (quel *notstand*) l'a poussé à les trahir? — Pour être tout à fait juste et plus complet encore, il faut noter qu'actuellement, en Allemagne, il se trouve des gens pour blâmer le Manifeste. Non seulement l'auteur anonyme de *J'accuse*, qui a publié son ouvrage en Suisse, mais un professeur de Munich, Fr.-W. Fœrster, auteur d'une brochure intitulée : *Die deutsche Jugend und der Weltkrieg*; si j'en crois M. Paul Seippel (lettre du 6 juin adressée au *Journal de Genève*), M. Fœrster, en ouvrant ses cours à l'Université, n'a pas craint de débiter par une attaque très violente contre le Manifeste; « il s'attendait à quelques protestations dans l'auditoire; ses paroles furent accueillies par des applaudissements unanimes ». La vérité est en marche. — Ch. B.

— Pages actuelles, 1914-1915 (Paris, Bloud et Gay, brochures in-18 à 0 fr. 60). Pour faire suite à la série annoncée plus haut, p. 191. — N° 26. IMBART DE LA TOUR. *L'Opinion catholique et la guerre* (montre comment l'influence de l'Allemagne a perverti l'opinion publique chez les catholiques non seulement d'Allemagne et d'Autriche, mais de certains pays neutres, comme l'était l'Italie et comme l'est encore l'Espagne. Quel fruit les catholiques d'Autriche et d'ailleurs retireraient-ils d'une victoire remportée par une Allemagne menée par la Prusse luthérienne? Suivent : 1° une lettre de dom Miguel de Unamuno, recteur de l'Université de Salamanque, qui prétend réagir contre la « propagande énorme » que font les Allemands en Espagne : « On croirait que l'humanité est une machine plus ou moins compliquée et que la docte Allemagne impérialiste en est l'ingénieur » ; 2° des appendices sur la presse catholique « germanophile », sur l'activité avec laquelle les agents allemands « travaillent » la presse à l'étranger, sur le « germanisme » des catholiques allemands, sur l'apostolat religieux de la France comparé à celui de l'Allemagne et de l'Autriche). — N° 27. G. LECHARTIER. *La charité et la guerre; tableaux et croquis*. — N° 28. André BEAUNIER. *Les Surboches* (M. Beaunier est un romancier de talent. Son génie facile lui a fait découvrir du premier coup la solution du problème allemand : l'infatuation, l'impudence plus ou moins consciente, l'organisation scientifique du meurtre et du pillage, toute la mentalité allemande en un mot, procèdent, d'après lui, d'un seul enseignement, celui de Nietzsche et, comme Nietzsche est mort fou, tous les Allemands sont fous. C'est aussi évident que simple. Nietzsche a cependant eu des moments de lucidité, par exemple quand il a parlé de ses compatriotes avec mépris ; M. Beaunier est d'accord avec lui sur ce point, et Nitzschéen conscient, il ne parle des Allemands ou « Boches » qu'en les traitant de « Surboches ». M. Beaunier regrettera plus tard cet écrit qui n'ajoute rien à son renom littéraire). — N° 29. Henri JOLY. *Contre les maux de la guerre; action publique et action privée*. — N° 30. G. BLANCHON. *Le général Pau*. — N° 31. Jean DE BEER. *L'Allemagne s'accuse. L'invasion et l'occupation allemandes en Belgique, d'après les documents allemands* (extraits de l'enquête belge, des brochures de J. Bédier sur les « atrocités » allemandes, du rapport Payelle, de deux manuels allemands : 1° *Zum Gebrauch im Feindesland*, publié en 1906 par le capitaine Von Scharfenort, professeur et bibliothécaire à l'Académie de guerre de Berlin ; 2° *Kriegsbrauch im Landkriege*, dont une traduction française a été donnée par M. Paul Carpentier ; traduction d'un article paru dans la *Gazette de Cologne* le 10 février 1915 : « C'est comme signaux d'avertissement qu'ont servi les incendies de Battice, Hervé, Louvain, Dinant. L'incendie forcé, le sang répandu au début de la guerre ont sauvé les grandes villes belges de la tentation de s'emparer des faibles garnisons dont nous pouvions les faire occuper »). — N° 32. Le cardinal AMETTE.

Pendant la guerre. Lettres pastorales et allocutions (à noter la belle allocution prononcée à Notre-Dame de Paris et où Son Éminence explique, car elle avait besoin d'être expliquée, la pensée du pape « pour le rétablissement de la paix »). — N° 33. Albert SAUVEUR. *L'Allemagne et la guerre européenne* (brochure où l'auteur, professeur de métallurgie à l'Université Harvard, réfute les arguments de son collègue allemand Munsterberg. A la suite, on donne quelques extraits d'articles publiés dans le *New York Times*; à noter une réponse à la thèse du docteur Dernburg dans le numéro du 14 septembre 1914). — N° 34. Comte BÉGOUEN. *Les catholiques allemands jadis et aujourd'hui* (rappelle les souvenirs déjà anciens et qui paraissent bien oubliés, du temps où Windthorst dirigeait le parti catholique et forçait Bismarck lui-même à renoncer à la persécution contre l'Église catholique. Mais, depuis, le clergé allemand « est retombé dans la sujétion où il se complaisait jadis, avant le réveil religieux ». Suivent deux appendices : 1° le Manifeste des 93 et les catholiques allemands; 2° l'opinion belge sur les catholiques allemands. Tout cela est à lire). Ch. B.

— *La guerre et la vie morale de la France*, par un universitaire (Paris, Jules Tallandier, 1915, in-8°, viii-30 p.; prix : 0 fr. 30). — Une nouvelle collection de brochures sur la guerre commence à paraître. Elle porte le beau titre : *Paroles françaises pour aujourd'hui et demain*. Cette première brochure en est comme le programme. Non, la France, avant cette guerre, n'était pas en décadence. Elle a toujours gardé son idéal; elle a conservé le souvenir de ce qu'elle devait à l'Alsace-Lorraine. La guerre a révélé au monde ses qualités solides qui échappaient aux observateurs étrangers superficiels; après cette lutte, ces qualités dont toute la nation a pris conscience seront renforcées par l'épreuve. « La France procède à une revision de toutes les valeurs... Elle fait l'expérience de ce qui donne les satisfactions les plus profondes, de ce qui procure la sympathie universelle, de ce qui vaut la peine de vivre et de ce qui vaut le sacrifice de la vie, de ce qui vaut mieux que le succès, mais qui contribue parfois au succès et peut seul le justifier. » C. Pr.

— Colonel R.-J. FRISCH. *Guerre de 1914-1915. Théâtre des opérations franco-anglo-allemandes* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1915, in-8°, 453 p.; prix : 2 fr. 50). — On a dit avec beaucoup de raison : « La marche des armées est déterminée dans ses grandes lignes par la configuration du sol, et chaque étape, chaque point du combat correspond à des nécessités géographiques. » Nous faire connaître dans ses traits généraux les pays où se livrent les combats présents, sur le front occidental, ceux où se livreront les combats de demain, tel est le dessein de l'auteur. Il nous conduit tour à tour dans une première partie en Belgique, en Hollande, sur la ligne de la Moselle, et dans la plaine d'Alsace; puis, dans la seconde partie, sur la rive droite du Rhin, en Souabe et Bavière, Westphalie et Brandebourg,

jusqu'aux portes de Berlin. Il énumère les rivières, les forteresses, les chemins de fer. Il avait déjà publié auparavant une brochure analogue sur le *Théâtre des opérations russo-austro-allemandes*.

C. Pf.

— *Nos raisons d'espérer. Exposé de six mois de guerre. Vues sur le passé et l'avenir. Documents de source française publiés par la presse anglaise* (Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1915, in-12, 95 p.; prix : 0 fr. 75). — C'est un rapport fait par un Français très compétent, « concernant les opérations sur le théâtre occidental, du début d'août à la fin de janvier ». Ce rapport a été communiqué aux journaux anglais par l'agence Reuter. Il était utile qu'il fût aussi connu en France. La librairie Plon a eu raison de le retraduire en français et de le répandre.

C. Pf.

— 1914. *Tablettes chronologiques de la guerre*, 46 portraits. 1915. *Tablettes chronologiques de la guerre, janvier, février, mars*, 30 portraits, 8 cartes (Paris, Larousse, in-32, 160 p.; prix : 1 fr. chaque). — L'idée était excellente de présenter dans leur ordre strictement chronologique les faits de la guerre mondiale. Ces petits volumes très maniables, bien imprimés, terminés par des pages blanches pour servir de memento, complétés (du moins le second) par des cartes réduites, mais très nettes, plaisent à l'œil et rendront des services. D'autre part, il est regrettable qu'on n'ait pas apporté à la rédaction du texte toute la précision désirable. La langue est un peu celle des journaux quotidiens (on trouve des incorrections comme celle-ci, 5 septembre : « Positions occupées de suite par les troupes françaises », ou bien celle-ci, 3 octobre : « L'empereur Guillaume II, d'après un propos tenu par lui, *dédaignerait* la valeur des troupes anglaises du général French »); surtout les sources d'information auxquelles on a puisé paraissent se résumer à une seule : les communiqués du gouvernement français. Or, ces communiqués sont manifestement et nécessairement très incomplets; on pouvait et il fallait en compléter ou en corriger les renseignements à l'aide d'autres indications fournies par les journaux étrangers, suisses, italiens, hollandais ou américains, sinon par les communiqués allemands et austro-hongrois. C'est ce qu'a fait, par exemple, S. R. dans sa *Chronologie de la guerre* (Pages d'histoire, n° 30) et la censure ne lui a pas interdit de mentionner ni la bataille de Tannenberg, dont le résultat fut d'obliger les Russes à évacuer la Prusse orientale victorieusement envahie par eux au mois d'août, ni la prise de Maubeuge par les Allemands, etc. On pouvait aussi éviter d'écrire : le traité de « la neutralité de la Belgique, signé par l'Allemagne » (23 août); « Kiaotchéou, capitale des îles Marschall » (6 octobre). Tout cela devrait être corrigé.

Ch. B.

— JEAN-BERNARD. *Histoire générale et anecdotique de la guerre de 1914*. N° 1 (Paris, Berger-Levrault, in-8°, 66 p.; prix : 0 fr. 50).

— Ce premier fascicule traite seulement des préliminaires de la guerre : les ambitions allemandes depuis 1871, le drame de Sarajevo et ses conséquences immédiates, la déclaration de guerre, l'invasion de la Belgique, les chefs allemands et leur programme d'attaque brusquée. Résumé attachant et qui paraît honnêtement fait ; il fait bien augurer de la suite.
Ch. B.

— Ch. PETIT-DUTAILLIS. *L'appel de guerre en Dauphiné. 1^{er}-2 août 1914* (Grenoble, Allier frères ; Paris, Marpon et Flammarion, in-8°, 59 p. ; prix : 1 fr. 25. Extrait des *Annales de l'Université de Grenoble*). — Dès le début de la guerre, M. Petit-Dutaillis, recteur de l'Académie de Grenoble, invita les instituteurs et institutrices de son ressort à consigner par écrit les événements dignes de mémoire auxquels ils assistaient, à faire ainsi au jour le jour la chronique locale de cette guerre. Il publie dans cette brochure une partie des renseignements qu'il a reçus des maîtres et maîtresses sur les journées du 1^{er} et du 2 août, celle où l'ordre de mobilisation fut affiché et celle qui fut la première de la mobilisation. Nous sommes conduits de la sorte dans les diverses régions du Dauphiné, depuis les villages qui se reflètent dans les eaux du Rhône ou de l'Isère inférieure jusqu'à ceux très éloignés, perchés dans les massifs du Dévoluy ou du Briançonnais, et nous saisissons sur le vif la répercussion qu'y eurent les graves événements généraux. Dans une belle introduction, M. Petit-Dutaillis dégage les impressions que laisse la lecture de ces notes. Les mobilisés sont partis de tous les villages dauphinois sans vaine fanterie, mais pleins de confiance et d'espoir, et aussi avec la conscience qu'ils allaient se battre et peut-être mourir pour une belle cause : assurer la paix, dans l'avenir, aux générations futures.

C. PF.

— E. Alexander POWELL. *La guerre en Flandre*, traduit de l'anglais par Gérard HARRY (Paris, librairie Larousse, in-12, 196 p. ; prix : 3 fr.). — M. Powell est le correspondant militaire du *New York World* ; c'est à ce titre qu'il put assister de près à l'invasion de la Belgique, à la destruction de Louvain, de Termonde, d'Aerschot, aux opérations autour d'Anvers, au bombardement et à la prise de cette ville. Il décrit avec complaisance et avec admiration l'armée allemande telle qu'elle défila sous ses yeux, innombrable, ordonnée, bien ravitaillée, parfaitement renseignée sur le pays et les ressources qu'il devait fournir à l'envahisseur. Machine savante et puissante mise en mouvement par des hommes rompus à leur métier, forts de leur science technique, sûrs d'eux-mêmes et de la victoire. Mais il a pu pénétrer aussi dans l'âme des chefs et des soldats et cette âme lui est apparue d'un métal d'ordinaire assez vil. Son témoignage doit être versé au dossier des « atrocités allemandes » et il est accablant. Composé de souvenirs tout récents et dont la base documentaire est fournie par les dépêches envoyées à son journal, son livre est d'une lecture très attachante ; amusante par endroits (le portrait qu'il trace de

son photographe, Donald Thompson, est proprement impayable), touchante quand l'auteur parle de l'armée belge et de son héroïsme, terrifiante quand il décrit le bombardement d'Anvers. La traduction, qui est plutôt une adaptation ou, comme le dit M. Harry lui-même, une « transposition », met en belle valeur ces récits pleins de vie et d'humaine pitié.

Ch. B.

— Marcel DUPONT. *En campagne (1914-1915). Impressions d'un officier de légère* (Paris, Plon-Nourrit, 1915, in-12, III-320 p.). — L'auteur, officier de cavalerie légère, a fait campagne depuis la fin d'août; il a rejoint son régiment au moment où l'armée française battait en retraite au delà de la Marne, au désespoir de certains qui, ayant combattu victorieusement l'ennemi, ne comprenaient point pourquoi il leur fallait reculer. Vient la bataille de la Marne et l'ivresse de la victoire. Puis c'est la guerre de tranchées : les chasseurs à cheval sont envoyés pour renforcer les lignes de l'Yser et ici encore, malgré le service inattendu qu'on commande à des cavaliers, la victoire récompense leurs efforts héroïques. L'auteur ne fait pas l'histoire de ces hauts faits d'armes; il conte seulement la part qu'il y a prise à son rang. Ce sont les infiniment petits de la lutte géante. Mais ces récits sont si prestement menés, avec tant de sincérité et de simplicité, qu'une fois le livre commencé il faut le lire jusqu'au bout. La plupart avaient déjà été insérés un peu au hasard dans le *Correspondant* (voir *Rev. histor.*, t. CXVIII, p. 388, et *supra*, p. 214). On les retrouve avec un nouveau plaisir, placés dans leur ordre chronologique et augmentés de quelques scènes nouvelles dans le charmant volume que nous annonçons.

Ch. B.

— Gomez CARILLO. *Parmi les ruines*. Traduit de l'espagnol par J.-N. CHAMPAUX (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1915, in-32, 379 p.; prix : 3 fr. 50). — M. Carillo, rédacteur au journal castillan *El Liberal*, fut parmi ce groupe de journalistes étrangers qui, l'hiver dernier, furent admis à visiter les champs de bataille de la Marne, de Senlis à Nancy, et c'est parmi les ruines qu'on les conduisit, ruines fatales que toute guerre sème sur son passage, ruines criminelles commises sans nécessité militaire par les soldats farouchement disciplinés de l'empereur allemand. M. Carillo n'insiste pas sur les récits de bataille, auxquels il avoue ne pas comprendre grand'chose, ce qui ne l'empêche pas de nous donner le frisson quand il rapporte tel épisode tragique comme celui du bombardement du fort de Troyon ou de l'action d'Amance lors de la bataille du Grand-Couronné de Nancy. Il s'intéresse davantage au côté moral, si l'on peut ainsi dire, de la guerre; il cherche à savoir exactement ce qui s'est passé dans les villes pillées ou incendiées par les Allemands, comme à Senlis, à Reims, à Lunéville, à Sermaize; à leur honneur, il constate que Coulommiers n'a pas souffert; il doute des témoignages, fort troubles en effet, qui ont accusé le prince impérial d'avoir « cambriolé » le château de Baye.

REV. HISTOR. CXIX. 2^e FASC.

27

« Est-il possible », se demande-t-il (p. 78), « qu'une grande nation, qui a donné au monde des savants, des poètes, des législateurs, arrive ainsi, dans le vertige de la lutte, à surpasser en barbarie inutile les hordes des siècles les plus reculés ? » Et il s'afflige chaque fois que lui apparaît la sinistre réalité. Encore ne s'est-il pas posé une question plus angoissante peut-être encore : comment les chefs de l'armée allemande, et sans doute aussi la nation tout entière à leur suite, ont-ils pu penser et agir comme si cette « barbarie » était nécessaire ? La lecture de ce petit volume, d'un intérêt très varié et par endroits passionnant, fait honneur à l'auteur qui a su faire pénétrer tant d'humanité au milieu de tant d'horreurs. Ch. B.

— *Report of the Committee on alleged german outrages*, appointed by His Britannic Majesty's government and presided over by the R. H. viscount BRYCE (Londres, Eyre and Spottiswoode, 1915, in-8°, 61 p. et 2 cartes; prix : 3 d.). — *Evidence and documents laid before the Committee on alleged german outrages* (Ibid., 296 p. et 8 planches de fac-similés; prix : 6 d.). — Après le « Rapport Payelle » pour la France et le « Rapport Van Den Heuvel » pour la Belgique, voici le « Rapport Bryce » pour la Grande-Bretagne. Ce Rapport est le résumé d'une enquête poursuivie en Angleterre, en Belgique et dans le nord de la France par un Comité qui, sous la présidence de Lord Bryce, ex-ambassadeur d'Angleterre à Washington, comprenait Sir Frederic Pollock, Sir Edward Clarke, Sir Alfred Hopkinson, M. Herbert Fisher, vice-chancelier de l'Université de Sheffield, M. Harold Cox et Sir Kenelm E. Digby. Ces noms sont portés par des hommes universellement connus pour leur honorabilité, pour leurs connaissances juridiques, pour leur intelligence des contingences et des nécessités historiques. Ils doivent donc inspirer pleine confiance. Le rapport montre avec quel souci de la vérité ils ont recueilli, pesé, confronté les témoignages sur les « atrocités » allemandes. Il se divise en deux parties. Dans la première, il analyse et résume la conduite des troupes allemandes en Belgique à l'égard de la population civile pendant les premières semaines de l'invasion (Liège, Andenne, Namur, Charleroi, Dinant, le quadrilatère formé par Aerschot, Malines, Vilvorde et Louvain; enfin Termonde et Alost); dans la seconde, il examine les faits commis par des soldats ou des groupes de soldats allemands en violation des lois et usages de la guerre en vigueur dans les nations civilisées (atrocités contre les civils et contre les combattants pendant les quatre premiers mois de la guerre). — Le recueil des pièces justificatives contient les dépositions des témoins. Suivent trois appendices : 1° choix de citations empruntées à des carnets de route et à des correspondances trouvées sur des soldats allemands, texte, traduction et fac-similé; 2° texte des proclamations distribuées ou affichées sous le nom et par ordre des autorités militaires allemandes en Belgique et à Reims; 3° texte des lois et conventions votées à La Haye en 1907 pour régler les usages de la guerre

continentale et approuvées par l'Allemagne. L'ensemble de ces textes et dépositions confirme avec une précision sinistre les principes du régime de terreur édictés par le gouvernement allemand et son haut état-major.

Ch. B.

— Joseph BÉDIER. *Comment l'Allemagne essaie de justifier ses crimes*; R.-A. REISS. *Comment les Austro-Hongrois ont fait la guerre en Serbie*; E. LAVISSE et Ch. ANDLER. *Pratique et doctrine allemandes de la guerre* (Paris, Armand Colin, in-8°, 48, 48 et 47 p.; chaque brochure : 0 fr. 50). — Les trois brochures font partie de la collection : *Études et documents sur la guerre*. M. J. Bédier répond victorieusement aux réfutations qu'on a tenté de faire de sa première brochure : *les Crimes allemands* (cf. *Rev. histor.*, t. CXVIII, p. 349), notamment à un long article de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* du 28 février 1915. Si quelqu'un avait révoqué en doute l'authenticité des carnets allemands dont la photographie avait été donnée, il serait obligé de confesser son erreur. Des passages de ces carnets que M. Bédier n'avait pu déchiffrer ont été lus par d'autres sur la photographie; des passages en signes sténographiques ont été mis au clair. Nous apprenons ainsi par le carnet du soldat Philipp qu'après le pillage d'un village au nord de Dinant, le 23 août, le capitaine Hamann était ivre. Les carnets sont authentiques et les faits qu'ils relatent sont démontrés par eux. La traduction française donnée par M. Bédier est-elle inexacte? Manifeste-t-elle quelque tendance? M. Bédier reconnaît s'être trompé sur une phrase : il a rendu *Granaten* par grenades incendiaires au lieu de « obus; erreur qui a été signalée en France (article de Chuquet dans la *Revue critique* du 29 mai 1915, p. 250); mais partout ailleurs le sens donné par lui, avec quelque élégance de traduction, est exact, rigoureusement exact. Et voici qu'il apporte de nouveaux témoignages qui confirment les précédents. Des soldats allemands eux-mêmes apprécient sévèrement la triste besogne qui leur est commandée. L'un écrit : « Dieu est juste et voit tout. La meule moult avec lenteur, mais terriblement menu. » L'article paru dans la *Revue de Paris* (cf. *supra*, p. 216) est accompagné ici de la photographie des nouveaux documents. — Le commandement supérieur autrichien a donné à ses soldats envahissant la Serbie cette instruction : « J'ordonne que, pendant toute la durée de l'action militaire, on observe envers tout le monde la plus grande sévérité, la plus grande dureté et la plus grande méfiance. » Est-il étonnant après cela que ces soldats aient commis des atrocités sans nom? M. R.-A. Reiss, un neutre, professeur à l'Université de Lausanne, nous les fait connaître après une longue enquête personnelle. A l'article donné dans la *Revue de Paris* (cf. *supra*, p. 216), il ajoute ici un graphique donnant, d'après leur âge, de un à quatre-vingt-quinze ans (!), le nombre de personnes civiles tuées en 1914 dans les arrondissements de Potserie, de Matchva, du Jadar et quelques communes; un autre donnant une « statistique » des divers genres de supplices; nous avons les photographies prises sur

place, massacres de prisonniers, de jeunes gens, tombes ouvertes où, aux corps des victimes, apparaissent les liens qui les attachaient, blessures produites par les balles explosives, et cela est vraiment atroce. — Ce sont encore des atrocités qui nous sont décrites dans la brochure de MM. E. Lavis et Ch. Andler. Aux rapports présentés par les Commissions d'enquête française et belge, aux témoignages des soldats allemands recueillis par M. Bédier, MM. Lavis et Andler empruntent un certain nombre de traits caractéristiques; c'est la « pratique allemande de la guerre ». Mais cette pratique est l'application d'une doctrine qui a été exprimée dans les écrits de Karl von Clausewitz, des généraux von Hartmann, von Blume, von Bernhardt, dans le livre du grand État-Major général, *Kriegsbrauch im Landkriege*; et cette doctrine est que la guerre doit être conduite avec une rigueur dénuée de scrupules, que le combattant n'a point à s'embarrasser des règles du droit des gens, que les moyens de guerre les plus cruels se justifient par le succès même. Cette doctrine elle-même s'inspire de trois idées fondamentales : la guerre est une nécessité pour l'Allemagne qui ne peut vivre dans l'étroitesse du cadre où elle est enclose; la guerre est voulue par Dieu et par la nature; l'Allemagne doit gouverner le monde pour l'élever à toute noblesse et à toute perfection. A la guerre ainsi sanctifiée qui oserait refuser libre carrière? Qui opposerait à la toute-puissance du soldat la pitié et l'humanité? Ces idées ont fait naître la doctrine, la doctrine a créé la pratique; c'est ce que les auteurs démontrent avec une grande vigueur logique et une véritable éloquence.

C. PF.

— M.-C. POINSOT. *Au service de la France. Les volontaires étrangers de 1914*, avec une préface de M. Paul DESCHANEL (Paris, Dorbon-Ainé, 1915, in-12, 84 p.; prix : 1 fr.). — Le titre rappelle celui de l'émouvant roman de Maurice Barrès; mais combien le sens est différent de part et d'autre! Le soldat au service de l'Allemagne s'est résigné pour demeurer fidèle à l'Alsace et il refoule en son cœur ses vrais sentiments. Les volontaires étrangers de 1914 accourent pleins d'enthousiasme et de courage pour défendre avec la cause de la France celle de la civilisation. Au début de mars 1915, ils sont 32,000, appartenant à toutes les nationalités, russes, américains, italiens, espagnols; le chiffre : nationalités diverses, est très élevé; c'est qu'on y classe les Alsaciens-Lorrains. M. Poinso nous raconte comment ces étrangers se sont enrôlés à l'Association des Amitiés françaises; il reproduit les proclamations lancées par divers groupements étrangers de Paris; il rappelle la mort glorieuse de deux de ces engagés, Bruno et Constantin Garibaldi. Ce petit livre, pour lequel M. Deschanel a écrit une préface, sera un document pour les futurs historiens de la guerre.

C. PF.

— Charles VELLAY. *La question de l'Adriatique* (Paris, Chapelot, 1915, in-12, 126 p.; prix : 1 fr. Dans la collection : *la Guerre euro-*

péenne). — Étude très claire sur le problème de l'Adriatique, tel qu'il se pose actuellement — la brochure porte la date du 18 mai 1915. Trois puissances principales se disputent la rive orientale de cette mer : l'Italie, qui réclame les pays non rendus et a mis la main sur Vallona; les Germains, qui veulent se frayer un chemin du nord au sud vers la Méditerranée et conquérir une part des marchés de l'Europe méridionale; les Slaves, qui continuent leur marche en avant de l'Orient à l'Occident, sans parler des Grecs qui surveillent le canal d'Otrante. M. Vellay nous dit les ambitions de chacune de ces puissances, les efforts qu'elles ont faits depuis 1893 pour les réaliser. Il croit que l'effondrement prochain de l'Autriche fera disparaître l'une des rivales, et il espère que l'Italie et les Slaves s'entendront par la juste et stricte application du principe des nationalités. Fort intéressantes sont ses considérations sur le golfe ambracique, dont l'entrée est défendue par Prevesa et par Actium et où les Grecs pourraient établir une station navale commandant toute la mer Ionienne. C. PF.

— Paul FLAT. *Vers la victoire*. Préface de M. Louis BARTHOU (Paris, Félix Alcan, 1915, in-8°, xxii-162 p.; prix : 1 fr. 25). — Sous ce titre plein d'espérances, M. Flat a recueilli ses articles de la *Revue bleue* et une allocution de M. Bergson. Je comprends le scrupule qui a poussé M. Flat à reproduire ses articles tels qu'ils avaient paru de quinzaine en quinzaine. Je le regrette cependant. Il y a bien des redites dans ce petit volume (l'auteur ne s'en défend pas) et aussi quelques injustices (j'entends contre tels de nos compatriotes) qui s'expliquent dans un article de revue et qui sont moins à leur place dans un livre. — Si « le fameux manifeste d'outre-Rhin » a imprimé au mot *intellectuel* « un sens péjoratif », c'est qu'on a bien voulu l'y mettre, car ce mot ne figure point dans le manifeste. — N'est-ce pas tomber dans un ridicule analogue à celui des Germains, pour qui toute vertu est allemande, que d'écrire (p. 19) : « Don Quichotte est bien plus Français qu'Espagnol » ? Prenons garde. M. Flat écrit un chapitre (p. 77 et suiv.) sur *Chauvinisme et patriotisme* : ne les confondons point. — Il n'est pas exact de dire (p. 71) que « notre erreur commune fut de n'être pas suffisamment documentés » sur la formidable organisation allemande. Nous étions fort bien documentés par d'excellents livres, mais que personne ne lisait, parce qu'on ne voulait pas voir. Pour ne citer qu'un exemple, l'admirable ouvrage de M. Andrillon est de 1909, mais il trouvait un éditeur ... à Angoulême ! H. HR.

— André SARDOU. *L'indépendance européenne. Étude sur les conditions de paix* (Paris, Plon-Nourrit, 1915, in-8°, 65 p.; prix : 0 fr. 50). — Il n'a pas manqué, depuis bientôt un an que dure la guerre, d'essais de redistribution de l'Europe; ils sont aussi divers que possible; mais la robuste confiance de leurs auteurs passe sans peine sur ce qu'ils ont d'incertain et aussi de prématuré. M. Sardou trouve si tentante la peau du chacal germanique qu'il en découpe d'avance

pour nous et nos alliés de fort beaux morceaux. Il dépèce l'Autriche-Hongrie : c'est depuis si longtemps le jeu des diplomates et des publicistes ! Mais sa solution sur la Bohême est un peu imprécise ; qu'on lui concède l'autonomie, soit ; mais on voudrait savoir comment elle s'organisera et s'adaptera à des conditions géographiques qu'il est difficile de modifier. Et l'Italie le trouvera bien chiche de concessions. — On lit sans fatigue cette brochure, pleine d'élan et d'imagination, bien présentée, ornée de cartes et croquis curieux, mais qui appartient au domaine de la fantaisie plus encore qu'à celui de la politique et surtout de l'histoire.

L. E.

— André CHÉRADAME. *La paix que voudrait l'Allemagne* (Paris, Chapelot, 1915, in-12, 113 p.; prix : 1 fr.). — M. Chéradame, il y a quelque quinze ans, avait, dans un volume qui fit du bruit, dénoncé le péril pangermaniste. Il voit aujourd'hui ses prévisions justifiées, et la guerre actuelle lui apparaît, jusque dans le détail, comme la réalisation du plan qu'à l'aide des brochures pangermanistes de 1900 il avait patiemment reconstitué ; les territoires actuellement occupés par les armées allemandes sont ceux que revendiquaient les champions de la « Grande Confédération germanique », et l'appui que l'Allemagne prête à l'Autriche-Hongrie est en vérité une mainmise sur des pays qui doivent lui servir soit à des annexions, soit à des échanges et des compensations. Sous prétexte de « paix honorable », l'Allemagne, qui a obtenu tous les succès militaires dont elle était capable et ne peut plus que reculer et perdre, voudrait empêcher les alliés de dicter la paix à Berlin ; mais ils resteront inébranlables et sont sûrs du triomphe. — M. Chéradame expose cette thèse avec sa conviction et sa chaleur coutumières : nul doute qu'elles n'entraînent ses lecteurs.

L. E.

— H.-W. STEED. *L'Angleterre et la guerre* (Paris, A. Colin, 1915, in-18, 32 p.; prix : 0 fr. 50). — M. Steed a fait tenir dans cette conférence un nombre étonnant de faits et d'idées ; et cependant tout y est clair et nettement exposé : aucune confusion, aucune fatigue à la lecture. Après une brève et frappante esquisse de la psychologie politique de l'Anglais, c'est le tableau curieux de l'activité de l'ambassade d'Allemagne à Londres entre 1912 et 1914, le prince Lichnovsky chargé de conquérir la confiance de l'Angleterre, et M. de Kühlmann de préparer les moyens d'en abuser. Une « longue digression » nous donne, de la politique de l'Autriche-Hongrie depuis 1912, une analyse extrêmement précise, relevée de renseignements inédits de haute importance. Elle prépare le lecteur à comprendre et à juger équitablement la dernière évolution de la politique anglaise et la position qu'a prise l'Angleterre aux côtés de ses alliés, à entendre aussi à demi-mot les conclusions de l'auteur. Du reste, tout ici est dit avec discrétion, indiqué d'une touche légère. Il faut lire avec beaucoup d'attention, beaucoup de réflexion, pour apercevoir la pensée exacte de M. Steed. Parmi les

publications qu'a fait naître la guerre, il en est peu d'aussi intéressantes, d'aussi fines et d'aussi suggestives.

L. E.

HISTOIRE DE FRANCE.

— Eugène LEFÈVRE. *Les avocats du roi, depuis les origines jusqu'à la Révolution* (Paris, Rousseau, 1912, in-8°, 298 p.). — Les avocats du roi, primitivement choisis parmi les avocats ordinaires pour défendre les intérêts du roi, devinrent des fonctionnaires. Leur histoire est assez complexe, puisque l'institution a évolué et qu'on trouve des avocats du roi, non seulement dans les parlements, mais dans des juridictions inférieures, par exemple dans un certain nombre de bailliages et de sénéchaussées. Il faudrait de très longues recherches pour déterminer exactement quelles cours, pendant la période monarchique, possédaient des avocats du roi, et ce qu'ils y devinrent à travers les siècles. Les renseignements précis donnés déjà par MM. Delachenal, Aubert, Maugis, Dupont-Ferrier, etc., ont été coordonnés et, sur certains points, complétés par M. Eug. Lefèvre. Son exposé, qui a des qualités de méthode, nous donne une idée relativement claire de l'institution, du XIV^e au XVI^e siècle; pour le XVII^e et le XVIII^e siècle, sa documentation est évidemment très courte. On regrette l'absence de toute introduction critique et de tout index des sources. On voudrait savoir jusqu'où l'auteur a poussé ses recherches, et par exemple dans quelle mesure il a dépouillé les registres du Parlement, qu'il cite assez souvent. Ce sont des choses sur lesquelles un historien doit s'expliquer nettement.

Ch. P.-D.

— Jacques SOYER. *Notes pour servir à l'histoire littéraire. Le poète Éloi d'Amerval. Le prédicateur Olivier Maillart* (extrait du *Bull. de la Soc. archéol. et histor. de l'Orléanais*, 1912). — Dans cette plaquette de quatre pages, M. Soyer édite des documents d'archives prouvant qu'Éloi d'Amerval, l'auteur du *Livre de la Diablerie*, résidait déjà à Orléans en 1468 et qu'Olivier Maillart, prêcha à Orléans en 1485, 1497 et 1501.

Ch. P.-D.

— Pierre RAMBAUD. *L'Assistance publique à Poitiers jusqu'à l'an V, t. I* (Paris, Champion, 1912, in-8°, 663 p.; prix : 45 fr. Extrait des *Mém. de la Soc. des Antiquaires de l'Ouest*, t. V, année 1914). — Le premier volume de l'œuvre de M. Pierre Rambaud comprend un exposé du développement de l'assistance publique à Poitiers depuis le moyen âge jusqu'à l'an V, époque où les établissements de charité cessent d'être autonomes; dans le second, l'auteur étudiera les soins donnés aux enfants assistés et aux malades. La période qu'il traite comprend elle-même deux époques nettement distinctes. Au moyen âge, les œuvres d'assistance sont dictées par l'esprit religieux et sont ecclésiastiques. A partir du XVI^e siècle, elles prennent un caractère plutôt social et laïque; la municipalité de Poitiers organise un bureau des pauvres, la *Dominicale*, administrée par le maire, six membres

du conseil municipal et sept chanoines délégués des chapitres et des collégiales. On se préoccupe, non seulement d'assister les pauvres et les malades, mais de lutter contre la mendicité et le vagabondage. Cette évolution n'est pas particulière à Poitiers. M. Rambaud a noté avec raison que le régime hospitalier du moyen âge avait été désorganisé par la guerre de Cent ans et les abus généraux dont souffrait l'Eglise. Il fallait quelque chose de nouveau. — L'ouvrage de M. Rambaud, presque entièrement fondé sur des documents inédits, sera une précieuse contribution à l'histoire si intéressante de l'assistance publique. Ch. P.-D.

— L. DESPOIS. *Histoire de l'autorité royale dans le comté de Nivernais* (Paris, Giard et Brière, 1912, in-8°, 529 p.). — Le comté de Nevers, érigé en 1538 en duché-pairie, resta jusqu'à la Révolution française une seigneurie féodale. Il ne fut jamais annexé au domaine royal. Son histoire, au point de vue des institutions politiques, offre donc un intérêt particulier. D'autre part, nous manquons de monographies sur le développement de l'autorité royale, à partir du XIII^e siècle, dans les grandes seigneuries; question d'importance capitale, et qui ne pourra être résolue que par une série d'études de détail. Le sujet choisi par M. Despois était donc excellent. Sauf dans la première partie, qui traite de l'époque féodale (1002-1328), et où l'auteur a pu s'appuyer sur d'abondantes publications de textes et de solides travaux d'érudition, l'ouvrage de M. Despois est malheureusement bien superficiel. Quarante pages sont consacrées à « la crise de la guerre de Cent ans ». La maigreur de l'exposé s'explique par la maigreur de la documentation. Quelques recherches à la Bibliothèque nationale et dans une ou deux liasses des archives départementales de la Nièvre ne peuvent donner illusion au lecteur. Il était essentiel, par exemple, pour connaître les empiétements de la justice royale à la fin du moyen âge, de dépouiller les registres du Trésor des chartes et du Parlement; faute de quoi, M. Despois ne peut nous apprendre grand'chose : il semble ignorer l'existence même des lettres de rémission, par lesquelles le roi arrachait à la justice du comte de Nevers des assassins, de vulgaires voleurs et des financiers prévaricateurs. Pour la période moderne, un spécialiste constaterait sans doute des lacunes encore plus graves. M. Despois n'aurait-il pas mieux fait de limiter ses recherches à une période restreinte et d'épuiser les sources? On est trop souvent obligé de faire cette remarque, lorsqu'on examine les livres écrits — c'est, je crois, le cas de celui-ci — par les étudiants de nos Facultés de droit. Au reste, tel qu'il est, le gros livre, pourtant trop court, de M. Despois ne manque ni d'intérêt, ni d'utilité. M. Despois est intelligent et a un certain bagage de connaissances générales; encore que sa bibliographie soit présentée dans un extraordinaire désordre, elle montre que l'auteur a souci d'être au courant de la science. Ch. P.-D.

— Marc LESCARBOT. *The history of New France*. With an

english translation, notes and appendices by W.-L. GRANT, and an introduction by H.-P. BIGGAR, t. III (t. XI des publications de la *Champlain Society*. Toronto, 1914, in-8°, xviii-555 p.). — Ce volume termine la réédition de Lescarbot, texte français et traduction anglaise. Il contient le chapitre v (« contenant sommairement les navigations faites de la Nouvelle-France depuis notre retour en l'an 1607 jusques à lui », c'est-à-dire les voyages de Champlain, du sieur de Monts et du sieur de Poutrincourt jusqu'à la mort de celui-ci), et vi (« contenant les mœurs, coutumes et façons de vivre des Indiens occidentaux de la Nouvelle-France, comparées à celles des anciens peuples de par deçà, et particulièrement de ceux qui sont en même parallèle et degré »). On sait de reste combien les narrations et observations de Lescarbot sont instructives. Il n'est peut-être pas hors de propos de reproduire les lignes par où débute le chapitre xxiv du livre VI, qui traite de la guerre : « De la terre vient la guerre; et quand on sera établi en la Nouvelle-France, quelque gourmand par aventure voudra venir enlever le travail des gens de bien et de courage. C'est ce que plusieurs disent. Mais l'état de la France est maintenant [1607] trop bien affermi, grâce à Dieu, pour craindre de ces coups. Nous ne sommes plus au temps des ligueurs et des partialitez... Et puis, ce fait est de religion, et non pour ravir le bien d'autrui. Cela étant, la Foy fait marcher en cette entreprise la tête levée et passer par-dessus toutes difficultés... » La traduction est, comme on sait, l'œuvre de M. Grant, assisté de M. Biggar. Pour les notes, M. Ganong a fourni à ces deux diligents éditeurs un précieux concours. Pour le « grand dessein » de Henri IV, on eût aimé à trouver autre chose qu'une longue citation de Henri Martin; n'eût-il pas fallu mentionner au moins des travaux plus récents et en particulier celui de M. Pfister (*les Économies royales de Sully et le grand dessein de Henri IV*, dans la *Revue historique*, t. LIV et LV, 1894)? — A la suite de l'*Histoire*, on a réédité les *Muses de la Nouvelle-France*, recueil de poèmes, d'odes et de sonnets composés par Lescarbot en 1606 et en 1607. — En appendice enfin se trouvent une liste des œuvres de Lescarbot; une brève notice sur Pierre Éronnelle, huguenot normand réfugié en Angleterre en 1586 et qui traduisit en anglais le livre VI de Lescarbot; une lettre de Lescarbot datée « de Port royall de l'Équille en la Nouvelle-France, du 22 aoust 1606 »; un article-réclame pour « une Société de François qui se fait pour aller habiter les terres neuves des Indes occidentales », faisant suite au chapitre vi du livre V dans l'édition de 1611-1612; enfin deux plaquettes, découvertes par M. Biggar à la Bibliothèque nationale où sont racontées la prise et capitulation de Méry-sur-Seine et la mort de Poutrincourt en 1615. Cette analyse suffit pour faire apprécier le grand intérêt de l'édition. Ch. B.

— SAINT-SIMON. *Mémoires*, éd. A. DE BOISLISLE, L. LECESTRE et J. DE BOISLISLE, t. XXVII (Paris, Hachette, collection des *Grands*

Écrivains, 1915, in-8°, 405 p.). — Nous avons ici la mort de Louis XIV. Comme toujours, le texte est accompagné de notes abondantes. Comme toujours aussi, il est suivi (p. 297-332) des *Additions au journal de Dangeau*. A l'appendice (p. 333-341), les éditeurs donnent une bibliographie des récits de la mort de Louis XIV, auxquels ils ajoutent quelques documents inédits. Ils reproduisent la copie figurée du testament du roi, faite par Gilbert de Voisins et qui, en l'absence de l'original, est extrêmement précieuse. H. Hr.

— Henri DEHÉRAIN. *Un officier de l'armée d'Égypte. Théviotte et son œuvre géographique* (extrait de la *Géographie*, 1915, p. 182-200). — Théviotte, né à Jouarre le 13 octobre 1769, prit part en qualité d'officier du génie à l'expédition d'Égypte. En 1802, le général du génie Sanson, alors directeur du Dépôt de la Guerre, se l'attacha comme aide de camp. Il avait conçu le dessein de former un atlas qui renfermerait le plan des principales villes d'Égypte, celui des champs de bataille et des monuments, avec un texte explicatif. M. DehéRAIN a retrouvé les cartes dressées sous la surveillance de Sanson et le texte explicatif qui fut rédigé par Théviotte. De ce texte il nous donne d'intéressants extraits sur Rosette, le lac Burlos, la ville de Suez. Théviotte prit part à l'expédition de Russie et mourut au retour le 7 février 1813. C. Pf.

HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

— Fritz KESSLER. *Les murs dits payens de l'Alsace* (Le Mans, Monnoyer, 1914, in-8°, 7 p. Extrait du *Bulletin de la Société pré-historique de France*); Fritz KESSLER et Marcel BAUDOUIN. *Les pas du diable et les pieds de saint Dizier* (*Ibid.*, in-8°, 14 p.). — M. Kessler signale comme enceintes préhistoriques de l'Alsace celles du Franckenbourg, du Purpurkopf et du Ringelsberg. Il ne se prononce pas sur leur destination; mais, à notre avis, elles ne peuvent avoir été que des forteresses. M. Kessler insiste sur l'enceinte du Sainte-Odile, à laquelle il assigne un caractère religieux. Ici se seraient formés les druides. Deux murs transversaux partagent l'enceinte en trois parties : les néophytes auraient vécu sur l'Elzberg, les initiés sur le Bloss, les prêtres proprement dits dans la partie centrale, là où s'élève aujourd'hui le couvent. Il y a là des remarques ingénieuses; mais nous persistons à reconnaître dans le Sainte-Odile un refuge où les habitants de la plaine venaient chercher un abri lors des invasions des barbares. — La seconde brochure signale des cuvettes en forme de pied sur un rocher situé non loin du village de Saint-Dizier, au canton de Delle, territoire de Belfort. Ces excavations ont été rattachées à la légende de saint Dizier : ici le saint aurait lutté contre le diable et les traces des quatre pieds se seraient incrustées dans la pierre. Il faut dire pourtant que l'ancienne *Vita Desiderii* remontant à l'époque mérovingienne, que vient de rééditer W. Levison au t. VI des *Scriptores rerum merovingicarum*, et

dont MM. Kessler et Baudouin traduisent un passage, ne mentionne pas cette tradition. Les auteurs de la brochure donnent de ces sculptures une description minutieuse et précise. C. Pf.

— Dr Ernst BENDER. *Weinhandel und Wirtsgewerbe im mittelalterlichen Strassburg* (Strasbourg, Heitz, 1914, in-8°, vii-162 p. N° 48 du t. X des *Beitraege zur Landes- und Volkeskunde von Elsass-Lothringen und den angrenzenden Gebieten*). — C'est un travail documentaire très sec, de pure érudition pédante, qui épuise lourdement son sujet en quatre chapitres : provenance et commerce du vin (production et exportation); politique viticole de la ville dans l'importation, l'exportation, le marché au vin (revue des différents fonctionnaires et ouvriers occupés à ce marché et exposé de sa police); réglementation du débit et étude des fonctions qui s'y rapportent; l'hôtellerie et la police des étrangers. — Cette brochure, qui n'est pas à lire, mais à consulter, peut présenter, de la façon la plus inopinée, quelque intérêt d'actualité, puisque l'on commence, en lieu compétent et autorisé, à se préoccuper de la situation créée aux vignerons d'Alsace par le prochain traité de paix. L'on sait que cette question est assez complexe, et puisque l'évolution historique n'est qu'une éternelle répétition, le passé évoqué par M. Bender de façon plus consciencieuse, il est vrai, que vivante, pourra peut-être suggérer quelques idées pratiques. Sans doute, notre brochure ne traite que des vignerons, débitants et commerçants strasbourgeois, et, dans le vignoble proprement dit, les questions présentent un aspect un peu différent; mais, comme nulle source d'information n'est à dédaigner dans un domaine aussi complexe, les recherches de M. Bender pourront être utilisées à une fin que certes il ne prévoyait pas. Th. Sch.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— Georges BLONDEL. *La doctrine pangermaniste* (Paris, Chapelot, 1915, in-8°, 134 p.; prix : 1 fr.). — La brochure est la première d'une nouvelle collection qui porte le titre général : *la Guerre européenne*. M. Blondel y expose comment s'est formée la doctrine pangermaniste; il dit, d'après les *Alldeutsche Blätter* et toute une série d'ouvrages, les prétentions inouïes et le désir de domination des pangermanistes; il montre comment la doctrine a infecté toute la nation et a été l'une des causes principales de la guerre présente. C'est une analyse pénétrante, comme on pouvait l'attendre de l'observateur attentif de la vie économique et intellectuelle de l'Allemagne contemporaine. C. Pf.

— Gaston CHOISY. *Chez nos ennemis. A la veille de la guerre*. Avec une préface de M. Paul FLAT (Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1915, in-12, v-112 p.; prix : 1 fr. 50). — M. Choisy a réuni dans ce petit volume cinq études de caractère assez différent, parues de 1912 à août 1914, dans la *Revue française*, le *Correspondant* et la

Revue bleue : Une Allemagne nouvelle (impressions de voyage en 1913 à Munich, Dresde, Leipzig, Berlin, Hambourg ; insiste sur l'Allemagne qui s'amuse). — Étudiants français et allemands. — Les lectures populaires en France et en Allemagne (à propos des livres demandés dans les bibliothèques). — Un bon instrument au service de la barbarie : le général Keim (portrait assez vigoureux). — Sensations de Vienne (au lendemain de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand). C. Pf.

— A. LOMBARD. *L'Allemagne de Taine et de Renan* (Lausanne, imprimeries réunies, 1915, in-8°, 23 p.). — L'influence de l'Allemagne sur Taine et sur Renan fut incontestablement très forte ; mais dans les éloges qu'ils donnent à ce pays, ils ont été injustes envers la France et envers eux-mêmes. Taine vit clair dès 1869 ; 1870 ouvrit les yeux à Renan. Ces écrivains se sont-ils donc contredits ? Sans doute non ; c'est l'Allemagne dominée par la Prusse qui s'est modifiée. Taine écrit en 1869 : « L'Allemand se transforme et change de caractère. Il devient orgueilleux, méprisant, injuste envers les étrangers... La transformation est énorme. » Article intéressant, tiré de la *Bibliothèque universelle et Revue suisse*. C. Pf.

— Pierre DELBET. *L'emprise allemande* (Paris, Félix Alcan, 1915, in-8°, 32 p.). — L'éminent professeur de la Faculté de médecine montre comment les Allemands ont essayé en ces derniers temps d'accaparer philosophie, philologie, histoire, arts et sciences. Les exemples qu'il donne pour les sciences sont surtout typiques. Les Allemands oublient les services rendus par les savants français. Dans l'Histoire de la chimie d'Ostwald, Lavoisier et Berthelot sont à peine cités ; et quelle réclame charlatanesque a été faite autour des prétendues découvertes de Koch et de Behring ! C. Pf.

— J.-L. DE LANESSAN. *Comment l'éducation allemande a créé la barbarie germanique* (Paris, Félix Alcan, in-8°, 32 p.). — L'Allemagne, subjuguée par la Prusse, a voulu avoir la force et de la force elle prétend faire découler « le droit ». Cette doctrine est inculquée aux Allemands dès leur jeunesse, en même temps que la croyance en la supériorité de la race germanique, et en une mission divine des Hohenzollern. Les Allemands se sont ainsi cru tout permis et ils ont créé une véritable barbarie scientifique. Telle est la thèse que soutient M. de Lanessan et que résume fort bien le titre de sa brochure. C. Pf.

— Morton PRINCE. *The psychology of the Kaiser. A study of his sentiments and his obsessions* (Londres, Fisher Unwin, s. d., in-12, 75 p. ; prix : 3 sh. 6 d.). — L'auteur estime que le trait qui caractérise le mieux l'empereur d'Allemagne est son antipathie contre les social-démocrates ; cette antipathie provient de ses idées sur la prérogative impériale, sur le droit divin dont il se croit investi, sur le pouvoir absolu qu'il prétend exercer en tant que chef de

l'armée. De là cette « phobie » qui l'obsède : crainte d'être dépouillé de ses prérogatives, de ses pouvoirs comme roi de Prusse et comme membre prédominant du Bundesrat; cette crainte lui inspire toutes les mesures qu'il a ordonnées pour contenir le flot montant de la démocratie, non pas dans l'intérêt de l'Allemagne, mais dans celui de sa maison et de sa propre personne. Moralité : c'est l'action démocratique qui pourra seule triompher de l'autocratie et du militarisme.

Ch. B.

— Miss A. TOPHAM. *Souvenirs de la cour du Kaiser* (Paris, Delagrave, in-12, 284 p., traduit de l'anglais). — L'auteur de ce livre a été attachée à la cour de Prusse, en 1902, en qualité d'institutrice anglaise de la princesse Victoria-Louise, fille de Guillaume II et aujourd'hui duchesse de Brunswick. Elle remplit ses fonctions à peu près pendant une dizaine d'années. De retour en Angleterre, elle a écrit ses souvenirs sur la cour prussienne et le livre, paru avant la guerre, a eu un vif succès au delà du détroit. Miss Topham ne s'est pas appliquée à trouver un plan bien net; elle ne suit aucun ordre chronologique; elle accroche en quelque sorte ses souvenirs, un peu pêle-mêle, un peu au hasard, aux diverses résidences où elle a séjourné avec la cour : Homburg-vor-der-Höhe, le nouveau palais de Potsdam, le château de Berlin, Wilhelmshöhe, Cadinen près d'Elbing, Rominten près de la frontière russe. Elle ne fait pas le panégyrique de l'empereur, de l'impératrice ou des princes et de la princesse, son élève; elle ne les dénigre pas non plus; elle raconte des anecdotes non sans humour et avec une légère pointe de malveillance; elle reproduit les sentiments des dames qui vivaient dans l'entourage de la cour et étaient obligées de deviner, pour s'y plier, les caprices et l'humeur changeante des maîtres ou, si l'on préfère, du Maître. Dans cette cour allemande, elle resta anglaise, fidèle aux habitudes et aux manières de penser de son île, se plaisant à évoquer le souvenir de l'impératrice Victoria, femme de Frédéric III, et fort choquée des réflexions qui échappèrent souvent à l'empereur sur l'Angleterre. De ces papotages l'historien retiendra quelques traits saisis sur le vif pour un portrait de Guillaume II intime; car c'est sa figure qui domine l'ouvrage. On lit le volume sans fatigue, avec un certain plaisir même, quoiqu'on devine que la traduction soit inférieure à l'original et qu'on soit parfois arrêté par des erreurs (p. 276, lire : la duchesse de Bade, fille du vieil empereur, sœur de l'empereur Frédéric, mère de la reine actuelle de Suède, au lieu de : de l'empereur Guillaume). On comparera plus tard ces souvenirs avec ceux d'une autre institutrice anglaise, placée près des enfants du kronprinz, et dont des extraits ont été donnés par le journal *le Temps*. — C. PF.

— H. BOURGIN. *Le militarisme allemand. Ce qu'il est. Pourquoi il faut le détruire* (Paris, Félix Alcan, in-8°, 131 p. Prix : 1 fr. 25). — La brochure de M. Bourgin a le tort de venir après celles de MM. Andler et Bédier. Elle ne peut donc ajouter grand chose à notre connais-

sance ni des doctrines ni des pratiques du militarisme allemand. Elle ne creuse pas plus à fond que les ouvrages antérieurs jusqu'à la racine philosophique du système. C'est d'ailleurs un exposé complet et commode. Un certain abus des citations, je ne dis pas des textes eux-mêmes (on n'en aura jamais trop), mais des opinions émises par les prédécesseurs de M. Bourguin (voir p. 48, 50, 100-101, 106-107, etc.). Je ne déteste pas les titres marginaux; il y en a trop ici, et qui ressemblent trop à ces mots signalétiques que l'on inscrit sur ses fiches pour les classer plus aisément. — P. 1 : « La guerre met aux prises, à la date du 1^{er} avril 1915, six puissances », parmi lesquelles M. Bourguin omet de compter la Belgique. — P. 114, ne pas oublier que le professeur Morf, en dépit de ses déclarations romanistes, a signé le Manifeste des 93. — On veut croire que le virus militariste n'est pas devenu congénital à l'âme allemande; on a plus de mal à admettre que (p. 123) « la justice pourra régner sur la terre quand le militarisme allemand aura été détruit ». *Adveniat regnum tuum!*

H. HR.

HISTOIRE DE BELGIQUE.

— *Inventaire des chartes et cartulaires des duchés de Brabant et de Limbourg et des pays d'outre-Meuse*, par A. VERKOOREN. 1^{re} partie : *Chartes originales et vidimées*, t. I à V (Bruxelles, 1910-1913, 5 vol. in-8°). — Ce catalogue de chartes fait partie de la collection des *Inventaires des archives de la Belgique*. L'ordre adopté est l'ordre chronologique; la première charte est de 1154, la dernière de 1374. Chaque acte est analysé et daté, le sceau est décrit s'il y a lieu, les noms sont identifiés, les éditions indiquées, et chaque volume est pourvu d'une copieuse table alphabétique. La méthode est si rigoureusement suivie qu'au cinquième volume nous trouvons analysées une à une, de la page 153 à la page 472, six cent vingt-deux chartes du 21 décembre 1374 concernant le même objet, les indemnités accordées aux chevaliers qui avaient servi Wenceslas de Bohême devant Basweiler. En somme, travail minutieux inspirant toute confiance.

Ch. P.-D.

HISTOIRE DU DANEMARK.

— *Acta pontificum Danica. Pavelige ahtstykker vedrørende Danmark. 1316-1536*. T. VI : 1513-1536, publiés par Alfr. KRARUP et Johs. LINDBAECK (Copenhague, G.-E.-C. Gad, 1915, gr. in-8°, VIII-614 p.). — Avec ce volume, qui paraît peu de temps après le cinquième déjà mentionné dans la *Revue historique*, t. CXV, p. 425, se termine cette importante publication. Il comprend les actes pontificaux concernant le Danemark sous les pontificats de Léon X, Hadrien VI, Clément VII et Paul III, de 1513 au 10 septembre 1536 (nos 4345 à 5088 du recueil). On sait que la diète de Copenhague, con-

voquée en 1536 par Christian III après sa victoire sur les paysans, se décida en faveur du luthéranisme; les évêques furent remplacés par des surintendants sans pouvoir temporel et les biens épiscopaux confisqués. Les rapports avec Rome furent rompus et Bugenhagen appelé pour organiser la nouvelle Église. Les pièces sont, selon leur importance, données *in extenso* ou simplement analysées. Un appendice comprenant les nos 5089 à 5209 signale des bulles oubliées dans les volumes précédents, ou nous renseignant sur les destinées ultérieures des prélats chassés en 1536 de leurs sièges du Danemark. Comme dans les volumes précédents, une table des noms propres dressée avec soin facilite les recherches. Un appendice indique la provenance des pièces publiées au tome I, ce qu'on avait négligé de noter au début. Quelques rectifications sont faites par Reimer Hansen aux identifications des noms de lieux, telles qu'elles avaient été proposées aux tomes précédents. On nous annonce un supplément contenant les *Acta pontificum Danica* depuis le plus ancien titre jusqu'en 1316. « P. A. Munch est loin d'avoir autrefois tout recueilli et les lecteurs danois ne peuvent trouver grand secours dans les collections françaises des *Registres* qui sont pour la plupart inachevés et qui, en général, sont dépourvus d'index. » Reconnaissons que cette critique adressée au travail de notre École française de Rome est parfaitement justifiée. Quand le supplément aura paru, le Danemark possédera une collection unique en son genre et très précieuse, contenant tous les matériaux nécessaires pour écrire ce livre : les relations du Danemark avec le Saint-Siège jusqu'au triomphe de la Réforme.

C. PF.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— Lord MACAULAY. *The history of England from the accession of James the second*. Edited by Charles Harding FIRTH (Londres, Macmillan, t. IV-VI, pages 2083-3105; prix de chaque volume : 10 sh. 6 d.). — Voici terminée cette nouvelle édition de Macaulay. C'est peut-être le plus bel éloge de l'ouvrage de dire que M. Firth a dépensé tant de temps pour le présenter en beauté. Jusqu'à la fin, l'illustration demeure instructive autant que remarquable. Les portraits abondent. Dans le nombre, je signalerai celui de Locke (p. 2572) et celui de Jean Bart (p. 2250); ceux du duc de Marlborough et de sa femme sont bien connus. Les plans de bataille, de sièges sont nombreux; que valent-ils au point de vue technique? Signalons cependant celui de la bataille de Beachy head (p. 2188). Les caricatures ajoutent une note très vivante au récit déjà si coloré de Macaulay. Louis XIV y est assez maltraité; quand il quitta l'armée en 1693, on le représente battant en retraite « avec son sérail » : « Dans les bras de Vénus, j'ai mes forces usées... » (p. 2352); sur son lit de mort, il devient « Pantagruel agonisant » (p. 1892). Ce sont des œuvres fabriquées en Hollande. Jacques II n'est pas épargné non plus, comme bien on pense; et notons la page qui montre Charles II touchant les écouelles

(1744). Une autre planche, curieuse à un point de vue tout différent (p. 2278), décrit en dix tableaux les principales industries pratiquées en Grœnland d'après les Voyages de Churchill en 1704 (p. 2279). On a reproduit (p. 2786) une plaquette imprimée d'un poème saluant l'arrivée du « czar of Moscovy », Pierre le Grand, à Londres, en janvier 1699, et donné en fac-similé (p. 2540) la première page du poème de Prior en réponse à l'Ode de Boileau sur la prise de Namur. Cette illustration est, on le voit, très variée; ce n'est pas une simple galerie de portraits. L'index, qui remplit les pages 3009-3105, a été entièrement remanié; beaucoup plus complet que dans l'édition originale, il rendra aussi de plus grands services. On n'aurait pas dû laisser passer le nom du duc de Lorges, appelé Guy de *Durasford* (p. 2379), ni celui de *La Hogue*; taches légères d'ailleurs et dont une critique très minutieuse n'augmenterait pas beaucoup le nombre. Ch. B.

— *The Great Roll of the Pipe for the thirty-second year of the reign of King Henry II, 1185-1186* (publication de la *Pipe roll Society*, vol. 36, 1914, in-8°, xvii-267 p.). — Un document de ce genre ne s'analyse pas et, pour en faire connaître le riche contenu, il faut la plume de M. Round, qui a écrit l'introduction, un peu moins brève, heureusement, qu'à l'ordinaire. Nous voudrions attirer l'attention sur les tables. Il y en a trois : la première des noms propres d'hommes et de lieux (il y aurait un joli choix de surnoms français à récolter), la seconde des noms de choses, la troisième est une table des noms propres et de matières dont il est traité dans l'introduction. Cette dernière enrichirait une nouvelle édition du Glossaire de Du Cange. De nombreuses indications devraient être utilisées par qui voudrait décrire les multiples services de la maison du roi. — Ch. B.

— *The Canterbury and York Society* (Londres, aux bureaux de la Société, 124, Chancery lane, in-8°). — Nous avons à signaler deux fascicules parus en décembre 1914 : le n° 41 contient la première partie du registre de Hamon Hethe, qui fut évêque de Rochester de 1314 à 1352 (*Diocesis Roffensis. Registrum Hamonis Hethe*, p. 1-64); le n° 42 la première partie du registre de Simon de Gand, qui fut évêque de Salisbury de 1297 à 1315 (*Diocesis Saresbiriensis. Registrum Simonis de Gandavo*, p. 1-64). Il importe de signaler dans le registre épiscopal de Rochester la transcription de plusieurs actes confirmant l'abbé et le couvent de Saint-Pierre de Gand dans la possession des manoirs de Lewisham, Greenwich, Wolwich et autres : chartes d'Edgar (904), d'Édouard le Confesseur (1044), de Guillaume le Conquérant (1081), de Henri II (1162), de Jean sans Terre (1209); bulles d'Eugène III (1145) et d'Alexandre III. La plupart étaient déjà connus par la publication de Van Lokeren : *Chartes et documents de l'abbaye de Saint-Pierre à Gand*. Ch. B.

— Ivo d'O. ELLIOTT. *The historical precedent for the new army* (Oxford pamphlets, 1914-1915. Oxford, University Press, 25 p.; prix :

3 d.). — Le précédent étudié par M. Elliott est celui qu'ont fourni les armées de la Révolution française : un solide noyau d'anciens soldats et d'officiers de carrière, puis un afflux puissant de volontaires enflammés d'enthousiasme pour la liberté. Si la victoire finit par se ranger du côté des gros bataillons, elle vint à l'appel de l'esprit qui les forma. C'est à la « nouvelle armée » formée actuellement en Angleterre que M. Elliott songe en rappelant ce précédent français.

Ch. B.

HISTOIRE D'ORIENT.

— N. IORGA. *La question roumaine en Autriche et en Hongrie d'après des publications récentes* (Bucarest, édit. de la *Liga culturală*, 1915, in-8°, 48 p.). — Le savant professeur de Bucarest réunit ici plusieurs articles critiques parus dans le *Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe extrême-orientale*. Le plus important est consacré au livre récent de M. Aurel Morariu sur la Bukovine. Il montre à quel point l'acquisition de cette province par l'Autriche, en 1774, a été entachée de fraude et de violence. On y retrouve la légendaire Marie-Thérèse, pleurant toujours et prenant sans cesse, parlant de sa « makellose Redlichkeit » et laissant s'accomplir le rapt. Pour suivre, avec son auteur, l'histoire de la Bukovine jusqu'en 1914, M. Iorga reproduit la proclamation impériale et royale affichée, en septembre dernier, dans tous les villages et avertissant les populations que le commandement militaire a l'ordre strict « de mettre à mort immédiatement et sur place quiconque s'est même seulement rendu suspect de trahison ou d'une attitude ordinairement hostile à l'État ». Je rectifie la traduction de M. Iorga, qui ne rend pas tout le vague menaçant du texte allemand. — On trouvera plus loin, à propos d'un ouvrage qui paraît assez médiocre de MM. Enescu, une étude intéressante sur les Roumains de Transylvanie, du Banat et de Maramaros. — En critiquant un ouvrage roumain d'inspiration austrophile et antirusse, M. Iorga écrit : « Peut-il y avoir, dans la longue série des provocations russes, quelque chose de plus odieusement insolent que la note du comte Berchtold, avec ses affreuses conséquences pour l'humanité entière ? »

H. Hr.

— Victor BÉRARD. *La Serbie*, avec un avant-propos de M. Mil. K. VESNITCH (Paris, Armand Colin, in-12, 46 p.; prix : 0 fr. 50). — Pour les conférenciers qui devaient prendre la parole dans la journée du 26 mars 1915, consacrée dans les écoles de la France à la glorification du peuple serbe, M. Victor Bérard avait préparé une sorte de thème, et ce thème qu'il vient de publier est tout à fait excellent. On trouvera dans cette brochure ce qu'il est indispensable de connaître sur la géographie et l'histoire de la Serbie, sur les trois grandes guerres soutenues récemment par elle : celle de 1912 contre les Turcs, celle de 1913 contre les Bulgares, et la guerre actuelle contre les Austro-Alle-

mands, marquée, entre les 3 et 7 décembre derniers, par la grande victoire de Roudnik. M. Bérard nous donne aussi des exemples typiques du patriotisme; des mœurs démocratiques et de la poésie populaire des Serbes. La brochure est précédée d'un éloquent article de M. Vesnitch, ministre de Serbie à Paris, par lequel il apporte à la France les remerciements non seulement de ses compatriotes du royaume de Serbie, mais de tous ses frères de race, Bosniaques, Herzégoviens, Dalmates et Croates.

C. PF.

— Fr. H. SKRINE. *Expansion of Russia* (Cambridge historical series, 1915, in-8°, 386 p., plusieurs cartes). — Ce petit livre, qui serait mieux intitulé *Histoire de la Russie au XIX^e siècle*, est clair, bien ordonné, rapide, peut-être même trop rapide. Les appréciations y sont généralement justes; les questions, questions finlandaise, juive, polonaise, etc., y sont présentées avec beaucoup de modération et d'équité. Il faut noter pourtant que M. Skrine pêche par excès d'optimisme: là où un conflit éclate, en Finlande, en Bulgarie, il a une tendance à l'expliquer par des maladroites de subalterne, de sorte que le lecteur doit conclure à quelque chose de fortuit, d'évitable, ce qui n'est pas toujours le cas.

Le livre est accompagné d'un index bien fait et d'une bibliographie abondante. Qu'elle ne soit pas absolument complète, cela va sans dire; nous regrettons surtout l'omission de la correspondance de Barante et celle des mémoires de Herzen.

E. H.

— Grégoire ALEXINSKY, ancien député à la Douma. *La Russie et la guerre* (Paris, Armand Colin, 1915, in-12, 363 p.). — Le livre de M. Gr. Alexinsky apporte beaucoup d'informations utiles sur les événements qui se passent en Russie depuis le début de la guerre; par exemple, sur les sentiments qu'elle a suscités dans les masses, la participation de la jeunesse « intelligente » aux œuvres soit de guerre, soit de bienfaisance, l'aide mutuelle au village, etc. De même, il jette une vive lumière sur les œuvres « d'avant-guerre » du gouvernement autrichien, et notamment sur le mouvement dit oukraiñien. On y trouvera enfin la démonstration, toujours utile pour les Européens d'Occident, que ni le peuple, ni même l'État russe, en général, n'est avide de conquêtes.

Celadit, il faut faire des réserves sur certaines assertions. M. Alexinsky est homme politique plutôt qu'historien; on s'en aperçoit à l'énergie des épithètes qu'il applique aux partis de droite, à la peine qu'il prend pour se justifier, devant les révolutionnaires d'extrême-gauche, de l'appui relatif qu'il prête au gouvernement en ces jours de crise, à plusieurs de ses jugements enfin sur la politique intérieure ou extérieure de ce gouvernement. Ces jugements, les premiers du moins, nous ne sommes guère en mesure de les contrôler; les autres sont fort discutables. M. Alexinsky est opposé à la conquête de la Galicie et traite de haut les slavophiles qui y voient l'achèvement de

l'unité russe; ce dédain ne nous paraît pas justifié. De la même façon, il est opposé à la conquête des détroits; le peuple russe, dit-il, ne s'en soucie pas. Certes, représenter le moujik rêvant de la croix sur Sainte-Sophie est fantaisie pure; — Tourguénief l'a dit il y a longtemps; — mais ce moujik pense à vendre son blé, et pour cela la liberté des détroits est nécessaire. On les neutralisera, dit M. Alexinsky; soit! nous trouverons pourtant le gouvernement russe excusable s'il tient à des garanties plus réelles.

M. Alexinsky parle de l'alliance franco-russe avec une modération toute nouvelle chez les écrivains russes de gauche, mais en répétant pourtant certains jugements d'hier. Il dit encore que si, dans la récente crise intérieure de la Russie, l'opinion française, en général, a été pour le gouvernement, ç'a été par souci bourgeois des coupons de la dette. Beaucoup moins, à notre avis, que pour une autre raison plus élevée; et, puisque M. Alexinsky a bien voulu, à ce sujet, citer un de mes livres, qu'il me permette de lui répondre en le citant lui-même. Quand la maison brûle, dit-il en parlant de la guerre, on ne se préoccupe plus des opinions ou des actes du locataire de tel ou tel étage. Eh bien! nous, Français, nous voyions venir l'incendie, et c'est pour cela qu'à *priori* nous étions pour la solution qui ne désorganisait pas la Russie.

Émile HAUMANT.

CORRESPONDANCE.

LETTRE DU R. P. BLIARD.

Monsieur le Directeur,

Arraché par la guerre à mes travaux ordinaires, je n'ai lu que ces jours derniers la page que la *Revue historique* (t. CXVIII, 1^{er} fasc., p. 97) consacre à mes *Conventionnels régicides*. Vous ne vous étonnerez donc pas que je vous adresse si tardivement les quelques lignes suivantes, dans lesquelles je relève trois ou quatre des plus singulières assertions de votre collaborateur.

1^o Je me « moque », dit-il, « de Dubois-Crancé qui, *simple volontaire parisien* en 1789, était *général* en 1793 ». — Non, je ne me moque pas, je constate seulement un fait. Je défie mon contradicteur de trouver l'ombre d'une moquerie dans les quatre lignes auxquelles il fait allusion : J'ai écrit : « On sait que ce régicide, *simple volontaire parisien* en 1789, était *général de division* en mai 1793. Voir sur ce point sa querelle avec un autre régicide, Albitte (*Bibl. nat.*, Le³⁹ 47 et Lb⁴⁴ 3582). » — Et c'est tout. On avouera que la moquerie est pour le moins bien profondément cachée.

2^o A propos des régicides devenus les obséquieux serviteurs de l'empereur, votre critique écrit : « On n'a qu'à faire le compte, dans le livre même de M. Bliard, pour constater combien leur nombre fut petit. » — Or, j'affirme, me faisant fort de prouver cette assertion, « que 225 sur 293 (alors vivants) se rallièrent à Napoléon (p. 341) ». Et devant cette masse compacte, que j'ai comptée et rangée en groupes, mon contradicteur écrit tranquillement : « Il y eut *quelques* défaillances lamentables ; *quelques-uns* furent lâches, loques humaines avachies par de longues souffrances ! » Je ne me permettrai pas d'insister.

3^o « Au lieu de citer ses *textes entre guillemets* », continue votre collaborateur, « M. Bliard fait parler les régicides librement, sans aucune garantie de sources (par exemple p. 442, 443). » — Qu'on veuille bien se reporter aux deux pages indiquées, on constatera que sur les cinquante-deux lignes qu'elles contiennent, *trente-deux sont guillemetées* ; que pour ces mêmes trente-deux lignes, je renvoie à six dossiers des Archives nationales ou de la préfecture de police dont je donne la cote exacte : ce qui ne m'empêche pas d'indiquer au lecteur sept autres dossiers, où l'on trouve des renseignements semblables à ceux fournis en toutes lettres à ce même endroit de mon travail.

4^o Votre collaborateur assure, contrairement aux documents les

plus parlants cités par moi, que « beaucoup de conventionnels ne demandèrent rien à aucun des pouvoirs nouveaux ». — Je me contente de le prier de dresser la liste de ces intégrés; j'apporterai la mienne aussitôt.

Il me serait aisé de signaler d'autres erreurs matérielles dans les lignes de votre collaborateur; ce qui précède suffit pour faire toucher du doigt le peu de sérieux des critiques adressées aux *Conventionnels régicides*.

P. BLIARD.

RÉPONSE DE M. REUSS.

J'ai rendu compte successivement ici de quatre ouvrages du R. P. Bliard, sur *Prieur de la Marne* (1906), sur la *Fraternité révolutionnaire* (1908), sur *Jureurs et insermentés* (1910) et sur les *Conventionnels régicides* (1913). Je n'ai jamais varié dans mon jugement sur ces écrits violemment antirévolutionnaires, reconnaissant les mérites de l'auteur comme travailleur assidu, comme fureteur de dossiers inédits d'archives souvent heureux, mais constatant aussi que « trop souvent — j'aurais pu dire, toujours — le ton de ses ouvrages est celui du pamphlétaire et non pas de l'historien » (*Revue historique*, t. C, p. 342). Jusqu'ici, le P. Bliard n'avait point réclamé contre cette opinion formulée par un vétéran qui, durant le demi-siècle qu'il exerça le métier de critique, a toujours préféré éviter des polémiques stériles, qui n'aboutissent à rien. Mais puisque M. Bliard vient protester contre ce qu'il appelle mes « singulières assertions », force m'est bien de répondre le plus brièvement possible à la lettre qu'on vient de lire.

1° A propos de Dubois-Crancé, le P. Bliard conteste avoir mis la moindre ironie dans l'énoncé du fait que ce « régicide de bonne marque », « simple volontaire parisien en 1789, était général de division en mai 1793 » (p. 341). Plus loin, il concède que « la moquerie est pour le moins bien profondément cachée ». C'est un commencement d'aveu; mais ce que je lui reprochais, ce n'était pas tant de s'être moqué de Dubois-Crancé, mais d'avoir oublié (je dirai plus nettement, puisqu'il m'y oblige, *escamoté*) le fait que Dubois-Crancé, vingt-huit ans avant d'être simple volontaire, servait dans les mousquetaires du roi et que treize ans avant 1789 il était lieutenant des maréchaux de France. Ses services militaires dataient donc de loin. Le R. P. Bliard s'est bien gardé de répondre à ma remarque.

2° A propos des régicides domestiqués par l'empereur, le P. Bliard « affirme, en se faisant fort de prouver cette assertion », que 225 « assassins du tyran Capet » — sur 293 — ont été des « courtisans obséquieux » de Napoléon. Mais il accomplit ce tour de force en faisant figurer, à côté des *fonctionnaires administratifs*, tous ceux d'entre eux qui furent *magistrats, électeurs, maires, conseillers*

municipaux, etc. Il y joint même ceux qui ont signé l'Acte additionnel de 1815, c'est-à-dire tous ceux qui, avant la seconde invasion, alors qu'on allait nous ramener encore une fois les Bourbons dans les fourgons de l'étranger, se sont ralliés, non pas à l'usurpateur de brumaire, mais au drapeau tricolore et ont servi, non pas l'empire, mais la France révolutionnaire que l'ancien régime allait remettre pour un temps sous un joug détesté.

3^e J'avais reproché au R. P. Bliard de céder à la tendance dangereuse de certains « historiens » contemporains, de romancer l'histoire et de faire parler leurs personnages à la mode des *Conciones* d'antan. J'avais indiqué, à titre d'exemple, les pages 442, 443. L'auteur me répond que, sur les cinquante-deux lignes de ces deux pages, « trente-deux sont guillemetées ». Il y en a donc vingt qui ne le sont pas. *Habemus confitentem...*

4^e M. Bliard me défie de lui citer le nom « de beaucoup de conventionnels qui n'auraient rien demandé à aucun des pouvoirs nouveaux ». Je pense avoir mieux à faire que de « dresser la liste de ces intégrés », comme les appelle le R. P., avec une pointe d'ironie non dissimulée cette fois. Ils sont trop nombreux, quoiqu'il plaise à l'auteur de vilipender la représentation nationale de cette époque, qui reste grande malgré ses erreurs et ses crimes. Pourquoi d'ailleurs les ex-conventionnels, une fois vainqueurs de la royauté, n'auraient-ils pas consenti, plus tard, à servir la République du Directoire, la République même du Consulat? C'était toujours la *France nouvelle*. Je lui abandonne volontiers les terroristes devenus les plats valets de Bonaparte, comme aussi ceux qui se trainèrent plus tard aux genoux du gros Louis XVIII; je lui concéderai même que, pour l'honneur de la dignité humaine, ces terroristes serviles furent trop nombreux comme furent trop nombreuses ces grandes familles « royalistes » de l'ancienne Cour qu'on vit solliciter, non moins serviles, les grâces et les faveurs de « l'usurpateur », de « l'assassin » du duc d'Enghien.

Mais puisque M. Bliard veut bien me demander quelques renseignements supplémentaires, je profite de l'occasion pour lui signaler plusieurs « singulières assertions » qu'il a produites dans son dernier ouvrage, que j'avais courtoisement passées sous silence d'abord, mais dont il serait en somme fâcheux de priver nos lecteurs. S'il savait mieux sa géographie de France, le R. P. ne placerait pas Landau dans le *Haut-Rhin*, mais dans le *Bas-Rhin* (p. 480); s'il connaissait mieux certain décret de l'Assemblée nationale, il n'aurait pas raconté que tel député fut successivement député à la *Constituante*, à la *Législative*, à la *Convention* (p. 503); s'il avait mieux corrigé ses épreuves, il n'aurait pas fait naître tel conventionnel en 1833 (p. 508), etc. Je m'arrête pour le moment, ayant de la besogne plus urgente et trop peu de loisirs pour les gaspiller à rechercher les fautes vénielles d'autrui.

Rod. REUSS.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Feuilles d'histoire.** 1915, 1^{er} mai. — A. CHUQUET. Les Prussiens à Varennes en 1792. — Id. Les gardes d'honneur entre Rhin et Vosges, 1813-1814 (grands services rendus par deux régiments de gardes d'honneur, le 3^e et le 4^e, commandés par Ségur et Saint-Sulpice, lors de la retraite des Français forcés d'évacuer l'Alsace). — Id. Bucy-le-Long; scènes d'invasion (publie deux lettres du 12 et du 23 janvier 1915; elles se rapportent à la défaite subie par les Français à Crouy). — Id. Lettres d'Allemands (quelques épisodes intéressants de la bataille sur la Marne). — H. MALO. L'histoire se répète sur les bords de l'Yser. Les ancêtres des fusiliers marins (au XVIII^e siècle). — Rod. REUSS. La Révolution en Alsace (anecdotes tirées des procès-verbaux des délibérations de l'administration départementale du Bas-Rhin). — G. VAUTHIER. Les premières nominations aux grandes dignités impériales. = 1^{er} juin. A. CHUQUET. La neutralité de la Belgique en 1870 (retenons ces paroles de Bismarck, après réception d'une lettre du roi Léopold 1^{er} en date du 28 décembre 1870 : la Belgique n'a rien à craindre de l'Allemagne et le nouvel empire germanique [qui va se créer], de même que la Prusse, lui garantit son indépendance; si la Prusse ou l'Allemagne violait jamais la neutralité jurée en 1839, elle jetterait la Belgique dans les bras de la France). — Rod. REUSS. La Révolution en Alsace. Anecdotes (suite). — G. VAUTHIER. Le cardinal Fesch durant l'invasion de 1814 (dans une lettre du 18 janvier 1814, le cardinal-archevêque de Lyon déclare qu'il a engagé tous les curés de son diocèse « à user de toute la chaleur et de toute la force de leur ministère pour engager les peuples à remplir leurs devoirs envers leur souverain ». Par contre, il se plaint de l'apathie des administrations civiles). — E. WELVERT. Les dernières années de Lakanal (ce qu'il fit après son retour en France en 1838; ses écrits et ses discours visent presque tous à glorifier la Convention et le rôle qu'il y avait joué lui-même. Il exerça par là quelque influence sur le romantisme de Michelet, de Louis Blanc, de Lamartine, etc.). — Ch. DEJOB. La politique de Cavour à l'égard du clergé des États sardes.

2. — **La Révolution française.** 1915, avril-mai. — A. AULARD. Patrie, patriotisme avant 1789 (le mot *patrie* parut au XVI^e siècle; on le trouve en 1549 dans Joachim du Bellay, mais le patriotisme existait bien auparavant; le patriotisme des philosophes du XVIII^e siècle).

— LÉON DUBREUIL. Les origines de la chouannerie dans le département des Côtes-du-Nord (suite et à suivre : l'Affaire Davigneau, 1790-1791; les refus de serment du clergé au début de 1791). — PAUL RAPHAËL. Barthélemy Saint-Hilaire et l'unité allemande (dans un manuscrit conservé à la bibliothèque Victor Cousin à la Sorbonne, et datant de 1866-1868, Saint-Hilaire blâme Napoléon III d'avoir favorisé l'unité allemande). = Documents : Lettres des représentants en mission à Brest, an II et III. — Pétition adressée par le baron de Nantiat aux lords commissaires de la Trésorerie, fin 1801, exposant ses services comme espion. = C.-rendus : Publications sur la guerre.

3. — Revue des études anciennes. T. XVII, 1915, avril-juin. — H. ALLINE. Aristophane de Byzance et son édition critique de Platon (démontre qu'il a existé une édition alexandrine de Platon et qu'elle est sans doute due au grammairien Aristophane). — L. HAVET. Notes critiques sur les poètes latins (suite : Stace). — Camille JULLIAN. Notes gallo-romaines. LXVI : le Problème de l'origine des Germains (les Germains n'étaient pas une population indo-européenne; ils ont d'abord parlé une langue étrangère à l'indo-européen; leur état social et moral les différenciait des Indo-Européens. Ils ont peut-être pour origine de très vieilles populations habitant dans les marais et les forêts du Brandebourg et de la Lusace; à ce fonds primitif se serait superposée l'invasion indo-européenne; peut-être aussi des Scythes envahisseurs se sont superposés au monde indo-européen; peut-être aussi faut-il tenir compte et des Scythes et des Germains autochtones qui auraient restreint en Allemagne la part des influences indo-européennes). — Id. Chronique gallo-romaine. — W. DEONNA. A propos du dieu de Viège (l'ornement de sa tunique serait un emblème céleste). = C.-rendus : *Ed. Naville*. Archéologie de l'Ancien Testament, traduit de l'anglais (C. Jullian félicite l'auteur de rendre au Pentateuque son individualité et de le restituer à Moïse). — J. Formigé. Remarques diverses sur les théâtres romains à propos de ceux d'Arles et d'Orange (valeur exceptionnelle). — E. S. Bouchier. Spain under the Roman Empire (livre de style facile et de lecture aisée). — R. Torii et Kimito Torii. Études archéologiques et ethnologiques : populations primitives de la Mongolie orientale (ouvrage publié en français à l'Université de Tokio; bien qu'il ne s'agisse que de l'Asie néolithique, il renferme quantité de conclusions générales dont l'intérêt n'échappera à aucun préhistorien). — Pierre Batiffol. La paix constantinienne et le catholicisme (excellent).

4. — Revue des études historiques. 1915, avril-juin. — Em. DÉBORDE DE MONTCORIN. L'épaulette dans l'armée française (son histoire commence à une ordonnance de Choiseul du 10 décembre 1762; ses diverses formes et couleurs jusqu'à nos jours). — Marie DE CHATEAU-VERDUN. Un officier de marine du XVIII^e siècle, Mengaud de La Haye (1756-1780; d'après les archives du ministère de la Marine). —

P. PERRINET. Une invasion allemande en Bourgogne en 1636 (la défense de Saint-Jean-de-Losne). — François ROUSSEAU. La fin d'un étourdi : Charles de Sévigné, marguillier de Saint-Jacques du Haut-Pas (il vint s'installer en 1703 faubourg Saint-Jacques en face de Saint-Magloire; sa piété; sa mort édifiante le 26 mars 1713). — Paul DESLANDRES. Les débuts de la Réforme en France (d'après le t. III d'Imbart de la Tour). = C. rendus : *G. Mangeot*. Autour d'un foyer lorrain. La famille de Saint-Lambert (curieux par les renseignements fournis, mais aussi par la forme et le style très personnels). — R. Allier. La Compagnie du Très Saint-Sacrement de l'autel à Toulouse (très substantiel). — Le comte *Begouen*. L'Aa de Toulouse aux XVII^e et XVIII^e siècles (il faut reprocher à ces sociétés le secret dont elles s'enveloppent). — Ch. Gailly de Taurines. La reine Hortense en exil (beaucoup de détails curieux). — W. Steed. La monarchie des Habsbourg (d'une passionnante actualité).

5. — **Revue des Études napoléoniennes.** 1915, mars-avril. — P. MARMOTTAN. Le voyage de la grande-duchesse Élisabeth à Paris en 1810 (fin : les fêtes de 1810; naissance du fils d'Élisabeth, Charles-Jérôme, le 4 juillet. Gros embarras d'argent de la grande-duchesse, auxquels l'empereur ne voulut porter remède, ayant fait lui-même de prodigieuses dépenses pour ces fêtes). — LEDEUIL D'ENQUIN. Le palais Beauharnais et la chambre de la reine Hortense (histoire de ce palais qui est aujourd'hui l'hôtel de l'ambassade d'Allemagne à Paris. Construit en 1713, il fut restauré en 1805 dans le plus pur style de l'empire par Beauharnais qui y dépensa un million et demi; Napoléon, irrité de tant d'argent « jeté dans la rivière », chassa l'architecte et reprit pour lui la maison; elle fut achetée pour le roi de Prusse en 1818. Entre temps, Eugène avait aménagé pour sa sœur Hortense une chambre à coucher, la « chambre enchantée », qu'elle put habiter en 1810. C'est là qu'après sa séparation avec le roi Louis elle reçut l'ami de son frère, Flahaut, qu'il convient, paraît-il, de considérer comme son épouxmorganatique. Naissance de leur fils, le 21 octobre 1814, celui qui fut le duc de Morny). — A. LIPINSKA. La Lithuanie en 1812 (d'après un ouvrage en polonais d'Iwaszkiewicz). — H. CHOUET. Ney à Lons-le-Saulnier, 14 mars 1815 (très intéressant exposé de la défection de Ney; la proclamation de Ney à ses troupes, le 15 mars, est l'œuvre personnelle du maréchal). — G. VAUTHIER. L'installation de Pie VII au pavillon de Flore. — M. DUNAN. Un adversaire du système continental (Louis-André Pichon, consul général de France aux États-Unis en 1800, en fut rappelé en 1805; pour le punir de n'avoir pas empêché le mariage de Jérôme Bonaparte avec M^{lle} Paterson, on le traduisit devant le Conseil d'État pour malversation; il fut condamné quoique innocent. Il entra cependant au service de Jérôme devenu roi de Westphalie et devint intendant général de ses finances, emploi qu'il abandonna en 1812 pour ne point paraître autoriser des désordres contre lesquels il s'était longtemps élevé. En 1814, il publia

une brochure, *De l'état de la France sous la domination de Napoléon Bonaparte*, où il exposait avec autant d'intelligence que de vivacité les fautes économiques et autres du régime déchu. Quelques extraits de cet écrit sont reproduits à la suite de l'article). — L. BATCAVE. Espagnols réfugiés en France en juin-juillet 1813. — Ed. CHA-PUISAT. Les études napoléoniennes en Suisse, 1913. = Mai-juin. Ch. BALLOT. Les banques d'émission sous le Consulat (outre les ouvrages imprimés, utilise les documents relatifs à l'établissement du privilège de la Banque de France qui se trouvent aux Archives nationales. Ce n'est pas l'intérêt du commerce qui décida Bonaparte à instituer le monopole de l'émission; mais il avait mesuré la puissance et l'indépendance des gros banquiers. « Un homme d'État pénétrant et despotique comme il était ne pouvait admettre que le gouvernement restât dans leur dépendance; c'est pour rétablir la prééminence de l'État qu'il créa une banque privilégiée, mais soumise au gouvernement qui nomme son directeur. Il avait également compris l'importance du crédit dans la vie générale du pays, le contrôle qu'il exerce sur la production industrielle, sur le mouvement commercial, et il voulait posséder ce pouvoir de contrôle »). — R. SIMON. Un lycée sous l'Empire. Le lycée de Poitiers, 1802-1815. — Émile LE GALLO. Le « Waterloo » de Henry Houssaye (relève dans l'ouvrage d'H. Houssaye un grand nombre de citations altérées). — Fr. DUTACQ. Le duc de Persigny, d'après une notice de son ancien secrétaire (analyse une étude par Henri de Laire, comte d'Espagne, qui l'a fait paraître en 1913 dans *Rodumna*, revue du Pays roannais. Six pages en tout. Quelques détails, plutôt affligeants, sur Persigny et sur sa famille). — Ed. DRIAULT. La reprise de Constantinople et l'alliance franco-russe (I. L'Orient depuis l'invasion turque. II. La crise de 1878-1913 et la poussée allemande sur l'Orient. III. Vers le dénouement; la solution de la question d'Orient. « Il faut Constantinople à l'indépendance totale et à la grandeur nécessaire de la Russie... Contre le péril allemand, qui ne sera pas aussitôt écarté, il nous faut nous allier aux Russes en les installant à Constantinople, pour qu'ils soient en meilleure position de nous aider en réalisant eux-mêmes leurs aspirations nationales »). — P. MARMOTTAN. Les logements de cour à Erfurt lors du Congrès de 1808. — G. RUDLER. Une créance de Talleyrand (créance de dix-huit mille francs prêtés par Talleyrand à B. Constant en 1798. M^{me} de Staël, qui avait maintes fois déjà obligé Talleyrand en lui prêtant des sommes supérieures à ce chiffre, promit de prendre à son compte la dette de Constant. Mais, après qu'elle fut morte, Talleyrand réclama sa créance et, en attendant, fit saisir les biens de son débiteur qui se croyait en règle depuis longtemps. Mis en demeure de s'acquitter envers le prince, Constant n'y parvint qu'à grand peine, au prix d'onéreux renouvellements. Il venait de se libérer quand il mourut en 1830).

6. — *Revue historique de la Révolution française et de l'Empire*. 1914, oct.-déc. — P. M. FAVRET. Le procès des papiers de Cour-

tois, 1831-1853 (il s'agit des papiers de l'ancien conventionnel que le duc Decazes fit saisir le 9 janvier 1816; en 1831, ils furent réclamés par le fils de Courtois. Decazes ayant répondu que ces papiers, d'intérêt public, ne pouvaient être considérés comme étant la propriété personnelle de Courtois, Courtois fils saisit les tribunaux de l'affaire. Le duc fit pour sa défense rédiger un *factum* daté du 8 novembre 1832 et qui est reproduit ici tout au long. Il contient quelques-unes des pièces capitales du procès. A la suite, on publie le dossier formé de son côté par Courtois et le jugement d'incompétence rendu par le tribunal le 18 janvier 1833. Mais que sont devenus les papiers de Courtois?). — G. VAUTHIER. Fourcroy, conseiller d'État. — R. CESSI. Émile Gaudin et la politique française à Constantinople en 1792, d'après des documents vénitiens. — MARIE-CAROLINE, reine des Deux-Siciles. Lettres inédites au marquis de Gallo (suite; n° 278-287, septembre 1803 à avril 1804). — O. KARMIN. Comment on jugeait les affaires de France, en septembre 1792, dans l'entourage des Constituants émigrés à Londres (publie trois lettres adressées à Étienne Dumont, l'ancien collaborateur de Mirabeau, par [J. Antoine] G[allois], dit Gauvin). — Ch. VELLAY. Billaud-Varenne esclavagiste. — Commandant WEIL. Deux rapports de police sur le Congrès de Vienne, 28 octobre et 1^{er} novembre 1814. — A. T. L'esprit public dans les départements de l'Est en mai 1815 (publie deux lettres adressées au comte d'Aure, intendant général de l'armée du Nord, par le général Saint-Michel, commandant d'armes de Strasbourg, et l'ordonnateur Boismont, du corps d'observation du Jura. Boismont écrit de Belfort, le 15 mai : « La politique occupe toutes les têtes, agite tous les esprits... Les routes de la Bourgogne et de la Franche-Comté sont couvertes de gardes nationales qui se rendent à leur destination respective aux cris de : Vive l'Empereur ! Ces bataillons sont superbes... » Saint-Michel écrit de Strasbourg le 22 mai : « Depuis deux heures de Paris jusqu'ici, j'ai trouvé l'esprit excellent; les paysans crient partout : Vive l'Empereur !... Il arrive sans cesse des gardes nationales; elles font une guerre cruelle aux éteignoirs et aux girouettes; vous devriez bien nous envoyer les mâtins du faubourg Saint-Germain, on les mettrait bien vite à la raison... Vous seriez enchanté si vous étiez dans ce pays. Les Alsaciens font des sacrifices immenses... »). — H. MARION. Les papiers de Boissy d'Anglas (vendus aux enchères publiques le 13 juin 1914).

7. — **Journal des savants.** 1915, mars. — G. DOUTREPONT. Le roman du Renard (examine et critique les théories nouvelles du livre de Lucien Foullet). — H. OMONT. La paléographie grecque en Russie (d'après les fac-similés des manuscrits grecs de Pétrograd et de Moscou publiés par MM. Sobolevski et Ceretelli). — Paul MONCEAUX. Les origines du culte des saints; 1^{er} article (d'après le livre de H. Delehay). — L.-A. CONSTANS. Récentes découvertes archéologiques en Italie (suite : Pompéi et Ostie). = C. rendu : J. Formigé. Remarques diverses sur les théâtres romains à propos de ceux d'Arles et d'Orange

(excellent). = Avril. J. GUIFFREY. La communauté des peintres et sculpteurs parisiens, dite Académie de Saint-Luc, 1391-1776 (analyse les statuts, d'après le recueil paru en 1672; annuaires de la corporation de 1672, 1682, 1697, 1764, 1775 et 1786; la corporation supprimée sous Turgot paraît s'être reconstituée; rôle joué par l'Académie de Saint-Luc). — Paul FOURNIER. Théologie et droit canon au moyen âge (d'après le livre du P. de Ghellink : *le Mouvement théologique au XIII^e siècle*; essaie de montrer comment l'évolution de la théologie dépend de celle du droit canon; les premières collections canoniques; à suivre). — P. FABIA. Les vases céramiques ornés de la Gaule romaine au musée de Lyon (beaucoup de ces vases étaient jusqu'à ces derniers temps inconnus même des spécialistes; un premier classement vient d'en être fait par M. Germain de Montauzon et M. Fabia). — Henri DEHÉRAIN. La réputation de Silvestre de Sacy parmi les orientalistes allemands (d'après les lettres à lui adressées conservées à la bibliothèque de l'Institut; à suivre).

8. — **Polybiblion**. 1915, avril. — Publications relatives à la guerre (A. Gauvain, P. Saintyves, abbé Félix Klein, général Maitrot, etc.). — J.-G. Frazer. La tâche de Psyché, traduit par G. Roth (ce livre instruit, amuse, fait penser). — G. Bloch. La république romaine (démêle les causes profondes des révolutions à Rome). — Ed. Esmonin. La taille en Normandie au temps de Colbert (excellent). — Correspondance du maréchal de Vivonne relative à l'expédition de Messine, t. I, éd. par Jean Cordey (intéressant). — Harrison Anthony Trexler. Slavery in Missouri, 1804-1865 (insiste surtout sur les débats qui aboutirent à la suppression de l'esclavage). = Mai. Publications relatives à la guerre européenne. = C.-rendus : Marius SEPET. Ouvrages relatifs à l'histoire du théâtre. — L. Romier. Les origines politiques des guerres de religion, t. II (connaissance complète du sujet). — G. Delahache. L'exode (émouvant). — Monnier. Monographie du Russey (en Franche-Comté; bien long).

9. — **Revue critique d'histoire et de littérature**. 1915, 8 mai. — J. Richter. Das Erziehungswesen am Hofe der Wettiner Albertinischen Linie (recueil d'histoire pédagogique très abondamment documentée des princes saxons de la ligne albertine de la maison wettinienne, celle qui règne aujourd'hui en Saxe; elle commence avec le fondateur de la dynastie, Albert le Vaillant, né en 1443, et s'arrête à la princesse Maria-Augusta, née en 1782). — R. Lote. Du christianisme au germanisme. L'évolution religieuse au XVIII^e siècle et la déviation de l'idéal moderne en Allemagne (thèse intéressante, originale et solide; parue depuis la guerre, elle était entièrement terminée dès 1911). — G. Gaillard. Culture et Kultur (bon). = 15 mai. J. Duportal. Étude sur les livres à figure édités en France de 1601 à 1660 (remarquable thèse de doctorat). — Mémoires du vice-amiral Grivel. Révolution-Empire (mémoires à mettre sur le même rang que ceux de

Marbot et de Thiébault; mais Grivel « est plus profond, moins gascon; il inspire plus de confiance ». = 22 mai. *B. Strauss*. La culture française à Francfort au XVIII^e siècle (beaucoup de faits intéressants). — *J. Écorcheville*. Catalogue de musique ancienne de la Bibliothèque nationale (très utile dépouillement, qui remplit huit volumes). — *Fr. Pazdīrek*. Manuel universel de la littérature musicale; guide pratique et complet de toutes les éditions classiques et modernes de tous les pays (copieux répertoire en vingt-huit volumes, où sont fondus tous les catalogues des éditeurs de musique du monde entier. Très utile, quoique fait sans critique). — *Ch.-M. Couyba*. Le Parlement français (bon). = 29 mai. *G. Rudberg*. Neutestamentlicher Text und Nomina sacra (savante, mais vaine tentative pour déterminer la forme et le contenu de l'Évangile primitif, du Codex renfermant l'Évangile en ses quatre rédactions canoniques. Conclusions intéressantes sur les formes abrégées dont on se servait dans le Nouveau Testament pour désigner Dieu et le Christ). — *A. Berger*. Die Strafklauseln in den Papyrusurkunden (bonne dissertation sur les contrats gréco-égyptiens). — *S. Molinier*. Les maisons sacrées de Délos au temps de l'indépendance de l'île (bonne étude sur la propriété bâtie en Grèce). — Correspondance de *Joachim de Matignon*, lieutenant général du roi en Normandie, 1516-1548, publ. par *L.-H. Labande* (excellent). — *G. Preziosi*. La Germania alla conquista dell' Italia (étude fort instructive sur la mainmise de l'Allemagne sur l'Italie au point de vue économique). — *Saintyves*. La responsabilité de l'Allemagne dans la guerre de 1914 (excellent). = 5 juin. *W. Deonna*. Les lois et les rythmes dans l'art (l'auteur n'a nullement prouvé la loi générale de rythme et d'alternance qu'il a déjà formulée et qu'il résume dans la présente brochure). — *Gabrieli et Silvagni*. Elenco alfabetico delle pubblicazioni periodiche esistenti nelle Biblioteche di Roma, e relative a scienze morali, storiche, filologiche, belle arti, ecc. (très utile répertoire). — *J. Moulard*. Le comte Camille de Tournon, préfet de la Gironde, 1815-1822 (excellent). = 12 juin. *S. Minocchi*. Il Panteon (« cet ouvrage comprendra deux volumes, dont on nous donne maintenant le premier sur l'histoire de la religion israélite et la vie de Jésus. Le second concernera l'Église romaine ». Il plaît à l'auteur de désigner cet ensemble sous le nom de « Panthéon ». En somme, c'est un exposé « net, vivant, un peu oratoire », des origines du christianisme. L'auteur affirme plus souvent qu'il ne conviendrait). — *M. R. James*. A descriptive Catalogue of the manuscripts in the library of St John's college, Cambridge (bon). — Blois à la fin du XVII^e et au commencement du XVIII^e siècle. Journaux inédits de *Jean Desnoyers*, chirurgien de l'Hôtel-Dieu de Blois, 1689-1728, et de *Isaac Girard*, pensionnaire à l'hôpital de Blois, 1722-1725, publiés avec introduction et notes par *Pierre Dufay* (peu intéressant). = 19 juin. *G. Wetter*. Phos. Eine Untersuchung über hellenistische Frömmigkeit (remarquables études sur la lumière, son rôle dans la magie et dans le culte en Grèce, en

Perse et en Babylonie, dans le christianisme primitif, Ormazd et Ahri-man, Mithra et Mani, Zoroastre et Jésus). — *Eug. Defrance*. La conversion d'un sans-culotte : Gabriel Bouquier, peintre, poète et conventionnel, 1739-1810 (utilise largement les papiers de Bouquier ; mais ces papiers sont loin de nous faire connaître le personnage. En somme, très insuffisant). — J'accuse (analyse de ce livre écrit par un Allemand, sans doute un membre de la fraction socialiste qui a refusé de voter les crédits militaires au Reichstag. C'est une protestation fortement documentée contre le mensonge officiel, accepté par presque toute l'Allemagne, d'une guerre imposée à la nation par des voisins jaloux et déloyaux. Voir plus haut, p. 398).

10. — Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français. 1915, janv.-avril (continue la pagination du bulletin de 1914). — M. NAERT. Les huguenots du Calaisis au XVII^e siècle ; 2^e partie (ils étaient environ 3,000 ; leurs temples et leurs cimetières ; leurs pasteurs ; leurs professions ; à suivre). — Baronne DE CHARNISAY. Études sur les fugitifs du Languedoc (suite et à suivre : la famille Espérandieu). — Ad. DE RICHEMOND. Un prédicant martyr à Rochefort en 1705 (Pierre Bignon, 22 juin). — J. LE COULTRE. Observations sur les colloques de Mathurin Cordier (en détermine les dates exactes, 1548-1563). — C.-rendu : *Antonio de Béatis*. Voyage du cardinal d'Aragon en Allemagne, Hollande, Belgique, France et Italie.

11. — Bulletin hispanique. T. XVII, 1915, n° 2, avril-juin. — R. LANTIER. Réservoirs et aqueducs antiques à Mérida (les travaux hydrauliques des Romains aux environs de Mérida ont été admirablement adaptés aux besoins des populations et à la nature du sol). — J. KLEIN. The Alcalde entregador of the Mesta (importante étude par un professeur de l'Université Harvard). — C.-rendu : *Joseph Oriol Anguera de Sojo*. El Dret català a la illa de Sardenya (a recherché l'influence du droit catalan sur la Sardaigne ; un peu superficiel).

12. — Bulletin italien. 1915, avril-juin. — R. STUREL. Bandello en France au XVI^e siècle (suite et fin : l'adaptation de Belleforest ; comparaison avec celle de Boaistuau). — M. CITOLEUX. Vigny et les littératures méridionales (ce que Vigny doit à l'Italie et à l'Espagne). — C.-rendu : *G. Maugain*. Giosuè Carducci et la France (répertoire des sources françaises de Carducci et place que la France occupe dans son œuvre ; consciencieux et intéressant).

13. — Nouvelle revue historique de droit. 1914, juillet-août. — Joseph BRY. Notice sur un formulaire du XIV^e siècle à l'usage de l'officialité d'Orléans (se trouve dans le manuscrit 663 de la bibliothèque de Tours, fol. 133-174 ; intérêt de ce recueil ; en appendice, quelques extraits). — O. MARTIN. Sentences civiles du Châtelet de Paris, 1395-1505, publiées d'après les registres originaux (suite ; chap. VI : le Droit des gens mariés. Autorisation maritale, communauté conjugale, douaire, donation entre époux ; et chap. VII : Successions, donation, testament,

exécution testamentaire, n° 126-227). — R. GÉNESTAL. Les origines du droit ecclésiastique franc (examine et combat les thèses de M. von Schubert, dans le livre : *Staat und Kirche in den arianischen Königreichen und im Reiche Chlodwigs*). = C.-rendus : C.-P. Turner. *Ecclesiae occidentalis monumenta juris antiquissima* (second fascicule du t. I : Anciennes traductions latines du symbole de Nicée; traduction latine inédite des canons des apôtres; 2^e partie du t. II : Conciles de Gangres et d'Antioche, excellente publication). — Marc Bloch. *Blanche de Castille et les serfs du chapitre de Paris* (intéressant). — Olga Dobiasche-Rojdestvensky. La vie paroissiale en France au XIII^e siècle (beaucoup d'erreurs juridiques).

14. — *Revue archéologique*. 1914, sept.-déc. — Whitney WARREN. La cathédrale de Reims après le bombardement (au 27 septembre 1914). — E. BABELON. La déesse Maia (reconnait cette déesse dans un petit buste en argent du Cabinet des médailles). — E. ESPÉRANDIEU. Les fouilles de la Cheppe en 1857 (c'est le camp dit d'Attila, d'après des notes de l'instituteur Letaudin et du lieutenant-colonel Dogny). — Sal. REINACH. La vieille Iphigénie (on a souvent prétendu qu'Iphigénie fut changée à Aulis en vieille femme; mais cette légende provient de la mauvaise interprétation d'un vers de Lycophron). — J. LOTH. Le dieu Lug, la Terre mère et les Lugoves (Lug est un dieu de la terre; les *Lugoves* sont des sortes de *Matres* attachées à Lug; les Romains ont assimilé Lug à leur Mercure, comme d'Arbois de Jubainville l'avait soutenu; les *Maiae* d'une inscription de Metz sont probablement identiques aux *Lugoves*). — W. DEONNA. Art et réalité (discute la question; quelle relation y a-t-il entre l'art et la réalité? Nombreuses remarques très fines). — A. GASCARD. La naissance au moyen âge (d'après les miniatures : la grossesse, la naissance, l'opération césarienne, la gésine, c'est-à-dire la période pendant laquelle l'accouchée gardait le lit, les relevailles). — Sal. REINACH. Joseph Déchelette (article nécrologique et extraits de correspondance). = C.-rendus : J. Cabié et E. Hernandez Pacheco. *Avance al estudio de las pinturas prehistoricas del extremo Sur de España* (intéressant; critiques de détail). — *Id.* *Las pinturas prehistoricas de Peña-Tu* (dans la province d'Oviédo; idole curieuse de type dolménique). — P. Lavedan. Léonard Limousin et les émailleurs français (excellent). — R. CAGNAT et M. BESNIER. *Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine*, juillet-décembre 1914.

15. — *Revue de l'histoire des colonies françaises*. 1915, 1^{er} trimestre. — Alfred MARTINEAU. Mahé de Malabar de 1720 à 1738 (1^{er} article qui conduit jusqu'en 1725; nombreux documents inédits tirés des archives de l'Inde; récit très vivant par le gouverneur des établissements français de l'Inde). — Les archives du ministère des colonies : conservation, classement, consultation. = C.-rendu : Pierre de Joinville. Le réveil économique de Bordeaux sous la Restauration.

L'armateur Balguerie-Stuttenberg et son œuvre (plein de chiffres, puisés aux sources les plus sûres).

16. — Revue générale de droit. 1915, mars-avril. — J. LEFORT. L'Allemagne et le droit des gens (d'après les livres de Bédier, E. Durckheim et E. Denis, A. Weiss). = C.-rendus : L'œuvre juridique de Raymond Saleille (exposé de ses doctrines par une série de professeurs). — D. Mirande. Le code de Hammourabi et ses origines (important). — L. Capitan et H. Lorin. Le travail en Amérique avant et après Colomb (bon).

17. — Le Correspondant. 1915, 25 mai. — SOMVILLE. Vers Liège. Le chemin du crime. Un défi au général von Bissing (ce titre un peu déclamatoire annonce un article qui devra être versé au dossier, si chargé déjà, des atrocités allemandes. L'auteur a fait en Belgique, dans la partie orientale de la province de Liège, une enquête très précise portant sur une quarantaine de localités. Dans le présent article, il s'occupe uniquement de trois d'entre elles : Battice, Hervé et Mélenla-Bouxhe, et il raconte ce qui s'y produisit dès l'arrivée des Allemands, le 4 août. Pour chacune, il donne la liste nominale des civils massacrés par les envahisseurs, toujours sous le même prétexte : on avait tiré sur eux. Les Allemands étaient furieux de rencontrer une résistance sur laquelle ils ne comptaient pas et qui désorganisait leur plan; le fort de Fléron tirait sur eux; quelle indignité! Leur mauvaise humeur et leurs craintes se changèrent bientôt en rage et, sur l'ordre de leurs chefs, ils commirent les pires excès. L'auteur met au défi le général de Bissing de soumettre les faits qu'il rapporte à une enquête sérieuse et impartiale). — MILES. Silhouettes de guerre : le général Hamilton. — HÉLYS. Quelques aspects de Paris pendant l'hiver de 1914-1915. — M. ANDRÉ. L'Allemagne de Guillaume II. Ce qu'elle était, ce qu'elle voulait; d'après son historien Karl Lamprecht (suite et fin). — AL. MASSERON. Deux réquisitoires (analyse de deux recueils : 1° un *Schwarzbuch* allemand où, pour atténuer l'effet désastreux produit dans le monde civilisé par les atrocités allemandes, on a essayé de montrer que les Alliés n'en ont pas commis de moins odieuses. Quarante-huit pages de ce factum sont consacrées à la « Französische Kriegskultur »; 2° les *Cahiers vaudois*, deux cahiers sur Louvain et Reims; le second contient de nombreux documents sur la destruction systématique des monuments que l'on sait). = 10 juin. MILES. Silhouettes de guerre. Le général de Castelnau. — J. DE COUSSANGE. L'esprit public et la situation en Danemark (intéressant article qui fait bien comprendre pourquoi le Danemark, malgré les souvenirs toujours cuisants de la perte du Slesvig, est demeuré neutre dans la guerre mondiale). — O. GUIHÉNEUC. L'aide navale de l'Italie (progrès méthodiques et continus de la marine italienne depuis Lissa; sa solide situation actuelle). — A. LABARTHE. Les « intellectuels » anglais et la « culture » allemande (analyse des études récentes

par Sir William Ramsay, E.-W. Rolleston, Gilbert Murray, le baron F. von Hügel; tous sincères admirateurs de l'Allemagne, tous affligés et effarés en présence de la férocité déployée par les Allemands dans la présente guerre, ils cherchent à comprendre et à expliquer comment ce peuple, idéaliste avant 1870, s'est laissé corrompre par l'accroissement vertigineux de la richesse publique, au point de faire de sa « kultur », dont il est si fier, le contre-pied même d'une civilisation vraiment humaine). — Vicomte COMBES DE LESTRADE. L'Italie pendant la guerre (raconte ce qui se passa dans un coin éloigné de l'Italie le 14 mai dernier, jour où parvint la nouvelle de la démission du cabinet Salandra. Expose comment s'est formé le parti de l'intervention et pourquoi fut si spontanée et emportée l'action de « l'âme collective » de la nation, le 14 mai). = 25 juin. L. PAUL-DUBOIS. La neutralité militaire de la Savoie du Nord (résume l'histoire des rapports du duché de Savoie avec la Suisse sous l'ancien régime, puis expose les négociations de 1814-1815 qui, en reconnaissant la neutralité de la Suisse, décidèrent que la Savoie septentrionale « ferait partie » de la neutralité suisse. C'est en vertu de ce principe, scrupuleusement respecté par la France, qu'au début de la présente guerre le gouvernement français consentit à ne pas envoyer même des blessés militaires à soigner sur ce territoire neutralisé). — MILES. Silhouettes de guerre : le grand-duc Nicolas. — P. NOTHOMB. Histoire belge du grand-duché de Luxembourg (le Luxembourg est, par sa plus lointaine histoire, une province belge; sous le premier empire, le duché forma deux départements, celui des Forêts et celui de l'Ourthe; en 1815, tandis que la Prusse s'en annexait une partie, une autre partie, celle qui entourait la ville même de Luxembourg, forma le grand-duché qui, par mesure de précaution ou de barrière contre la France, fut rattaché à la Confédération germanique, tout en appartenant au roi des Pays-Bas; et c'est la Prusse qui eut le droit de nommer le gouverneur militaire de la forteresse. Le traité de 1839 confirma cet état de choses malgré les véhémentes protestations des Belges. L'invasion allemande de 1914 a reforgé l'unité belge et luxembourgeoise. Il importe maintenant que cette unité soit retournée contre l'Allemagne). — Lieutenant X. Carnet de route d'un officier de dragons (de quelques combats en avant de la forêt de Parroy, du 25 octobre au 1^{er} novembre).

18. — **Études.** Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1915, 5-20 mai. — P. FERNESOLE. Bossuet et la guerre; 2^e article (ses portraits de guerriers; ce grand Français a pénétré l'âme des illustres capitaines). — Louis GICQUEAU. Jeanne d'Arc allemande. « La Pucelle d'Orléans » de Schiller (il a fait sa Pucelle forte jusqu'à la raideur et sensible jusqu'au romanesque). — Impressions de guerre (suite : lettres d'aumôniers, l'un en Alsace aux fêtes de Pâques; l'autre dans les dunes du Nord). — Louis LAURAND. Retranchements anciens et modernes. = C.-rendus : Publications sur la guerre. — M. Marion. Histoire financière de la France depuis 1715, t. I (excellent). = 5 juin.

Paul BERNARD. Germanisme et Kultur. I : Un pangermaniste farouche : le Dr G. Steinhausen et le XVII^e siècle français (dans un article de la *Deutsche Rundschau* de décembre 1909, Steinhausen avait passé en revue les jugements portés par les Français sur les Allemands au cours des âges, particulièrement au XVII^e siècle; l'auteur examine à son tour ces jugements, en signale d'autres; mais en réalité les écrivains du XVII^e siècle n'ont point montré contre les Allemands une haine farouche; à suivre). — Lucien ROURE. Le « soldat chrétien » (c'est un ouvrage de l'abbé Fleury publié en 1772; autres livres analogues sous la Restauration). — Impressions de guerre (suite; bataille de rues, Belgique, août 1914; la ville conquise, Belgique, même date). = 20 juin. Joseph GUILLERMIN. Printemps de Londres 1915 (série de tableaux pittoresques de Londres pendant la guerre). — Paul BERNARD. Germanisme et Kultur (2^e article : le P. Bouhours et les méthodes de la critique allemande. Colères que suscite chez les Allemands le livre de Bouhours : *Entretiens d'Ariste et d'Eugène*, paru en 1671. Imprécations de Süpfle, Braun, Cramer et Steinhausen contre l'auteur). — Impressions de guerre (suite : Lettres d'un aumônier du mois de mai; la marche infernale des Allemands à travers la Belgique; à suivre). — H. P. Dixmude (d'après le livre de Le Goffic). = C. rendus : J. Pra. Guillaume du Prat et les premières fondations des jésuites en France (Guillaume du Prat, évêque de Clermont, confie aux jésuites les collèges de Billom et de Mauriac; il les appelle au collège de Clermont à Paris; bonne étude). — *Ulysse Chevalier*. Regeste dauphinois, t. III (de 1277 à 1300). — Ouvrages sur la guerre.

19. — **La Grande Revue**. 1915, juin. — Louis AVENNIER. La Suisse et la guerre (expose et explique la situation singulière de la Suisse : dans tous les pays qui l'entourent et qui sont entrés en guerre, s'est faite la trêve des partis, s'est conclue l'« union sacrée »; dans la Suisse neutre, où d'ordinaire cohabitent dans la paix la plus respectée des peuples parlant trois langues différentes, la guerre, qui ne les touche pas directement, a mis aux prises les Allemands, les Romands, les Italiens. Un schisme politique a failli éclater. Ce malheur, il faut l'éviter à tout prix, et il faudra travailler à donner aux petites patries suisses ce qui leur manque, l'harmonie morale). — J. SAGERET. L'opinion allemande avant la guerre (essaie de dégager les dogmes sur lesquels repose aujourd'hui cette opinion, qu'ont forgée en Allemagne les agents de l'autorité et les professeurs). — G. BIANQUIS. La guerre sainte (analyse des poésies patriotiques réunies dans le Recueil d'où nous avons tiré nous-mêmes le *Hassgesang* de Lissauer). — A. FRACCAROLI. Les Russes à Lemberg (leur entrée dans la ville le 3 septembre). — H. HERTZ. Deux époques de démocratie (la guerre de 1915 va marquer dans le monde la fin de l'époque allemande). — M. AGUI-LERA. Y a-t-il deux Allemagnes? (faut-il distinguer l'Allemagne idéaliste d'avant 1870 et l'Allemagne orgueilleusement réaliste d'à présent? Non. Du moins, Lamprecht, dans deux conférences données peu avant sa mort : *Krieg und Kultur* et *Deutscher Aufstieg*, s'est-il

proposé de démontrer que, depuis 1650 au moins, le développement de l'Allemagne s'est opéré sur une ligne logique, une et harmonieuse. Il n'y a qu'une Allemagne, parce qu'il n'y a qu'une *Kultur* et qu'une âme allemande). — Y. DIDIER. L'hypnose collective de l'Allemagne. — G. HARRY. L'Amérique et le péril allemand.

20. — *Mercur de France*. 1915, 1^{er} avril. — H. DE RÉGNIER. La faillite de la « Kultur » (quatre pages. Insignifiant). — Paul LOUIS. Une Europe nouvelle (remaniement de la carte politique de l'Europe — après la défaite des empires allemands — sur le principe des nationalités. Tout le problème n'est pas là : « Tant que se survivra le régime de productions et d'échanges actuellement en vigueur, les chocs de convoitises commerciales entretiendront la discorde et le péril de querelle armée. Mais, s'il n'y avait plus de peuple asservi, si chacune des nationalités qui coexistent sur notre continent recevait enfin sa liberté intégrale et la totalité de son domaine naturel, les garanties de paix seraient moins précaires »). — P.-G. LA CHESNAIS. Le neutralisme en Norvège. — H. ALBERT. L'Université allemande et les sources du pangermanisme. — A. FONTAINAS. Villes flamandes dévastées : Louvain, Malines, Ypres. — A.-F. HEROLD. Quelques mots sur l'unité allemande (critique éclairée et courageuse de l'opinion, si répandue parmi les Français, d'après laquelle « la destruction de l'unité allemande est une des conditions nécessaires d'une paix durable ». Ceux qui prétendent couper le lien qui unit les divers états de l'Allemagne « font trop bon marché des principes pour lesquels luttent aujourd'hui les Alliés ». Les Alliés doivent dire bien haut « qu'ils n'en veulent point à l'unité allemande, mais à l'empire allemand ». Sans doute, mais comment détruire cet empire? « Que l'Allemagne conserve son unité, que ses charges militaires soient amoindries, et elle oubliera plus vite et plus facilement que démembrée la fausse gloire qu'elle aura due au militarisme. Puisse-t-elle comprendre enfin qu'un peuple sage cherche à travailler avec les autres et non point à les dominer »). — H.-D. DAVRAY. Huit mois de guerre et de neutralité (sentiments des Anglais et des Français d'une part, des Américains d'autre part, à l'égard des Allemands). — 1^{er} mai. M. MURET. Guillaume II, d'après M. Karl Lamprecht (intéressant résumé du panégyrique composé par le célèbre historien allemand; panégyrique indigne d'un véritable historien, puisque l'auteur passe sous silence les paroles et les déclarations officielles où la personnalité de l'empereur apparaît sous les aspects les plus discutables. Pour corriger le portrait de Guillaume II tracé par l'historien-courtisan, il suffit d'étudier ce qu'a dit et écrit Guillaume II lui-même). — R. NARSY. Le Saint-Siège et la guerre. — L. LUCE. L'attaque des Dardanelles; première phase (elle a échoué parce qu'une pareille opération n'a de chances sérieuses de réussite que si elle est menée à la fois par une armée de terre et par la marine; d'heureux coups de main comme celui de 1807 ne se recommencent pas). — P. MAES. Nieuport place de guerre (dans l'histoire et jusqu'aujourd'hui). — H. ALBERT. Les origines de la guerre européenne. —

1^{er} juin. H. MALO. Les débuts de la guerre en Flandre occidentale (très intéressant tableau peint par un témoin oculaire). — Edmond BARTHÉLEMY. L'idée allemande du développement : Hegel, Bismarck, Guillaume II. — J. MESNIL. L'Allemagne et l'histoire de l'art ; réponse à M. Bode (montre ce qu'il y a de prétentieux et de vain dans la doctrine spécifiquement allemande, selon M. Bode, d'une « science de l'art » ; constate que, dans ce domaine encore, c'est par l'organisation du travail scientifique que les Allemands ont excellé ; ils ont beaucoup compilé, mais l'histoire de l'art doit faire une large part au sentiment, au goût. Or, « le sens de la qualité a été complètement négligé par les Allemands dans toutes les disciplines »). — P.-G. LA CHESNAIS. Les socialistes autrichiens et la guerre (donne la traduction des principaux articles parus du 22 juillet au 5 août dans l'*Arbeiter Zeitung* ; ces articles montrent que les socialistes autrichiens ont approuvé l'attitude du gouvernement contre la Serbie et ont applaudi avec enthousiasme les déclarations belliqueuses du chancelier allemand au Reichstag, le 4 août). — 1^{er} juillet. Paul LOUIS. Le droit et le rôle des petites nations. — SAINT-ALBAN. Les pacifistes français et la guerre. — A. FONTAINAS. Le courage belge. — P. DERMÉE. L'Allemagne jugée par ses grands hommes.

21. — *Revue de Paris*. 1915, 1^{er} juin. — W. STEED. Les Anglais et la guerre (important. L'auteur, qui est directeur de la politique extérieure au *Times*, étudie le problème de l'hypocrisie que l'on a si souvent reprochée à l'Angleterre. Il montre que l'Anglais, lent à concevoir, se décide à l'action brusquement, sous le coup d'une émotion violente produite par quelques idées simples, celle de l'intérêt ou celle, plus noble, de l'honneur. Or, dans ces dernières années, l'Angleterre était en grande majorité pacifiste ; le parti libéral au pouvoir portait presque toute son attention sur des questions, fort graves d'ailleurs, de politique intérieure, et d'autre part l'Allemagne avait réussi en une certaine mesure à la tromper sur ses véritables desseins. De là, l'extrême réserve observée par le gouvernement anglais au début de la crise en juillet dernier. En outre, pour que les colonies, qui sont autant de dominions autonomes, vinssent se ranger à son côté contre l'Allemagne, il fallait que le tort de l'Allemagne fût incontestable. C'est le résultat que celle-ci obtint en violant la neutralité de la Belgique. Alors les Anglais virent clair, des Hébrides jusqu'à la Nouvelle-Zélande, et ils montrèrent une ferme résolution que l'Allemagne n'attendait plus d'eux. Elle se vengea de sa déception en injuriant son adversaire, souvent aveugle, mais toujours loyal. Cf. *supra*, p. 422). — L. CAHEN. L'Allemagne aux États-Unis (progression de l'élément allemand depuis le XVI^e s. ; des mesures prises, surtout depuis 1870, pour créer, entretenir ou développer le sentiment allemand, impérialiste, chez les individus et les groupes répandus sur tout le territoire des États-Unis. Ils y forment réellement un État dans l'État). — R. BLANCHARD. Le front oriental : Prusse et Pologne (d'après l'étude du terrain). —

15 juin. G. SAND. Journal. Juillet 1870-février 1871. — M. PRÉVOST. Du front d'Argonne au front de Champagne (paysages et épisodes de guerre). — Commandant WEIL. Les Cent-Jours (publie de nombreux extraits des rapports adressés à Metternich par les agents de la police politique de Vienne, des lettres et dépêches interceptées par le Cabinet noir. Suite et fin le 1^{er} juillet. Beaucoup de « potins » sans conséquence; mais aussi beaucoup de menus détails intéressants). = 1^{er} juillet. Ch. SEIGNOBOS. 1815-1915 (tableau largement brossé des transformations subies par l'Europe depuis les traités de Vienne. L'œuvre accomplie par ces traités, « sage en somme, de cette sagesse sèche et bornée des diplomates qui connaissent les arrière-pensées des princes et ignorent les sentiments des peuples », donna la paix à l'Europe pendant un demi-siècle. Elle fut ébranlée en 1859 par Napoléon III et renversée par Cavour et Bismarck au profit surtout de l'Allemagne. Organisation prudente du nouvel empire par Bismarck; puis la « politique mondiale » de Guillaume II tendit à une nouvelle guerre pour assurer l'hégémonie de l'Allemagne. Cette guerre « voulue et préparée » par les Allemands leur ménage de cruelles déceptions. « Les crimes de leurs généraux et les insolentes déclarations de leurs diplomates ont obligé l'Europe à réaliser ce qui avait été la chimère de leur imagination, l'encerclement de l'Allemagne, encerclement militaire, économique et moral qui finira par l'étouffer ». Et après? Le prochain Congrès ne pourra refaire l'œuvre ni de Metternich ni de Bismarck; il devra « respecter dans la répartition des territoires le sentiment national et la volonté des populations ». Mais rien ne sera fait encore si l'opinion publique n'impose pas aux États, surtout aux États monarchiques à tendance absolutiste, une sorte de moralité générale hostile à l'esprit de ruse et de violence que le XVI^e siècle a légué aux temps modernes). — X. Le printemps à Rome, mars-mai 1915 (notes fort intéressantes sur l'état d'esprit du peuple, très hostile à l'Allemagne). — J. DE COUSSANGE. La Scandinavie et la guerre.

22. — **Revue des Deux-Mondes.** 1915, 15 mai. — A. GÉRARD. L'hégémonie allemande et le réveil de l'Europe, 1871-1914 (l'accord franco-russe, l'entente cordiale avec l'Angleterre et la Triple-Entente. L'Allemagne, qui se disait encerclée, en vint à considérer l'union anglo-franco-russe comme une sorte d'attentat, un crime de lèse-majesté; c'est alors en effet qu'est née et s'est formulée la doctrine de la race et du peuple élus, que l'Allemagne s'est convaincue que c'était son devoir de réformer la face du monde en sacrifiant les faibles et les neutres. Conséquence : les armements formidables de l'Allemagne et, à la première occasion qu'elle juge favorable, c'est la guerre qu'elle déclenche). — M. DE NÉLIDOW. Souvenirs d'avant et d'après la guerre de 1877-1878 (fragment des Mémoires de M. de Nélidow rédigé en 1896. L'auteur fut peu avant la guerre russo-turque conseiller à l'ambassade de Constantinople sous Ignatieff; il put donc voir de près les incidents de la révolution qui renversa Abdul Aziz, l'assassinat du sultan et l'avènement d'Abdul Hamid). — P. BONNEFON. Edmond About à

l'École normale et à l'École d'Athènes. Lettres et documents inédits. II (documents d'un intérêt assez mince; ce qui n'étonne pas d'ailleurs, car About ne fut jamais qu'un homme d'esprit très superficiel). — T. DE WYZEWA. Autres images du « front » russe (analyse les *Field-notes* de S. Washburn et *Russia and the world* de S. Graham). = 1^{er} juin. Baron BEYENS. La semaine tragique (celle qui va du dimanche 26 juillet, jour du retour inopiné de Guillaume II, jusqu'au samedi 1^{er} août, jour où la mobilisation générale fut ordonnée en France. L'auteur, qui était alors ministre de Belgique à Berlin, a donc vu de près se dérouler les événements; il n'hésite pas à faire retomber sur Guillaume II la principale responsabilité dans les faits qui ont amené la guerre mondiale. Article aussi important quant au fond qu'il est d'un ton élevé et modéré). — M^{lle} L. CHAPTAL. Avec les évacués, 4-12 avril 1915. — H. WELSCHINGER. Les préliminaires d'Iéna (analyse le *Journal* de 1806 par le chevalier Frédéric de Gentz. Ce sont alors les « têtes ardentes » de l'armée et de la cour qui poussèrent le roi de Prusse à la guerre; il en fut de même en 1914). — A. BEAUNIER. Leur avenir (analyse *Notre avenir*, du général de Bernhardt, trad. fr. par Émile Simonnot. M. Beaunier trouve que tout cela est une « énorme drôlerie »). = 15 juin. Baron BEYENS. La neutralité belge et l'invasion de la Belgique (avec toute l'autorité que lui donnent son caractère et les fonctions qu'il a remplies auprès du gouvernement allemand, l'auteur confirme les faits et les déductions présentés dans l'ouvrage de Waxweiler). — R.-G. LÉVY. Les ressources [financières] des belligérants. — H. LORIN. L'évolution de la doctrine de Monroe. — M^{lle} Valérie MASUYER. La reine Hortense et le prince Louis. VI : En Angleterre : juin-juillet 1831 (quelques détails sur les conspirations que ce prince ourdissait contre Louis-Philippe. « Son silence et son calme cachent en lui un caractère passionné, quoique avisé et ténébreux. Lui, qui n'a jamais aimé que pour la douceur d'aimer, il est prêt à s'éprendre d'une aventurière pour le plaisir de conspirer. Son cœur ingénu est tortueux comme son esprit. » Départ le 6 août pour Arenenberg et fin de ce très intéressant journal). — Charles NORDMANN. Impressions d'un combattant. IV : Autour du « 75 ». — Victor DU BLED. L'idée de patrie à travers les siècles. = 1^{er} juillet. Émile PICARD. L'histoire des sciences et les prétentions de la science allemande (dans les sciences mathématiques, physiques et naturelles, l'Allemagne a produit certes des hommes de génie, mais elle est loin pourtant de tenir le premier rang dans les découvertes fondamentales qui, depuis trois siècles, ont contribué à former la science moderne. Elle prétend le contraire, et elle réussit à se faire illusion à elle-même en rabaissant ou même en omettant les plus grands noms de la science française, de ceux qui ont été les vrais initiateurs; c'est sans doute parce qu'elle attribue à la perfection du détail technique une importance primordiale, et aussi parce qu'elle perd le sens du réel, le sens commun, par l'abus des conceptions abstraites. Même dans les applications scientifiques, « elle n'a pas témoigné d'une originalité qui doive lui conférer une supériorité

rité sur tant d'autres nations plus inventives; tout au contraire. Et cependant cette supériorité dans l'industrie et le commerce est réelle; quant à la croyance à une prétendue supériorité scientifique, elle tient à une confusion entre l'augmentation du rendement scientifique et le progrès réel de la science ». — J. FLACH. Les affinités françaises de l'Alsace avant Louis XIV (montre, dans le passé même le plus reculé de l'Alsace, l'existence d'une conscience nationale; une tendance vers l'unité, vers une confédération analogue à celle des cantons suisses, vers une rupture avec l'Empire; la survivance, dans la mémoire populaire, de l'usurpation dont l'Alsace et la Lorraine ont été victimes au x^e siècle. L'influence et les affinités françaises se manifestent dans la littérature, en particulier dans Gotfried de Strasbourg, le plus grand poète de langue germanique du xiv^e siècle. L'esprit de Gotfried revit, sous une autre forme, dans le grand prédicateur Jean Tauler, « et le merveilleux artiste de Colmar, Martin Schœn, laisse loin derrière lui, par sa grâce idéale, tous les artistes allemands ». Au xv^e siècle, la célèbre controverse entre deux humanistes strasbourgeois, Wimpheling et Murner, montre les attaches de l'Alsace avec la France. Tout le passé politique, littéraire, artistique, religieux de l'Alsace la poussait donc vers la France, et la conquête de Louis XIV n'a fait que réaliser les aspirations plusieurs fois séculaires. C'est ce qui explique que la France ait pu s'annexer si promptement, non seulement le pays, mais les âmes). — Paul GAULTIER. Les origines de la barbarie allemande. — Comte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR. L'enlèvement d'une princesse de Hohenzollern au xviii^e siècle (cette princesse était Marie-Anne de Hohenzollern-Hechingen; mariée en 1636 à Ernest-Jean-Louis, comte d'Isembourg, elle se laissa enlever par un jeune Français au service du duc de Lorraine, Massauve, qui la conduisit en France; délaissée peu après par cet amant qui était un aventurier assez vulgaire, la comtesse d'Isembourg finit ses jours comme abbesse au couvent des Visitandines d'Albi en 1670. Massauve était mort à Bruxelles en 1664). — V. BÉRARD. L'éternelle Allemagne, d'après le livre de M. le prince de Bülow, III : De Bismarck à Guillaume II (le fondement sur lequel repose l'autorité de l'empereur allemand est, comme au temps de Charlemagne, la fidélité que lui doivent et lui jurent — par ordre — tous ses sujets, fonctionnaires et militaires). — H. DE VARIGNY. Tranchées et mines (depuis les temps préhistoriques jusqu'à nos jours).

23. — Revue politique et littéraire (Revue bleue). 1915, 27 avril-1^{er} mai. — G. BELOT. La guerre et l'enseignement secondaire (fin dans la livraison suivante; intéressante statistique des membres de l'enseignement qui ont été mobilisés; des réformes qu'il convient d'opérer dans l'enseignement secondaire. Quelques lignes de M. La-visse sur ce que doit être le « collège idéal »). — A. POWEL. Avec les casques à pointe (c'est le chap. v de l'ouvrage *la Guerre en Flandre*, que nous signalons plus haut, p. 416). — Questions militaires. A propos de la deuxième guerre dans les Balkans. Bulgares contre Serbes (suite :

Organisation de l'armée serbe; ce qu'elle était à la veille du 30 septembre 1912 où elle fut mobilisée; comment elle se perfectionna peu à peu pendant la guerre même, au rebours de l'armée bulgare qui, très solide au début, « ne fit que perdre de sa valeur par suite des événements et aussi des fautes commises ». Intéressant et très instructif; fin dans la livraison suivante). — Paul LOUIS. Le sort de l'Autriche. — Paul GAULTIER. L'état d'esprit allemand (longue analyse de l'*Essai sur la formation de l'esprit public allemand* de M. Jacques Flach). = 8-15 mai. Sven HEDIN. Le kaiser peint par un neutre. — Paul LOUIS. Les phases de l'évolution italienne. = 22 mai-5 juin. IMBART DE LA TOUR. La neutralité pontificale (à lire et à méditer; n'est pas toujours très clair). — Paul LOUIS. Les phases de l'évolution roumaine. = 12-19 juin. PÉLADAN. Reims, Soissons, Arras, Noyon et Laon. Préservation et restauration. = 26 juin-3 juillet. DUMONT-WILDEN. L'avenir de la Belgique (à joindre au dossier des plans que l'on propose pour remanier la carte politique de l'Europe après la victoire définitive des Alliés). — J. AULNEAU. Les Dardanelles et la question d'Orient. — Paul LOUIS. La Grèce et l'Europe.

24. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances. 1915, déc. — H. DE VILLEFOSSE. La croix byzantine de Bulla Regia (croix avec inscription grecque donnée à l'église de Bulla Regia en Tunisie par le prêtre Alexandre, à la fin du vi^e s.). — C. JULLIAN. Rapport sur le concours des Antiquités de la France de 1914.

25. — Académie des sciences morales et politiques. Séances et travaux. Compte-rendu. 1915, mai. — J. FLACH. La première réunion à l'Allemagne de la Lorraine et de l'Alsace était-elle fondée en droit public? (les rois de France, soit carolingiens, soit capétiens, ont toujours cherché de 936 à 1056 à faire valoir leurs droits sur la Lorraine. L'Alsace fut détachée de la Lorraine à partir de 950 environ et attachée politiquement au duché de Souabe, mais ethniquement elle continua à être regardée comme une portion du patrimoine franc et est revendiquée par les rois de France au même titre que la Lorraine). = Juin. Albert DELATOUR. Notice sur la vie et les travaux de M. Gabriel Monod (cf. *Rev. histor.*, t. CXVIII, p. 433). — Jacques FLACH. Le siège de Paris en 1590 et le « Traité de la constance et consolation et calamités publiques » de Guillaume du Vair (analyse très fine de ce chef-d'œuvre de du Vair; rôle politique de du Vair de 1588 à 1590). — G. LACOUR-GAYET. Une récente mission française en Perse à propos des publications de G. Demorgny (de 1911 à 1914, M. Demorgny enseigna le droit administratif à Téhéran et avait la charge de donner des consultations au gouvernement sur les réformes projetées).

26. — L'Anjou historique. 1915, juillet-août. — La ville d'Angers au XII^e siècle (traduction de Raoul de Diceto). — Le chapitre de la

cathédrale d'Angers avant la Révolution (extrait des *Arrêts célèbres* de Pocquet de Livonnières, 1728). — Le collège de Beaufort-en-Val-lée (1577-1915; liste des principaux; distributions des prix). — La Fidélité de Trèves et de Saumur au XVIII^e siècle (fondée en 1618 à Trèves, elle fut transférée à Saumur en 1626). — Trois évêques d'Angers : Arnauld, Lepeletier et Poncet de la Rivière (chronique religieuse de 1692 à 1710, d'après un *Cérémonial* manuscrit). — L'application de la constitution civile du clergé en Maine-et-Loire (d'après les *Affiches d'Angers*). — Le Conseil général de Maine-et-Loire et le début de la guerre de Vendée (bulletins du Conseil que publièrent les *Affiches d'Angers*, 23 mars-26 avril 1793). — La pacification de Hoche (1796). — Angers au mois de juillet 1815. — Les Prussiens à Angers (août-septembre 1815).

27. — Bulletin trimestriel de la Société archéologique de Touraine. 1914, 4^e trimestre. — Abbé Victor GUIGNARD. Reims (protestation contre le bombardement). — G. DE CLÉRAMBAULT. Les milices de Tours de l'origine à 1871 (suite et fin : la garde nationale au XIX^e siècle; les sapeurs-pompiers; les corps francs pendant la guerre de 1870-1871; pièces justificatives). — L.-A. BOSSEBOEUF. Les maisons historiques de Tours : l'hôtel de l'argentier du roi François I^{er} (la maison qui est désignée à tort sous le nom de l'argentier de Louis XI a été construite pour Philibert Babon, argentier de François I^{er}; description; propriétaires jusqu'à l'époque actuelle; le musée de la Société archéologique doit y être installé).

28. — Revue de l'Agenais. 1915, janv.-févr. — André DE BELLE-COMBE. Profils militaires. Le général Valence (né à Agen en 1757, mort le 4 février 1822). — BOUDON DE SAINT-AMANS. Cryptographie agenaïse, publ. par R. BONNAT (suite : du 2 novembre 1815 au 18 janvier 1816, destitution de fonctionnaires, organisation de la légion de Lot-et-Garonne). — B. BARET. L'instruction primaire à Seyches du XVIII^e siècle à nos jours (Seyches est un chef-lieu de canton; les divers régents; à suivre). — DARNALT. Les antiquités d'Agen (suite).

29. — Revue de l'Anjou. 1915, janv.-févr. — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre, août-octobre 1914 (notes prises au jour le jour). — Henri-Mauricet CASSET. Anatole France. Ses origines angevines et son œuvre (le berceau de la famille Thibault est dans le village de Saulgé-l'Hôpital, en Maine-et-Loire).

30. — Revue de Saintonge et d'Aunis. 1915, 1^{er} juin. — Ch. DANGIBEAUD. Remarques sur l'église Saint-Pierre de Saintes (suite et fin : le clocher bâti entre 1472 et 1492; les statues du portail). — E.-G. GUÉRIN. Les justices de paix de Saintes (fin : canton nord, les suppléants de 1804 à 1904; les suppléants du canton sud).

CHRONIQUE.

France. — Le 8 juin dernier a été tué aux Dardanelles un jeune maître qui était l'espoir et déjà la gloire de la science française, Gabriel LEROUX. Il était entré à l'École normale en 1900 et devint à sa sortie membre de l'École française d'Athènes. Après un court passage au lycée de Nancy, il fut chargé de l'enseignement de l'archéologie et de l'histoire de l'art à la Faculté des lettres de Bordeaux. Associé aux fouilles de Délos, il donna dans la grande publication de l'École d'Athènes le fascicule relatif à la *Salle hypostyle* (fascicule II, Paris, Fontemoing, 1909, un vol. in-4°, 76 pages et LX planches). Cette étude lui fournit l'idée de sa thèse de doctorat qu'il soutint en Sorbonne de la façon la plus brillante : *les Origines de l'édifice hypostyle en Grèce, en Orient et chez les Romains* (Paris, Fontemoing, 1913, in-8°, xviii-357 pages). Bientôt, à ses études sur l'architecture ancienne, il joignit des travaux sur la céramique grecque. On sait les liens étroits qui attachent l'Université de Bordeaux à l'Institut français de Madrid. D'un séjour en Espagne, M. Leroux rapporta un important ouvrage : *Vases grecs et italo-grecs du Musée archéologique de Madrid* (Bordeaux, Feret, 1912, in-8°, xx-330 pages et 55 planches); sa thèse complémentaire de doctorat est consacrée à une catégorie de vases anciens et porte le titre : *Lagynos, recherches sur la céramique et l'art ornemental hellénistiques* (Paris, Leroux, 1913, in-8°, 133 p., avec figures). L'Académie des inscriptions et belles-lettres couronna à diverses reprises ses travaux.

Gabriel Leroux se rendit à la guerre dès le début en qualité de lieutenant de réserve. Il fut blessé à Stenay. Guéri, il demanda à être employé aux Dardanelles, alléguant ses anciens voyages en Orient, sa connaissance du grec moderne. De la péninsule de Gallipoli, il envoyait à ses amis des lettres très pittoresques, remplies d'entrain et de bonne humeur. Le 1^{er} juin, il était promu capitaine; le 8, un obus l'abattait raide. Comme l'a écrit M. le doyen Radet : « C'est un officier d'œil et de sang-froid que perd l'armée; c'est une intelligence admirablement lucide que perd l'Université. Notre consolation est de songer que l'helléniste qui commentait si finement l'épopée homérique repose là-bas, parmi les ombres des héros de l'Iliade, dans cette terre sacrée d'où partit la marche triomphale d'Alexandre. » — C. PR.

— René PERRIN est né le 4 juillet 1889 à Villers-sous-Prény; il a étudié à Nancy où il fut reçu à la licence d'histoire en 1910 et au

diplôme d'études supérieures d'histoire en 1911; il y a fait son service militaire en 1912 et 1913, et il a été tué dans les terribles combats de la forêt de Champenoux le 11 septembre 1914. A vol d'oiseau, Villers-sous-Prény est à sept lieues de Nancy, à sept lieues de Champenoux et Champenoux à trois lieues de Nancy: la naissance, la vie et la mort de Perrin ont été comme fixées aux trois points de ce triangle de terre lorraine.

Comme mémoire de diplôme, il présenta à la Faculté des lettres de Nancy une étude sur *l'Esprit public dans le département de la Meurthe de 1815 à 1830*, pour lequel il avait dépouillé méthodiquement les séries d'ordre politique aux archives de Meurthe-et-Moselle, aux archives municipales des villes et de nombreux villages. Il reprit les premiers chapitres et, après un séjour à Paris et le dépouillement des pièces conservées aux Archives nationales, il publia dans les *Annales de l'Est* un fascicule intitulé: *l'Esprit public dans le département de la Meurthe de 1814 à 1816* (jusqu'aux élections d'octobre. Cf. *Rev. histor.*, t. CXV, p. 192, et t. CXVI, p. 339). Il obtint en 1914 de l'Académie des inscriptions pour cet ouvrage une partie du prix Auguste Prost. Il voulait écrire comme thèse de doctorat une histoire de la Restauration dans les quatre départements lorrains, histoire politique, économique, sociale et religieuse, croyant avoir devant lui de longues années de travail. Georges PARISSET.

— Le chef de bataillon d'infanterie Joseph VIDAL DE LA BLACHE est mort au champ d'honneur le 29 janvier dernier. C'était l'un de nos plus vaillants officiers; c'était aussi l'un de nos historiens militaires les plus réputés. Il publia tout d'abord en 1908 une excellente thèse, *Étude sur la vallée lorraine de la Meuse*, qui lui valut le titre de docteur de l'Université de Paris; il avait été formé à la meilleure école de géographie, celle de son père. Capitaine de chasseurs, il fut appelé en 1909 à la section historique du ministère de la Guerre, et il se passionna dès lors pour l'histoire de l'armée. La *Revue d'histoire* rédigée à l'État-major lui doit une série d'articles, qui sont signés de façon discrète par de simples initiales: dans le n° 128, *Napoléon et les places d'Allemagne en 1813*, où il montre très bien le rôle assigné par l'empereur aux places fortes de l'Elbe, Wittenberg, Torgau, Dresde; dans les nos 133 et 134, *les Deux hourrahs de Laon et d'Athies*, 9 mars 1814, histoire de deux surprises de nuit, l'une tentée sur Laon par Napoléon et malheureusement manquée, l'autre sur Athies, à l'est de Laon, par les Prussiens qui devaient réussir; n° 151, *Quelques observations sur l'histoire militaire*, étude de méthodologie tout à fait remarquable où il discute la manière dont l'historien militaire doit se servir des documents, récit des officiers, journaux historiques, archives, mémoires, etc. En écrivant cet article (juillet 1913), il connaissait par expérience toutes les difficultés que l'historien trouve sur son chemin, et ces difficultés il les avait vaincues

dans les deux grands ouvrages qu'il nous laisse, dont l'un avait déjà paru et dont l'autre était sous presse. *La Régénération de la Prusse après Iéna* (Paris, 1910) est un livre très utile, rempli de faits précis et expressifs où l'officier a rangé parmi les causes de relèvement non seulement l'organisation de l'armée, mais l'éducation nationale nouvelle, les idées répandues par Fichte et G. de Humboldt¹. Dans les deux volumes, *l'Évacuation de l'Espagne et l'invasion dans le Midi*, juin 1813-avril 1814, parus en 1914, et auxquels l'Académie française décerna fort justement le prix Théroutanne, M. Vidal de La Blache débrouilla, avec une science très sûre et un véritable talent d'exposition, cette campagne si complexe, jusqu'alors si mal connue, depuis la retraite qui suit Vitoria jusqu'à la bataille de Toulouse². Il laisse en outre sur la campagne d'Eylau et de Friedland deux volumes que la section historique tiendra à publier après la guerre. L'historien militaire à qui nous devons ces ouvrages a écrit avec son sang une dernière page glorieuse dans le bois de la Gruerie où il a été tué.

C. PF.

— M. Ferdinand DREYFUS, sénateur, est mort le 15 juillet à l'âge de soixante-six ans. Il avait débuté en 1892 par une étude sur *Vauban économiste*; mais il se spécialisa de bonne heure dans les recherches sur l'économie sociale et en particulier sur l'histoire de la charité publique; outre un grand nombre de rapports parlementaires sur ces questions, il publia : *L'Assistance sous la Législative et la Convention, 1791-1795* (1905), puis *sous la deuxième République, 1848-1851* (1907). Il est bon de signaler que ses premiers écrits ont paru sous le nom de DREYFUS (Ferdinand) et qu'à partir de 1905 environ, le prénom s'est soudé au nom : FERDINAND-DREYFUS, suivant un usage qui tend à se généraliser de plus en plus et que les bibliographes sont d'accord pour trouver regrettable.

Ch. B.

— Les journaux annoncent la mort de M. Hippolyte MONIN, adjoint au maire du IX^e arrondissement de Paris. Il avait été longtemps professeur d'histoire, en dernier lieu au collège Rollin, et il a publié d'utiles travaux historiques. Né à Besançon en 1854, il était fils d'un professeur d'histoire, L.-H. Monin, dont la thèse : *Sur le roman de Roncevaux*, avait presque fait scandale en Sorbonne en 1833; était-il permis de s'occuper d'une telle œuvre dans l'ancienne Université? Il entra à l'École normale en 1872, fut reçu agrégé d'histoire et soutint en 1884 devant la Faculté des lettres de Paris les deux thèses suivantes : *Essai sur l'histoire administrative du Languedoc pendant l'indépendance de Basville (1685-1719)*; *De unitate religionis Homericae in Iliade*. Mais bientôt il se spécialisa dans les travaux sur la Révo-

1. Cf. *Revue historique*, t. CVI, p. 195.

2. Voir, sur cet ouvrage, l'article de J. Rambaud, *L'Esprit public dans le Sud-Ouest et l'entrée des Anglais à Bordeaux*, dans la *Revue historique de Bordeaux*, juillet-août 1914.

lution française. Le Conseil municipal lui avait confié le cours d'histoire de la Révolution qu'il professa pendant quelques années à l'Hôtel-de-Ville. Il publia les *Mémoires sur la Bastille de Linguet*, le *Journal d'un bourgeois de Paris pendant la Révolution française (1789)*; dans la collection de documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution, il donna *l'État de Paris en 1789, Tableau de l'organisation administrative, judiciaire et financière de la cité*, accompagné de documents inédits (cf. *Rev. histor.*, t. XLIII, p. 90). On lui doit aussi une série de manuels d'histoire : pour la septième, la huitième, les candidats au baccalauréat. Il publia une série d'articles dans la *Grande encyclopédie*, dans la *Revue internationale de sociologie*, dans la *Grande Revue*, et il fit paraître dans des journaux politiques des mélanges d'histoire qui sans doute ne seront jamais recueillis. On peut regretter que son activité se soit trop dispersée et qu'en dehors de *l'État de Paris* il ne nous ait pas donné une œuvre vraiment durable.

C. PF.

— A la liste des élèves de la section d'histoire de l'École normale supérieure tombés au champ d'honneur, il nous faut ajouter les noms d'André DAVID, né à Saint-Germain de Marencennes (Charente-Inférieure) le 7 juillet 1893, tué le 6 mars au Reichsackerkopf. Il était sous-lieutenant et sa citation à l'ordre du jour porte : « Frappé mortellement en enlevant avec une énergie et un entrain admirables sa section à l'assaut des positions ennemies. » Il avait soutenu, au mois de juin 1914, pour le diplôme d'études supérieures, un mémoire sur la *Montagne Noire*, étude tout à fait de premier ordre, qui était déjà celle d'un maître et qui sera publiée dans les *Annales de géographie*. Par ses connaissances scientifiques, sa vision nette, son talent d'exposition, il annonçait à la France un véritable géographe. Son camarade Paul-Louis ROUSSET, né au Mans le 17 mars 1892, élève de première année, voulait se consacrer aux études d'histoire moderne; reçu licencié dans de très bonnes conditions, il partit pour la guerre, fut nommé sous-lieutenant et succomba glorieusement le 11 mai à Notre-Dame-de-Lorette dans le Pas-de-Calais.

C. PF.

— L'École des chartes a continué à être cruellement éprouvée par la guerre, et il faut ajouter d'autres noms à ceux qu'a déjà cités la *Revue*. Marcel FERRAND, né le 19 juin 1892, élève de seconde année, sur qui ses maîtres fondaient les plus brillantes et les plus légitimes espérances, tué le 22 février dans la région de Perthes-les-Hurlus. — Gabriel GARRIC, né le 25 septembre 1886; promotion de 1910; thèse : *Contribution à l'étude de la jeunesse de Du Plessis-Mornay*. Il était attaché au département des imprimés de la Bibliothèque nationale. — Raymond HOUDAYER, né le 20 juin 1883; promotion de 1907; thèse : *les Paysans de Cluny*; tué au bois de Mortmare le 3 avril. — Paul LECESTRE, né le 13 mars 1894; il appartenait à la promotion qui devait sortir en janvier 1915 et préparait une thèse sur *l' Arsenal de*

Paris. Tué à Neuville-Saint-Vaast, le 15 mai, peu de jours après son arrivée au front; il venait d'être cité à l'ordre du jour. — Jacques MERCIER, né le 29 octobre 1888, élève de deuxième année, disparu dans les combats d'Arras. — Jules PANDIN DE LUSSAUDIÈRE, né le 29 juin 1880; promotion de 1904; thèse : *Charles de Coucis, capitaine et lieutenant du roi en Guyenne (1491-1565)*. Il était archiviste de la Charente-Inférieure, son département natal, et, bien que très absorbé par la réorganisation de son dépôt, préparait divers travaux sur l'histoire de ses coreligionnaires protestants de La Rochelle. Blessé le 28 mai au Bois-le-Prêtre, mort le 11 juin à l'ambulance de Dieulouard. — Jean PELLETIER, né le 31 octobre 1894, élève de première année, tué à Vauquois le 28 février 1915. — Henry PROST, né le 8 octobre 1883; promotion de 1905; thèse : *les États du comté de Bourgogne des origines à 1477*. Sous-archiviste aux archives de la Seine, il est mort à Belfort, des suites de ses blessures, le 19 février 1915. — Daniel ROBERT, né le 15 novembre 1890, élève de deuxième année, tué au Bois-le-Prêtre le 8 juin.

R. P.

— L'Institut de France, dans la séance annuelle des cinq Académies, a voté sur la fondation Debrousse : 2,500 francs à l'Académie française pour la *Correspondance de Bossuet*; 4,000 francs aux Inscriptions pour le *Catalogue du fonds tibétain*, et 3,000 francs pour le *Recueil des actes des rois de France*; 5,000 francs aux Sciences pour la publication des procès-verbaux de cette Académie; 4,000 francs aux Beaux-Arts pour la publication des procès-verbaux de l'ancienne Académie d'architecture, et 2,000 francs pour l'*Inventaire des dessins du Louvre* (9^e volume); enfin 500 francs aux Sciences morales pour le *Catalogue des œuvres de Leibnitz*, travail exclusivement français.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le premier prix Gobert à M. Édouard MAUGIS : *Histoire du Parlement de Paris*, et le second (pour la seconde fois) au commandant ESPÉRAN-DIEU : *les Bas-reliefs de la Gaule romaine*. — Elle a décerné la médaille Blanchet à M. Jules RENAULT pour ses fouilles en Tunisie et l'ensemble de ses travaux.

— L'Académie des sciences morales et politiques a distribué les fonds du prix Michel-Perret à MM. l'abbé Jacques MOULARD : *le Comte Camille de Tournon, préfet de la Gironde*; A. CHAGNY : *François Picquet le Canadien, 1708-1780*, et le vicomte DE GUICHEN : *la France morale et Religieuse sous la Restauration*. Elle a décerné le prix Estrade-Delcros à M. Eugène CAVAINAC pour son *Histoire de l'antiquité*.

— Nous avons mentionné plus haut, p. 416, la très intéressante brochure de M. Petit-Dutaillis sur *l'Appel de guerre en Dauphiné, 1^{er}-2 août 1914*. L'initiative prise par l'éminent recteur de l'Académie

de Grenoble ne restera pas isolée. Le directeur de l'Enseignement supérieur vient en effet de publier une « Circulaire relative à la tradition orale pendant la présente guerre » ; elle a été adressée aux présidents des diverses sociétés savantes, aux comités départementaux de l'histoire de la Révolution, aux recteurs d'Académie et à divers correspondants et professeurs d'Université (3 mai 1915). On y lit : « Par une circulaire, en date du 18 septembre dernier, j'ai adressé à MM. les recteurs d'Académie des instructions en vue d'invoquer les instituteurs de leur ressort à prendre des notes sur les événements auxquels ils assistent présentement.

« A titre d'indication, je leur communiquai les instructions données le 17 août 1914, à ses collaborateurs directs, par M. le recteur de l'Académie de Grenoble, qui leur signalait, en particulier, les ordres de faits auxquels les instituteurs pouvaient d'abord songer, savoir : a) Mobilisation ; comment elle s'est effectuée ; esprit public ; paroles caractéristiques qu'on a pu recueillir. b) Comment s'est reconstituée l'administration du village. Rôle de l'instituteur et de l'institutrice. c) L'ordre public ; comment on assura la sécurité ; étude civique ; recrudescence ou diminution des délits ordinaires ; faits avérés d'espionnage (se méfier des faux bruits). d) Vie économique. Agriculture ; la moisson, le battage, la mouture, etc. Industrie ; efforts contre le chômage. Commerce local ; ravitaillement ; prix. Le crédit. Les banques. Comment est accepté le moratorium. e) Assistance. Paupérisme. Allocations de l'État et des municipalités. Solidarité privée. f) Enfants. Garderies. g) Hôpitaux et ambulances. Service médical et pharmaceutique, etc. D'autres rubriques pourront évidemment être ajoutées.

« Recommandez expressément de n'accueillir que des renseignements rigoureusement contrôlés. Il ne s'agit pas de laisser s'établir des légendes, ni des « mots historiques inventés ».

Le Comité des travaux historiques et scientifiques ayant attiré l'attention du ministre sur l'intérêt qu'il y aurait à généraliser cette enquête et à demander aux personnalités particulièrement qualifiées par la nature de leurs travaux et l'habitude qu'elles ont de la méthode historique de vouloir bien participer à une œuvre qui promet d'être si utile, la circulaire accueille cette proposition en ces termes : « Le programme si intéressant qu'a tracé M. le recteur de l'Académie de Grenoble pourrait convenir au dessein du Comité. Il ne devrait être, lui semble-t-il, ni impératif, ni limitatif. On pourrait certes y ajouter ou y retrancher ; mais il offre d'utiles indications pour aider à choisir, dans la masse des faits dont la tradition orale peut se trouver dépositaire, ceux dont il importe vraiment de conserver le souvenir...

« J'ai pensé, avec le Comité, qu'il y avait lieu tout d'abord et résolument d'écarter l'idée de tout ce qui ressemblerait à une enquête administrative et qu'il conviendrait bien plutôt de proposer l'idée dont

il s'agit aux réflexions et à la bonne volonté de personnes et de sociétés qui s'occupent plus particulièrement d'études historiques et dont l'évident désintéressement rassurerait toutes les timidités. Les témoins interrogés se sentiraient à l'aise pour répondre, en des conversations familières, à des historiens qui n'auraient en vue que l'utilité de l'histoire.

« C'est pour cette raison que le Comité a estimé que cette enquête historique pourrait être tout naturellement confiée ou plutôt proposée aux diverses sociétés savantes, aux comités départementaux de l'histoire économique de la Révolution française, à ses membres non résidents, aux correspondants et aux correspondants honoraires du ministère de l'Instruction publique, aux professeurs d'histoire des Universités.

« A ces personnes et à ces sociétés si autorisées serait laissé le soin d'organiser leurs enquêtes comme elles l'entendraient, d'en fixer le programme, de les étendre à tout un département ou de les borner à quelques régions d'un département, de choisir les témoins à questionner...

« Ce qui importerait, aux yeux du Comité, c'est que cette œuvre de préservation et de conservation de la tradition orale pût être entreprise sans aucun retard pendant que les souvenirs sont encore dans leur fraîcheur et leur vérité. L'expérience montre combien est rapide la déformation de ces souvenirs. Plus on se hâtera de les solliciter, de les exprimer, de les fixer, plus on rendra service aux études historiques.

« Telle est la pensée du Comité des travaux historiques et scientifiques; je m'y associe pleinement et n'ai rien à y ajouter. »

Allemagne. — Le professeur Karl Theodor von HEIGEL, qui fut le successeur de Giesebrecht à l'Université de Munich, est mort le 23 mars 1915 à l'âge de soixante-douze ans. Outre un grand nombre d'écrits sur l'histoire bavaroise, on lui doit un gros ouvrage : *Deutsche Geschichte vom Tode Friedrichs des Grossen bis zur Auflösung des alten Reiches* (1899-1911). Il était président de l'Académie des sciences de Bavière.

Espagne. — On nous communique deux manifestes des Intellectuels catalans en réponse à ceux d'Allemagne. 1^o Dans *La Vanguardia* (Barcelone, 21 mars 1915), on trouve une Lettre à M. Morel-Fatio, à propos de l'article paru dans le *Correspondant* du 25 janvier : « L'attitude de l'Espagne dans la guerre actuelle ». Un groupe de Barcelonais, parmi lesquels des érudits connus, comme MM. Massó Torrents, Girona, Miret y Sans, Coromines, y affirme en langue catalane sa sympathie pour notre cause. Certes, une partie de la droite espagnole est possédée de germanophilie; dans les cercles, dans la presse, dans le commerce, il faut déplorer les menées des agents allemands, l'attitude francophobe du parti jaimiste. Mais la masse des bons

citoyens est de cœur avec les Français et leurs alliés. « Catalans, nous ne pouvons oublier que notre nationalité fut fondée par vos rois carolingiens et que l'aide obtenue de la France en 1640 ne fut pas l'unique occasion d'alliance entre les deux peuples... » La lettre se termine par ces mots : « ... Croyez fermement que la majorité des Catalans — et nous entendons par ces mots la portion la plus réfléchie des hautes classes et presque tous les intellectuels — éprouve d'incontestables sympathies pour votre nation très cultivée, pour la grande Angleterre et pour la Belgique, le peuple héroïque au delà de toute mesure et au-dessus de tout exemple historique; nous les éprouvons, parce que ces nations représentent la cause de l'Europe civilisée et libre, aujourd'hui menacée. » — Barcelone, 15 février 1915. — Suivent une soixantaine de signatures.

2° *L'Esquella de la Torratxa* (Barcelone, 26 mars 1915), sous le titre : « La guerre européenne », publie une éloquente réplique au Manifeste des intellectuels allemands. Plus de cent Barcelonais appartenant au monde des lettres, des sciences, des arts, de la médecine, de la politique et même du clergé ont apposé leur signature au bas de ce document, qui est rédigé, comme le précédent, en langue catalane et qui, par la force des sentiments qu'il exprime, mérite une traduction intégrale : « Nous soussignés, Catalans voués aux travaux spirituels de l'art, des lettres, de la science et de la politique, nous voulons élever la voix en cette heure tragique de l'histoire du monde. Nous voulons dire notre conviction et manifester nos sympathies. Et nous nous y croyons obligés, comme citoyens de la République universelle de l'Esprit, et aussi comme fils de la Catalogne, qui, par le très riche héritage de sa vieille gloire, ne peut se désintéresser de la grande guerre qui, aujourd'hui, remplit l'Europe. Nous ne saurions, nous autres, contempler la lutte d'un regard froid et indifférent. Si nous n'y participons pas avec les armes, nous comprenons bien que nos idées et aussi nos sentiments sont dans la bataille. Nous avons une conviction, nous ressentons un amour. Et nous nous devons de le proclamer hautement et noblement. Notre conviction est que dans la guerre actuelle les suprêmes intérêts de la justice et de l'humanité demandent la victoire des États de la Triple-Entente. Et notre amour est pour la France et l'Angleterre, détentrices depuis des siècles de la haute maîtrise de la civilisation; pour la Belgique et la Serbie, petits peuples qui viennent de donner d'immortels exemples. Notre sympathie ne pouvait manquer à ces peuples, et surtout ne pouvait manquer à la France, voisine de la Catalogne par la terre et par l'âme, où, au delà des Pyrénées, nous avons des frères à nous, gens de notre race, de notre sang, de notre langue; race, sang, langue qui sont ceux du plus haut chef des soldats français. Ceux qui combattent pour une juste cause ne doivent pas être privés du réconfort moral de notre publique sympathie. Nous ne devons pas non plus imposer silence à notre condamnation des procédés cruels mis en

pratique par ces belligérants, qui, niant les conventions que la civilisation humaine avait opposées comme une digue à la furieuse violence de la guerre, ont fait reculer les procédés de lutte à la barbarie des siècles passés et ont déshonoré la force en faisant de la force un instrument de vengeance et de terreur. Voilà quelles sont nos affirmations catégoriques. Nous sommes aux côtés, en esprit et en aspirations, de l'Angleterre, de la France et de leurs alliés. Pour leur triomphe, nous leur envoyons nos vœux cordiaux de cette terre de Catalogne, à laquelle la mer latine rappelle à toute heure où est sa place. »

Telle est la fière réponse de la Catalogne aux barbares savants d'outre-Rhin. Et l'Espagne ?

ERRATUM DE LA PRÉCÉDENTE LIVRAISON.

Page 120, note 2. Peut-être faut-il traduire le vers comme le propose M^{me} Geneviève Bianquis dans *la Grande Revue* (1915, juin, p. 530) : « Haine qui serre la gorge de soixante-dix millions d'hommes. »

Page 192, ligne 22, *au lieu de* : la guerre de 1870, *lire* : la guerre de 1914.

Page 200, ligne 18, *au lieu de* : ADAMANTION, *lire* : ADAMANTIOU.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Carnegie endowment for international peace, 406.
Cartellieri (Alex.). Deutschland und Frankreich im Wandel der Jahrhunderte, 183.
Déchelette (J.). Manuel d'archéologie préhistorique, celtique et gallo-romaine, t. II, 155.
 — La collection Millon, 157.
 Des lignes de Tchataldja à l'Yser, 193.
Hill (David Jayne). A history of diplomacy in the international development of Europe, 389.
Morris (John E.). A history of modern Europe, 405.
Mowat (R. B.). Select treaties and documents to illustrate the development of modern European states-system, 184.
Omont (Henri). Bibliothèque nationale. Nouvelles acquisitions du département des manuscrits, 1913-1914, 405.
Stieglitz (Leopold). Die Staatstheorie des Marsilius von Padua, 183.
Vellay (Charles). La question de l'Adriatique, 420.
- LA GUERRE.
- 1914-1915. Tablettes chronologiques de la guerre, 415.
Andler (Charles). Les usages de la guerre et la doctrine de l'État-major allemand, 408.
 — Voir *Lavisse (Ernest)*.
Aubry (Jean). Voir *Séris (Raymond)*.
Aulard (A.). La paix future, d'après la Révolution française et Kant, 194.
Basch (Victor). La guerre de 1914 et le droit, 407.
Bédier (Joseph). Comment l'Allemagne essaie de justifier ses crimes, 419.
Carillo (Gomez). Parmi les ruines; trad. par J.-N. Champaux, 417.
Champaux (J.-N.). Voir *Carillo (Gomez)*.
Denis (E.). La Guerre, 171.

- Dimier (Louis)*. L'appel des intellectuels allemands, 187.
Dupont (Marcel). En campagne, 1914-1915. Impressions d'un officier de légère, 417.
Elliott (Ivo d'O.). The historical precedent for the new army, 432.
Flat (Paul). Vers la victoire, 421.
Frisch (colonel R.-J.). Guerre de 1914-1915. Théâtre des opérations franco-anglo-allemandes, 414.
Gauvain (Auguste). Les origines de la guerre européenne, 185.
Grondijs (L.-H.). Les Allemands en Belgique; récit d'un témoin hollandais, 189.
 Guerre (la) et la vie morale de la France, 414.
Harry (Gérard). Voir *Powell (Alexander)*.
Hauser (Henri). L'Allemagne industrielle. L'industrie allemande considérée comme facteur de guerre, 192.
Hovelaque (Émile). Les causes profondes de la guerre. Allemagne-Angleterre, 406.
Hymans (Paul). La neutralité de la Belgique, 186.
 J'accuse, 398.
Jean-Bernard. Histoire générale et anecdotique de la guerre de 1914, 415.
Julian (Camille). Les éléments du passé dans la guerre actuelle, 184.
La Chesnais (P.-G.). Le groupe socialiste du Reichstag et la déclaration de guerre, 411.
Lacroix (Mgr). Le clergé et la guerre de 1914, 192.
Lanessan (J.-L. de). Pourquoi les Germains seront vaincus, 193.
Lavisse (Ernest) et *Andler (Ch.)*. Pratique et doctrine allemandes de la guerre, 419.
Le Goffic (Charles). Dixmude, 193.
Maitrot (général). Nos frontières de l'Est et du Nord, 185.
Morel-Fatio (Alfred). Les versions allemande et française du Manifeste des intellectuels allemands dit des Quatre-vingt-treize, 2^e éd., 412.
 Nos raisons d'espérer. Exposé de six mois de guerre, 415.

- Pages actuelles, 1914-1915; n° 13-25, 191. — N° 26-33, 413.
- Pages d'histoire, 1914-1915, n° 31-47, 189.
- Petit-Dutaillis (Ch.)*. L'appel de guerre en Dauphiné. 1^{er}-2 août 1914, 416.
- Poinssot (M.-C.)*. Au service de la France. Les volontaires étrangers de 1914, 420.
- Powell (Alexander)*. La guerre en Flandre, trad. par Gérard Harry, 416.
- Reiss (R.-A.)*. Comment les Austro-Hongrois ont fait la guerre en Serbie, 419.
- Report of the Committee on alleged german outrages, 418.
- Saintyves (P.)*. Les responsabilités de l'Allemagne dans la guerre de 1914, 410.
- Sardou (André)*. L'indépendance européenne; étude sur les conditions de la paix, 421.
- Séris (Raymond)* et *Aubry (Jean)*. Les Parisiens pendant l'état de siège, 191.
- Steed (H. W.)*. L'Allemagne et la guerre, 422.
- Van den Heuvel (J.)*. La violation du droit des gens en Belgique, 186.
- Van Houtte (P.)*. Le crime de Guillaume II et la Belgique, 411.
- Wambach (Gaspard)*. Le dossier de la guerre, 409.
- Warweiler (E.)*. La Belgique neutre et loyale, 176.
- HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.
- Barbagallo (Corrado)*. Un semestre d'impero repubblicano, giugno 68-gennaio 69, 342.
- Besnier (Maurice)*. Lexique de géographie ancienne, 122.
- Blanchet (Adrien)*. Étude sur la décoration des édifices de la Gaule romaine, 137.
- Bloch (G.)*. La République romaine, 123.
- Bonnard (Louis)*. La navigation intérieure de la Gaule à l'époque romaine, 136.
- Bryant (E. E.)*. A short history of Rom for schools, 342.
- Cagnat (René)*. Cours d'épigraphie latine, 4^e éd., 121.
- Visite à quelques villes africaines récemment fouillées, 151.
- et *Merlin (A.)*. Atlas archéologique de la Tunisie, 148.
- Carton (Dr L.)*. L'art indigène sur les lampes de la colonie Thuburnica, 152.
- Cheesman (G. L.)*. The auxilia of the roman imperial army, 344.
- Cirilli (René)*. Les prêtres danseurs de Rome, 128.
- Combes (J.)*. L'emplacement d'Uxellodunum, 143.
- Courbaud (Edmond)*. Horace; sa vie et sa pensée à l'époque des Épitres, 125.
- Daremberg et Saglio*. Dictionnaire des antiquités grecques et romaines, 405.
- Dessau (H.)*. Inscriptiones selectae, t. III, 342.
- Espérandieu (Émile)*. Recueil général des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine, t. V, 138.
- Le culte des sources chez les Éduens, 144.
- Fölzer (M^{re} E.)*. Die Bilderschüsseln der ostgallischen Sigillata-Manufakturen, 353.
- Formigé (Jules)*. Remarques diverses sur les théâtres romains, à propos de ceux d'Arles et d'Orange, 133.
- Graillot (Henri)*. Le culte de Cybèle, mère des dieux, 158.
- Nicolas Bachelier, imagier et maçon de Toulouse au xvi^e siècle, 170.
- Gsell (Stéphane)*. Histoire ancienne de l'Afrique du Nord, t. I, 146.
- Guide illustré du visiteur à Alesia, 142.
- Héron de Villefosse*. Les agents du recensement dans les trois Gaules, 135.
- Le Soleil maîtrisant ses chevaux, 145.
- Le dieu accroupi de Bouray, 145.
- Hohlwein (N.)*. L'Égypte romaine, 153.
- Julian (Camille)*. Histoire de la Gaule, t. IV, 134.
- Keyes (Clinton Walker)*. The rise of the Equites in the third century of the roman Empire, 345.
- Laum (Bernhard)*. Stiftungen in der griechischen und römischen Antike, 345.
- Launay (R. de)*. La question des effectifs au siège d'Alesia, 142.
- Leite de Vasconcellos (J.)*. Religiões da Lusitania, t. III, 354.
- Le Roux (Marc)*. Voir *Marceaux (Ch.)*.
- Leroux (G.)*. Les origines de l'édifice hypostyle en Grèce, en Orient et chez les Romains, 133.
- Liáñez (M. Macías)*. Merida monumental y artistica, 351.
- Lloyd (Thomas)*. The making of the roman people, 347.
- Marceaux (Ch.)* et *Le Roux (Marc)*. Boutae (les Fins d'Annecy), vieux

- gallo-romain de la cité de Vienne, 144.
- Matruchot (L.) et Toutain (J.)*. Bibliothèque « Pro Alesia », 142.
- Maurice (Jules)*. Numismatique constantinienne, t. III, 127.
- Histoire politique des provinces espagnoles de 285 à 310, 146.
- Mazauric (F.)*. La civilisation romaine dans le Gard, 145.
- Mélida (J.-R.)*. Excavaciones of Numancia, 351.
- Merlin (A.)*. Forum et maisons d'Althiburos, 151.
- et *Poinssot (L.)*. Une nouvelle inscription de Tebourouk, 149.
- Voir *Cognat (René)*.
- Michon (Etienne)*. La Vénus d'Arles et sa restauration par Girardon, 139.
- L'Apollon de Nîmes au musée du Louvre, 145.
- Misson (J.)*. Recherches sur le paganisme de Libanios, 131.
- Mommsen (Th.)*. Gesammelte Schriften, t. VIII, 342.
- Morin-Jean*. La verrerie en Gaule sous l'empire romain, 138.
- Morat (R.)*. Les conspirateurs et les prétendants non reconnus par le Sénat, depuis Jules César jusqu'à Romulus Augustus, 126.
- Olivier (Frank)*. L'argent et la République romaine, 344.
- Pachière (F.-G. de)*. Paris à l'époque gallo-romaine, 140.
- Pareti (L.)*. Studi siciliani e italioti, 348.
- Pichon (René)*. Le rôle religieux des femmes dans l'ancienne Rome, 131.
- Poinssot (L.)*. Inscriptions de Thugga découvertes en 1910-1913, 150.
- Voir *Merlin (A.)*.
- Reid (James S.)*. The municipalities of the roman Empire, 379.
- Reinach (Ad.)*. Les têtes coupées d'Alise et Hercule à Alesia, 143.
- Reinach (Salomon)*. Clelia et Epona, 129.
- Une déesse syrienne, 154.
- Renault (Jules)*. Cahiers d'archéologie tunisienne, 152.
- Riese (Alexander)*. Das rheinische Germanien in den antiken Inschriften, 351.
- Schulz-Minden (Dr Walther)*. Das germanische Haus in vorgeschichtlicher Zeit, 349.
- Schumacher (K.)*. Materialien zur Besiedlungs-Geschichte Deutschlands, 350.
- Sticotti (Piero)*. Die römische Stadt Doclea in Montenegro, 353.
- Stolle (Franz)*. Der römische Legionar und sein Gepäck, 344.
- Strenger (Ferdinand)*. Strabos Erdkunde von Libyen, 352.
- Toutain (J.)*. Alesia, son histoire, sa résurrection, 142.
- Tête et buste trouvés à Alesia en 1912, 143.
- Voir *Matruchot (L.)*.
- Valadeau (P.)*. La ville gallo-romaine de Breith, près La Souterraine, 145.
- Vauvillé (O.)*. Au sujet de l'emplacement de Noviodunum et du camp de César sur les plateaux au nord de Pommiers et de Pasly, 141.
- Au sujet de l'emplacement de Noviodunum, 141.
- Ventre*. Les ports de Carthage, 149.
- Viré (Armand)*. Inventaire bibliographique des ouvrages relatifs à Alesia, 143.
- Vollmer (Friedrich)*. Ueber Fürsorge und Verständnis für römische Inschriften in Bayern, 350.
- Warde-Fowler (W.)*. Roman ideas of deity in the last century before the christian era, 353.
- Wolff (G.)*. Die südliche Wetterau in vor- und frühgeschichtlicher Zeit, 350.
- Frankfurt a. M. und seine Umgebung in vor- und frühgeschichtlicher Zeit, 350.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

- Barker (Ernest)*. The submerged nationalities of the German empire, 185.
- Blondel (Georges)*. La doctrine pan-germaniste, 427.
- Bourgin (H.)*. Le militarisme allemand. Ce qu'il est; pourquoi il faut le détruire, 429.
- Chéradame (André)*. La paix que voudrait l'Allemagne, 422.
- Choisy (Gaston)*. Chez nos ennemis. A la veille de la guerre, 427.
- Delbet (Pierre)*. L'emprise allemande, 428.
- Flach (Jacques)*. Essai sur la formation de l'esprit public allemand, 184.
- Lanessan (J.-L. de)*. Comment l'éducation allemande a créé la barbarie germanique, 428.
- Lombard (A.)*. L'Allemagne de Taine et de Renan, 428.
- Prince (Morton)*. The psychology of the Kaiser, 428.
- Schiemann (Th.)*. Die letzten Etappen zum Weltkrieg, 393.
- Topham (Miss A.)*. Souvenirs de la cour du kaiser, 429.
- Verrier (Paul)*. La haine allemande contre les Français, 190.

HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

- Baudouin (Marcel).** Voir **Kessler (Fritz)**.
Bender (Dr Ernst). Weinhandel und Wirtsgewerbe im mittelalterlichen Strassburg, 427.
Kessler (Fritz). Les murs payens de l'Alsace, 426.
 — et **Baudouin (Marcel).** Les pas du diable et les pieds de saint Dizier, 426.
Putnam (Ruth). Alsace and Lorraine, 197.

HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE LATINE.

- Blanchot (colonel Ch.).** Mémoires. L'intervention française au Mexique, 370.
Blanco-Fombona (R.). Voir **Bolívar (Simon de)**.
 Boletín de historia y antigüedades, organo de la Academia de historia nacional (Bogotá), 374.
 Boletín de la Academia nacional de la historia (Bogotá), 374.
Bolívar (Simon de). Cartas, 1799-1822, publ. p. **Blanco-Fombona (R.)** et **Radó (J. Enrique)**, 367.
Bondam (E. J.). Voir **Gerritsz (Hessel)**.
Botelho (Diogo). Governador do estado do Brazil. Correspondencia, 1602-1608, 376.
Bryce (James). South America, 361.
Carranza (Ad. P.). Voir **San Martin**.
Carranza (Arturo B.). Digesto constitucional americano, 362.
 Centenario (el) de la batalla de Las Piedras, 378.
Cieza de León (P. de). Guerra de Quito; publ. p. **Serrano y Sanz**, 365.
Cigès-Aparicio. Voir **Díaz del Castillo**.
Corrado (A.). Il collegio francescano di Tarija e le sue missioni, 378.
Díaz del Castillo (Bernal). La conquista de Nueva España, éd. **Cigès-Aparicio**, 364.
 — The true history of the conquest of New Spain, éd. **Genaro García**, transl. by **A. P. Maudslay**, 364.
 Documentos para a historia da conquista e colonisação da costa de leste-oeste do Brazil, 1612-1648, 376.
Domville-Fife (Charles W.). The great states of South America, 362.
Escragnolle Tannay (Dr. Affonso d'). A missao artistica de 1816, 377.
Figarola-Caneda (D.). Cartografia cubana del British Museum, 373.
Filisola (general Vicente). La coope-

- ración de México en la independencia de Centro America, publ. p. **G. García**, 369.
Friederici (Dr. Georg). Friedrich Weber, 363.
 — Die Amazonen Amerikas, 366.
Fürstenwäther (capitaine J. N. von). Kaiser Maximilian von Mexico; die letzten Monate seiner Regierung und sein Tod, 371.
Gaffre (L.-A.). Visions du Brésil, 377.
García (Genaro). El general Paredes y Arillaga, su gobierno en Jalisco, 370.
 — La intervención Francesa en México, segun el archivo del mariscal Bazaine, t. X, 371.
 — Cronica oficial de las fiestas del primer centenario de la independencia de México, 372.
 — Voir **Díaz del Castillo**; **Filisola (general Vicente)**; **Giménez (colonel Manuel Maria)**.
García-Caldéron (F.). Les démocraties latines de l'Amérique, 361.
Gerritsz (Hessel). Journaux et nouvelles de la navigation aux Antilles et sur les côtes du Brésil, trad. p. **E. J. Bondam**, 375.
Giménez (colonel Manuel Maria). Memorias, 1798-1878, publ. p. **G. García**, 370.
Hughes (Anne E.). The beginnings of spanish settlement in the El Paso district, 369.
 Informaçao general da capitania de Pernambuco, 1749, 376.
Jansen do Paço (Antonio). Cálculo de colleção Cervantina, 377.
Las Casas (Fr. Bartholomé de). Apologética historia de las Indias, publ. p. **M. Serrano y Sanz**, 365.
Lima (Oliveira). Formation historique de la nationalité brésilienne, 375.
Lizárraga (Reginaldo de). Descripción del Perú, Tucuman, Rio de la Plata y Chile, publ. p. **Serrano y Sanz**, 366.
Llanos (Julio). El Dr. Francia, 378.
Loreto Couto (D. Domingos de). Desaggravos e glorias de Pernambuco, 376.
Mac-Nutt (Fr. Augustus). Fernando Cortes and the conquest of Mexico, 366.
Mancini (Jules). Bolivar et l'émancipation des colonies espagnoles, 367.
Markham (Clements). Voir **Ocampo (Baltasar de)**; **Oviedo de Cuzco (Gabriel de)**; **Sarmiento de Gamba**.
Maudslay (Alfred Percival). Voir **Díaz del Castillo**.

- Ocampo (Ballasar de)*. The execution of the Inca Tupac-Amaru, transl. by *Cl. Markham*.
- Ortiguerra (Toribio de)*. Jornada del río Marañon, publ. p. *Serrano y Sanz*, 366.
- Oviedo de Cuzco (Fr. Gabriel de)*. A narrative of the vice-regal embassy to Vilcubamba, 1571, and the execution of the Inca Tupac-Amaru, transl. by *Cl. Markham*, 365.
- Parejo (Dr. Antonio)*. Historia de Colombia, 374.
- Pereira da Costa (P.)*. Rehabilitação histórica do conde de Nassau, 376.
- Périgny (comte Maurice de)*. Les États-Unis du Mexique, 369.
- Peru de La Croix (Louis)*. Alcance al diario de Bucaramanga, 368.
- Pontes de Miranda*. A moral do futuro, 363.
- Prado (E.)*. Voir *Rodrigues* (le P. Pedro).
- Revista jurídica do Estado de Matto Grosso*, 377.
- Rodó (José Enrique)*. Voir *Bolívar* (*Simon de*).
- Rodrigues* (le P. Pedro). Vida do Padre José de Anchieta, publ. p. *E. Prado*, 375.
- Salas (Carlos J.)*. Bibliografía del general D. José de San Martín y de la emancipación sudamericana, 1778-1910, 368.
- Sanchez Labrador (P. José)*. El Paraguay católico, 378.
- San Martín*. Su correspondencia, 1823-1850, publ. p. *Ad. P. Carranza*, 369.
- Sarmiento de Gamboa (Pedro)*. History of the Incas, transl. by *Cl. Markham*, 364.
- Serrano y Sanz*. Voir *Cieza de León* (*P. de*); *Las Casas* (*Fr. Bartholomé de*); *Lizárraga* (*Reginaldo de*); *Ortiguerra* (*Toribio de*).
- Teschauer (Carlos)*. Vida e obras do venerabel Roque Gonzales de Santa Cruz, 375.
- Trelles (Carlos M.)*. Bibliografía cubana del siglo XIX, t. I, 1800-1825, 372.
- Ugarte (Manuel)*. El porvenir de la América latina, 360.
- Vanellilla Lanz (Laureano)*. La guerra de nuestra independencia fue una guerra civil, 374.
- Velasco (Carlos de)*. La Academia de historia de Cuba, 373.
- Vergara y Velasco (F.-J.)*. República de Colombia. Archivos nacionales; indice, 373.

Weyler (général). Mi mando en Cuba, 373.

HISTOIRE DE BELGIQUE.

Verkooren (A.). Inventaire des chartes et cartulaires des duchés de Brabant et de Limbourg et des pays d'outre-Meuse, 430.

HISTOIRE DE DANEMARK.

Krarup (Alfr.) et Lindbaek (Johannes). Acta pontificum danica, t. VI, 430.

Lindbaek (Johannes). Voir *Krarup* (*Alfr.*).

HISTOIRE DE FRANCE.

- Ardouin-Dumazel*. Voyage en France. Les îles de l'Atlantique, 197.
- Benedetto (L.-F.)*. M^{re} de Warens, d'après de nouveaux documents, 196.
- Besnier (G.) et Géstal (R.)*. Instructions et enseignemens, style de procéder d'une justice seigneuriale normande, 355.
- Biggar (H. P.)*. Voir *Lescarbot* (*Marc*).
- Boislisle (A. de)*. Voir *Saint-Simon*.
- Déhérain (Henri)*. Un officier de l'armée d'Égypte. Thériotte et son œuvre géographique, 426.
- Despois (L.)*. Histoire de l'autorité royale dans le comté de Nivernais, 424.
- Fage (René)*. Chronique tulloise de Pierre-Anne de Marne, 1639-1702, 195.
- Géstal (R.)*. Voir *Besnier* (*G.*).
- Giffard (André)*. Ordonnances de J. d'Ableiges pour les métiers d'Évreux, 355.
- Gædorp (Victor)*. La guerre dans les tranchées il y a soixante ans, 197.
- Grant (W. S.)*. Voir *Lescarbot* (*Marc*).
- Helly (A.)*. Guichard Déageant, conseiller d'État, intendant des finances, premier président de la Chambre des comptes de Dauphiné, 1574-1645, 194.
- Lecestre (L.)*. Voir *Saint-Simon*.
- Lefèvre (Eugène)*. Les avocats du roi, depuis les origines jusqu'à la Révolution, 423.
- Lescarbot (Marc)*. The history of New France, publ. et trad. en anglais p. *W. L. Grant* et *H. P. Biggar*, 424.
- Lespinasse (René de)*. Le Nivernais et les comtes de Nevers, t. III, 355.
- Marx (Jean)*. L'Inquisition en Dauphiné, 356.
- Maugis (Édouard)*. Documents inédits.

- dits concernant la ville et le siège du bailliage d'Amiens, t. II, 169.
- Maugis (Édouard)*. Histoire du Parlement de Paris, t. II, 385.
- Morel (E.)*. Plan d'Arras-Ville en 1382, 359.
- Rambaud (Pierre)*. L'assistance publique à Poitiers jusqu'à l'an V, 423.
- Saint-Léger (J. de)*. Sur l'évasion de Louis XVII, 197.
- Saint-Simon*. Mémoires, t. XXVII, publ. p. A. de Boislisle et L. Lecestre, 425.
- Soyer (Jacques)*. Notes pour servir à l'histoire littéraire. Le poète Eloi d'Amerval, le prédicateur Olivier Maillart, 423.
- HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.
- Canterbury and York Society (The), 432.
- Firth (Ch. H.)*. Voir *Macaulay*.
- James (Montague Rhodes)*. Voir *Map (Waller)*.
- Jenkinson (Hilary)*. Palaeography and the practical study of Court hand, 381.
- Voir *Johnson (Charles)*.
- Johnson (Charles)* et *Jenkinson (Hilary)*. English Court hand, 381.
- Macaulay (Lord)*. The history of En-

- gland. Edited by *Ch. H. Firth*, 431.
- Mackay*. A Miscellany presented to John Macdonald Mackay, July 1914, 199.
- Map (Waller)*. De nugis curialium, ed. *M. R. James*, 198.
- Pipe roll Society, 432.

HISTOIRE D'ORIENT.

- Adamantiou*. Thessalonique byzantine, 200.
- Alexinsky (Grégoire)*. La Russie et la guerre, 434.
- Berard (Victor)*. La Serbie, 433.
- Iorga (Nic.)*. La question roumaine en Autriche et en Hongrie, 433.
- Mathiez (Albert)*. La Serbie et la guerre européenne, 192.
- Mitrany (D.)*. Rumania; her history and politics, 200.
- Reure (chanoine)*. Jean de Chateaufort a-t-il retardé de cinquante ans la prise de Constantinople par les Turcs? 359.
- Schlumberger (G.)*. Prise de Saint-Jean-d'Acre en 1291, 165.
- Le siège, la prise et le sac de Constantinople par les Turcs en 1453, 165.
- Skrine (Fr. H.)*. Expansion of Russia, 434.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.	Pages
AMÉLINEAU (Émile). La conquête de l'Égypte par les Arabes (1 ^{er} article)	273
BRÉHIER (Louis). Constantin et la fondation de Constanti- nople	241
FLICHE (Augustin). Le cardinal Humbert de Moyenmoutier; étude sur les origines de la réforme grégorienne	41
LOT (Ferdinand). Les migrations saxonnes en Gaule et en Grande-Bretagne du III ^e au V ^e siècle	1
MÉLANGES ET DOCUMENTS.	
BÉMONT (Lina). Un chant de haine contre l'Angleterre	117
DAHLGREN (E.-W.). Une contestation franco-espagnole. L'affaire du capitaine Lopez, 1712-1720	311
KOZŁOWSKI (W.-M.). Kosciuszko et les légions polonaises en France (1 ^{er} article)	86
MONOD (G.). Le rôle de Paris dans la France du moyen âge.	77
MORTET (Ch.). A quelle époque le détroit des Dardanelles a-t-il reçu ce nom?	338
TRICOCHÉ (G. Nestler). Le siège de Nauvoo ou la bataille des Maladroits. Épisode de l'histoire des Mormons.	326
BULLETIN HISTORIQUE.	
Antiquités romaines (1913-1914), par J. TOUTAIN	121
Antiquités latines (publications étrangères, 1913-1915), par Ch. LÉCRIVAIN	342
Histoire de France (fin du moyen âge, 1328-1498), par Ch. PETIT-DUTAILLIS	354
Histoire de l'Amérique latine (publications des années 1904-1914), par E. MARTIN-CHABOT (1 ^{er} article)	360
COMPTES-RENDUS CRITIQUES.	
DÉCHELETTE (J.). Manuel d'archéologie préhistorique, cel- tique et gallo-romaine, t. III, 3 ^e part. (J. Toutain).	155

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1915.]

	Pages
DÉCHELETTE (J.). La collection Millon (J. Toutain) . . .	155
DENIS (Ernest). La guerre (Louis Eisenmann)	171
GRAILLOT (Henri). Le culte de Cybèle (Ch. Guignebert) .	158
— Nicolas Bachelier, imagier et maçon de Toulouse au xvi ^e siècle (E. Jordan).	170
HILL (David Jayne). A history of diplomacy in the interna- tional development of Europe (Marc Bloch) . . .	389
J'accuse (Louis Eisenmann).	398
JENKINSON (Hilary). Palæography and the practical study of Court hand (Ch. Bémont).	381
JOHNSON (Charles) et JENKINSON (Hilary). English Court hand, 1066-1500 (Id.).	381
MAUGIS (Édouard). Documents inédits concernant la ville et le siège du bailliage d'Amiens, t. II (Chr. Pfister). .	169
— Histoire du Parlement de Paris, t. II (Id.)	385
REID (James S.). The municipalities of the roman Empire (J. Toutain)	379
SCHIEHMANN (Th.). Die letzten Etappen zum Weltkrieg (Louis Eisenmann).	393
SCHLUMBERGER (G.). Prise de Saint-Jean-d'Acre en 1291. Le siège, la prise et le sac de Constantinople par les Turcs en 1453 (Louis Bréhier).	165
WAXWEILER (E.). La Belgique neutre et loyale (Louis Eisenmann)	176

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire de l'Antiquité (Ch. BÉMONT)	405
Histoire générale (Ch. BÉMONT, Marc BLOCH, Chr. PFIS- TER)	183, 405
Histoire de la Guerre (Ch. BÉMONT, Louis EISENMANN, Henri HAUSER, Chr. PFISTER)	184, 406
Histoire d'Allemagne (Ch. BÉMONT, Henri HAUSER, Chr. PFISTER).	427
Histoire d'Alsace-Lorraine (Chr. PFISTER, Th. SCHÖELL) .	197, 426
Histoire de Belgique (Ch. PETIT-DUTAILLIS)	430
Histoire de Danemark (Chr. PFISTER)	430
Histoire de France (Ch. BÉMONT, Henri HAUSER, Ch. PE- TIT-DUTAILLIS, Chr. PFISTER)	194, 423
Histoire de Grande-Bretagne (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER). .	198, 431
Histoire d'Orient (Ch. BÉMONT, Louis BRÉHIER, Émile HAUMANT, Henri HAUSER, Chr. PFISTER)	200, 433

CORRESPONDANCE.

Lettre du R. P. BLIARD et réponse de M. Rod. REUSS . .	436
--	-----

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

	Pages
1. Deutsche Rundschau	223
2. Historische Zeitschrift	223
3. Rheinisches Museum	223

ÉTATS-UNIS.

1. American historical review (the)	225
2. Nation (the)	228

FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres	219, 456
2. Académie des sciences morales et politiques	219, 456
3. Anjou historique (l')	220, 456
4. Annales de Bretagne	221
5. Annales de Provence	221
6. Annales révolutionnaires	201
7. Bibliographe moderne (le)	208
8. Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français	209, 446
9. Bulletin hispanique	209, 446
10. Bulletin italien	210, 446
11. Bulletin trimestriel de la Société archéologique de Tou- raine	221, 457
12. Correspondant (le)	213, 448
13. Études. Revue fondée par des PP. de la Cie de Jésus	216, 449
14. Feuilles d'histoire du XVII ^e au XX ^e siècle	201, 439
15. Grande Revue (la)	450
16. Journal des savants	204, 443
17. Mélanges d'archéologie et d'histoire	210
18. Mémoires de l'Académie de Vaucluse	221
19. Mercure de France (le)	451
20. Nouvelle Revue historique de droit	446
21. Polybiblion	206, 444
22. Révolution française (la)	202, 439
23. Revue archéologique	447
24. Revue critique d'histoire et de littérature	206, 444
25. Revue de l'Agenais	222, 457
26. Revue de l'Anjou	222, 457
27. Revue de l'histoire des colonies françaises	202, 447
28. Revue de l'histoire des religions	202

	Pages
29. Revue de Paris (la)	216, 452
30. Revue de Saintonge et d'Aunis.	222, 457
31. Revue des bibliothèques	211
32. Revue des Deux Mondes	218, 453
33. Revue des études anciennes	212, 440
34. Revue des études historiques	440
35. Revue des études napoléoniennes	203, 441
36. Revue des sciences politiques	212
37. Revue générale du droit	213, 448
38. Revue historique de la Révolution française	203, 442
39. Revue politique et littéraire	455

GRANDE-BRETAGNE.

1. Athenæum (the)	228
2. British Review (the)	229
3. English historical Review (the).	230
4. Nineteenth century and after (the).	234
5. Scottish historical Review (the).	235

ITALIE.

1. Miscellanea di storia italiana	236
2. Rivista storica italiana.	237

CHRONIQUE.

<i>Allemagne</i>	240, 464
<i>Danemark</i>	240
<i>Espagne</i>	464
<i>France</i>	239, 458
<i>Italie</i>	240
ERRATUM	466
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	467

Le gérant : R. LISBONNE.

